

LES PEUPLES
DE L'AUTRICHE
ET
DE LA TURQUIE.

70 le

— 000 —
PARIS.

IMPRIMERIE DE W. REMQUET & Cie,

Rue Garancière, 5, derrière Saint-Sulpice.

— 000 —

LES PEUPLES
DE
L'AUTRICHE

ET DE
LA TURQUIE

HISTOIRE CONTEMPORAINE
DES ILLYRIENS, DES MAGYARS, DES ROUMAINS
ET DES POLONAIS,

PAR
M. HIPPOLYTE DESPREZ.

TOME SECOND.

PARIS.

AU COMPTOIR DES IMPRIMEURS

COMON, ÉDITEUR,
15, QUAI MALAQUAIS.

1850.

31460



58468

1955

1961

1956

D

BIBLIOTECA CENTRALA UNIVERSITARA

BUCURESTI

COTA

27988

RC 355/06

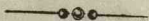
B.C.U. Bucuresti



C31460

0212

LIVRE SECOND.



L'EUROPE ORIENTALE
DEPUIS LA RÉVOLUTION DE FÉVRIER.

LIVRE SECOND.

L'EUROPE ORIENTALE.

DEPUIS LA RÉVOLUTION DE FÉVRIER.

CHAPITRE PREMIER.

LES ILLYRIENS, JELLACHICH ET L'AUTRICHE.

I.

Le mouvement politique que les populations de l'Autriche et de la Turquie d'Europe accomplissent aujourd'hui sur elles-mêmes, avait passé déjà par bien des phases, lorsque la révolution de février est venue lui imprimer une impulsion nouvelle. Il poursuivait son cours régulier au milieu de la paix, dans le calme de la réflexion, et les hommes qui l'avaient dirigé se reposaient sur le temps du soin de le conduire à son but. Les plus

impatiens ne songeaient à rien oser, les armes en main, avant la mort du ministre redouté qui gouvernait l'Autriche et pesait d'un si grand poids sur l'Europe orientale. « A la mort de Metternich ! » c'était le rendez-vous que les patriotes de l'Autriche et de la Turquie se donnaient hautement. Toute tentative révolutionnaire était ajournée jusqu'à cette heure propice. Contrairement aux prévisions les plus vraisemblables, le vieux ministre a survécu à son œuvre ; il a quitté le pouvoir avant la vie ; il a été renversé par une tempête qu'il avait devinée sans avoir pu la prévenir, et les patriotes de l'Europe orientale se sont vus devancés par une révolution sur le concours de laquelle ils n'avaient pas compté.

Les populations de l'Adriatique, du Danube et des Carpathes ont donc été saisies à l'improviste par la crise européenne, qui leur a fait faire en quelques mois le chemin de plusieurs années, mais qui les a aussi lancées dans les hasards de la lutte, sans leur laisser assez de temps pour préparer leurs moyens et leurs armes et pour reconnaître leurs amis dans le bouleversement général des alliances. Peut-être y a-t-il, en ces conjonctures, à côté de l'avantage de marcher plus rapidement vers le but désiré, l'inconvénient de marcher au milieu des orages. Cependant, à tout prendre, le bien semble l'emporter sur le mal, et, puisque les

fatalités historiques ont voulu que ces graves questions fussent livrées au jugement des armes, j'aime, pour ma part, ce spectacle émouvant et dramatique où les rôles sont joués par des peuples entiers, où les hommes présentent des caractères originaux, où enfin le sentiment des masses se développe avec les libres allures et l'enthousiasme impétueux de la jeunesse.

Si l'on excepte Vienne, qui se borne à reproduire en petit la physionomie ordinaire aux révolutions de l'Occident, sans y mettre beaucoup du sien, les mouvemens populaires de l'Europe orientale ont une physionomie propre, empruntée au génie spontané de chacune des populations du Danube ; ils sont dominés par des idées sérieuses de droit et de devoir ; ils sortent en quelque manière du fond des cœurs, ainsi que d'une source, et déroulent, dans leurs phases diverses, d'attrayantes manifestations d'activité. Tandis qu'en d'autres pays moins rapprochés de l'état de nature, les systèmes étouffent l'homme, ici l'homme, par suite de son inexpérience même, a conservé la franche rudesse de ses passions, la vigueur native de son imagination. Certes, la science pure entre pour peu de chose dans ces tentatives ardentes et juvéniles ; mais du moins les sophistes n'y sont pour rien, et, en observant les premières vicissitudes de cette civilisation naissante, on reconnaît

avec joie qu'il est encore quelque part de la foi politique, de l'enthousiasme et de la poésie, au moment même où toutes ces vertus semblent désertier peu à peu notre vieil Occident.

Les questions qui tourmentent le plus vivement l'esprit des peuples de l'Europe orientale ne sont pas précisément des questions de systèmes ; il s'agit beaucoup moins pour eux de telle ou telle organisation sociale que de la nationalité, c'est-à-dire de l'indépendance et de l'honneur national. Des intérêts constitutionnels et démocratiques viennent se mêler à ces grands intérêts de race et de patrie, on ne saurait le nier. C'est toutefois la nationalité qui a pris le pas sur la liberté ; c'est le triomphe de l'indépendance que l'on est convenu de chercher avant le succès de la démocratie, et celui-là serait traité comme mauvais patriote qui hésiterait à sacrifier les vœux, même équitables, de son parti aux convenances de la cause nationale. Ainsi en est-il du moins chez les Croates et chez les Bulgaro-Serbes, leurs frères par le sang, chez les Tchèques de la Bohême, chez les Roumains de la Transylvanie et de la Moldo-Valachie. Qui n'encouragerait pas cet esprit, lorsqu'on se rappelle pour combien les querelles d'opinion et de système doivent être comptées dans la ruine de la Pologne, en 1831, et dans la catastrophe plus récente de la Lombardie ? La Pologne et la Lom-

bardie se sont affaissées l'une et l'autre dans leur victoire même, sous le poids des questions de partis. Les Croates, les plus humbles pourtant des peuples de l'Europe orientale, se conduisent avec plus de prudence; ils ont profité de ce triste enseignement, ou plutôt ils ont donné, dès l'origine de leurs espérances, l'exemple de la tactique la plus sage, en subordonnant l'intérêt de leurs libertés publiques à celui de leur race.

La révolution commencée à l'est de l'Europe est donc moins une lutte contre l'aristocratie et la royauté qu'une guerre contre le principe de la conquête; c'est moins la dissolution d'une vieille société que le bouleversement du vieux droit des gens; c'est moins un progrès immédiat de la démocratie que l'avènement d'un nouveau code international. Le fait est simple et clair. D'où vient donc l'obscurité dont cette question reste enveloppée, même après que les événemens ont parlé? C'est que cette révolution s'accomplit dans des circonstances très compliquées, en raison de la diversité des races qui se trouvent aux prises, des alliances contre nature formées sous l'empire de la conquête et de celles qui tendent à se refaire sous l'influence des affinités de langue. L'Autriche, pour sa part, ne contient pas moins de sept races distinctes : des Polonais, des Tchèques ou Bohêmes, des Magyars, des Roumains ou Valaques,

des Illyriens ou Croates, des Italiens et des Allemands. La Turquie d'Europe n'offre pas une phylonomie moins variée : elle renferme des Roumains dans la Moldo-Valachie, des Illyriens dans la Bulgarie, la Serbie et la Bosnie, et, au midi, des Albanais, des Hellènes et des Osmanlis. Enfin, la Prusse elle-même possède un lambeau de la race polonaise, et la Russie le reste avec un autre lambeau de la race roumaine dans la Bessarabie. La race allemande à Posen et dans toute l'Autriche, la race moscovite dans le royaume de Pologne, la race ottomane dans toute la Turquie sont races conquérantes. Les Magyars sont à la fois conquérans et conquis ; conquis par rapport aux Allemands de l'Autriche, conquérans par rapport aux Illyriens de la Croatie et de l'Esclavonie, aux Roumains de la Transylvanie, aux Tchèques du pays slovaque. Si l'on ajoute à ces oppositions de situation et d'intérêts celles du génie individuel et primitif de chacun de ces peuples, l'esprit slave et patriarcal des Polonais, des Tchèques, des Illyriens, le caractère latin des Roumains, l'orgueil oriental des Magyars et des Turcs, le matérialisme des Autrichiens, le byzantinisme des Russes doublé de tartare, l'on aura le secret de l'obscurité qui entoure l'histoire contemporaine de l'Europe orientale. C'est le chaos dans l'enfantement. Il est juste de dire, toutefois, que la lumière se dégage

peu à peu du milieu de ces élémens en dissolution, et qu'à la faveur des conflits dont le Danube a été récemment le théâtre, l'attitude de chacun des peuples engagés dans la lutte s'est nettement dessinée. La route que les jeunes peuples de l'Europe orientale se proposent de suivre est en effet tracée, et à moins que la Providence n'ait dans cette question des desseins contraires aux lois habituelles de l'histoire, on peut déjà entrevoir le dénouement de l'épopée qui commence : c'est la transformation de l'Autriche et de la Turquie en états plus ou moins fédératifs, constitués sur le principe de l'égalité des races. Or, pour l'Autriche en particulier, ce principe équitable et fécond, en donnant la prépondérance numérique aux Slaves, c'est-à-dire aux Illyriens, aux Tchèques et aux Polonais, leur assure du même coup l'influence morale. Une vie nouvelle et généreuse rentre ainsi dans les veines engourdies du vieil empire, tout étonné de reprendre subitement de la jeunesse sur le sol même où l'on croyait voir sa tombe creusée. Les Allemands de l'archiduché et les Magyars de la Hongrie n'y trouvent point leur compte ; aussi ont-ils fait une insurrection à Vienne contre le slavisme des Croates, afin de conserver la position de race conquérante et d'étouffer la nationalité au nom de la démocratie, mise en avant pour couvrir un intérêt d'ambition. Les Allemands ont suc

combé alors bravement sur ce champ de bataille, où leurs alliés les Magyars, enthousiastes, mais impuissans, n'on pu leur porter qu'un secours tardif et inutile. Il est vrai que, par un étrange renversement des rôles, un certain nombre de Polonais, méconnaissant évidemment le caractère de la lutte et cédant, soit à un entraînement démocratique naturel à des intelligences passionnées, soit à une haine juste autrefois, et aujourd'hui aveugle contre l'Autriche, ont combattu à Vienne et en Hongrie pour les Magyars; mais la fraction réfléchie et pensante des Polonais de Vienne et de Paris envisageait autrement la politique des Croates et leur alliance avec les Tchèques et l'Autriche. Cette erreur partielle des Polonais n'a rien changé à la marche des événemens. Le triomphe des Slaves était dans la nature des choses, et si ce triomphe se consolide, ce sera avant tout celui du principe des nationalités.

II.

Les Croates, qui sont une tribu de la race illyrienne contenue entre la Drave, le Danube, la mer Noire, les Balkans, l'Adriatique et les Alpes tyroliennes, ont donc joué le rôle le plus intelligent, et

le plus actif au milieu de cette crise d'une si vaste portée politique et sociale. Si l'inspiration et l'instinct ont eu plus d'empire que la science sur leurs rudes esprits, il ne serait cependant pas exact de dire que la réflexion, la politique, dans son acception simple et vraie, aient été étrangères à leurs combinaisons. Pour des barbares les Illyriens de la Croatie ont remarquablement raisonné, et, bien qu'ils aient été amenés sur le théâtre de l'action beaucoup plus tôt qu'ils ne l'espéraient, ils ont sagement conduit leur naissante fortune. Aussi bien cette même sagesse a-t-elle présidé aux humbles commencemens de l'illyrisme.

En 1835, lorsque M. Louis Gaj, très jeune, encore inconnu, sans autre ressource qu'un talent flexible et sans autre autorité que celle d'une conviction ferme, essaya d'agiter la Croatie dans un intérêt national et dans une pensée hostile aux Magyars. les circonstances lui commandaient la plus grande réserve. L'entreprise à laquelle il se livrait ainsi avec la foi de la jeunesse était, à y regarder de près, aussi menaçante pour l'Autriche allemande que pour la Hongrie magyare. Il y avait des périls certains, inévitables à attaquer l'Autriche en face. L'œuvre et l'écrivain eussent été précipités, par cette imprudence, dans une ruine commune et prompte. De leur côté, les Magyars étaient alors puissans par leur privilège de race gouvernante

en Hongrie, et il ne fallait point que la Hongrie restât libre d'étouffer ce premier germe de l'illyrisme. M. Gaj, qui avait su voiler ses plans sous le simple prétexte de défendre la langue illyrienne et les libertés locales de la Croatie contre les ambitions de la langue et de la centralisation magyares, sut en même temps intéresser l'Autriche à sa cause en lui donnant à entendre qu'elle pourrait trouver en Croatie un point d'appui contre les Hongrois. C'était un moyen assuré de séduire le gouvernement autrichien, très ami de ces contre-poids à l'aide desquels chacune des populations de l'empire pouvait tenir les autres en échec. L'intrépide et prudent agitateur de la Croatie s'était montré habile en ne proclamant pas tout d'abord son but, qui était de réveiller le sentiment national des populations illyriennes de l'Autriche, c'est-à-dire des Croates, des Esclavons, des Dalmates, des Carnio-lais, des Carinthiens et de la Styrie méridionale. La Croatie entière, toutes les populations illyriennes liées à son sort, adhéraient cordialement à la pensée de M. Gaj. Qu'on ne s'y trompe point : elles n'étaient conduites par aucun penchant ni par aucune amitié politique pour la race allemande. Le *nemet* (le muet), le *Schouabe*, c'est-à-dire l'Allemand, n'est pas plus populaire en Croatie qu'en Pologne ou en aucun lieu des pays slaves ; mais il est une race contre laquelle s'élèvent encore de

plus robustes préjugés : c'est la race du Magyar, le Saxon de cette nouvelle Irlande.

Avec un peuple aussi belliqueux que les Illyriens, il était difficile que la lutte fût longtemps toute en paroles. Après avoir éveillé dans la poitrine des Croates le besoin de la nationalité, le docteur Gaj eût couru quelque danger à vouloir les nourrir seulement de belles promesses. Il ne suffisait pas qu'une génération de publicistes, de savans, de poètes et d'orateurs populaires eût surgi à sa voix pénétrante et facile ; il fallait pour ces *jeunes hommes*, placés à la tête d'un jeune peuple, un aliment à leur vive ambition. Il ne suffisait pas qu'ils eussent le libre usage de ces institutions parlementaires, de ces réunions trimestrielles des comitats où assistaient, comme en Hongrie, les nobles paysans ou magnats, de ces assemblées d'Agram où se rencontraient les députés de l'Esclavonie et de la Croatie ; ils voulaient aussi des *garanties pour leur indépendance nationale*, et ils travaillaient, sous la conduite de leur O'Connel, à obtenir en réalité et en fait le *rappel de l'union* de la Croatie avec la Hongrie.

Ce mouvement, qui datait de 1835, était arrivé, en 1845, à un degré de consistance et de force assez grand pour inquiéter sérieusement les Magyars et imposer des conditions à l'Autriche elle-même, qui, en favorisant les premières évolutions

de l'idée illyrienne, n'aurait peut-être pas voulu lui voir prendre une marche aussi rapide. L'Autriche cherchait dans les Illyriens un instrument passif; un tel rôle convenait peu au caractère de ce peuple. Le cabinet de Vienne se crut obligé d'essayer d'une petite leçon comme d'avertissement, afin de les ramener par précaution à la modestie. Un malheureux régiment italien, commandé par des officiers allemands, fut condamné à cette triste besogne. A l'occasion d'un tumulte fort ordinaire dans les élections de députés ou de magistrats administratifs, on trouva moyen de faire massacrer les chefs de l'ardente jeunesse d'Agram. Au lieu d'être une leçon, ce massacre ne fut que le signal d'un soulèvement de toute la ville, animée d'un violent désir de vengeance, et le gouverneur, le ban Haller, désespérant d'éviter de plus grands malheurs, de sauver son autorité et sa vie, en fut réduit à abdiquer temporairement entre les mains de M. Gaj, seul capable de faire entendre des paroles de paix et de calmer la tempête. Le représentant de l'empereur et roi en Croatie avait donc plié le genou devant l'illyrisme, dont il avait reçu l'ordre de calmer le tempérament par le douloureux procédé de l'amputation. L'illyrisme se présenta dès-lors triomphant à Vienne avec de nouvelles exigences, auxquelles M. de Metternich commença par sourire du bout des lèvres.

Les Croates possèdent ce regard fin et caressant, cette naïveté réfléchie, qui distinguent le Moscovite. M. Gaj ne s'annonça pas à Vienne comme le vainqueur du cabinet autrichien un peu désappointé; l'habile publiciste feignit de croire que le massacre d'Agram était un fait indépendant de la politique ministérielle; il affecta même d'y découvrir une sorte d'entente du ban Haller avec les Magyars, une conspiration organisée à l'insu de l'empereur pour contrarier l'illyrisme. M. de Metternich, heureux de voir la question ainsi comprise, souscrivit sur-le-champ à quelques-unes des demandes des Croates, et donna, quant aux autres, des promesses formelles. M. Gaj emporta de Vienne la destitution du ban de Croatie, avec la nomination de l'évêque patriote d'Agram en qualité de ban intérimaire. La censure devait, aux termes de la même convention, se relâcher de sa rigueur et lever le *veto* mis sur plusieurs publications, au nombre desquelles se trouvait une histoire très hardie de tous les peuples illyriens, écrite en langue nationale par M. Gaj lui-même. Enfin, le cabinet consentait à la reconstitution de l'assemblée nationale de la Croatie, qui sortait peu à peu du chaos des vieilles coutumes, avec la pensée de centraliser l'action de l'illyrisme, et l'intention arrêtée d'amener la séparation absolue des deux royaumes de Croatie et de Hongrie. Quelles concessions

exigeait-on des Croates pour prix de ces faveurs? Une seule; ils s'engageaient à appuyer dans la diète hongroise, où la Croatie était alors représentée, la politique du parti conservateur et autrichien. Qu'était-ce que ce sacrifice en comparaison des avantages que l'on avait conquis sur les Magyars et sur l'Autriche, et de cette quasi-indépendance nationale acquise désormais à la Croatie?

La révolution de février a trouvé les Croates occupés à organiser ces libertés locales qui devaient offrir un abri tutélaire à la nationalité. Aussi, en recevant le contre-coup des événemens de Paris, la nationalité illyrienne a-t-elle tressailli fièrement dans le sein de l'humble Croatie. A mesure que la révolution s'avancait vers l'Orient, l'illyrisme prenait plus d'ardeur et d'audace, sans s'éloigner toutefois de ces principes d'alliance austro-croate à l'ombre desquels il avait grandi. Plus l'émotion révolutionnaire était profonde dans l'Europe orientale et plus il y avait de probabilités d'une conflagration, plus aussi M. Gaj voyait la nécessité de s'assurer contre les Magyars une base d'opérations par le concours de l'Autriche. Diviser ses ennemis pour triompher de l'un d'abord, sauf à tomber sur l'autre un peu plus tard, c'était la politique à la faveur de laquelle la Croatie avait pris une influence si forte sur les affaires autrichiennes, et

allait être prochainement appelée à décider du sort de l'empire même.

Jusqu'alors, l'illyrisme s'était débattu et développé pacifiquement par la presse, les écoles et les assemblées publiques; il avait marché à l'aide de la parole et de la plume et s'était répandu parmi toutes les populations slaves de l'Autriche et de la Hongrie méridionales. Il avait même franchi la frontière turque et gagné le cœur des belliqueuses populations illyriennes qui habitent entre Raguse et Constantinople, les Monténégrins, les Bosniaques, les Serbes et les Bulgares. Une même langue, un même sang, les mêmes malheurs et les mêmes aspirations vers une vie inconnue, vers la réalisation de cette pensée de nationalité, nouvelle dans le monde, avaient sympathiquement réuni les Illyriens [de la Turquie aux Illyriens de la Hongrie et de l'Autriche, et les sentimens de toutes ces tribus, depuis les Alpes tyroliennes et depuis le Bosphore, avaient en un instant convergé vers ce petit coin de terre, cette obscure ville d'Agram où fermentait comme un levain généreux l'idée illyrienne. Cependant tout ce travail n'avait encore été en quelque sorte que parlementaire et politique; les hommes d'épée n'avaient point encore paru sur la scène, mais leur temps approchait; on en avait le pressentiment sur tous les points du sol illyrien, dans

le sein duquel il semblait qu'une explosion se préparât.

Il n'est point de pays qui soit plus propre à produire et à improviser des chefs intrépides que le pays illyrien. Partout l'existence y est d'une simplicité et d'une âpreté à la fois viriles et poétiques. La nature y produit spontanément des caractères énergiques et primesautiers, qui n'ont pas toujours l'élégance ni la politesse des mœurs, mais qui possèdent une gravité innée, une dignité originale, des hommes qui ne savent pas toujours lire, mais qui pourtant savent souvent parler avec éloquence. Tels ont été tout récemment, en Serbie, George-le-Noir, le fondateur de l'indépendance des Serbes, après lui Milosch et après celui-ci Voutchich, le ministre de la guerre du fils de Georges-le-Noir, et cent autres. En temps de paix, ou du moins au milieu du calme des idées, ces fortes natures restent stériles et ignorées dans les humbles emplois de la vie agricole et pastorale; mais qu'une pensée patriotique, qu'un souffle d'en haut vienne agiter leurs forêts, alors cette force inconnue les émeut intérieurement, elle les arrache à leurs troupeaux, elle les entraîne, elle les précipite dans les événements. Comme ce vieux poète aveugle du temps de George-le-Noir, ils vont tête baissée; il suffit qu'on les tourne du côté où le canon gronde, les voilà qui s'élancent, et, s'ils ne restent pas sur le

champ de bataille couchés parmi les morts, ils en reviendront en héros que la poésie populaire se hâtera d'immortaliser.

Parmi les diverses tribus de la race illyrienne, c'est la tribu démocratique des Serbes qui a le privilège de produire le plus de ces batailleurs épiques, puissans sur l'imagination sensible des masses. Si la Croatie eût manqué d'un chef militaire pour les événemens qui se préparaient, elle l'eût trouvé dans la démocratie serbe; et, pour ne parler que d'un seul, Milosch, prince détrôné, mais célèbre parmi les Illyriens, s'offrait de lui-même. Toutefois, derrière le nom de Milosch se cachait une ambition personnelle hostile au chef actuel des Serbes turcs, Alexandre Georgewitz, brave, honnête et loyal entre tous les Illyriens. Aussi M. Louis Gaj avait-il tourné ses yeux d'un autre côté. Depuis longtemps, il avait dirigé la faveur et les espérances des patriotes d'Agram vers un officier des colonies militaires croates, esprit cultivé, hardi et poétique, en même temps Illyrien par la langue, démocrate dans ses mœurs : Joseph Jellachich. Les colonies militaires de la Hongrie, formées à l'est de Valaques et de Szeklers ou *Sicules*, qui sont Magyars, appartiennent, dans la Croatie et l'Esclavonie, à la race illyrienne. Elles forment la meilleure milice de l'empire, et, depuis un siècle, ce sont elles qui ont mérité tous les lauriers

31460



que l'Autriche a cueillis. Les hommes y naissent, vivent et meurent soldats, sur une terre exploitée en commun, dans les principes rigoureux de la fraternité et de la discipline militaire. Populations peu fortunées, mais intelligentes et non point sans éducation, très avancées par exemple dans la connaissance du droit qui régit leurs propriétés et leurs personnes, elles étaient fort accessibles aux idées nouvelles qui travaillaient la Croatie, et en effet, partout où les officiers étaient Illyriens, la propagande y avait pénétré victorieusement à la suite des journaux de M. Gaj. Les colonies militaires, sous l'influence de cet esprit, tendaient de jour en jour, et sous les yeux de l'Autriche, à devenir les *gardes nationales* de l'illyrisme. Jellachich, arrivé au grade de colonel, avait, entre tous les autres officiers de la frontière, gagné la sympathie des soldats croates et attiré les regards des agitateurs d'Agram. M. Gaj, devenu puissant à Vienne, obtint la nomination de Jellachich à la dignité suprême de ban de Croatie. L'illyrisme avait ainsi trouvé une épée.

Jellachich est plus qu'une épée. Brave et chevaleresque sans avoir le bras homérique de Georgele-Noir ou de Milosch, il a sur eux l'avantage d'une culture d'esprit très étendue ; ses études et les connaissances qu'il a puisées au contact des civilisations occidentales, loin d'avoir étouffé en lui l'originalité de son génie slave, en ont servi peut-

être le développement, en lui donnant une notion claire des grands intérêts au milieu desquels il est appelé à jouer un rôle. Doué comme slaviste d'une intelligence moins érudite que celle de Louis Gaj, il a de plus que le publiciste illyrien la connaissance approfondie d'un autre monde au-delà du monde slave. Il connaît l'Europe avec ses passions, ses idées, sa puissance de civilisation, et, par dessus la tête des Allemands, il tourne souvent les yeux vers la France. Cependant, c'est en lui-même et dans l'instinct national de l'Illyrie, qu'il puise ses inspirations, et c'est sur les convenances et les nécessités de l'intérêt illyrien qu'il règle sa conduite. En prenant possession de ses fonctions de ban, il est entré corps et âme dans la pensée de Louis Gaj alliance avec l'Autriche, guerre contre les Magyars.

L'Autriche menacée de Milan à Cracovie, ne pouvait point marchander sur les conditions : elle se mit en quelque sorte à la discrétion des Croates. D'ailleurs, elle n'était plus en position de faire face aux événemens sans le concours de l'illyrisme. Les Croates, par leur esprit national, sont tout-puissans sur la Dalmatie, qui est un membre détaché du royaume de Croatie, sur Trieste, qui est peuplé d'Illyriens, sur la Carniole, la Carinthie et la Styrie, provinces situées sur le chemin de Vienne à l'Adriatique et à Venise. En-

fin ces mêmes Croates, qui ont derrière eux, avec la partie méridionale de l'Autriche, l'immense appui moral, et au besoin armé, des Illyriens de l'empire ottoman, les Bulgares, les Bosniaques, les Serbes et les Monténégrins, éveillent aussi au nord de la Hongrie, en Bohême, et jusqu'en Pologne, d'énergiques sympathies qui sont pour eux une influence.

Bien que les Tchèques de la Bohême et de la Hongrie septentrionale et les Polonais se regardent comme plus avancés en civilisation que les Croates, ces deux peuples sont forcés de reconnaître dans l'étroite Croatie l'un des plus ardents foyers de la propagande slave, l'un des endroits du monde où se discute avec le plus de virilité l'intérêt des nationalités opprimées. Il était évident que le jour où les Croates voudraient parler aux Tchèques et aux Polonais un langage fraternel, ils attireraient les uns et les autres dans leur alliance. Or, la Bohême, durement étreinte par le germanisme, savante, mais épuisée sous le poids d'une longue domination, ardente et hardie dans les recherches et les luttes d'érudition slave, mais moins belliqueuse par nature que la Pologne et l'Illyrie, caressait, depuis longtemps, la Croatie et ses écrivains, nourris et formés pour la plupart, dans l'université de Prague. Quant aux Polonais, semblables au héros de Carthage, qui, après la ruine de sa patrie, parcourait

encore le monde pour susciter des ennemis au nom romain, ils avaient songé à tous les points de l'Europe et de l'Asie où ils pouvaient constituer une résistance ou armer une haine contre la Russie, et ils avaient souvent épanché leurs plaintes dans le sein des agitateurs croates. Si donc les Croates ouvraient leurs bras, la Bohême et la Pologne avaient bien des raisons de s'y précipiter. Jellachich ne l'ignorait point, et, en saisissant le rôle que lui offrait la querelle des Croates et des Magyars, sa pensée, prompte et pénétrante, embrassait un plus vaste horizon. Il ne se bornait pas à se poser comme le défenseur de l'intérêt croate et de l'illyrisme, il s'annonçait également comme l'ami des Slaves de toute l'Autriche septentrionale.

Par malheur pour les Slaves autrichiens, le point de vue d'où ils envisageaient la situation de l'empire n'était pas le même chez tous, et les Polonais en particulier n'avaient pas tous une idée très nette de la politique de la Croatie et des intentions de Jellachich. Accoutumés à voir dans l'Autriche le plus perfide de leurs maîtres, encore saignans des blessures reçues de sa main en Galicie et à Cracovie, quelques-uns pensaient que leur premier vœu devait être la dissolution de la monarchie autrichienne. Les Tchèques étaient moins hostiles à la dynastie de Habsbourg, quoiqu'ils

eussent beaucoup souffert du germanisme. Jellachich pouvait donc, sans exciter la défiance des Tchèques, rester fidèle aux traditions illyriennes de l'alliance austro-croate ; mais le vrai sens de sa conduite restait mystérieux, inexplicable même pour certains Polonais impatients, ennemis des lenteurs, excellens soldats à tout propos, au risque de compromettre leur propre cause, et, au demeurant, mauvais diplomates. Bref, bien que la grande majorité des Tchèques et des Polonais sensés fussent de cœur ou de fait avec Jellachich, celui-ci, plein de foi en l'avenir, se lança en tête de ses seuls Illyriens à la poursuite de l'idée politique dont ils partageaient avec lui le secret.

C'était un dramatique spectacle, celui des soldats réguliers et des volontaires illyriens qui, frémissant d'une patriotique émotion et subjugués par la puissance du sentiment national, accouraient autour du drapeau levé par Jellachich. Les régimens-frontières avaient marché en *Italie* ; ils y avaient combattu par devoir, froidement, sans enthousiasme : ils avaient, comme les régimens magyars, tchèques et polonais, subi la douloureuse fatalité du commandement militaire ; mais la guerre que les Croates allaient porter sur le territoire hongrois était une guerre nationale, la protestation des vaincus d'un autre siècle contre des conquérans orgueilleux, l'acte indépendant

d'un peuple qui s'appartenait pour la première fois. Les régimens des colonies et les paysans prenaient les armes avec cette foi entière des peuples jeunes ; quelques-uns même allaient au-delà des vœux de leur chef, et lorsqu'il leur parlait ce langage démocratique et fraternel qui est celui de son caractère , c'était un tressaillement général , des cris de *jivio*, des *vivat* prolongés et entraînés.

« Père, lui disaient-ils, nous partons pour aller te chercher à Bude la couronne de saint Étienne et nous te suivrons jusqu'au bout du monde ! » C'était le sentiment avec lequel les soldats de Jellachich passaient la Drave ; les uns, fantassins des colonies, équipés comme les meilleures troupes de l'Europe, les autres, volontaires en haillons, avec leur *surka* de toile ou de grosse étoffe, quelques-uns avec les manteaux rouges et le bonnet des Serbes et des Hellènes. Si primitif que ce spectacle pût paraître à des yeux accoutumés à la régularité de nos bataillons, c'étaient les soldats d'une idée, et ils brûlaient, avec une ardeur d'enfans, de faire entendre à l'Europe leur premier coup de canon. Leur seule crainte, la crainte de Jellachich était de ne point rencontrer de Magyars à combattre.

Quelle est en effet, à ce moment, la puissance, et quelles sont les ressources de la race magyare ? C'est un douloureux sujet de discussion qui ne peut qu'éveiller de mélancoliques réflexions dans

toute âme consciencieuse et loyale, car voici que le malheur des Magyars dépasse leur orgueil et leur folie, voici que leurs désastres sont plus profonds que leur ambition démesurée; voici enfin que, saisis par le vertige, ils vont succomber follement sous le poids de leurs propres fautes ! Il y avait parmi les Magyars, un homme d'un caractère élevé et d'un sens droit, Étienne Széchényi, le fondateur de la navigation du Danube, le meilleur des patriotes. Depuis plusieurs années, il entrevoyait la crise où le magyarisme ultra-enthousiaste précipitait son pays, il avait plusieurs fois prédit le péril ; mais à la vue d'un abîme encore plus profond que sa pensée ne l'avait prévu, il a perdu la raison. Qui pourrait imaginer un plus noble et un plus juste désespoir ?

Széchényi a commencé par être pour les Magyars ce que Louis Gaj a été pour les Croates, c'est-à-dire le promoteur de l'idée nationale. Plusieurs années avant que l'agitation illyrienne eût pris naissance à Agram, Széchényi avait donné le branle au mouvement magyar, en rendant à la langue des paysans la dignité de langue nationale et en assurant les libertés constitutionnelles du royaume et les progrès de la richesse publique. Toutefois, lorsqu'il avait pris l'initiative de ces innovations, qui devaient, dans sa pensée, rendre à la Hongrie une vie propre, une existence nationale, il n'était

animé ni par des idées d'insurrection contre l'Autriche, ni par des projets d'intolérance contre les populations non magyares enfermées dans les limites du royaume. Pourquoi ? C'est que d'une part il n'ignorait point que les Magyars sont en minorité sur le territoire où ils se sont établis en conquérans, et que, de l'autre, en les voyant perdus ainsi au milieu de l'Europe orientale, pressés entre de grandes races, telles que la race allemande et la race slave, il craignait que l'indépendance, surtout une indépendance trop hâtive, n'équivâlût pour eux à une ruine complète. Plus le magyarisme était devenu intolérant, plus il avait soulevé de résistance et de haine chez les Illyriens de la Croatie, chez les Tchèques des Carpathes, chez les Roumains de la Transylvanie, — plus aussi le comte Széchényi se séparant des exaltés de Pesth, se rapprochait de l'Autriche, à laquelle il ne prétendait faire qu'une opposition strictement constitutionnelle. Cette politique eût enlevé tout prétexte à l'alliance des Croates et des Tchèques avec le cabinet de Vienne, lors même qu'elle n'eût pas réussi à conjurer leurs haines et à éloigner d'eux les pensées de rébellion. Malheureusement, l'orgueil des Magyars les aveuglait sur la vraie situation du pays. Aucun pouvoir ne leur paraissait plus légitime et plus assuré que celui qu'ils exerçaient comme race gouvernante, et ils ne compre-

naient pas que leurs sujets *illyres* ou *grecs*, comme ils appelaient avec mépris les Croates ou les Roumains, pussent concevoir la pensée d'aspirer à l'égalité politique. Dans le cas d'une résistance armée, les Magyars ne doutaient point qu'il ne leur suffît de paraître pour écraser et exterminer les rebelles. Cette opinion était précisément celle du parti le plus avancé en matière de réformes législatives, de ce parti ardent et passionné qui, réunissant ainsi dans son programme les idées de liberté et celles de domination, espérait acquérir par des concessions aux classes souffrantes, aux paysans corvéables, le droit de les dénationaliser. Le journaliste Kossuth, Slovaque d'origine, magyarisé lui-même dès l'enfance, le plus intrépide des Magyars et le plus ambitieux, était à la tête de ce parti et le personnifiait dans son éloquence asiatique et sans règle. Kossuth, porté au pouvoir par le flot révolutionnaire, entraîné par la double exaltation de son orgueil personnel et de son magyarisme, traitait avec un suprême dédain et les Croates et Jellachich, et les foudroyait chaque jour de sa parole au milieu d'un tonnerre d'applaudissemens. L'Europe, persuadée que les Magyars étaient les plus forts parce qu'ils étaient les plus bruyans, les plus libéraux parce qu'ils parlaient le plus de liberté, et les plus civilisés parce qu'ils avaient une aristocratie façonnée aux mœurs de

l'Angleterre, l'Europe, mal renseignée sur le droit et les ressources des deux partis, pouvait se laisser prendre à ces bruits des âges fabuleux, à ces paroles de géans, à ces menaces de héros mythologiques ; mais les Croates connaissaient mieux leur ennemi. Ils ne s'effrayaient point des foudres de Kossuth, et aux accusations de servilisme, de barbarie, d'impuissance, ils répondaient par l'invasion du territoire magyar.

Les Magyars, surpris, mais non déconcertés, continuaient de voir dans Jellachich un chef de brigands au milieu d'une armée de mercenaires que le premier coup de canon mettrait en déroute : Jellachich n'en suivait pas moins son chemin vers Bude, conduit comme par des pressentimens mystérieux. Il pourchasse les premières troupes magyares qui se trouvent sur sa route et qui sont fort étonnées de rencontrer en lui un adversaire résolu, parfaitement armé, dominant ses volontaires par l'influence de son nom magique, et fortifiant la discipline de son infanterie régulière par les inspirations du patriotisme. Les Magyars ne peuvent pas croire que leur général, Teleki, ait pu reculer devant les Croates : ils l'accusent de trahison. Bientôt cependant Jellachich, traversant toute la Hongrie méridionale sans coup férir, arrive à quelques heures de Bude et de Pesth. Un cri d'alarme s'échappe alors de toutes les poitrines magyares, et

quiconque peut porter les armes dans les deux capitales se présente à la rencontre des Croates ou prépare la résistance sur le Danube.

Si facile et si rapide qu'eût été la marche de Jellachich, il ne pouvait, sans avoir rassemblé toutes ses forces, se lancer dans une entreprise aussi grave que le siège de Bude, bâti sur un rocher et défendu par une population au désespoir. Il eût d'ailleurs préféré attaquer Pesth, ville ouverte, située en rase campagne et foyer réel du magyarisme; mais, pour prendre Pesth en face de Bude, il fallait franchir le Danube. Ces considérations de stratégie et de politique décidèrent Jellachich à rester un instant dans l'expectative. Il attendait des renforts de deux côtés, de l'ouest et du sud-est. Dans la région du sud-est, à la pointe orientale de l'Esclavonie et dans la portion limitrophe du banat de Temesvar, les populations serbes s'étaient organisées d'elles-mêmes en partisans; elles avaient déjà eu, non sans succès, de nombreux engagements avec les troupes magyares. Ces terribles volontaires, plus rapprochés de la vie primitive que les Croates voisins de l'Italie et de l'Allemagne, marchaient au combat sous les inspirations de l'évêque et patriarche grec de Carlowitz, le vénérable et belliqueux Raiachich. La bouillante ardeur du patriarche avait d'abord souffert des calculs et des combinaisons politiques du ban de Croatie; mais

Jellachich, après avoir épanché ses sentimens dans le cœur de l'impétueux évêque, avait gagné sa confiance, et les opérations des deux chefs marchaient de concert.

Toutefois le principal appui que Jellachich espérait, exigeait, c'était celui de l'empereur, qui, au risque de blesser le radicalisme allemand et de soulever dans Vienne des passions redoutables, était contraint de donner raison aux Croates et d'agréer les plans de leur général. Dans l'attente de ce concours et conformément aux nécessités de cette tactique, Jellachich, avant d'attaquer les deux capitales magyares, dut faire un mouvement du côté de l'ouest, afin d'opérer sa jonction avec les troupes envoyées de Vienne, et de retomber ensuite sur Buda-Pesth. C'est pourquoi, au lieu de marcher directement au nord sur Bude, il se porta vers l'ouest sur Raab et Comorn, d'où il dominait le Danube et la route de Vienne à Bude.

Le magyarisme était alors dans la surexcitation du désespoir; Kossuth prêchait dans son langage, souvent hyperbolique et quelquefois émouvant, une croisade d'extermination. Les paysans magyars, saisissables par le patriotisme et l'enthousiasme, se soulevaient pour *anéantir* les Croates et *pendre le brigand Jellachich, l'instrument impudique de la camarilla, le lieutenant stipendié de Nicolas*. Lorsqu'on le vit se replier sur Raab, on fit

croire aux paysans qu'ils l'avaient mis en pleine déroute, que les chemins de la Croatie lui étaient coupés, et que, fugitif, il n'aspirait qu'à cacher sa honte loin de son pays. Pendant que les agitateurs magyars travaillaient par ces fables l'imagination crédule du paysan, ils combinaient et exécutaient un dessein plus sérieux. A l'alliance de Jellachich avec l'empereur, ils opposaient une alliance des Magyars avec les radicaux allemands.

Les radicaux de Vienne formaient à peine le dixième de l'assemblée constituante, qui représentait l'empire, moins la Hongrie, la Croatie, la Transylvanie et la Lombardie. Ils ne brillaient ni par l'autorité du nom, ni par la puissance du talent, ni même par la hardiesse des idées. Perdus au milieu d'une assemblée indécise où les rivalités de province et de nationalité dominaient généralement les intérêts libéraux, ils n'apportaient, au milieu de ces tiraillemens et de ces luttes sourdes ou patentes, que de nouveaux élémens de confusion. Le radicalisme viennois manquait d'inspirations qui fussent originales. Comme le radicalisme germanique, il se contentait de puiser dans notre histoire et d'imiter consciencieusement, sans ajouter aux idées de notre âge héroïque autre chose que cette teinte mystique naturelle au génie allemand. Encore faut-il avouer que le radicalisme savant et passionné de Francfort et de Berlin l'emportait de

beaucoup sur celui de Vienne, timide et peu sûr de lui-même. Et pourtant, plusieurs circonstances conspiraient en quelque sorte pour favoriser celui-ci dans l'expansion et le triomphe de ses idées. C'est d'abord la faiblesse de l'empire et la lutte des races. C'est ensuite l'organisation même de la garde civique ; c'est l'établissement de cette force turbulente qui, sous le nom de *légion académique*, a joué un rôle si décisif dans toutes les manifestations dont Vienne a été le théâtre. La légion académique était composée, non point seulement de la jeune population des universités, mais de révolutionnaires accourus de tous les points de l'empire et de la confédération elle-même. Allemands, Hongrois, Polonais, Italiens, s'étaient donné rendez-vous dans ces cadres, et, fort peu soucieux de l'intérêt de Vienne et de l'Autriche, ils s'étaient constitués en janissaires du radicalisme.

Les ministres magyars essayèrent de faire entendre aux quarante radicaux de la diète de Vienne et à la légion académique que le radicalisme était compromis par la conduite et l'ambition de Jellachich. Ils furent écoutés. Les Allemands voyaient dans le ban de Croatie un Slave résolu qui élevait un drapeau peu agréable aux yeux de la race germanique. Les Italiens, de leur côté, redoutaient un accroissement d'autorité pour cette race qui venait de frapper des coups si terribles sur leur nationa-

lité. Des Polonais, acharnés contre le gouvernement de l'Autriche et troublés d'ailleurs par le respect humain en présence de l'Europe démocratique, entrèrent aussi dans le mouvement qui se préparait. Tous d'ailleurs, Allemands, Italiens, Polonais, séduits par les magnifiques promesses des Magyars, et croyant sérieusement à une coopération impétueuse de ce côté, acceptèrent l'alliance proposée. On sait quel sanglant triomphe vint la sceller le 6 octobre. Pour la seconde fois depuis le mois de mars, le souverain, naguère encore absolu, fut forcé de quitter Vienne et de fuir devant l'insurrection. La nomination de Jellachich au commandement de la Hongrie et le départ des troupes destinées à faciliter son entrée dans Pesth avaient été le prétexte de la bataille. C'était une grande victoire remportée par les Allemands et les Magyars sur la race slave, si les Magyars avaient été en position de tenir les engagements contractés avec le radicalisme, c'est-à-dire d'anéantir Jellachich isolé et d'amener devant Vienne une armée magyare, non point de trois cent mille hommes, mais de trente mille hommes seulement.

Le contraire arriva, et il fut donné à Jellachich de trouver dans la victoire même des radicaux viennois l'occasion d'agrandir son rôle, de relever la cause des Slaves un moment compromise, et de peser davantage sur les destins de l'empire. Le

danger est à Vienne plus qu'à Pesth, se dit-il, et au lieu de courir à l'ennemi impuissant pour le terrasser, c'est vers l'ennemi victorieux qu'il tourne son épée. Au moment même où les Magyars affirmaient qu'il était en déroute et où l'Europe, trompée par de fausses nouvelles, croyait, en effet, le voir précipité en désordre dans les montagnes de la Styrie, il apparaissait calme et ferme aux portes de Vienne, avec ses troupes qui, à défaut de prises de corps avec l'insaisissable armée des Magyars, avaient combattu vaillamment et gaiement contre la nature, et accompli, au milieu des privations, une marche forcée digne de vieux soldats. Les Croates brûlaient, non pas de piller et d'incendier, mais de se battre contre des *Schouabes* et des *Magyarons* pour la gloire de l'homme qui leur paraissait résumer en lui les griefs et les espérances de leur nationalité. En effet, dans ce premier instant de trouble, au milieu du désordre, de la confusion et de la défaillance des impérialistes, Jellachich ne tenait-il pas en ses mains la fortune de l'empire? S'il n'avait été qu'un vulgaire ambitieux, il l'eût brisé. Un coup d'épée lui suffisait pour trancher le lien qui retenait encore assemblés tant de membres en désaccord, et sa part n'eût pas été la moins belle. L'Illyrie autrichienne, c'est-à-dire la Croatie, l'Esclavonie, la Dalmatie et l'Istrie, puis la Carniole, la Carinthie et la Styrie méridio-

nale auraient formé, sur l'Adriatique, avec Trieste, Fiume, Zara et Raguse pour débouchés, un état respectable qui aurait eu bien des moyens d'influence sur les Illyriens bulgaro-serbes, bosniaques et monténégrins. Si belle pourtant que fût la tâche de commencer l'organisation de la nationalité illyrienne et d'en être le premier chef indépendant, Jellachich ne se laissa point séduire; il était préoccupé du voisinage de la Russie, de l'équilibre européen, auquel l'existence de l'Autriche est indispensable dans le temps présent. Son ambition était de transformer, de régénérer la vieille Autriche par un principe supérieur, par le principe éminemment libéral de l'égalité des nationalités. Aussi Jellachich s'écrie-t-il, dans un moment d'inspiration sensée : *Si l'Autriche n'existait pas, il faudrait l'inventer !* En frappant sur l'insurrection de Vienne, ce n'est pas tel ou tel système social qu'il prétend frapper; c'est l'alliance de la race allemande avec la race magyare, c'est l'obstacle à l'invasion de la race slave dans le gouvernement de l'Autriche.

Cette pensée méritait d'être comprise par les Tchèques et les Polonais de la diète de Vienne. Les députés tchèques l'ont saisie d'instinct. Leur premier mouvement, dès le lendemain de l'insurrection, a été de se retirer à Prague et de faire de là un appel à tous les députés slaves. C'était pour les slavistes savans, comme Palaçki et Schafarik,

une belle occasion de reprendre la thèse développée, quelques mois auparavant, au sein de ce congrès slave, où l'on avait proposé pour la première fois avec solennité l'union politique des Slaves autrichiens. L'épée inflexible du prince Windischgraetz avait tranché brusquement la question au moment même où le congrès allait publier le résultat de ses travaux et un manifeste à l'Europe. Les Tchèques, bombardés et massacrés ainsi tout récemment par ordre de Vienne, se déclaraient cependant les plus fermes soutiens de l'empereur, au risque d'avoir à combattre à côté de ce même Windischgraetz dont le nom est écrit en caractères sanglans sur le pavé de Prague. Ils n'hésitaient pas, en dépit de ce douloureux souvenir, à se ranger sous les drapeaux de l'empereur, tant cette conduite leur semblait commandée par l'intérêt slave lui-même en présence du pacte germanique et magyar.

L'exemple des Tchèques aurait dû éclairer les Polonais de la diète sur les vrais intérêts de leur race. Quelques-uns étaient résolus à imiter les Tchèques; d'autres restaient indécis dans les perplexités du patriotisme, et plusieurs enfin s'étaient entièrement mépris sur le caractère et les conséquences de l'insurrection. Ils essayèrent de se concerter. Au milieu de ces circonstances solennelles, les débats furent passionnés et marqués par

des scènes déchirantes. L'un des plus actifs et des plus intelligens députés de la Galicie, George Lubomirski, faillit succomber à la fatigue de ces débats pleins d'angoisse ; sept quittèrent la diète ; les autres restèrent en proie à l'indécision ou se laissèrent entraîner par le désir d'arracher à la diète de Vienne quelques concessions spéciales pour la Pologne au milieu de la crise. Dans la pensée de ceux qui se retiraient, la diète avait changé de caractère ; elle s'écartait du principe de l'égalité des races ; elle travaillait au profit des Magyars et de l'Allemagne. « Eh quoi ! disait l'un de ceux-là, M. Zdzislaw Zamoyski, dans un manifeste à ses électeurs, une partie de la diète de Francfort n'a-t-elle pas déclaré dans son message à la diète de Vienne que celle-ci a bien mérité de la patrie allemande ? Or, je jure devant Dieu que l'intérêt de l'unité allemande ne m'a jamais préoccupé ! »

Cependant les Croates campaient aux portes de Vienne, sans rien perdre de leur première confiance. L'agitation nationale produite dans les provinces slaves du nord, en Bohême, en Moravie, en Silésie, en Galicie, et au midi jusqu'à Raguse, dans toute l'Illyrie, les encouragemens des Illyriens même de la Turquie, rassuraient la conscience de ces paysans de la Save contre les accusations de barbarie dont l'Europe les poursuivait sur le témoignage des Magyars. Ceux-ci, toutefois,

qui, chaque jour, devaient apparaître avec une armée formidable pour anéantir Jellachich sous les murs de Vienne, travaillaient péniblement à organiser cette armée, conçue par l'imagination de Kossuth, mais non encore réalisée. De leur côté, les radicaux de Vienne croyaient à la prochaine arrivée de ce puissant secours si hautement et si catégoriquement annoncé, et ils espéraient que Jellachich serait écrasé avant même que l'armée impériale eût réussi à rassembler ses débris et à se reconstituer assez fortement pour menacer Vienne. On sait que les Magyars, fort occupés à l'est par le patriarche Raiachich, effrayés de l'attitude de leurs paysans tchèques des Carpathes, menacés d'une insurrection des Roumains de la Hongrie orientale et de la Transylvanie, n'ont pas rempli l'attente de leurs alliés et ont donné le temps à l'empereur et à son lieutenant Windischgraetz de concentrer autour de Vienne des forces imposantes. On sait enfin qu'une lutte terrible s'est engagée avant que les Magyars eussent donné signe d'existence, et que déjà Vienne était envahie et rendue, lorsque ce secours tant promis s'est présenté sur le Danube et a ranimé un moment l'espoir des vaincus, mais seulement pour appeler sur eux de nouveaux malheurs et pour attirer aux Magyars une défaite signalée.

L'idée pour laquelle les radicaux de Vienne se

sont battus était une idée fausse, car ils associaient leur libéralisme aux intérêts de la race allemande et de la race magyare, qui sont les intérêts de la conquête. Et comment ne pas déplorer cette erreur? comment ne pas reconnaître que leur courage était digne d'une meilleure cause? Oui assurément, les radicaux de Vienne, quoique timides dans l'expression de leurs idées politiques et fort embarrassés de leur triomphe dès le lendemain de la victoire, ont déployé une vive ardeur et une résolution énergique au milieu de ces événemens, et ils n'ont succombé que parce qu'ils avaient contre eux, non point l'empereur, réduit à n'être alors qu'un nom, mais la justice, la vérité, le bon sens, le droit des nationalités et la foi politique d'un peuple méconnu par eux.

Les Croates se sont vus ainsi appelés, par des conjonctures politiques inattendues, à faire acte de virilité au cœur même de l'Autriche. Avec l'aide des Tchèques et d'une partie des Polonais, ils ont pris en quelque sorte possession de l'empereur en lui rendant son empire. C'est le cas de dire avec Tacite parlant des prétoriens de Galba : *evulgato imperii arcano*; ils ont pénétré le secret de l'empire, ils ont vu de près comment on le perd, comment on le ressaisit. On ne réussira pas plus à leur enlever cette science qu'à arracher de leur cœur le sentiment qu'ils ont d'avoir combattu

et triomphé dans l'intérêt national des Slaves.

Ce combat, ce triomphe, ne sont que le premier acte du vaste drame qui devait se jouer sur les rives du Danube ; on le voit , dans ce drame qui commence, les Croates ont dignement saisi le rôle qui va leur appartenir pendant toute la durée de l'action, même au moment des revers. Mais avant d'entrer dans le développement de cette grande lutte, avant d'entreprendre l'histoire de la guerre où vont se rencontrer les passions et les efforts de tout l'Orient européen, il importe d'étudier ce qui se passait à la même époque au sein de l'empire turc, comment les nationalités s'y comportaient, et quelle part elles essayaient de prendre dans le mouvement général des peuples du Danube.

CHAPITRE II.

LES ROUMAINS, LE PROTECTORAT RUSSE ET LA TURQUIE.

La destinée de l'empire turc est étroitement liée à celle de l'Autriche, et, avant que la crise présente en vînt fournir la preuve irrécusable, M. de Metternich avait bien compris cette communauté d'intérêts. Des deux côtés, un même principe de conquête pour base, un système de gouvernement pareil, sauf la différence des lumières ; en Autriche une perfidie plus savante, en Turquie une rigueur plus franche ; au demeurant, les mêmes périls à redouter en raison du mouvement des races : tout contribuait à rendre de part et d'autre l'entente

nécessaire et facile. Elle s'est produite en effet dans de grandes circonstances sous son vrai caractère, par exemple à l'occasion de la guerre hellénique, question émouvante, prise avec une sorte de religion littéraire et poétique par l'Europe occidentale, et embrassée par la Russie avec un machiavélisme dont l'Europe était alors un peu la dupe. L'Autriche chrétienne, l'Autriche alliée de la Russie jusqu'à la dépendance, sut résister à la fois à ces engagements d'une alliance permanente et systématique et à cet entraînement universel d'une *nouvelle croisade*. Travailler à l'avènement du principe de race en Turquie, c'eût été travailler au profit d'une force par les évolutions de laquelle l'Autriche conquérante pouvait être un jour gravement menacée. M. de Metternich avait reconnu là son ennemi, l'ennemi de la conquête, l'idée de race, le fantôme de ses nuits, la nationalité devenue un moment l'objet d'un culte européen. Aussi, tandis que le cabinet de Saint-Pétersbourg, croyant servir son ambition, prenait sur ce terrain de l'empire ottoman le parti des révolutions nationales, la vieille Autriche, guidée par un intérêt de conservation personnelle, se reconnaissait solidaire des intérêts de la vieille Turquie. La nature avait produit ce rapprochement à l'origine, la nature l'a maintenu, bien que la Turquie ait dû quelquefois le payer par de durs sacrifices d'amour-propre et

par une servitude diplomatique dont elle s'est rarement affranchie.

Or, la même cause qui avait donné lieu à l'union des deux gouvernemens, c'est-à-dire la solidarité des intérêts, avait aussi dès l'origine amené les patriotes à se concerter dans cette grande et commune pensée de nationalité. Comme les gouvernemens y voyaient une menace, les peuples y découvraient un puissant moyen de reprendre vie, d'agir, de tenter la fortune. Si quelque émotion politique agitait l'Autriche ou la Turquie, elle se communiquait promptement sur toute l'étendue de l'un et de l'autre empire, des Balkans aux Carpathes, ou des Carpathes aux Balkans. Que de plaintes, que de gémissemens, que de cris de douleur ont ainsi été portés par les échos des peuples de l'Autriche à ceux de la Turquie, et réciproquement ! Quelques paroles d'espérance se sont aussi parfois mêlées à ce concert de lamentations, et elles ont retenti avec vivacité au fond de ces cœurs souffrans, mais non découragés. Depuis que l'antique fatalité de la conquête leur a semblé ruinée par les mouvemens constitutionnels issus de 1830 et par la réaction vigoureuse des esprits contre les traités de 1815, les peuples danubiens se sont livrés avec plus d'ardeur à ces espérances, et ils ont travaillé avec plus de foi à les réaliser en commun. Une certaine alliance s'est ainsi formée naturelle-

ment entre les populations de l'Autriche et celles de la Turquie, en opposition à la politique de la conquête suivie par les deux gouvernemens.

Une circonstance ethnographique secondait merveilleusement cette alliance : les deux races qui habitent la Turquie du Nord, la race roumaine sur la rive gauche du Danube, la race illyrienne sur la rive droite de ce fleuve et de la Save, s'étendent par-dessus la frontière austro-turque, la première jusqu'à la Theiss au cœur de la Hongrie, la seconde le long de la Drave jusqu'au Tyrol. L'idée de nationalité ayant pris l'idée de race et de langue pour base, les intérêts, les passions d'une fraction de chaque peuple sont les intérêts et les passions de l'autre fraction de ce peuple. Les Moldo-Valaques des principautés applaudissaient vers les commencemens de ce siècle aux premiers efforts du roumanisme élaboré dans les écoles de la docte Transylvanie. Un peu plus tard, en 1821, les Transylvains tressaillaient d'une ardeur fraternelle à la vue de cette insurrection nationale par laquelle Théodore Vladimiresco chassait des principautés les Fanariotes, les plus redoutables ennemis du peuple roumain. Plus récemment une révolution nouvelle, heureuse d'abord, ensuite comprimée, a fait succéder à de brillantes espérances un surcroît de malheurs ; les baïonnettes russes sont venues réprimer un premier essai de démocratie à

Bucharest ; les Transylvains se sont associés complaisamment à ces ambitions, à ces revers.

Ainsi en est-il pour les Illyriens de tribu à tribu. Ceux de la Servie ont devancé tous les autres dans les tentatives armées dès le temps de George-le-Noir ; mais, dès ce même temps, les Croates, réunis en partie à l'empire français sous le nom de provinces illyriennes, ressentaient une vive sympathie pour les succès héroïques des Serbes, et les uns et les autres avaient les yeux fixés sur Napoléon, que leurs poètes appelaient, en 1811, le régénérateur de l'Illyrie. La propagande littéraire de la Croatie est venue depuis resserrer ce lien des cœurs, cette communauté des espérances ; les Serbes, au milieu des derniers événemens de l'Autriche, n'ont laissé échapper aucune occasion de donner aux Croates les preuves d'une touchante réciprocité de sentimens, et aujourd'hui rien ne se peut plus passer de fâcheux ou d'heureux d'un côté de la Save, sans retentir tristement ou joyeusement de l'autre. Le sort et l'action des peuples de la Turquie sont donc étroitement liés au sort et à l'action des peuples de l'Autriche, comme la politique des deux gouvernemens eux-mêmes.

Bien que les Roumains et les Illyriens appartiennent à deux races essentiellement distinctes, ils suivent, en Turquie, à l'égard du sultan, une même politique, et, par une rencontre de circon-

stances bien digne de remarque, cette politique est exactement semblable à celle des Illyriens et des Roumains de l'Autriche à l'égard de l'empereur. Ce n'est pas le sultan qui est considéré comme le premier ennemi de la nationalité ; ce n'est pas même contre la race ottomane que les haines des populations vassales ou sujettes sont principalement dirigées. Au lieu de menacer en ce moment le pouvoir central et la race dans le sein de laquelle il se recrute et se concentre encore, on invoque leur appui à charge de revanche : on leur tend même par instans les bras, sauf à courir le danger d'avoir à ce jeu-là les mains mutilées, comme il est arrivé aux Valaques. Quel est donc ici l'ennemi ? De quel côté veut-on frapper ? L'ennemi, c'est le Russe, et le joug que l'on aspire à briser, c'est le protectorat moscovite. Ce protectorat, qui, à l'origine, à l'époque de Catherine, s'était présenté aux crédules populations sous des dehors libéraux, avec un langage tout chrétien et de séduisantes promesses, a laissé tomber son masque le jour où, devenu fort, il n'a plus senti la nécessité de feindre ; de ce jour aussi, les peuples trompés ont reculé d'effroi en portant la main sur leurs armes, et, le visage tourné du côté du nord, l'œil attentif aux mouvemens du géant moscovite, ils se sont repliés jusque dans le sein de l'Osmanli lui-même. Plutôt le gouvernement du cimeterre

que la protection du czar; plutôt l'empire de l'islam que la papauté chrétienne de l'empereur de Russie; plutôt un demi-siècle de retard dans le progrès de la liberté que l'appui oppressif des Moscovites; plutôt la tyrannie sur nos corps que la corruption dans nos cœurs! Tel a été le langage des Moldo-Valaques et des Serbes, c'est-à-dire de ces trois principautés du Danube qui, en voulant échapper aux excès du vieil islamisme, ont eu le malheur de tomber dans les pièges tendus à leur bonne foi par le czarisme, et qui, tantôt par des plaintes touchantes comme en Valachie, tantôt par des rugissemens mal contenus comme en Serbie, invoquent à leur aide la bienveillance de la Turquie, fort empêchée, et de l'Europe indifférente.

II

La dernière révolution roumaine, dont l'histoire est celle d'un grave échec, dérive peut-être plus directement de la nôtre que les révolutions de l'Autriche. On n'ignore point l'enthousiasme instinctif et spontané des Moldo-Valaques pour la civilisation de l'Occident en général, et pour la France en particulier. C'est dans nos écoles, sur les mêmes bancs que nous, sur les mêmes livres, bons ou mauvais, que la jeunesse des deux principautés

vient régulièrement se former depuis l'insurrection nationale de 1821. Spectacle étrange! lorsqu'on a traversé les plaines quelquefois désertes au milieu desquelles leurs capitales sont comme perdues, on retrouve là, à quelques lieues de la mer Noire, à l'extrémité de l'Europe, la physionomie de nos mœurs privées, nos préoccupations politiques, notre phraséologie, nos abstractions, notre rationalisme, l'ivraie et le bon grain. Tout d'abord le paysan, sceptique dans ses haillons pittoresques, écoute d'un air narquois ces belles discussions peu intelligibles pour son esprit; mais lorsque les savans veulent bien lui en donner une traduction simple et à sa portée, et lui expliquer, par exemple, que question sociale signifie affranchissement de sa terre et de sa personne, et que nationalité veut dire plus de Moscovites, plus d'invasions, plus de fermiers fanariotes, plus de persécutions, il redevient méditatif et sérieux, et il comprend qu'il y a du bon dans cette science-là. Les germes que les jeunes gens de ce pays emportent de l'Occident ne tombent donc point en terre stérile. Sitôt que la science daigne se faire humble pour les déposer sur le champ du paysan, ils y prennent racine tout aussi bien que sur le champ du boyard, sinon plus vite et mieux.

A peine les barricades de février étaient-elles abaissées, que la colonie valaque de Paris rêvait à

son tour insurrection et progrès. Puis survinrent bientôt les révolutions allemandes qui battaient le pied des Carpathes; le contre-coup retentit directement de l'autre côté des montagnes, à Jassy et à Bucharest, sur un sol déjà fort ébranlé par la révolution de février, et pendant que les Moldo-Valaques de Paris, convaincus de l'arrivée des temps prédits par le manifeste du gouvernement provisoire, accouraient à travers tout ce bruit de l'Allemagne, avec l'idée de marcher au pas de la démocratie, les Moldo-Valaques du pays, également pressés d'entrer dans les voies où se précipitait l'Europe, également enivrés de l'universelle espérance, organisaient leur première tentative. « Vous qui depuis tant de siècles restez plongés dans le sommeil et l'immobilité, s'écriait le poète moldave Alexandry en vers harmonieux, n'entendez-vous pas, ô mes frères, comme à travers un rêve, la voix triomphale du monde à son réveil, cette acclamation immense qui monte vers le ciel et vole au-devant de l'avenir! » Et qu'on ne l'oublie pas, ce n'était point seulement aux Roumains des deux principautés que ces paroles étaient adressées, mais aussi à ceux de la Hongrie, de la Transylvanie, de la Bucovine et de la Bessarabie. « Debout! debout! ajoutait le poète; voici l'heure de la fraternité pour tous les enfans de la Roumanie. Frères du même nom, frères du même sang, étendons nos bras par-

dessus la Molna, le Milkow, le Pruth, les Carpathes, et donnons-nous tous la main pour ne former désormais qu'une seule nation dans une seule patrie. »

La cause des Moldo-Valaques était sérieuse et bonne ; leur droit était clair et incontestable. A part ce grand but poétique de l'unité nationale, qui est le secret de l'avenir, ils ne mettaient en avant que des prétentions très simples et très constitutionnelles, et ils ne voulaient pas recourir à la violence sans avoir épuisé tous les moyens légaux. Si les magistrats suprêmes et viagers, si les hospodars ou princes acceptaient un programme libéral et consentaient à des concessions équitables, ils n'avaient rien à craindre : la faveur publique les maintenait et les fortifiait sur le trône ; mais, pour mériter cette faveur, ils devaient, au lieu de rester, comme par le passé, courbés timidement sous l'influence du protectorat, prendre en face de la Russie une attitude à la fois libérale et nationale.

Par malheur, le caractère des deux princes ne se prêtait point à cette politique, qui eût été peut-être tout aussi facile qu'honorable. En Moldavie régnait Michel Stourdza, diplomate rusé au point de pouvoir tromper des Fanariotes et des Russes, concussionnaire systématique dans le double intérêt d'amasser et d'être en mesure de corrompre, sachant en effet corrompre par la séduction du

plaisir et de l'argent. Il eût été patriote, s'il eût aperçu dans cette conduite la chance d'une vie tranquille et de la sécurité pour sa fortune colossale; il eût désiré s'affranchir de la surveillance du protectorat, s'il n'avait craint davantage de tomber sous la surveillance plus scrupuleuse d'un pays vraiment constitutionnel. En somme, la sécurité lui semblait être encore du côté du protectorat, même au milieu des révolutions européennes, et son gouvernement arbitraire, capricieux, corrupteur, s'accommodait mieux de la présence et des conseils d'un consul russe que d'une assemblée libérale dans Jassy. En un mot, il ne voulait point entendre parler du principe national par terreur du principe démocratique.

La Valachie avait pour chef George Bibesco, qui ne possédait ni la prudence de Stourdza, ni les grands moyens d'action accumulés dans le trésor du prince moldave par quinze ans de déprédations. Doué d'un esprit fin, délié, élégant, Bibesco montrait moins de vices que de défauts, et, parmi ces défauts, il n'avait que ceux d'un esprit ardent, mobile et vaniteux. Ce n'était point un despote avare, c'était un héros de roman chevaleresque et prodigue. Il avait été porté au trône par un mouvement national; mais les incertitudes de sa volonté avaient échoué contre les difficultés du gouvernement. En butte aux attaques passionnées des Fa-

nariotes, comme à celles du parti libéral beaucoup mieux méritées, il flottait indécis, irrésolu entre les caprices du protectorat et les exigences du parti national. Roumain peut-être autant que personne par intention, Russe par faiblesse, par crainte, par impuissance, il eût été fier du rôle de prince national et de prince libéral, et il se contentait de le rêver sans oser le saisir.

Que pouvaient les Moldo-Valaques avec de tels princes, l'un sans foi politique, l'autre sans énergie? Les Moldaves, les premiers, prirent néanmoins la résolution de rédiger un programme, et de le présenter à l'acceptation de Stourdza. L'élite de la jeunesse du pays, les enfans des plus grandes familles de boyards, quelques vieux boyards même, graves et derniers représentans de l'époque fanariote, la petite propriété et le petit commerce, entrèrent dans la conspiration, qui se tramait au grand jour. Ce que l'on songeait à proposer au prince, c'était une réforme de la législation politique et civile. Outre l'avantage de la liberté pour elle-même, on voyait dans le progrès de la constitution moldave le meilleur moyen de surexciter l'esprit national, de dégager les élémens et les forces de la nationalité, de réunir les passions de toutes les classes dans un commun sentiment d'hostilité, dans une haine irréconciliable au protectorat, patron officiel de la corruption systématique du

gouvernement moldave. Une démonstration imposante fut donc faite en ce sens le 28 mars, et le prince, effrayé tout aussi bien que le consul russe, et ne pouvant, sur le premier moment, opposer de résistance, accueillit le programme libéral, et sembla en reconnaître la légitimité; mais, dans la nuit suivante, pendant que les chefs du mouvement s'abandonnaient trop promptement à la confiance, le vieux diplomate, ayant enrôlé par prévoyance tout ce qui se rencontrait dans Jassy de gens sans aveu, d'aventuriers de toute nation, et principalement d'Albanais, ayant pris soin de faire ajouter de copieuses libations à leur juste salaire, enfin plus sûr d'eux que de la milice nationale, fit cerner et envahir les maisons des principaux patriotes. Plusieurs, surpris dans le sommeil, passèrent du lit à la prison ou dans l'exil. Quelques-uns purent échapper, et demandèrent un refuge aux Roumains de la Transylvanie, où ils furent fraternellement accueillis.

Pendant que Stourdza mettait leurs têtes à prix, ils organisaient une descente armée sur Jassy, avec la résolution formelle de renverser cette fois le prince, de proclamer une constitution démocratique, et de proposer au sultan le choix d'un hospodar capable de donner des garanties à la nationalité, ou même, si les circonstances le permettaient, l'union de la Moldavie avec la Valachie sous un

seul chef. Sur ce terrain hospitalier, au milieu de ces Roumains de la Transylvanie, les frères aînés de la race, occupés de leur côté à disputer aux Magyars une existence nationale, les Moldaves trouvèrent un concours empressé et assez d'auxiliaires pour réaliser leur plan d'attaque; mais Stourdza n'eut garde de se laisser prévenir: ne pouvant plus compter suffisamment sur les troupes moldaves, il fit appel au protectorat, et les Russes, depuis quelque temps attentifs sur la frontière, saisirent avec à-propos l'occasion d'intervenir sur la demande même du prince, appuyée par la signature de quelques boyards, ses séides. En présence de ce grave événement, la tentative préparée en Transylvanie n'était plus ni sensée ni possible; elle fut abandonnée, et la jeune révolution moldave dut faire place à l'invasion russe, aux baïonnettes du protectorat.

Le protectorat, toutefois, n'affectait nullement de braver l'Europe. Peut-être, dans cette première phase de l'intervention, ne se sentait-il sûr ni de son droit, ni de sa force, ni de la complaisance de l'Europe nouvelle, dont il n'avait point encore mis la susceptibilité à l'épreuve. Quelques régimens passèrent le Pruth et s'avancèrent jusqu'aux environs de Jassy avec réserve et lenteur, en un mot avec tant d'hésitation, que l'on put un instant douter si l'intervention était sérieuse, si elle avait eu

lieu par les ordres de l'empereur, ou si elle ne devait pas être attribuée au zèle du général Duhamel, chargé de la conduire. Trop peu justifiée par les événemens de Moldavie, elle attendait de plus puissantes raisons pour se répandre sur ce territoire, si souvent violé par elle depuis un demi-siècle, et pour railler de là victorieusement la patiente Europe.

Plusieurs patriotes moldaves, respectés jusqu'alors par la police du prince, se retiraient par précaution vers Bucharest, en se rappelant tristement, à la vue des champs féconds qu'ils abandonnaient, ce regret du poète antique :

Barbarus has segetes !

Ils allaient mêler leurs griefs à ceux des Valaques, qui, agissant sur un théâtre plus vaste, avec des passions plus vives, plus d'expérience, plus de moyens d'action en face d'un prince moins rusé que Stourdza, avaient aussi plus de chances de réussite et comptaient réparer l'échec de la démocratie moldave. L'intention des Valaques, qui espéraient l'appui décidé de la France à Constantinople, était de prendre la question par son côté diplomatique, et la Turquie, dans un sage empressement, leur en avait offert l'occasion. Dès le lendemain de la tentative avortée de la Moldavie, le divan, frappé de l'agitation qui régnait dans les

deux principautés, y avait envoyé un commissaire; car on sait que le gouvernement turc, suzerain du pays, n'y est, en temps ordinaire, représenté par aucun agent, et y paraît moins que le dernier des gouvernemens constitués de l'Europe. Lorsque le commissaire Talaat-Effendi arriva en Valachie, il y reçut l'accueil le plus empressé, et, bien que ses sentimens se soient plus tard refroidis, il se montra d'abord favorable aux vues du parti progressiste. Ce parti n'ambitionnait que de faire accepter son alliance et son bras à la Turquie contre le protectorat. Les Valaques, dans des termes trop chaleureux pour n'être pas sincères, et conformément aux nécessités les plus évidentes de leur politique, protestaient de leur dévouement pour la cour suzeraine auprès de Talaat et à Constantinople. « Nous sommes revenus, disaient-ils, de l'ancienne et funeste politique de nos pères, d'où est né le protectorat; nous ne songeons qu'à en réparer les tristes effets, en nous ralliant cordialement à la Sublime-Porte, en lui promettant notre concours pour le maintien du principe salulaire de l'intégrité. » Que demandaient les Valaques pour prix de ce dévouement? Une réforme dans l'administration, l'égalité civile et politique, toutes institutions établies déjà chez les Serbes sur la rive droite du Danube, et non plus dangereuses apparemment sur la rive gauche. Les Valaques prouvaient d'ailleurs, dans

un mémoire explicite et net, que la Russie seule peut avoir intérêt à ce que la corruption règne dans le gouvernement et le désordre dans les lois valaques.

La Russie agissait de son côté sur Talaat-Effendi, qu'elle essayait de séduire, sur le divan, auquel elle dépeignait avec de sombres couleurs la marche de la révolution européenne, enfin et principalement sur Bibesco, devenu le triste instrument de la politique du protectorat, et qu'elle poussait à une résistance désespérée.

A peine Talaat-Effendi avait-il passé en Moldavie, où il allait être exposé à la double séduction de Stourdza et de Duhamel, que le prince de Valachie s'aventurait dans un dangereux et impitoyable système de répression, espérant le succès de Stourdza et comptant bien aussi sur l'appui de Duhamel. Des tentatives d'insurrection éclatèrent dans plusieurs districts des bords du Danube et de la Petite-Valachie, où la population, éclairée, énergique, se souvient d'avoir accompli l'insurrection nationale de 1821. Après de vaines avances et d'inutiles tentatives de conciliation, le parti national, décimé chaque jour par l'emprisonnement et l'exil, résolut d'agir. Le 23 juin, un jeune homme, un enfant, le neveu du patriote Maghiero, se présente sur le marché, et, lisant à haute voix une *déclaration des droits* rédigée par le poète

Éliade, il affirme que le prince vient d'y adhérer, et dix mille hommes sans armes le suivent de confiance pour porter au palais les remerciemens de la nation. Cette supercherie réussit; la milice refuse de tirer sur une foule amie et désarmée. Le prince, contraint de plier devant cette force morale, signe la déclaration des droits; mais le lendemain il abdique, et un *gouvernement provisoire* prend sa place.

Pas une goutte de sang n'avait été versée. L'immense majorité des populations et les paysans eux-mêmes saluèrent avec bonheur cette révolution, facilement accomplie. La déclaration des droits en contenait tout l'esprit, et, écrite sur un ton à dessein poétique, elle pénétra dans les campagnes comme dans les villes; elle résumait les principes français, appropriés facilement à la situation spéciale d'un pays où l'aristocratie féodale n'a jamais pu prendre racine. La magistrature suprême, en restant élective, cessait toutefois d'être viagère : le chef de l'état, *domnul*, le seigneur, et non plus l'*hospodar*, mot slave, ne devait plus être élu que pour cinq ans. C'était proprement la république, mais la république sous la suzeraineté respectée du sultan. La déclaration des droits était remplie des expressions de ce respect, en même temps qu'elle essayait de rallier les populations dans une pensée hostile au protectorat. Cependant, au moment même où

la Valachie semblait oublier sa dépendance dans cet élan d'espoir, les Russes campaient sous les murs de Jassy, et le triste pressentiment d'un grand péril prochain se laissait voir au milieu même de ces espérances. « Ne craignez aucune puissance illégitime du dehors, disait la déclaration, car les temps de l'oppression et de la violence sont passés. La croix qui surmonte nos couleurs nationales rappellera à la Russie qu'elle est chrétienne. Nous placerons la croix sur nos frontières, et le Russe ne passera pas sur notre sol avant d'avoir foulé aux pieds ce signe du christianisme. S'il n'est pas saisi de crainte, nous enverrons à sa rencontre non des armes qui nous manquent, mais nos prêtres, nos vieillards, nos mères, nos enfans, qui, accompagnés de l'ange de Dieu, gardien de ceux qui se lèvent en son nom, pousseront un cri, et on entendra jusqu'aux extrémités de la terre que les Roumains n'ont jamais rien pris aux Russes, et qu'ils ne veulent point les recevoir dans leur patrie. Les prêtres poseront l'Évangile, base de nos institutions, sur leur chemin, pour qu'ils le foulent aux pieds et qu'ils viennent asservir un peuple qui a toujours voulu leur bien et les a toujours soutenus dans leur guerres. La Russie, jusqu'à ce jour, s'est dite garante de nos droits; nous, dans notre cri de liberté, nous ne demandons que nos droits, et nous protestons d'avance auprès de la Sublime-

Porte, de la France, de l'Allemagne, de l'Angleterre, contre toute invasion de notre sol qui viendrait troubler notre bonheur et détruire notre indépendance. »

Les Valaques étaient dupes d'une grave méprise : ils avaient compté sur un changement profond dans les idées de la diplomatie contemporaine, sur un appui franc et ferme de la part des cabinets de l'Occident. Et pourtant des symptômes caractéristiques leur indiquaient assez hautement qu'au milieu de leurs agitations intérieures la France et l'Allemagne songeaient peu à cette jeune démocratie roumaine, perdue derrière les Carpathes. C'était en vain qu'elle donnait cet exemple étrange et curieux d'un petit peuple sans organisation et sans armes portant un défi à la Russie. L'Autriche et la Prusse renonçaient en quelque sorte, momentanément du moins, à toute action extérieure ; l'Angleterre caressait la Russie, et, quant à la France, elle n'était représentée que temporairement à Jassy, et point du tout à Bucharest.

Soit incertitude, soit volonté bien arrêtée de ne point s'immiscer dans une question si lointaine et tenue pour délicate, la France abandonnait à elles-mêmes ces populations, qui pourtant s'étaient engagées dans des voies révolutionnaires sur la foi du manifeste de la république naissante. Il est vrai que la légation française à Constantinople, qui

avait débuté par être populaire et infiniment respectée, encouragea sur le premier moment les Turcs à entrer en rapports officiels avec le nouveau gouvernement valaque; mais, lorsque la Turquie en vint à s'enquérir du genre de concours qu'elle pouvait attendre de la France, la réponse fut prudente plutôt qu'énergique, et les Turcs sentirent bien que, s'ils osaient reconnaître la révolution valaque, ils se trouveraient isolés avec leurs seules forces, aux prises avec le protectorat.

En dépit de ces craintes, tant que l'influence de Riza-Pacha, patriote un peu rude et hardi, fut prépondérante dans le ministère ottoman, l'attitude du divan ne manqua ni de vigueur, ni de témérité. Les populations chrétiennes de l'empire, les Bulgaro-Serbes en particulier, émus profondément des menaces de la Russie, étudiaient avec anxiété ses intentions. Les Serbes, toujours prêts à prendre les armes, se fussent ralliés avec joie autour du ministre qui avait, en 1842, reconnu, protégé, consacré chez eux une révolution pareille à celle des Valaques. Si donc Riza-Pacha était plus longtemps resté en possession de son influence sur les résolutions du sultan, peut-être eût-on vu ce spectacle nouveau et magnifique des Turcs réunis aux chrétiens de l'empire pour une résistance commune, et au besoin, pour une guerre libérale et nationale contre les iniques prétentions de la Russie. L'en-

trée pourtant précieuse de Reschid-Pacha dans le ministère, ses conseils de prudence européenne, la réserve de son esprit cultivé, ajournèrent cette bonne pensée par laquelle la Turquie allait peut-être mériter la reconnaissance de ses populations chrétiennes et donner à l'Europe une grande preuve de vitalité politique.

Si la Russie eût pu craindre de rencontrer devant ses pas, soit une protestation, soit une résistance armée de la Turquie, se fût-elle aventurée sur ce terrain brûlant de l'intervention? Elle sait par les leçons de son histoire, depuis Catherine, qu'elle ne peut guère attaquer la Turquie avec avantage sans l'aide des populations chrétiennes des deux rives du Danube, et cette fois elle était hautement menacée; elle était sûre de les avoir en face d'elle, si la Turquie prenait le parti de la guerre. Enfin, la Russie n'ignorait point que, si la puissance militante de la France était pour quelque temps paralysée par des embarras intérieurs, son influence morale, sa puissance révolutionnaire, n'avaient pas cessé d'être redoutables à l'extérieur; mais la Turquie s'étant défiée d'elle-même, et la France républicaine n'ayant pas voulu se servir de la vertu de ses principes et de son nom, la Russie avait trop beau jeu pour ne pas marcher ouvertement à la défense de son protectorat, foulé aux pieds par la démocratie valaque. Une force imposante passa

donc le Pruth, le 1^{er} août, pour occuper la Moldavie et marcher, s'il y avait lieu, sur Bucharest.

Le cabinet de Saint-Petersbourg donna connaissance de cet événement à l'Europe dans un manifeste en date du 19 juillet, où la question était dénaturée avec beaucoup d'art, et l'esprit moderne raillé avec une ironie dont on ne saurait nier la fierté. Le manifeste commençait par affirmer un fait contestable et contesté, à savoir que la puissance suzeraine s'était entendue avec la cour protectrice pour combiner une coopération militaire. Les Russes avaient franchi pour la première fois la frontière sur la seule demande du gouvernement moldave, et ils la passaient la seconde fois spontanément par une disposition spéciale à leur politique. A la vérité, par suite de cette mesure attentatoire aux droits de la Porte ottomane, comme à ceux des Valaques, l'armée du sultan placée en observation dans la Bulgarie était en quelque sorte contrainte d'entrer sur le territoire valaque pour y représenter du moins le fantôme de la suzeraineté à côté du protectorat. S'il fallait, pour sauver la paix de l'Orient, que la révolution valaque fût étouffée, les Turcs voulaient se réserver le privilège de faire la police dans l'empire et tenir, suivant leur droit, les Russes sur le second plan. La Turquie d'ailleurs n'était animée d'aucune haine, d'aucun esprit de vengeance à l'égard des Valaques, dont

elle n'entendait pas sans émotion le langage respectueux et dévoué. Ses intérêts, ses sentimens, lui conseillaient d'entrer chez eux sur le pied de l'amitié. Elle n'agissait donc pas de concert avec l'armée russe, mais par des considérations particulières de nécessité et de convenance, par des raisons de devoir à remplir et de droit à sauvegarder comme puissance suzeraine en face de la puissance protectrice. C'était le premier point sur lequel le manifeste trompait l'Europe.

Il essayait toutefois de la rassurer dans ses susceptibilités, dans ses craintes, ou du moins dans les susceptibilités et les craintes qu'il affectait de lui supposer. Le czar n'ignorait pas, d'après le manifeste, que l'intervention dans les principautés était de nature à produire un grand retentissement. Néanmoins elle n'avait rien de menaçant pour les états voisins. La Russie reconnaissait aux états qui traitaient avec elle de puissance à puissance le droit de modifier leurs institutions; il en était autrement pour les principautés, états non reconnus, simples provinces dont l'existence politique était réglée par des conventions sans aucun lien avec le droit public de l'Europe. Les Moldo-Valaques ne pouvaient rien changer à leur constitution sans le consentement préalable de la cour protectrice et de la cour suzeraine. L'amour maternel que la Russie portait à ces populations

lui conseillait de comprimer chez elles tout essai de démocratie, en même temps que l'intérêt profond, inaltérable, dont elle était animée envers les Turcs, lui commandait de réprimer les ambitions nationales de la Roumanie. Que voulaient en effet les Moldo-Valaques, sinon établir, sous prétexte d'une origine antique, un royaume indépendant dont l'indépendance serait un funeste exemple pour la Bulgarie, la Romélie et toutes les races diverses répandues dans le sein de l'empire ottoman ? La Russie intervenait donc pour le bonheur de la Moldo-Valachie, troublée par la propagande démocratique et socialiste, et pour le maintien de l'intégrité de la Turquie, menacée par le principe des races. Au reste, les troupes russes, une fois l'ordre rétabli dans les principautés, devaient repasser le Pruth scrupuleusement, reprendre la position offensive qu'elles occupaient primitivement sur la frontière, et assister ainsi, l'arme au bras, au spectacle des révolutions intestines des états indépendans, sans songer à exploiter leur impuissance et leurs embarras du moment. Les Valaques étaient donc condamnés à régler le progrès de leurs libertés sur le progrès des libertés russes, eussent-ils même obtenu l'assentiment de la Turquie à leurs réformes, et la Russie osait invoquer à l'appui de ce supplice moral le texte même des traités. Sur ce point, la Russie trompait l'Europe

aussi bien que sur le prétendu consentement des Turcs à l'intervention ; car il n'est pas un seul article des conventions de Kaïnardji, de Bucharest, d'Akerman et d'Andrinople, qui donne à la Russie ce pouvoir sur les principautés.

Le jeune gouvernement valaque, frappé mortellement par ce manifeste, ne voulait pas du moins en attendre les dernières conséquences sans le réfuter, et les argumens ne lui manquaient pas. Il prouvait victorieusement que les traités accordent à la Russie simplement un droit de garantie, et que ce droit ne peut s'exercer sans être préalablement invoqué par les Valaques eux-mêmes. Si les principautés aux prises avec la Porte-Ottomane eussent été lésées par elle dans leurs privilèges, dans leur constitution, dans leur nationalité, elles eussent légitimement pu faire appel à la générosité de la Russie, lui demander son concours désintéressé pour ramener la Turquie oppressive au respect de leurs droits. Ce n'était point le cas ; les Valaques ne se sentaient ni opprimés ni menacés par le sultan, et ils ne songeaient nullement à solliciter les bienfaits du czar ; ils ne voulaient, au contraire, que se débarrasser des corruptions et des hontes entretenues soigneusement au sein de l'administration valaque par la main perfide du protectorat, et resserrer par un tardif, mais réel dévouement, les liens antiques et légaux par lesquels

ils étaient associés au destin de l'empire ottoman. Il est vrai qu'à la suite du *règlement* imposé durant l'occupation, après la guerre de 1828, on avait introduit une stipulation malheureuse en vertu de laquelle aucun changement ne pourrait être apporté aux institutions sans le consentement de la cour suzeraine ; il est vrai que, cette stipulation n'ayant point été reconnue par les Valaques et n'ayant point été imprimée avec le règlement, le consul russe s'avisa d'en réclamer l'impression en 1837, en proposant de faire reconnaître la nécessité du même consentement en faveur de la cour protectrice ; mais la chambre valaque s'y opposa avec une telle persistance, que la Russie en fut réduite à solliciter de la Turquie aveuglée un firman ordonnant l'impression de cette clause funeste à l'empire ottoman comme aux Valaques. C'était un acte de violence, une usurpation flagrante, une atteinte portée à toutes les anciennes capitulations des principautés avec la Porte, et jamais cette innovation dictée par la force n'a été envisagée autrement. Il était donc facile au gouvernement provisoire de Bucharest de montrer que la Russie donnait aux traités une fausse interprétation, et qu'elle n'avait, pour légitimer son intervention, d'autre autorité que celle d'un article oppressif introduit frauduleusement et brutalement dans une constitution déjà bien assez odieuse.

Le gouvernement turc en convenait au fond du cœur, bien qu'il n'osât point l'avouer trop haut.

Suleyman-Pacha, chargé de présider diplomatiquement aux opérations de l'armée ottomane, en compagnie d'Émin-Effendi, s'annonça en ami et non point en maître, et, pour témoignage de ses intentions pacifiques, il fit soumettre scrupuleusement les troupes aux obligations de la quarantaine placée sur le Danube. Esprit honnête, bien dirigé, muni d'instructions conciliantes, il sut gagner la confiance des patriotes et leur donner de sages conseils. Le gouvernement provisoire, sorti avec avantage des difficultés d'une longue crise et d'impuissantes tentatives de réaction salariées par la boyarie fanariote, fonctionnait avec gêne. Au lieu de ce nom et de cette organisation qui révélaient des inspirations républicaines et françaises, Suleyman demanda au pouvoir de se constituer sous une forme moins éloignée de l'ancienne. Le gouvernement provisoire se transforma donc en une *lieutenance princière* composée de trois membres élus par le peuple de Bucharest, le poète Éliade, le général Tell et Nicolas Golesco, déjà membres de la précédente administration révolutionnaire.

Il semblait que la Turquie s'étudiât à pacifier amicalement et à enlever aux Russes, par un système de compromis, tout prétexte de prolonger

l'occupation ; mais les Valaques réclamaient avec instance, à Constantinople, l'adhésion du sultan au nouvel ordre de choses et la reconnaissance officielle de leur constitution. C'en était plus qu'il ne fallait pour irriter la susceptibilité des Russes. Ceux-ci voyaient dans la conduite de Suleyman-Pacha une sorte d'encouragement donné au parti révolutionnaire, l'intention de le couvrir d'une tolérance calculée ; ils en vinrent même à déclarer qu'ils y découvraient un acte d'hostilité contre la Russie, et demandèrent à la fois le désaveu du pacha suspect de complaisance pour la révolution valaque, et le rétablissement immédiat de l'ancien ordre de choses, prince et règlement. Un nouveau corps d'armée entra en même temps en Moldavie.

La Turquie ayant renoncé à tout emploi de la force contre le protectorat, et inquiétée par lui jusque dans ces timides essais de conciliation, en fut réduite à reculer de nouveau, et à frapper d'un désaveu la politique équitable de Suleyman. Suleyman-Pacha fut remplacé par Fuad-Effendi, homme éclairé, mais de caractère incertain, désigné indirectement par la Russie. Et de ce jour, en effet, les événemens ont suivi une marche plus conforme aux vœux de la puissance protectrice ; les révolutionnaires valaques ont dû peu à peu reculer et se retirer devant les troupes de la puissance suzeraine. A peine Fuad-Effendi avait-il

abordé le territoire roumain, que le général Duhamel, commissaire impérial dans les principautés, s'attachait à ses pas, l'enlaçait dans les trames de raisonnemens captieux, pesait sur son intelligence de tout le poids des argumens développés dans le manifeste de l'empereur, et appuyés par quarante mille hommes campés au nord et à l'ouest de la principauté. L'armée ottomane s'avança, de son côté, jusqu'aux barrières de Bucharest, ville ouverte, située au milieu d'une vaste plaine, sans murailles ni fossés, sans artillerie, sans aucun moyen de résistance. Aussi bien les officiers des avant-postes affectaient envers les populations des sentimens pacifiques; ils leur insinuaient que la présence des Turcs était une affaire de diplomatie et point une question de guerre, comme l'apparence pouvait l'indiquer. Le langage de Fuad n'avait rien annoncé de menaçant, et l'on n'attendait de sa part aucun acte de violence. Avant d'entrer dans Bucharest, il manda en son camp une députation de la ville pour lui communiquer les intentions de la Porte Ottomane. Trois cents patriotes s'y rendirent avec anxiété, et pourtant aussi avec confiance. Quelle fut leur surprise, lorsqu'ils apprirent de la bouche de Fuad-Effendi que tous ceux qui refuseraient de reconnaître l'ancienne constitution, l'odieux règlement imposé par la Russie en 1834, déchiré en juin aux acclamations

de toute la Romanie, seraient considérés et traités comme rebelles ! La députation déclara immédiatement, par l'organe de N. Balcesco, C. Rosetti et N. Crezzulesco, qu'elle se ferait tuer plutôt que de renier ainsi la foi politique du pays. Deux cent cinquante de ces patriotes résolus furent cernés et retenus prisonniers, en même temps que l'armée recevait l'ordre d'opérer son entrée dans Bucharest. Le mouvement n'eut d'abord aucun caractère d'hostilité; d'ailleurs, la lieutenance princière avait jugé toute défense impossible et insensée. Toutefois, dans le désordre de l'occupation mal dirigée par le général en chef, une poignée de soldats de la garnison, l'âme déchirée de ce douloureux spectacle, et ne pouvant se résigner à livrer volontairement leur caserne aux Turcs, résolurent, par une folie héroïque, d'affronter une mort bien certaine, pour que la démocratie roumaine, en succombant, laissât du moins cet exemple après elle. Ils furent exaucés, et périrent jusqu'au dernier, tandis que les membres de la lieutenance princière et leurs adhérens dispersés, accablés de désespoir et croyant toute voie fermée à la conciliation, songeaient à organiser dans les montagnes une guerre de partisans sous la conduite du chef de pandours, Maghiero.

Cette résolution entraînait de graves conséquences, qui valaient bien d'être méditées. La Va-

lachie et la Moldavie forment dans leur région orientale une plaine immense, composée alternativement d'oasis d'une admirable fécondité et de steppes incultes et désertes. Ces plaines uniformes, sans aucun accident de terrain, vont rejoindre au nord, par-delà le Pruth et le Dniester, les vastes champs de la Russie méridionale, et au midi, par-delà le Danube ceux de la Bulgarie. Les grandes armées régulières, la cavalerie, peuvent s'y remuer à l'aise, et les populations, à moins d'être puissamment armées, n'ont d'autre recours contre la conquête que d'abandonner les villes et de se retirer dans les montagnes. Des peuples rudes et simples comme les Serbes prennent ce parti sans hésiter, si le salut du pays l'exige. Les Serbes ont leur mont Roudnik, forteresse inaccessible d'où ils peuvent rayonner comme d'un centre pour attaquer, certains d'y retrouver un abri dans la défaite. Les Moldo-Valaques ont, dans la région occidentale des principautés, les Carpathes, non moins sévèrement disposés par la nature, non moins propres à la guerre de partisans, les Carpathes ardens et boisés, qui ont si souvent offert un asile à la race roumaine durant les invasions et dans les guerres du moyen-âge; mais la société moldo-valaque d'aujourd'hui est déjà une société polie, profondément attachée à l'existence des villes, et pour laquelle cet abandon des plaines,

cette retraite dans les montagnes, serait le plus dur et le plus coûteux des sacrifices. Lors donc que Maghiero, dont la bravoure est célèbre parmi les montagnards de la Petite-Valachie, disait bravement : « Si j'ai deux ennemis, mon sabre a deux tranchans, » il obéissait à un élan du cœur bien plus qu'à un sentiment raisonné de la situation et du temps. Cet appel à une guerre nationale dans les montagnes contre un double ennemi ne pouvait être entendu des populations laborieuses et commerçantes des villes, et il eût attiré sur le pays tous les maux d'une guerre qui eût livré aux jeux du hasard l'avenir de la nationalité roumaine. Un seul parti était sage, c'était de se résigner et d'attendre des conjonctures plus favorables. Douloureuse nécessité, assurément; mais les caractères calmes, affligés à la vue du sang répandu en l'honneur de la cause nationale, se plaisaient à croire que la Turquie déplorerait avec eux ce malheur; ils ne pensaient pas que Fuad-Effendi, malgré la rigueur de ses procédés, fût parti de Constantinople avec des instructions hostiles, tant cette hostilité était contraire aux intérêts du sultan et aux sentimens manifestés si souvent par ses ministres. Le général Duhamel avait assisté à l'occupation de Bucharest; c'est sur lui que les Valaques rejetaient la faute des événemens, c'est lui qui avait poussé le commissaire turc à ces extrémités et égaré à ce

point son esprit et son bras. L'homme sur qui devait retomber la responsabilité de cette dernière catastrophe, c'était l'agent perfide de la Russie.

Les Valaques renoncèrent à toute pensée de résistance, cependant ils ne désespéraient point encore de leur cause. Les événemens qui se préparaient en Hongrie leur ouvraient de nouvelles perspectives. Les Valaques de la Transylvanie s'organisaient pour lutter contre les Magyars de concert avec les Slaves de la Croatie. De leur côté les Polonais, qui sont la personnification la plus parfaite de l'esprit de nationalité, arrivaient à leur tour sur le terrain où allait s'engager cette grande lutte. Quelle idée apportaient-ils avec eux? C'était le problème dont la solution contenait pour le moment le sort des peuples du Danube.

CHAPITRE III.

L'ÉMIGRATION POLONAISE ET LE SLAVISME.

I.

La révolution de février n'a point pris les émigrés polonais au dépourvu. De tous les esprits souffrans qui pouvaient alors rêver une levée de boucliers ils étaient les mieux préparés moralement. Depuis 1831, l'imagination de l'émigré n'avait pas d'autre perspective ni d'autre but qu'une nouvelle guerre d'indépendance. A voir les chefs de l'émigration plusieurs années après la catastrophe de leur pays, il était facile de se convaincre qu'ils ne cherchaient dans l'hospitalité de la France qu'une tente où ils voulaient camper seulement pour quelques jours.

Si les chances qu'ils attendaient ont longtemps reculé devant eux, si le maintien de la paix systématique les a forcés de se résigner à bâtir pour un plus long exil, ils n'ont jamais cessé de voir dans leurs établissemens de France, une hôtellerie, un lieu de passage. Ce n'était pas une patrie nouvelle où ils comptaient déposer leurs os. Ceux qui s'y étaient fait une famille et s'y étaient créé des intérêts et des affections se tenaient toujours prêts à briser ces liens au premier appel du pays.

La partie savante de l'émigration polonaise se mêlait, non sans éclat, en Allemagne et en France aux luttes de la pensée et aux investigations de la philosophie, mais beaucoup moins pour s'initier aux systèmes occidentaux que pour essayer d'y introduire la teinte particulière de la science et du génie polonais; tels nous avons vu le poète Mickiewicz en France et les philosophes Trentowski et Cziekowski en Allemagne. Diserts, passionnés, naturellement poètes, inspirés par la souffrance, ils répandaient autour d'eux, même quand ils cessaient d'être orthodoxes, je ne sais quel vague sentiment religieux qui avait parfois la gravité du vieux mysticisme chrétien. Chez eux ce sentiment n'était point un jeu d'imagination comme chez nous; ce n'était point la fantaisie d'esprits blasés qui s'étudiaient à souffrir par manière de passe-temps; c'était le cri de l'âme réellement ulcérée;

il prenait en s'échappant de ces poitrines émues, l'accent des tendresses et des terreurs religieuses qui remplissent l'histoire des peuples chrétiens au moyen-âge. Ainsi la philosophie polonaise survivait à l'exil, sans perdre, même sous le vêtement des idiomes étrangers, son originalité native, ses traditions de sensibilité et de poésie. Bien loin donc de renoncer à l'indépendance de leur nationalité, alors que les circonstances politiques semblaient l'ajourner indéfiniment, les écrivains de la Pologne rêvaient pour leur pays, à tort ou à raison, une destinée philosophique, un rôle de premier ordre dans le mouvement de la civilisation.

De leur côté, ceux qui n'avaient apporté dans l'exil que des connaissances militaires devenues inutiles à leur patrie, — ces officiers, jeunes ou vieux, qui désormais n'avaient plus l'emploi de leurs bras, couraient le monde pour offrir leur épée à quiconque leur ouvrait la perspective de rencontrer de nouveau des Russes à combattre. Les plus impatients prenaient du service sous le drapeau de Schamil dans le Caucase; Chrzanowski organisait l'armée ottomane; d'autres, tout en se livrant sans réflexion aux hasards de l'industrie ou du commerce, comme Dembinski et Bem, avaient la tête bien plus aux batailles qu'aux affaires; ils combinaient de loin des plans plus ou moins précis. Le problème de la grande guerre et de la guerre

de partisans était posé et débattu. On raisonnait sur les fautes du passé et sur les moyens de donner à une nouvelle tentative d'indépendance un caractère plus général et plus populaire. C'était un travail d'état-major qui ne cessait point. La tête de l'armée était toujours prête à rentrer en campagne, et le soldat polonais aimait à voir en lui-même l'avant-garde d'une insurrection toujours prochaine.

Le malheur de la Pologne, c'est que cette générosité de cœur et cette passion d'agir qui distinguaient les savans, les officiers, les diplomates, et les poussaient au même but, ne conspiraient pas assez étroitement pour les conduire à ce but par les mêmes chemins. Les regrets de tous étaient semblables et semblables leurs espérances; mais, en dépit de beaucoup d'efforts tentés par les esprits les plus calmes et les plus éminens, pour rallier les individus autour d'une noble pensée de conciliation, les opinions restaient partagées sur les moyens. La patrie ne peut être sauvée que par le combat : il n'y avait point de doute sur ce point. Le combat doit être préparé par la propagande : on en tombait d'accord ; mais comment devait se produire cette propagande ? quel esprit devait l'animer ? L'amour du pays et l'enthousiasme de la nationalité, disaient les uns. — Le patriotisme ne suffit pas, répliquaient les autres, s'il n'est surexcité par une idée nou-

velle sur la constitution de la société et du gouvernement, et de cette idée comme d'une source surgissaient des fantaisies d'imagination sur lesquelles il était difficile à tous les Polonais de s'entendre.

On a vu ainsi se reproduire sur le terrain de l'exil quelque chose des discordes qui ont si souvent désolé la Pologne. Les Polonais s'étaient créé chez nous une image de la patrie assez semblable même en ce point à celle qu'ils avaient laissée sur la Vistule.

..... Parvam Trojam simulataque magnis
Pergama...

Cette propagande, sur laquelle les esprits se trouvaient de bonne heure partagés, visait d'ailleurs à un double objet; elle avait en vue d'une part le royaume de Pologne, de l'autre l'Europe: la Pologne pour y entretenir le feu du patriotisme, l'Europe pour y chercher des alliés, la sympathie des cabinets constitutionnels et des peuples libéraux. Le véhicule de la pensée sur ce double terrain, c'étaient l'écriture et la parole, la littérature et la diplomatie. En général, la littérature inclinait fort du côté du parti qui s'était affublé du nom de démocratique, et qui ne pensait pas que la Pologne pût se relever sous une forme autre que la forme républicaine. Les diplomates appartenaient au parti conservateur. Les conservateurs

suivaient pas à pas le progrès du gouvernement constitutionnel en France, inclinant vers ce que l'on appelait alors une démocratie monarchique, sans repousser le gouvernement républicain lui-même, s'il devenait le meilleur instrument de la restauration de la Pologne.

La question des paysans était le principal prétexte du désaccord entre le parti démocratique et le parti conservateur. Le dissentiment ne portait pas sur la nécessité de l'émancipation des propriétés et des personnes là où il restait encore des traces de servage et de féodalité. Dans l'opinion des conservateurs, qui étaient en général de la catégorie des grands seigneurs terriens, le premier acte de l'insurrection devait être l'affranchissement des paysans. Que pouvaient exiger de plus les petits gentilshommes, qui formaient le parti des démocrates? Ils n'en tenaient pas moins à faire à la haute noblesse un crime du passé. Ils eussent voulu, en ruinant sa popularité, écarter son influence du théâtre de l'action dans la propagande du présent et dans la guerre à venir. Les conservateurs, sans être moins libéraux, se montraient surtout préoccupés d'unité nationale; en promettant aux classes laborieuses la liberté et la propriété, ils songeaient à les retenir groupées autour d'eux par les liens de la fraternité. Qu'il entrât dans leurs vues des considérations d'influence, cela n'est pas dou-

teux, et, pour quiconque connaît la condition sociale des populations polonaises, quoi de plus naturel et de plus sensé que cette ambition ? Dans un pays qui sort du régime féodal sans que la bourgeoisie soit arrivée à son développement, rien n'est possible sans l'initiative, sans la direction de la noblesse. Ce n'est point là le privilège de la propriété, c'est le droit de l'intelligence. Les secousses de bas en haut que rêvaient les démocrates, bien loin de sauver la Pologne, eussent achevé sa ruine. On sait que les conquérans de ce pays n'ont rien inventé de plus favorable à leur domination que d'opprimer la noblesse polonaise par les menaces ou par la main du peuple, espérant étouffer ainsi l'intelligence sous la matière. La théorie des démocrates, en ce point, s'accordait donc exactement avec celle du czar ; elle pouvait amener le suicide définitif de la Pologne. Alors se fût accomplie dans toute sa vérité, pour cette nation infortunée, la péripétie du drame du *poète anonyme*, de cette sanglante *Comédie infernale*, où le passé et l'avenir en guerre ouverte s'écroulent l'un après l'autre, celui-ci sur les débris de celui-là. Si ce n'est que le vainqueur eût été ici, non le Galiléen, mais le czar, rien n'eût été changé à la tragique et effrayante vision du poète. Voilà où pouvaient conduire les erreurs de la démocratie polonaise sur les rapports des paysans et des propriétaires

dans l'œuvre de la régénération nationale. Les conservateurs, qui se formaient une idée plus juste des ressources sociales et intellectuelles du pays, n'eurent pas de peine à assurer la prépondérance de leur propagande sur le sol du royaume.

Au reste, l'émigration avait beaucoup moins à faire en Pologne qu'auprès des nations amies dont le concours pouvait être nécessaire à l'insurrection ; sur cet autre terrain elle rencontrait de grands obstacles. Originellement, les émigrés polonais avaient été dominés par une illusion que les encouragemens de l'opinion libérale en France et en Angleterre contribuaient à entretenir. Ils avaient pensé que, l'appui des armées de l'Europe occidentale leur ayant manqué, ils trouveraient du moins un concours actif dans la diplomatie des gouvernemens constitutionnels. Ils en reçurent en effet de constans témoignages de sympathie, des protestations d'amitié, mais aucun appui qui répondît à leurs vœux. Il était manifestement démontré par l'attitude réciproque de tous ces gouvernemens que la paix tendait à devenir un système européen, et qu'elle ne serait pas troublée tant qu'elle dépendrait des grands cabinets. L'idée d'un concours de la France et de l'Angleterre, ne fût-il que diplomatique, dut ainsi être rejetée parmi les rêves sur lesquels il n'était permis de faire aucun fondement. La Pologne était donc appelée

à travailler en dehors de la sphère des gouvernements établis pour se créer d'autres forces et d'autres alliances. C'est chez les peuples limitrophes, liés à la Pologne par un même sort, que l'émigration devait désormais concentrer les efforts de sa propagande. Les diplomates et les écrivains polonais s'appliquèrent sans relâche à cette œuvre, ceux-ci avec une certaine poésie, ceux-là avec une activité patiente.

Depuis plusieurs années, les Slaves du Danube, les Magyars et les Roumains, avaient entrepris, comme par une même inspiration, de renouer leurs traditions nationales interrompues, et de chercher dans le progrès de l'idée de race le levier de leur future indépendance. Ce sentiment s'était emparé à la fois de toutes les populations de l'Europe orientale comprises dans les deux empires d'Autriche et de Turquie. La Pologne poursuivait le même objet; l'occasion s'offrait belle de tenter là une alliance de principes. Le problème était de faire converger ces évolutions simultanées de la nationalité chez chacun des peuples de l'Europe orientale; c'était de se mêler au travail intérieur de ces peuples danubiens et de les entraîner ensemble dans la sphère d'action de la pensée polonaise.

La Pologne a trois maîtres. Bien que liés à la même politique par la complicité, ils n'ont point cependant usé toujours des mêmes procédés vio-

lens à l'égard du pays partagé entre eux. Le joug de la Prusse n'a point marqué au cou de ses sujets de la Poznanie les empreintes sanglantes que portent les Polonais du royaume et de la Galicie. Le libéralisme de la nation prussienne, les idées constitutionnelles qui s'introduisaient peu à peu dans la forme du gouvernement, les traditions et la situation de ce pays qui semblaient de nature à le mettre un jour en hostilité avec la Russie et l'Autriche, avaient inspiré aux Polonais des sentimens de confiance dans leurs rapports avec la Prusse. Quant à la Russie et à l'Autriche, les opinions de l'émigration étaient divisées. Avant même les événemens de Galicie, où les Polonais ont cru reconnaître la main de l'Autriche, le cabinet de Vienne était pour beaucoup d'entre eux l'incarnation la plus vraie du système de conquête qui pèse sur la Pologne ; c'était la personnification de la perfidie savante qui les épuise. Pour ceux-là, la domination de la Russie était moins odieuse que celle de l'Autriche. La Russie, disaient-ils, en nous tyrannisant, nous fortifie ; l'Autriche nous divise, nous corrompt et nous énerve. L'Autriche n'était-elle donc pas le premier ennemi à frapper ? Ceux qui raisonnaient ainsi appartenaient pour la plupart à la démocratie. Les autres envisageaient l'état des choses avec moins de passion et plus de justesse. Ils admettaient que la domination et les machina-

tions de la bureaucratie autrichienne étaient plus énervantes pour la Galicie que les rigueurs oppressives de la police russe dans le royaume. Cependant ils ne pouvaient se dissimuler que l'ennemi vraiment difficile à vaincre, celui de la ruine duquel dépendait directement le sort de la Pologne, c'était la Russie. Ils imaginaient d'ailleurs qu'il se pouvait présenter telle ou telle circonstance sur le bas Danube, par exemple, où l'Autriche, comme dans la guerre de 1828, se sentirait gênée de toujours marcher de concert avec la Russie. Ils pensaient enfin que, si lente que fût la vieille race autrichienne à entrer dans les voies du progrès, si peu que la machine bureaucratique se prêtât aux réformes, l'Autriche se trouvait dans une condition à être entraînée plus vite que la Russie dans le système libéral des cabinets occidentaux. M. de Metternich était, à la vérité, pour le czar, un allié bien complaisant ; mais M. de Metternich n'était pas éternel : l'Autriche ne pouvait guère survivre au vieux ministre sans être agitée et peut-être transformée par une soudaine explosion de sentimens libéraux, d'autant plus énergiques qu'ils auraient été plus rudement contenus. Les massacres de Galicie vinrent en un sens confirmer ce raisonnement. On se souvient, en effet, que l'Autriche, menacée par des questions sociales nées à l'improviste sur ce terrain, se vit contrainte,

afin d'éviter une jacquerie universelle, de promettre et d'entreprendre la réforme des lois féodales qui régissaient encore les propriétés et les personnes dans toutes ses provinces, moins la Lombardie. Une saine politique commandait donc aux Polonais de refouler au fond de leurs cœurs, même après le sang versé en Galicie, les rancunes qu'ils étaient en droit de nourrir contre l'Autriche. C'était sur la Russie qu'ils devaient diriger les haines et de leurs concitoyens et des alliés qu'ils cherchaient depuis Prague jusqu'à Constantinople pour la Pologne.

Cette tactique une fois concertée, toute difficulté n'était pas vaincue. Il importait d'abord d'éclairer les populations de la Turquie et de l'Autriche sur leurs intérêts communs en présence des intentions avouées de la Russie. On pouvait faire appel à l'histoire, et les souvenirs mêmes des populations slaves venaient en aide à la propagande polonaise. Depuis que la diplomatie russe a reçu de Pierre-le-Grand et surtout de Catherine II cette direction religieuse qui tend à faire de l'empire russe le légataire universel de l'empire byzantin, les peuples de l'Europe orientale avaient pu juger par leur propre expérience, combien peu il y a de désintéressement dans le protectorat religieux que le czar prétend exercer à leur profit. Pierre-le-Grand avait flatté l'amour-propre de ses co-religionnaires

moldo-valaques, en choisissant parmi eux des conseillers, des ambassadeurs, des amis. Il avait ouvert devant leurs yeux la perspective d'un affranchissement par le concours de la Russie. Les mêmes encouragemens, les mêmes témoignages d'amitié furent donnés aux Hellènes, chez qui, par malheur, la domination ottomane se faisait plus durement sentir qu'en Moldo-Valachie : on exploita en eux la généreuse et décevante espérance de rentrer un jour, la croix d'une main et l'épée de l'autre, dans Sainte-Sophie. Ce que Pierre-le-Grand avait promis, Catherine essaya de le tenir, et ses successeurs l'ont imitée dans cette série de guerres et de traités qui forment la base du protectorat russe en Turquie. Cependant les peuples protégés, après avoir été dupes de cette bienveillance ambitieuse, n'avaient point tardé à s'apercevoir qu'en acceptant le protectorat russe, ils n'avaient fait que changer de joug, et qu'à tout prendre, celui de la Turquie, quoique moins éclairé, était incomparablement moins lourd. Leur attitude prouva bientôt à la Russie qu'il fallait recourir à un autre plan et donner une base politique à une propagande qui s'était trop longtemps renfermée sur le terrain religieux. La diplomatie russe, se prêtant avec souplesse à l'esprit des temps, sut avec à-propos s'emparer d'une idée nouvelle qui devait bientôt dominer l'idée religieuse. L'em-

pereur avait revêtu avec son caractère de pontife grec celui de czar slave, et il pouvait flatter ainsi cette ambition naissante des jeunes peuples de Bohême, de Croatie, de Bulgarie, de Serbie, en s'efforçant de l'attirer dans un nouveau système politique dont il eût été le centre. Les résultats de ce nouveau système ne répondirent pas à l'attente de la Russie. Les peuples slaves de la Turquie et de l'Autriche, instruits par l'expérience du protectorat religieux, frappés surtout par cette grande iniquité du czarisme envers les Slaves de Pologne, n'accueillirent qu'avec inquiétude ou même repoussèrent avec fermeté cette propagande déguisée sous le prétexte libéral de la nationalité. Quelques écrivains de la Hongrie et de la Bohême, à la tête desquels se distinguait le poète slovaque Kollar, quelques évêques fanatiques de la Bulgarie, se laissèrent seuls séduire par cette pensée de l'établissement gigantesque d'un empire gréco-slave sur les ruines de l'Autriche et de la Turquie. Ces rêveurs n'étaient point populaires dans leur pays, et il n'était besoin que de bon sens pour montrer à leurs concitoyens que travailler en faveur de ce panslavisme, c'était se préparer le plus redoutable et le plus tyrannique de tous les maîtres. Malheureusement, le plus difficile pour la propagande polonaise n'était pas de prémunir les peuples danubiens contre ces intrigues de la Russie. c'é-

taient leurs propres rivalités qu'il fallait combattre, et là commençait la partie vraiment épineuse de cette tâche.

L'esprit de discorde qui régnait sur les bords du Danube était, en effet, le plus puissant auxiliaire de la Russie. Allait-on à Prague ou à Agram parler d'union des peuples? — Rien de mieux, répondaient les Tchèques et les Illyriens, à la condition que les Magyars de Hongrie voudront bien nous restituer d'abord, à nous Tchèques, toute la Hongrie septentrionale habitée par les Slovaques, population de notre race, et à nous Illyriens, toute la Hongrie méridionale, nos deux royaumes de Croatie et de Slavonie, avec la portion du Banat occupée par les Serbes, possession antique et héréditaire de notre peuple. Osait-on faire aux Roumains de Bucharest et d'Iassy une proposition semblable? — C'est aussi notre avis, répliquaient-ils, pourvu que tout d'abord vous preniez soin de garantir à nos deux principautés l'annexion de la Hongrie orientale et de la Transylvanie, qui sont le noyau et comme la forteresse de notre nationalité : il sera d'ailleurs entendu qu'en nous débarrassant du magyarisme, l'on nous assurera contre le slavisme, qui nous enserre du nord au midi et peut un jour nous étouffer.

L'embarras était bien autrement grave, si l'on passait de là chez les Magyars. Avec l'entraînement

de générosité naturel à leur caractère et la fougue de leur imagination, ils ne manquaient jamais de protester en termes pompeux de leur sympathie pour la cause des nationalités ; mais, par un conseil de cette vanité regrettable qui domine chez eux le libéralisme, ils déclaraient presque aussitôt qu'ils ne connaissaient ni Tchèques, ni Slovaques, ni Illyriens, ni Roumains : il n'y avait en Hongrie, pour ce peuple aveuglé, que des Magyars et des sujets de Magyars. Il ne s'agit pas seulement ici des Magyars antédiluviens, qui, sans tenir aucun compte des faits accomplis depuis trois siècles, eussent voulu une Hongrie maîtresse de l'Europe orientale, il s'agit des esprits les plus éclairés et les plus libéraux de la race magyare, de ceux-là même qui, portés au pouvoir par la révolution, ont été appelés à jouer un rôle dans la guerre récente, après dix années de luttes brillantes à la tête du parti progressiste. La prépondérance du Magyar sur tous les peuples de la Hongrie, telle était la stipulation à défaut de laquelle les Magyars refusaient primitivement de s'entendre avec les adversaires polonais du panslavisme.

Si donc il était facile à la propagande polonaise de susciter des inimitiés et de constituer une opposition à la Russie parmi les peuples du Danube, il l'était beaucoup moins de réunir ces inimitiés en un seul faisceau. Chacun de ces peuples, envisagé

isolément, était prêt à écouter le langage de la Pologne et à lui promettre ses sympathies les plus vives ; sitôt que la question des nationalités danubiennes se posait dans son ensemble, alors c'était le spectacle de la désolation. On n'entendait partout que les cris discordans de passions irréconciliables et de part et d'autre de violens appels à une guerre de races. Comment conjurer cette guerre, près d'éclater à la première occasion ? Comment prévenir les écarts de ces passions si promptes à s'enflammer ? L'entreprise était hardie ; la Pologne ne recula point.

II.

L'action des émigrés polonais chez les populations du Danube se présente, comme dans le reste de l'Europe, sous un double aspect : elle est littéraire et diplomatique. Littéraire, elle est éloquente et passionnée, mais elle agite les imaginations plutôt qu'elle ne les conduit, et les laisse ainsi suspendues dans le vague d'un sentiment généreux mal défini. Diplomatique, elle s'empare des dispositions d'esprit éveillées par les écrivains, elle les retravaille, elle leur donne une formule et une direction précises. Si elle ne parvient pas à les discipliner, c'est que la politique des Magyars oppose

un obstacle opiniâtre à toute idée de transaction avec les Slaves et les Roumains.

Le slavisme avait précédé, en Bohême et en Croatie, la pensée polonaise. Les savans Schafarik et Palački, le poète panslaviste Kollar, avaient, à la veille même de 1830, suscité l'idée slave en Bohême et dans la Hongrie du nord, parmi les populations de la famille tchèque. Dans la Hongrie méridionale, en Croatie et parmi les Illyriens de la Turquie, Louis Gaj d'Agram avait créé, en 1835, sous le nom d'Illyrisme, une agitation littéraire et politique de la même nature. Lorsque le slavisme polonais se présentait sur ce terrain, le sol se trouvait donc préparé ou plutôt déjà remué, déjà fécondé par le labeur de toute une génération de poètes et de savans. La création d'une chaire de littérature slave à Paris fut l'un des instrumens les plus favorables aux mains de la propagande polonaise. M. Adam Mickiewicz était, à cette époque du moins, l'homme le plus apte à exercer, du haut de cette chaire, une vive et puissante influence en pays slave. Certes, M. Mickiewicz ne possédait pas la précision virile et la maturité substantielle du génie français : il avait tous les défauts auxquels peuvent conduire les entraînemens d'une sensibilité immense, tristement éprouvée ; mais il avait aussi les avantages de cette sensibilité profonde, le feu et le lyrisme exubérant des peuples jeunes.

M. Mickiewicz était un légendaire philosophique, une sorte de barde initié aux sciences mystérieuses. Son esprit s'était formé et développé sous l'influence des traditions asiatiques de la Lithuanie, où il était né. Il offrait en toute sa personne un je ne sais quoi du poète-prêtre, du *vates* des civilisations primitives.

En quittant la poésie pour le professorat, la fiction pour la science, M. Mickiewicz était resté le même homme. Son caractère, son style, ses allures, sa foi, passaient dans son éloquence; la tribune n'était pour lui qu'un trépied d'où il semblait rendre des oracles plutôt que tenir école d'érudition et de grammaire; il enseignait avec la foi et l'ardeur d'un sectaire. Les hommes de cette nature marchent perpétuellement à côté de deux écueils : l'exagération et l'illuminisme. En revanche, leur foi a du moins un accent de sincérité qui touche et persuade jusqu'au moment où l'on est forcé de les plaindre. Pour nous autres sans doute, élevés dans le sein d'une patrie souriante, nourris par une philosophie railleuse, M. Mickiewicz présentait une originalité un peu étrange et sombre. A sa suite, vous vous sentiez entraîné comme dans les cercles gémissans de la *cité des pleurs*,

Per mè si va nella città dolente.

A la différence, toutefois, de la cité que visitait

Dante sur les pas de Virgile, la Pologne de l'avenir nous apparaît toujours, dans les leçons du professeur et du poète, éclairée des vives lumières d'une immuable espérance. Le malheur purifie ceux qu'il ne tue pas; il purifiera la Pologne. Le malheur, c'est la rédemption; la Pologne se rachètera, et avec elle toutes les nations souffrantes. Telle est la pensée qui anime le slavisme de M. Mickiewicz.

A la Pologne appartenait naturellement, nécessairement, la première place dans les leçons du professeur. Il avait deviné plutôt qu'étudié les *Slaves* de Hongrie et cette famille si énergique des *Illyriens*, dont quelques-uns, les *Croates*, jouent un rôle décisif dans les affaires de l'Autriche, tandis que d'autres, les *Serbes*, sont, de l'aveu des *Turcs*, le plus ferme rempart de l'empire ottoman sur le Danube. M. Mickiewicz ne faisait point aux *Slaves* du Danube, dans le mouvement libérateur qu'il appelait avec enthousiasme, une part entièrement conforme à leurs vœux, à leurs désirs. Néanmoins, en Croatie, en Serbie, comme en Bohême, l'esprit du cours fut chaudement approuvé. En effet, à part les erreurs d'érudition, jamais l'on n'avait formulé avec plus d'éclat les principes générateurs et les tendances de la civilisation slave.

La Pologne avait aux yeux des slavistes, un

grand tort à réparer. Associée directement par son histoire aux peuples occidentaux, elle avait, principalement au XVIII^e siècle, beaucoup perdu du primitif génie slave. Sa littérature, ses mœurs, sa législation, s'étaient, dans une certaine mesure, germanisées ou latinisées. La Pologne, en un mot, s'était écartée des traditions slaves : grande faute au dire de tous les slavistes de Bohême et d'Illyrie ! Or M. Mickiewicz était comme poète, précisément remonté à ces traditions primitives. Son système, analogue à celui de l'école de Goethe en Allemagne, avait été de réagir contre les influences étrangères, et de puiser toutes ses inspirations dans l'esprit et les mœurs de sa race. Professeur de littérature slave, c'était le génie particulier des peuples slaves qu'il recherchait sous les diverses couches de la civilisation polonaise. Si l'on compare les sentimens de Mickiewicz à la philosophie du poète Kollar, on n'hésitera pas à reconnaître dans le poète polonais un spiritualisme plus élevé. Kollar, en effet, comme M. Mickiewicz l'a remarqué lui-même, Kollar, tout en proposant au slavisme un grand but religieux, est matérialiste dans le choix des moyens auxquels il demande en dernier lieu le triomphe des Slaves. Kollar ne fonde point son espoir sur la puissance des idées ; il invoque l'intervention du fer, l'appui armé du czarisme. L'idéal proposé par M. Mickiewicz aux

Slaves de Hongrie, de Bohême et de Turquie était sans contredit plus parfait. C'était par leurs seules vertus que la Pologne et la race slave tout entière devaient se régénérer. Grâce à M. Mickiewicz, l'influence polonaise prenait ainsi un grand avantage sur l'influence russe dans le développement du slavisme en Bohême, où celle-ci était représentée par Kollar, et en Croatie, où par mille efforts elle essayait de s'introduire. En somme, le but du slavisme littéraire des Polonais dans la question slave était de résumer le génie slave, de le parer de l'éclat de la poésie et de la science, et de réunir par cet attrait, sous le drapeau de la Pologne, toutes les nationalités slaves de l'Autriche et de la Turquie.

Les diplomates polonais reprirent, afin de lui donner une forme plus précise et un caractère plus politique, l'idée qui flottait entre les mains du poète. Leur chef, le prince Adam Czartoryski, étes sans nul doute, par l'autorité de son nom, par l'illustration de sa vie, par sa grande expérience, l'esprit le mieux placé pour imprimer à l'action du slavisme les allures élevées et prudentes qui, du poème épique et de l'ode, pouvaient le faire passer dans la pratique. Le prince Czartoryski n'était point du nombre de ces imaginations téméraires toujours prêtes à transformer des vœux en résolutions immédiates, et à aborder les

difficultés par des coups de tête sans réflexion. Il appartenait à cette classe d'intelligences qui, chaque jour, disparaissent chez nous et en Europe avec la gravité des convictions et des caractères ; c'était, dans toute la dignité du terme, un homme d'état, un de ces hommes qui, placés par l'essor de leur esprit au-dessus des préoccupations de la vie privée, consacrant leur existence à l'étude des traditions et de la science politique, vivent, par une vocation naturelle, pour le soin des intérêts généraux et l'honneur de leur pays. Dans sa longue carrière, traversée par de si nombreuses vicissitudes et toujours associée aux espérances, aux catastrophes de la Pologne, le prince Czartoryski avait pu acquérir une connaissance peu commune de la situation générale de l'Europe. Élevé au sein d'une famille qui se faisait gloire de concentrer le rayonnement des idées du XVIII^e siècle pour les répandre sur la société polonaise, il conservait le libéralisme de sentiment particulier à cette époque de philosophie. Les épreuves de l'adversité avaient trop souvent remué en lui les sources de l'émotion pour qu'il conservât avec le goût du progrès le scepticisme de nos pères. C'était donc un homme d'état qui croyait à la liberté et à la justice, et dans la pratique des affaires il savait porter en même temps et la foi et la mesure.

Le prince Czartoryski comprenait bien que le

slavisme littéraire de M. Mickiewicz avait, à côté de beaucoup d'avantages, un grand inconvénient aux yeux des peuples danubiens, celui d'aboutir indirectement au panslavisme. Ce panslavisme, il est vrai, devait, dans la pensée du poète, agir au profit de la liberté par le bras libéral de la Pologne, non au profit du despotisme par le bras des Russes; mais, que l'union de tous les Slaves se fit par l'un ou par l'autre de ces instrumens, elle n'en avait pas moins pour résultat la fondation d'un état formidable sur les débris de l'ancienne Europe orientale. Dans toutes les hypothèses, que la victoire restât au panslavisme unitaire de la Russie ou au panslavisme fédéral du poète polonais, ceux des peuples de l'Europe orientale qui n'appartiennent point à la race slave avaient droit de s'effrayer de la puissance colossale qu'elle devait par là s'assurer. Que pouvaient en effet devenir huit millions de Valaques et cinq millions de Magyars au milieu de ces quatre-vingts millions de Slaves, Polonais, Russes, Tchèques, Illyriens? Les Slaves eux-mêmes n'admettaient pas tous l'idée d'une confédération dans laquelle chacune des quatre grandes familles slaves eût été obligée de sacrifier son individualité et son indépendance à l'unité de la race entière. Vis-à-vis de chaque peuple de cette Europe orientale, si fort préoccupée de progrès, il y avait une politique spéciale à suivre. La Bohême savante et

méditative, la Croatie et la Serbie belliqueuses, la Bosnie à demi barbare, la Moldo-Valachie élégante et raisonneuse, les Magyars toujours prêts à prendre feu, ne pouvaient pas être conseillés de la même manière, et, si l'on remarque à quel degré d'exaltation étaient arrivées les passions qui séparaient ces peuples, on concevra que la tâche de les réunir et de les concilier exigeait le concours du temps tout aussi bien que le tact le plus délicat et la persévérance la plus attentive. Il s'agissait, avant tout, de présenter le slavisme aux populations de la Turquie et de l'Autriche comme un concert d'évolutions diverses parfaitement distinctes, et non comme le mouvement concentrique de forces aspirant à l'unité. Cette distinction fut le point de départ de la propagande diplomatique dont le prince Czartoryski était l'âme. Ainsi compris, le slavisme laissait, d'une part, aux Tchèques de la Bohême, aux Illyriens de la Croatie et de la Serbie, la pleine liberté de leurs destinées individuelles; de l'autre, il donnait aux Magyars et aux Roumains de la Moldo-Valachie, aux Turcs et aux Allemands de l'Autriche, l'espoir de sauvegarder leur nationalité dans toutes les éventualités. La consolation n'était pas sans amertume pour ceux de ces peuples qui, exerçant sur les Slaves le droit de la conquête, devaient infailliblement le perdre dans cette profonde transformation de l'Europe orientale; c'était

pourtant une consolation, puisqu'au lieu d'avoir à redouter la domination absorbante du panslavisme russe de Kollar ou du panslavisme libéral de Mickiewicz, ils obtenaient l'indépendance de leur race au milieu des quatre familles slaves indépendantes. Les Valaques acceptaient assez volontiers l'alliance de la Pologne à ces conditions ; mais les Magyars, fidèles à leurs préjugés, se croyant à eux seuls tout l'Orient et le boulevard de l'Europe contre le panslavisme russe, persistaient à repousser toute proposition qui eût impliqué le sacrifice de leur prépondérance sur les Slaves et les Valaques de Hongrie. Au fond, le cabinet autrichien et le divan pouvaient s'accommoder de la politique des diplomates polonais ; car, d'un côté, en prêchant le slavisme, ceux-ci essayaient, pour mieux combattre l'influence russe, de réunir les Slaves et les Valaques de Turquie autour du sultan ; de l'autre côté, ils ne songeaient à soulever les Slaves d'Autriche contre le cabinet de Vienne qu'autant que les Allemands autrichiens prétendraient rester les alliés à tout prix des Russes. Le prince Czartoryski put se féliciter bientôt d'avoir donné une vive impulsion à cette politique. Le parti qu'il dirigeait ne tarda pas, en effet, à prendre dans les affaires slaves une influence que le slavisme littéraire n'était plus en mesure de lui disputer.

III.

A peine la propagande diplomatique avait-elle substitué son action à celle du slavisme littéraire, que celui-ci disparut, absorbé tout entier dans le slavisme religieux. C'était une heureuse pensée, si elle n'eût été bientôt dénaturée, de fortifier ce mouvement national des Slaves en appelant la religion à y concourir. Il était dans le caractère un peu mystique des écrivains polonais d'y songer. Le clergé polonais, en prenant une part active à l'insurrection de 1831, avait maintenu à l'église sa popularité parmi les patriotes ; et, quoique la papauté eût livré pieds et poings liés le glorieux catholicisme polonais à l'orientalisme de la Russie, la Pologne, plus chrétienne assurément que le pape, avait conservé sa ferveur catholique. C'était un instrument du patriotisme, une des grandes forces de la nationalité dans sa lutte avec le czar schismatique. A la vérité, cet attachement au catholicisme était d'une certaine manière une défaveur pour la Pologne dans ses rapports avec les populations de la Bulgarie et de la Serbie. Cependant l'émigration polonaise, la diplomatie comme la poésie, autant par entraînement religieux que par résignation, s'était réfugiée avec espoir à l'ombre de la croix romaine.

Il est certain que le catholicisme polonais était plus expansif et plus hardi que celui de la vieille église latine, où se maintenaient encore la charité et la pureté des mœurs, mais non plus le génie ni la foi militante. Il est certain que l'idée de réchauffer la vie dans les veines glacées de ce clergé sans vigueur et sans audace n'était point une idée qui fût déplacée en notre temps ni dépourvue d'importance pour l'avenir de la Pologne. Avec une papauté grande par la pensée, la Pologne avait, dans le catholicisme redevenu entreprenant, un invincible allié.

Les diplomates semblaient être de cet avis comme les poètes. Ceux-ci, toutefois, en se proposant de retremper le christianisme latin aux sources de la tradition, n'auraient fait que le pousser à l'illuminisme, s'ils eussent été suivis. L'intervention inattendue d'un personnage jusqu'alors inconnu déterminait cet écart de la philosophie polonaise. Si j'ouvre le cours de M. Mickiewicz (*l'Église et le Messie*), je lis, au chapitre intitulé *Le Maître*, ces paroles encadrées dans une mise en scène non dépourvue d'étrangeté :

« Je ne suis pas un docteur, ce n'est pas à moi de vous enseigner les mystères de la nouvelle révélation ; mais je suis une des étincelles tombées du flambeau, et ceux qui en suivront la trace trouveront peut-être plus facilement que moi CELUI

qui est la voie, la vie et la vérité... Comme je ne parle pas appuyé sur un livre, comme je ne vous expose pas un système, je me proclame à la face du ciel le témoin vivant de la révélation nouvelle, et j'ose sommer ceux d'entre les Polonais et d'entre les Français qui sont parmi vous et qui connaissent la révélation, qu'ils me répondent comme hommes vivans, qu'ils me répondent : Existe-t-il, oui ou non?... » (Ceux à qui s'adresse l'appel se lèvent, et, la main levée, répondent : Oui.) « Ceux d'entre les Polonais et d'entre les Français qui l'ont vue incarnée, qui ont vu et qui ont reconnu que leur maître existe, qu'ils me répondent : Oui ou non !... » (Ceux à qui s'adresse l'appel se lèvent et répondent : Oui.) « Et maintenant, mes frères, ma tâche devant Dieu et devant vous est finie. Puisse ce moment vous donner toute la joie et toutes les vastes espérances dont je suis rempli ! »

Quel était ce maître, ce messie de la foi nouvelle dont le professeur venait ainsi témoigner devant son auditoire ?

Au milieu d'un siècle raisonneur, la race polonaise possède le privilège de sentir vivement et de parler avec tout le mouvement intérieur de l'émotion. Lorsque ce don de la nature se rencontre dans quelque tête hardie avec un peu d'étude et d'art, il produit un genre d'éloquence admirablement propre à agiter les imaginations et à remuer

les fibres de la sensibilité. Et si cette qualité précieuse de penser avec émotion et de s'exprimer en images saisissantes était unie à un désir ardent d'agir, à cet instinct de supériorité qui fait les sectaires, elle atteindrait à un haut degré de fascination. Telle était la nature de ce personnage mystérieux que M. Mickiewicz désignait sous le nom de *maître* avec la dévotion plus que fervente d'un disciple. Les profanes osaient l'appeler Towianski. M. Towianski était un petit gentilhomme, lithuanien comme M. Mickiewicz, et nourri comme lui des traditions religieuses de cette contrée féconde en légendes.

La carrière apostolique de M. Towianski avait commencé par une faveur d'exception ; il avait été prophète en son pays. Les gens de son entourage, les paysans, le tenaient pour un esprit supérieur ; ils subissaient respectueusement son empire. Aussi l'entourèrent-ils de leurs sympathies les plus vives à son départ. M. Towianski avait quitté volontairement la Russie ; il n'était point émigré. Il n'avait pris aucune part à la guerre de 1831, quoiqu'il fût d'âge à combattre. Possédant le privilège de seconde vue, n'ayant point de goût pour le recours à la force, il n'avait pas, disait-il, approuvé une tentative qui devait entraîner tant de malheurs. M. Towianski était arrivé en France au moment où l'éloquence de M. Mickiewicz était dans son

éclat, et son christianisme dans toute son exaltation poétique. Au débotté, le messie se présente chez le poète et lui dit : Frère, je suis le libérateur envoyé de Dieu pour annoncer la parole de vie à l'émigration ; j'ai la mission de vous en faire part pour que l'émigration le sache par votre bouche. — Le poète ne reçut pas la foi nouvelle de première inspiration ; il ne se sentit point écrasé par la splendeur du vrai, ainsi que Paul sur le chemin de Damas. Comme le premier venu des pharisiens, il eut l'impiété de demander au messie ses lettres de créance, des témoignages de sa mission, en un mot des miracles : *Magister volumus a te signum videre*. Qu'à cela ne tienne ! reprit le maître, et le miracle fut accompli. Si l'on en croit les incrédules, M. Towianski n'avait besoin que de bon sens pour accomplir la cure merveilleuse et immédiate qui lui donna M. Mickiewicz pour premier disciple.

Cependant M. Towianski ne cessait de dire : Je n'ai rien étudié, je ne suis point un savant, je ne sais rien, si ce n'est que je suis inspiré par un souffle divin pour faire connaître à l'émigration polonaise que ses malheurs sont finis et que des temps nouveaux vont apparaître. — Soyons équitable : M. Towianski n'avait rien du matérialisme grossier que les prophètes de notre pays prêchaient dans leurs écrits depuis 1830 ; il prenait son point de

départ dans le spiritualisme le plus parfait, dans le catholicisme lui-même; il prêchait le sacrifice, l'expiation, le détachement des choses ici-bas, l'affranchissement de l'âme et l'élévation à Dieu; il avait la chaleur de la foi, c'est-à-dire la plénitude et l'autorité de la parole. Pourtant un fait remarquable n'avait point échappé à quelques-uns d'entre ceux qui l'écoutaient. M. Towianski apportait bien à la Pologne la promesse de sa résurrection, mais par quels moyens? Par la perfection intérieure, par le renouvellement des consciences, par le rayonnement naturel du beau et du vrai. C'était beaucoup de spiritualisme quand on était un peuple vaincu et que l'on avait à reconquérir son indépendance. Les diplomates et les généraux de l'émigration goûtaient mal cette théorie du rayonnement de la vérité; celui des boulets leur paraissait plus national et plus sûr. — Mais, répondait M. Towianski, qu'est-ce que le bien et le mal? qu'est-ce que la victoire et la défaite? Lorsque l'âme est impure, elle est, par la raison de son impureté, plongée dans les ténèbres de l'erreur; des légions d'anges noirs s'amoncellent à ses côtés, l'égarer, l'obsèdent, la perdent, la précipitent sous les pieds de l'ennemi : c'est la défaite. Au contraire, lorsque votre âme est pure, par le seul effet de sa pureté, elle marche entourée de lumière; des armées d'anges blancs, d'autant plus nombreuses que

cette pureté est plus grande, vous guident à travers tous les obstacles et vous conduisent à une victoire assurée. Voulez-vous savoir, par exemple, pourquoi Napoléon a vaincu le monde? C'est parce qu'il avait en lui la plus grande pureté et autour de lui la plus grande armée d'anges blancs qui eût encore accompagné les pas d'un mortel. Aussi le napoléonisme est-il un des dogmes fondamentaux de la religion nouvelle. Napoléon, de tous les hommes de l'époque passée le plus miraculeux, suivant l'expression de M. Mickiewicz, est le continuateur du Christ, et Towianski vient à son tour continuer l'œuvre de Napoléon. *Non veni solvere, sed adimplere.*

La prédication officielle et publique de M. Towianski avait commencé le 25 septembre 1841, en l'église Notre-Dame de Paris, après la messe. M. Towianski et M. Mickiewicz avaient communie devant un petit nombre d'initiés et beaucoup de profanes, convoqués par lettres d'invitation de M. Mickiewicz. M. Towianski déclara qu'il venait, par ordre divin, annoncer que l'heure du Seigneur avait sonné, et que l'époque de grâce allait surgir. « Ne vous étonnez pas, disait-il, si je parle d'une mission que je tiens d'en haut. Lorsque la méchanceté humaine est arrivée aux dernières limites, la Providence recourt d'ordinaire aux moyens et aux remèdes directs. Avant de se faire connaître

ici-bas, ce travail se prépare dans le sein de la science suprême; il s'élabore dans la pensée divine avant de descendre de la région des esprits pour revêtir une forme humaine, — témoin les Testaments, l'Ancien et le Nouveau. — Autrefois le triomphe de la pensée divine s'accomplissait par un enchaînement de révolutions successives; aujourd'hui, elle opère plus promptement, elle se développe avec la rapidité de la foudre..... Je vous garantis solennellement, dit l'orateur en terminant, que l'œuvre du Seigneur vient de commencer. »

La mission de M. Towianski rencontra, il faut le dire, beaucoup d'incrédules, et ceux des membres de l'émigration qui ne pensaient point que l'illumineisme fût un bon moyen de hâter l'affranchissement de la Pologne accusaient hautement le révélateur d'être un agent fort habile venu à propos pour paralyser les forces de la propagande. Cependant M. Towianski opérait aussi des conversions et trouvait des admirateurs fanatiques. Admirablement servi par le culte étrange que lui avait voué M. Mickiewicz, il passionnait certaines imaginations qui rivalisaient d'enthousiasme avec le poète. Des femmes s'attachaient à ses pas et lui demandaient l'initiation à la foi nouvelle. A la fin de 1841, les réunions fraternelles s'étaient transportées de l'église métropolitaine à celle de Saint-Severin.

Suivant le langage de M. Towianski, la Vierge patronne de la Pologne avait pris plaisir à chercher asile dans la chapelle délaissée d'un quartier antique de Paris; il avait lui-même apporté une image de la Vierge de Wilna, l'une des deux vierges miraculeuses de la Pologne, et chaque jour, du lever au coucher du soleil, une foule d'adeptes adoraient, la face contre terre, cette image dans l'église de Saint-Severin. M. Mickiewicz ne montait point en sa chaire du Collège de France sans avoir passé là une heure de recueillement et de méditation. La place Vendôme était aussi honorée des visites fréquentes des disciples de M. Towianski; ils y venaient aspirer à cœur ouvert les grandes inspirations du héros qui partageait avec la Vierge leurs hommages et leur culte. Ils n'eussent point passé la tête couverte devant le bronze triomphal d'où le Christ-soldat, comme du centre du monde nouveau, contemple la ville et l'univers. La dévotion à la Vierge patronne de la Pologne et la dévotion à l'empereur, premier messie des peuples slaves, étaient les signes extérieurs auxquels les prosélytes du messianisme se faisaient connaître.

M. Towianski, devenu suspect, dut quitter Paris et se réfugier tantôt en Suisse, tantôt en Belgique, jusqu'à ce que la France lui fût rouverte (1). Il

(1) L'expulsion de M. Towianski fut signée le 13 juillet 1842, le

agissait du fond de l'exil. Il avait, d'ailleurs, dès l'origine, déposé sa parole, l'esprit du *Verbe*, dans un écrit de quelques pages intitulé *Banquet* (1), publication mystique dont le sens n'est point toujours bien saisissable, et qui, par cette raison même, exerçait davantage l'imagination des gens de bonne volonté.

Qu'importe ce que M. Towianski est devenu et quels fantômes poursuit son intelligence? Semblable à sa théorie, il a passé dans l'émigration comme un brouillard, comme passent d'habitude les *élucubrations* émanées de ces sources de rêverie qu'il a si souvent fréquentées à l'ombre des forêts mythologiques de la Lithuanie. Sa principale gloire, je voulais dire son principal méfait est d'avoir subjugué quelque temps l'intelligence de M. Mickiewicz, dont la justesse et la vigueur eussent été si précieuses pour son pays : qui ne l'a pas déploré? M. Mickiewicz, en se faisant avec une si

jour même de la mort du duc d'Orléans. Les messianistes virent dans cette mort le doigt de Dieu, qui vengeait son messie méconnu. Un jeune écrivain qu'une imagination vive et curieuse avait conduit du côté de cette école, mais qu'un excellent fonds de science et de raison en avait ensuite écarté, M. Lèbre, mourut quelques jours après s'être éloigné de M. Mickiewicz : c'était un nouveau signe du Dieu vengeur de Towianski.

(1) Cet écrit a été traduit vraisemblablement par un Polonais qui savait peu de français, ce qui n'ajoute point à la clarté de la pensée.

grande complaisance le saint Jean de ce messianisme, inclinait étrangement du côté des fantaisies apocalyptiques. Il était le disciple du Verbe, et cette pensée le remplissait d'un feu mystique qui l'épuisait en le consumant. Je ne sais quoi de sombre et de fiévreux se mêlait aux accens affaiblis de sa parole, que bientôt l'on n'allait plus comprendre. Le mouvement religieux qu'il avait tenté s'abîmait ainsi avec son imagination elle-même dans la fantasmagorie d'un culte insaisissable (1).

A la veille de février, le slavisme diplomatique survivait seul au slavisme littéraire, qui s'était perdu dans le slavisme religieux. La révolution européenne, en arrachant soudainement les émigrés polonais aux travaux de la propagande pacifique, a emporté les esprits bien loin de ces préoccupations sur les champs de bataille du slavisme

(1) Chacun sait l'épigramme de Racine sur certaine tragédie :

..... Aussitôt que l'ouvrage a paru,
Plus n'ont voulu l'avoir fait l'un ni l'autre.

Le contraire est arrivé pour le messianisme, quoiqu'il n'ait point eu de succès brillant : il s'est même rencontré une tierce personne pour en réclamer l'invention : c'est un savant mathématicien, M. Hoené Wronski, auteur en effet d'un vaste traité sur la réorganisation des sciences, sorte de *Novum Organum* qui est fort loin d'avoir la clarté de celui de Bacon. Ce livre, antérieur à la prédication de Towianski, porte le titre de *Messianisme*, et contient, au milieu d'une forêt de formules, quelques idées claires et simples. Le fonds est mystique.

militant. Le moment était-il venu? Les idées que cette propagande avait semées sur le sol mouvant de l'Europe orientale avaient-elles mûri? La réponse est dans l'histoire de la Hongrie depuis deux ans; non, les idées pratiques que la diplomatie polonaise avait répandues et caressées avec tant d'espoir n'étaient point prêtes pour la moisson. La Pologne russe, contenue en quelque sorte homme par homme, était disposée à tout entreprendre, si l'ensemble de la situation européenne eût été favorable, si les alliances projetées eussent été sûres, si le grand obstacle à toute reconstitution de l'Europe orientale, la rivalité des Magyars et des Slaves, eût été surmonté. Les Tchèques, les Croates, les Serbes, les Slaves de l'Autriche et de la Turquie, les Roumains, étaient résolus à se joindre aux Polonais dans la lutte qu'ils espéraient recommencer. Le magyarisme, exalté lui-même par la révolution européenne, a fait échouer tous ces projets. Les Slaves de l'Autriche et ceux de l'empire ottoman, qui ont aussi coopéré ou de leur personne ou par leurs encouragemens à cette lutte, obligés de combattre les Magyars, ont perdu leur liberté d'action, et, loin de prêter aux Polonais un appui contre le czar, ils ont dû subir la fatale bienveillance des Russes.

La diplomatie polonaise avait prévu de très loin ces douloureuses conjonctures; elle avait lutté

sans relâche contre ces préjugés et ces passions qui devaient briser le faisceau des peuples du Danube au moment même où leur avenir dépendait de leur union. Ce n'est donc point l'intelligence qui lui a manqué, c'est le temps. La révolution imprévue qui venait en mars 1848 agiter l'Europe orientale surprenait les diplomates polonais au milieu de vastes plans, dont les bases étaient assises sans avoir pourtant reçu tout leur développement.

CHAPITRE IV.

LE DUCHÉ DE POSEN, LA GALICIE ET LE GERMANISME.

I.

On vient de voir ce que l'émigration polonaise avait fait avant février pour conserver intact le dépôt de la pensée nationale dans l'exil, et comment, après avoir désespéré de l'appui de la France et de l'Angleterre, elle s'était créé des amitiés plus sûres, fondées sur le sentiment de race, parmi les peuples de l'Autriche et de la Turquie. La situation générale de l'Europe, celle de l'Allemagne en particulier après les révolutions de Berlin et de Vienne, modifièrent profondément les rapports de la Pologne avec ses ennemis et avec ses

alliés. Tout lui souriait dans ce premier moment d'illusion trop prompt, et sa joie était d'autant plus vive, que la cause en était plus imprévue. On eût interrogé les esprits les plus naturellement portés à la confiance, tous auraient avoué qu'ils n'avaient jamais, dans la fièvre de l'imagination, rêvé rien de semblable aux occasions que la fortune leur offrait. Le cri de *vive la Pologne!* n'avait-il pas retenti dans nos rues? les échos du Rhin ne l'avaient-ils pas répété? ne s'était-il pas prolongé jusqu'à la Vistule? Les hommes qui passaient pour avoir embrassé le plus chaudement l'intérêt de la Pologne étaient au pouvoir chez nous, comme à Berlin. A Vienne enfin, ces Slaves que l'émigration avait entourés de tant de caresses étaient écoutés et puissans; peut-être demain allaient-ils devenir les maîtres.

Il sera facile de montrer comment et pourquoi des perspectives en apparence si favorables n'ont pas tenu tout ce qu'elles promettaient. L'émigration cesse de ce moment d'être le principal acteur dans ces vicissitudes nouvelles. La Pologne russe continue, il est vrai, de souffrir dans le mystère; ses vœux restent voilés, quoique l'on sente, pour ainsi dire, les pulsations de son cœur; mais, si cette portion la plus vaste et la plus généreuse de la Pologne est encore condamnée à l'immobilité jusque dans l'ébranlement général de l'Europe, les deux

grandes provinces de Posen et de Galicie, profitant des libertés conquises à Berlin et à Vienne, saisissent avec ardeur le rôle qui leur est offert. Le pays n'agit plus seulement par les émigrés et les conspirations ; il agit directement par lui-même, et prend avec résolution la responsabilité de ses destinées. — Quelles idées ces hommes si longtemps déshérités de toute institution libre apportent-ils dans les affaires ? de quelle manière entendront-ils l'intérêt de la Pologne parmi tant d'autres intérêts qui le secondent ou l'entravent ? — Si Posen et la Galicie, malgré un grand fonds de bon sens et des tendances conservatrices incontestables, n'ont point évité toute faute, si parfois les populations ont semblé égarées par les conseils du radicalisme, c'est que la partie turbulente de l'émigration a su s'introduire parmi les conservateurs des deux provinces, se glisser au milieu de leurs délibérations et les détourner de leur but. Les obstacles inattendus que les Polonais ont rencontrés lorsqu'ils ont voulu pacifiquement constituer les libertés que les gouvernemens de Berlin et de Vienne leur avaient promises expliquent d'ailleurs qu'ils aient pu ressentir quelque accès de désespoir, et qu'ils se soient trompés par des impatiences de patriotisme.

La Pologne, dès le lendemain des révolutions de Berlin et de Vienne, se trouvait aux prises avec la

Prusse et l'Autriche, avec la race allemande tout entière, qui voit en elles les deux formes de son développement historique et de sa pensée dans le temps présent. Cette lutte avec l'Allemagne est la première phase de l'histoire des Polonais depuis février; la seconde sera cette guerre de Hongrie, dans laquelle ils ont pris une part si héroïque et en même temps si désastreuse.

Pour peu que l'on remonte dans le passé, on s'explique l'antagonisme de la Pologne et de l'Allemagne. Ce n'est point la querelle particulière des Polonais et de tel ou tel état allemand, c'est la querelle héréditaire du Teuton et du Slave. Une nation qui semblait former l'avant-garde des races slaves à l'ouest et qui pénétrait au cœur de la race germanique, la Bohême, n'a-t-elle pas été, par son histoire, la preuve vivante, le premier témoignage des ambitions contraires des deux races? Tandis que l'influence germanique cherchait à s'étendre vers l'est et qu'elle s'avancait de ce côté sous le nom d'Autriche, les populations slaves étaient poussées par un instinct semblable vers l'ouest. C'est d'abord la Bohême qui essaie de déborder sur l'Allemagne; mais les Bohêmes, introduits par ce fait même au sein de la race germanique, finissent par s'y oublier, au point de demeurer associés à ses destinées. L'Allemagne prend bientôt le dessus, et l'union devient pour la Bohême une servitude,

servitude à la fois intellectuelle et religieuse. C'est alors que s'élève cette grande et profonde protestation nationale de la race tchèque contre l'Allemagne, l'hérésie de Jean Huss et la guerre de Ziska. Le germanisme l'emporte.

L'opposition des deux principes séparait dès le même temps les Polonais et l'Allemagne. Pendant que celle-ci, par les conquêtes de l'Autriche, étendait pas à pas ses frontières au sud, à travers la Hongrie et la Croatie, jusqu'au territoire des Serbes, elle se glissait au nord, le long de la Baltique, jusqu'au sein des provinces polonaises, par l'établissement de l'ordre teutonique, par les progrès du margraviat de Brandebourg, enfin par la fondation du royaume de Prusse. Puis un jour vint où, après de longs préparatifs, profitant de l'effroyable discorde qui épuisait les Polonais, usant de supercherie plutôt que de violence, conquérantes à peu de frais, la Prusse et l'Autriche conspirèrent avec la Russie pour le partage du royaume. Le germanisme dominait ainsi la Bohême, l'Illyrie et une large part de la Pologne. Les procédés administratifs auxquels il recourut pour consolider son facile triomphe en Pologne n'étaient pas de nature à apaiser l'antique animosité des deux races. Dès le lendemain du partage, il s'engagea entre la bureaucratie autrichienne ou prussienne et les populations de l'ancienne Pologne une lutte perma-

nente et corps à corps, dans laquelle l'administration allemande mit tout son entêtement, et la race polonaise toute sa passion. Si, dans les grandes occasions, en 1831, en présence d'un courage que personne ne pouvait méconnaître sans cruauté, l'Allemagne libérale a montré quelque velléité de justice, c'est que la guerre des Polonais contre les Russes détournait alors de l'Allemagne l'action de la Russie. Cette sympathie était passagère. Lorsqu'enfin s'annonça ce grand mouvement du slavisme auquel la Pologne s'attacha comme à la formule féconde qui contenait sa régénération, les Allemands, inquiets, irrités, déprécièrent de leur mieux cette doctrine, qui manifestait la naissance de la civilisation slave. L'Allemagne ne pouvait voir avec joie l'avènement d'une race nouvelle sur le théâtre même de cet Orient, où son ambition lui montrait le plus vaste champ ouvert au génie de ses hommes d'état et aux évolutions de sa pensée. Quelquefois, d'ailleurs, les Slaves se faisaient à cet égard puérilement provocateurs. La vieille injure du Slave à l'Allemand, le mot *nemet* (muet, lourdaud), fut répétée plus haut que jamais. Kollar prêcha ouvertement la haine de l'Allemand *jalous et perfide*. Bien que les Polonais, représentés en Allemagne par des écrivains éminens, n'aient point tous suivi les slavistes exagérés dans leurs batailles littéraires, ces batailles ont entretenu dans leur

vicacité les ressentimens du Germain et des enfans de la Pologne associés aux vœux du slavisme.

On voit quel enchaînement de fatalités historiques et de préjugés dominait les rapports de la Pologne avec l'Allemagne avant les révolutions de mars. Si le changement d'opinion qui s'accomplit alors dans l'Allemagne entière en faveur des Polonais eût été durable, le résultat était immense. Il remplaçait ces animosités séculaires par une alliance qui eût été funeste à la Russie. La Pologne crut, à l'origine, qu'elle pouvait dès ce moment compter sur l'amitié de l'Allemagne. C'est là pensée avec laquelle les émigrés se précipitèrent de tous les points de l'Europe sur le territoire de Posen et de la Galicie. Leur hâte était déjà un péril par la défiance qu'elle excitait. La sympathie de l'Allemagne était venue trop soudainement pour qu'il n'importât point d'en user avec discrétion. Il ne fallait à aucun prix la mettre à de trop rudes épreuves.

Le germanisme a deux faces très distinctes ; il s'offre sous ces deux faces à la Pologne, par la Poznanie d'un côté, par la Galicie de l'autre. L'une de ces faces est jeune, ardente, impétueuse ; l'autre a déjà vieilli et porte toutes les traces des années. La Prusse représente le côté juvénile et entreprenant, l'Autriche le côté traditionnel. C'est avec l'Autriche que la Pologne est principalement

en lutte ; l'Autriche est le théâtre où se pose le plus largement la question des nationalités, et par la Galicie, la Pologne est appelée à jouer un rôle très influent parmi les populations slaves et hongroises de l'empire des Habsbourg. Pour combattre le germanisme en Autriche, les Polonais ont des alliés chez tous ces peuples. En Prusse, les Polonais se trouvent seuls en présence de l'Allemagne entière. Si, en effet, l'Autriche est un peu abandonnée à elle-même par les intrépides champions du germanisme, la Prusse, au contraire, concentre autant qu'elle l'ose toutes leurs forces ; elle dispose, dans beaucoup de cas, de tout le patriotisme allemand.

Le germanisme de l'Autriche est basé sur le principe de la conquête. L'Autriche, en effet, n'est que l'assemblage plus ou moins cohérent de peuples divers conquis l'un après l'autre. Bien que la Prusse soit fondée sur un principe de nationalité et qu'elle ait placé sa principale ambition dans le perfectionnement de la nationalité germanique, elle n'est point pour cela aussi hostile qu'on serait tenté de le penser à l'idée de conquête. L'Allemagne nouvelle, dont la Prusse est l'image, tient encore par là au vieux monde. Aussi qu'arrive-t-il ? C'est que, tout en essayant d'opérer sur elle-même un mouvement concentrique qui resserre entre eux tous ses membres, la Prusse se

préoccupe peu au fond des nationalités étrangères, et ne se ferait aucun scrupule de s'étendre à leurs dépens. Lorsque l'on a ce penchant à conquérir, comment donc aurait-on la générosité de laisser échapper des conquêtes accomplies? Voilà ce qui devait gâter le libéralisme de la Prusse dans ses rapports avec la Pologne, et peut-être les Polonais auraient-ils dû prévoir ces susceptibilités du germanisme libéral.

Il eût été surtout bien désirable que la Pologne entière fût d'accord sur la politique qui lui convenait au milieu de tant de complications; mais l'entente de tous les esprits pour une même ligne de conduite, c'était toujours là le problème que la Pologne cherchait sans succès à résoudre, même après tant d'événemens de nature à effacer les vieilles haines. Il y avait lieu de se défier de ces hommes qui, éloignés depuis dix-huit ans de la Pologne et façonnés aux habitudes des sociétés occidentales, voulaient d'abord bouleverser leur patrie pour la régénérer. L'insurrection de Cracovie, cette funeste puérilité des démagogues de l'émigration, avait montré récemment leur savoir-faire. Avant de se produire sur le sol du pays, une nouvelle lutte d'influence commença, dans l'exil, entre les démagogues et les conservateurs. Un sentiment vrai s'était emparé de beaucoup d'esprits à la vue de la révolution qui chan-

geait si profondément les bases de la société française ; ils avaient pensé que tous les anciens partis devaient modifier leurs idées et leur tactique , se rajeunir en s'unissant. L'idée de nationalité séparée de l'esprit révolutionnaire offrait aux diverses fractions de l'émigration le lien le plus honorable et le plus fort que l'on pût désirer. Point d'obstacles de la part des conservateurs. Disciplinés originellement sous le nom de *Société du 3 mai* , et attachés à la législation que cette glorieuse date rappelle , ils firent les premières démarches. Ils déclarèrent qu'ils laissaient désormais de côté les idées de monarchie empruntées à cette constitution fameuse de 1791. De leur aveu spontané , le pays seul désormais avait le droit de déterminer la forme de son gouvernement à venir. Pour assurer plus de liberté aux décisions de la nation elle-même , la *Société du 3 mai* prononça officiellement sa dissolution : elle était prête à se fondre avec toutes les opinions qui voudraient , à son exemple , constituer un parti exclusivement national ; mais les hommes de la *Société démocratique* , qui avait eu primitivement son siège à Versailles , et qui prétendait centraliser les forces démocratiques de l'émigration , ne répondirent point à ces avances. S'inspirant de l'esprit révolutionnaire qu'ils voyaient triomphant , ils prétendaient plus résolument que jamais chercher dans la démocratie

le levier de l'insurrection ; comment eussent-ils consenti à ce sacrifice de leurs prétentions personnelles à l'heure où ils croyaient tenir l'instrument de la régénération universelle ? Ils refusèrent l'union qui leur était proposée. La *Société du 3 mai* se dissolvait donc sans se reconstituer ; mais , en cessant d'être avec les raisons qui lui avaient donné naissance , elle annonça qu'elle remettait aux mains du prince Adam Czartoryski le soin des intérêts du pays dans ses relations extérieures. Comme président du gouvernement insurrectionnel de 1831, par les services rendus dans l'exil à la cause polonaise et l'heureux emploi qu'il avait su faire de sa considération personnelle près des gouvernemens étrangers, il était, suivant les membres de l'ancienne *Société du 3 mai*, le représentant naturel de la Pologne de l'exil. Le prince Czartoryski restait donc chargé de la direction de la diplomatie polonaise.

Les conservateurs autochthones n'avaient point d'objection contre le prince Czartoryski, du moment où il renonçait aux idées de monarchie qui étaient celles de son parti plutôt que les siennes. S'ils acceptaient le concours des forces conservatrices de l'émigration, ils tenaient à éloigner résolument l'action de la *Société démocratique* de Versailles, et à se décider en tout par les seules inspirations du pays. Placés dans des circonstances aussi

graves que favorables, ils sentaient combien ils devaient mettre de soin à ne pas les brusquer. Ils le comprirent principalement lorsqu'ils eurent vu les radicaux à l'œuvre dans la Poznanie et la Galicie. Quelques personnages influens de la Galicie conçurent, malheureusement un peu tard, l'idée d'un congrès dans lequel toutes les parties de la Pologne seraient appelées à arrêter un plan de conduite en laissant provisoirement les émigrés à l'écart. Le congrès se tint en Silésie, à Breslau. L'on y discuta les bases de l'entente par laquelle on espérait concerter les démarches de Posen avec celles de la Galicie et créer une grande ligue pareille à celles d'Irlande. Cette ligue n'eût point demandé l'indépendance ni la guerre contre la Russie, qui n'étaient point parmi les choses immédiatement possibles. Elle eût toutefois, en s'autorisant des libertés nouvelles issues des révolutions allemandes, travaillé à dégager Posen et la Galicie des étreintes trop étroites du germanisme, et à y rétablir légalement et pacifiquement des institutions nationales. Les radicaux de l'émigration sentaient bien que, si ce congrès réussissait sans eux, leur existence comme parti était gravement compromise et peut-être à tout jamais perdue, car ils n'avaient eu d'action jusqu'alors en Pologne que par la négligence des conservateurs à s'unir. Sans doute cette union eût été pour le pays une force

nouvelle, un moyen puissant. Pour les radicaux, c'est l'intérêt du parti qui passe avant celui du pays ; périclisse la patrie plutôt qu'un principe, dût le principe être faux ! On les vit donc accourir de Posen et de la Galicie, où ils s'étaient déjà abattus par volées. Ils demandèrent à grand bruit à être admis. Repoussés, ils s'emportèrent. Bien qu'aucune partie de l'émigration ne fût officiellement représentée à Breslau, ils accusèrent les conservateurs d'être des agens du parti monarchiste, qui pourtant n'existait plus depuis la dissolution de la *Société du 3 mai*.

En présence de cette invasion de multitudes tapageuses, arrogantes, préoccupées de se faire accepter ou de tout arrêter, le congrès devint bientôt impossible. Le radicalisme, qui avait dans l'émigration refusé de se fondre avec les conservateurs en un parti national, portait ainsi le dernier coup à cette patriotique tentative renouvelée en grand sur le sol de la Pologne. Les conservateurs venus de la Galicie et de Posen furent obligés de rentrer dans leurs foyers sans avoir arrêté aucune mesure commune. Ils n'avaient plus qu'à reprendre en sous-œuvre, chacun chez soi, la pensée qui les avait conduits à Breslau, et déjà les événemens étaient trop avancés à Posen et en Galicie pour que la prudence fit tout le bien qu'elle aurait pu accomplir, en disciplinant plus tôt les

forces conservatrices de la nation. Les deux principes qui s'étaient développés depuis 1831 dans le sein de la société polonaise, ou, pour mieux dire, dans l'émigration, se trouvaient donc en lutte, dès qu'il s'agissait de tracer un programme aux populations et de formuler des vœux en présence de l'Allemagne, de la Russie et de l'Europe. A Posen et en Galicie, les mêmes tiraillemens se reproduisent. Les conservateurs veulent le progrès régulier des institutions nouvelles, ils le veulent avec la patience d'esprits éclairés qui savent bien que les réformes ne s'accomplissent point en un jour comme les révolutions ; ils le veulent surtout, parce qu'en se plaçant sur ce terrain, ils éloignent d'eux toute apparence de conspiration et évitent de provoquer les cabinets ou de réveiller les passions du germanisme. Les radicaux, au contraire, toujours animés de sentimens belliqueux, toujours prêts à trancher les difficultés à la façon d'Alexandre sans se demander s'ils ont son épée, ne savent prononcer que les mots d'insurrection et de guerre au premier obstacle qui les retarde ; et comme les gouvernemens auxquels ils s'en prennent ont la supériorité de la force organisée, faire un appel aux armes c'est chercher à être battus à coup sûr, tout en donnant prétexte aux réactions ; c'est risquer follement à la fois la nationalité et la liberté. La Prusse et l'Autriche ont trop

bien profité des fautes commises par l'imprudence des radicaux de l'émigration ; elles n'ont d'ailleurs rien négligé pour les provoquer. Avant même que le radicalisme leur vînt fournir des raisons spécieuses, elles avaient évidemment rêvé les combinaisons qui ont amené un nouveau démembrement de Posen et la situation précaire de la Galicie.

II.

C'est à Posen que commença la lutte entre le germanisme et la Pologne ; c'est là aussi qu'elle se dénoua le plus promptement. La Prusse avait d'abord entr'ouvert d'heureuses perspectives aux populations de la Poznanie. Le roi Frédéric-Guillaume, non sans doute par un mouvement bien spontané, mais du moins aux acclamations de son peuple, avait amnistié les Polonais condamnés naguère à la suite de l'échauffourée de Cracovie : on les avait vus conduits en triomphe dans les rues de Berlin, sous les fenêtres de Frédéric-Guillaume, qui, lui-même, avait dû incliner son front devant eux. « Compatriotes, disait l'un de ces captifs mis en liberté, le grave docteur Libelt, tout le peuple prussien n'est rempli que d'une seule pensée : c'est qu'une Pologne libre et indépendante soit constituée pour servir

de rempart à la libre Allemagne. Il n'y a plus de doute que la question polonaise ne soit bientôt résolue; il est même possible que les gouvernemens eux-mêmes en prennent l'initiative pour réparer le crime commis par le partage de la Pologne. » — « Les Polonais, écrivait le 23 mars le chargé d'affaires de France, les Polonais ont repris leur cocarde nationale; ce qu'ils veulent, ce n'est pas le désordre, ce n'est pas le triomphe immédiat de la démocratie républicaine : ils veulent employer la Prusse à régénérer la Pologne. »

Le gouvernement prussien, dans ce premier instant d'émotion, pouvant douter des intentions de la Russie et de l'Autriche, se complut d'abord à flatter cette pensée. Le ministère accueillit tous les officiers polonais qui vinrent s'offrir; plusieurs reçurent des passeports sous des noms empruntés, avec mission de se rendre en Russie, d'y étudier les conditions stratégiques d'une attaque. Le savant général Chrzanowski, qui devait plus tard perdre la bataille de Novarre, fut appelé auprès de l'honorable général Willisen, qui jouissait alors de toute la confiance du cabinet, et dont les sympathies pour la Pologne s'étaient manifestées par ses écrits militaires sur l'insurrection de 1831. Les deux généraux étaient chargés officieusement de combiner et de proposer un plan de guerre, dans la prévision d'une lutte contre la Russie. Les esprits

les plus calmes pouvaient se méprendre à une pareille attitude aussi bien que les têtes les plus exaltées (1). Dès le 22 mars, un *comité national* s'instituait à Posen ; il devait prendre la direction politique de la province. Ce comité, au sein duquel figuraient plusieurs prêtres, était animé des sentimens les plus modérés, et il n'arborait aucune prétention qui ne pût être approuvée par les conservateurs les plus exigeans. Il ne songeait qu'à une action pacifique et à des négociations amicales avec le gouvernement prussien. « Polonais et frères, disait ce comité dans sa première proclamation, si l'amour de Dieu et de la patrie vous anime, si vous êtes prêts à leur offrir votre vie, si l'espérance vous fait lever aujourd'hui les yeux vers le ciel pour lui exprimer vos vœux et vos désirs, si vous avez pitié de vos frères exilés, qui par le monde entier versent leur sang et leurs larmes en vue de la patrie, appliquez-vous, avant tout autre soin, à éviter un conflit qui pourrait amener une effusion de sang et une prostration de force aujourd'hui inutiles, et dont plus tard l'emploi pourra être salutaire et décisif. » Le même jour, dans une proclamation aux Allemands, le comité

(1) On pourra consulter avec fruit sur l'esprit de ces événemens la brochure allemande d'un Polonais, précédemment l'un des collaborateurs de la *Gazette de Heidelberg*, M. Kladzko (*Die deutschen Hege-
monen*).

disait : « Nous nous sentons de la reconnaissance pour vous, Allemands, en voyant que vous ne croyez à la durée de la liberté qu'autant qu'elle sera générale. Nous vous tendons la main fraternellement, et nous espérons avec confiance que notre cause se développera, de concert avec vous, dans des sentimens paisibles et amicaux. Le gouvernement des baïonnettes est fini, nous savons que nous ne combattons plus contre vous, le combat ne viendra pas de vous ; mais la guerre est possible d'un autre côté, la guerre contre l'Asie. Cette guerre, nous l'avons poursuivie sans relâche depuis le commencement de notre histoire, et nous l'aurions glorieusement achevée, si l'insouciance des nations ne nous en avait empêchés. » Le comité n'était donc animé d'aucun sentiment hostile contre les Allemands. Comme les Israélites sont un élément assez important de la population des différentes parties de la Pologne, où ils reçurent l'hospitalité quand ils étaient partout encore en butte à l'intolérance, le comité national voulut les rassurer, ainsi que les Allemands, par une proclamation spéciale à leur adresse. Aussi bien, en dépit du peu de gratitude dont quelques Israélites ont payé cette hospitalité, les écrivains polonais les ont toujours entourés d'une vive sympathie. Suivant M. Mickiewicz, la régénération du monde moderne commencera par trois peuples, et les

Israélites seront, avec les Français et les Slaves, l'un de ces peuples privilégiés.

L'idée germanique n'était alors pour la Pologne qu'un objet d'émulation. Elle offrait aux Poznaniens une bonne occasion de demander au souverain qui encourageait le patriotisme unitaire de l'Allemagne la garantie de la nationalité polonaise dans le duché de Posen. Un décret du 24 mars vint en effet leur donner l'espoir d'une réorganisation nationale. La tâche était grande, en vérité, si le gouvernement prussien eût consenti à l'envisager dans son étendue ; il avait bien des concessions à faire, s'il eût voulu réparer les atteintes portées par lui à la nationalité des Poznaniens depuis leur annexion à la Prusse. Quoique le duché de Posen n'eût pas subi de traitemens aussi amers que le royaume de Galicie, les institutions, la langue et l'esprit polonais y avaient été battus en brèche sous toutes les formes et à tous les instans.

A peine en effet, à la suite des premiers partages, les Prussiens étaient-ils établis à Posen, que le gouvernement représentatif, traditionnel en Pologne, disparut sous un déluge d'employés allemands, et que le code national dut faire place aux lois du conquérant, appliquées par des magistrats allemands. Deux classes de la société avaient le dépôt des traditions et du patriotisme, le clergé catho-
9.

que et la noblesse : le gouvernement prussien s'appliqua à ruiner l'influence de l'un et de l'autre. Les Poznaniens, contenus, mais non domptés, n'attendaient que l'occasion pour s'insurger contre la Prusse. Quand la monarchie prussienne fut brisée à Iéna, l'on vit renaître en un moment tous ces élémens de vie qui n'étaient point encore étouffés. En 1815, lorsqu'on agita au congrès de Vienne les conditions de la domination des Allemands et des Russes en Pologne, la Prusse fut obligée, comme la Russie, de tenir compte de ces forces, que le contact de la France avait ressuscitées dans le sein de la Pologne. « Vous serez réunis à ma monarchie, dit le roi de Prusse aux Poznaniens, sans avoir à renier votre nationalité.... Elle vous sera conservée comme preuve de mon estime pour vos efforts à la maintenir. » Consolantes paroles, si elles eussent été sincères ! La Prusse revint promptement à son premier système : le code fut de nouveau changé ; derechef les fonctions furent enlevées aux Polonais et distribuées aux Allemands. Cela ne se pratiquait point comme en Russie, par violence, mais insensiblement, avec une prudence redoutable pour la race polonaise. En 1830, le tribunal de première instance de Posen ne comptait plus qu'un seul juge capable de présenter un *referat* en polonais ; à Bromberg, tous les employés, jusqu'au crieur public, avaient été destitués ; enfin, le livre des hy-

pothèques et tous les actes relatifs à la propriété étaient rédigés en allemand. Plus d'écoles supérieures, plus d'académie. Le roi n'était que grand-duc de Posen ; les Polonais ne prêtaient point serment au roi de Prusse, mais au grand-duc ; ils avaient une monnaie nationale, un drapeau. Tous ces signes extérieurs leur avaient été laissés en 1815 pour marquer leurs droits à une autonomie nationale conforme aux vœux de l'Europe. Ce principe avait même reçu une sorte de sanction dans le choix du prince Radziwil pour gouverneur ou vice-roi national de la Poznanie ; à la mort de ce prince l'institution disparut avec lui, et le duché se vit ainsi placé sur le pied des provinces allemandes de la monarchie.

Une atteinte plus rude peut-être que toutes les autres avait été portée à la nationalité par les changemens introduits *ex abrupto* dans les conditions de la propriété. Le gouvernement disposa en faveur des paysans des terres qu'ils cultivaient à titre de fermiers héréditaires. Certes, cette mesure était juste en elle-même : c'était le malheur de la Pologne de n'avoir point pris les devans ; grâce aux circonstances, la mesure n'en causait pas moins un grave préjudice à la nationalité : elle frappait la fortune de la noblesse et du clergé, qui étaient les gardiens éclairés du patriotisme. D'ailleurs (et c'était là un inconvénient grave), mobiliser la pro-

priété des paysans, peu accoutumés à la prévoyance, c'était offrir aux colons allemands le moyen de se substituer insensiblement à ces petits cultivateurs. Le paysan devenu propriétaire vendait volontiers, soit pour essayer d'une autre existence, soit, par force, pour acquitter des dettes promptement contractées, et tombait de la sujétion dans le prolétariat. Le colon allemand, au contraire, envahissait, envahissait toujours. Ainsi un élément germanique d'une grande activité s'enracinait au sein de la race polonaise en Poznanie, et menaçait, avec l'aide du temps, de la ronger au cœur.

Tant de blessures faites à la Poznanie ne pouvaient être guéries que par une administration polonaise et le rétablissement des institutions nationales. Le décret royal du 24 mars 1848 qui ordonnait la réorganisation du duché, comblait à cet égard les plus pressans d'entre les vœux des Poznaniens. Toute la question était de savoir comment et dans quelle limite la Prusse avait l'intention de tenir ses promesses.

Les fonctionnaires allemands, si directement intéressés à maintenir l'ancien ordre de choses, ne pouvaient voir sans inquiétude les progrès de ce grand mouvement qui ébranlait par sa base leur existence même; ils prirent l'initiative d'une contre-agitation germanique sitôt que le premier moment de stupeur fut passé. L'armée, inaccessible à l'es-

prit du jour et aux entraînemens de l'opinion, embrassa la cause des fonctionnaires; les comités allemands et l'armée allemande se laissèrent aller à des provocations fâcheuses; les Juifs s'en firent les agens; des cocardes et des drapeaux polonais furent enlevés et insultés dans plusieurs villages. La Russie, de son côté, effrayée de l'ébranlement que la révolution avait imprimé à l'Europe et de la tournure menaçante que prenaient les affaires de Pologne, avait, dans l'intervalle, adressé au cabinet de Berlin les remontrances les plus amicales par un envoyé extraordinaire, le général de Berg. C'était plus qu'il n'était peut-être nécessaire pour ralentir l'action déjà si peu empressée du gouvernement prussien. Le cabinet n'osa pas cependant retirer absolument ses promesses avant que les événemens fussent venus donner lieu à des conflits violens et que l'agitation anti-slave suscitée par le patriotisme germanique eût pris assez de consistance pour appeler directement la répression.

D'abord, le général Willisen est envoyé en mission à Posen; il est officiellement chargé de concilier les intérêts et d'apaiser les passions. Le général paraît prendre sa mission au sérieux. « Polonais, dit-il, vous voulez avoir une administration et une juridiction polonaises, vous les aurez. » Il déclare qu'en garantie de cette promesse, le roi a décidé qu'un Polonais serait placé à la

tête du pouvoir dans la province, et que le libre choix des *Landrath* sera rétabli dans les districts. Le général Willisen annonce, en outre, que la Poznanie aura une force armée. Il n'en est point, dit-il, de plus nationale que la Landwehr. Ce principe de la Landwehr pourra d'ailleurs recevoir des développemens, et le général accueillera toutes les propositions qui lui seront faites au sujet des emblèmes et du commandement de cette troupe. « Allemands, ajoute le général Willisen, n'ayez aucune crainte; les droits que vous donne votre langue ne peuvent pas vous être arrachés, toute la Prusse vous les garantit. Ainsi le veut l'esprit des institutions nouvelles; chaque race pourra conférer dans sa propre langue avec ses autorités. Ayez confiance dans les Polonais; en ces derniers temps d'une irritation provoquée par les événemens, ils ont fait de grands efforts pour vous préserver de toute injustice... Ne cherchez pas à vous accuser les uns les autres... Vous êtes forts, si vous êtes unis; sans cette union, vous seriez exposés au danger d'une première attaque qui pourrait vous venir du dehors. »

On le voit, le commissaire prussien promettait encore aux Polonais la nationalité; il les laissait encore croire à la possibilité de grandes complications politiques à l'extérieur. Bien convaincus de la sincérité de son langage et de sa conduite, les

Poznaniens signèrent avec lui, à Jaroslawiecz, une convention d'après laquelle l'organisation nationale du duché devait commencer dès que les troupes de volontaires polonais, formées irrégulièrement, se seraient dispersées. Or, la question, qui semblait, par cet arrangement, avoir fait un grand pas, était plus éloignée que jamais d'une solution pacifique. Vainement le général Willisen avait-il donné l'ordre aux généraux prussiens d'arrêter tout mouvement de troupes pour ne point inquiéter les masses polonaises au moment de leur dispersion : débordé lui-même par les passions de l'armée, il vit ses ordres méconnus ; il s'entendit déclarer traître à la patrie allemande ; sa vie fut menacée sans que le général qui commandait à Posen songeât à protéger son frère d'armes. Enfin le vœu d'une incorporation d'une partie du duché à la confédération germanique fut formulé par la population allemande et juive. Les troupes prussiennes se ruèrent sur les camps polonais, qui étaient en train de se dissoudre ; une lutte sanglante allait commencer. Le comité national, animé de sentimens pacifiques, constitué en vue de la conciliation des races et de l'action légale, n'avait plus rien à faire dans cette phase toute nouvelle de la question de Posen : il se retira en protestant. La réaction allemande offrait au radicalisme polonais une belle occasion d'essayer ses forces ; M. Mie-

roslawski, l'un des plus fervens apôtres de ce parti, trouvait là sa place et la saisit.

C'est le propre des radicaux polonais de ne jamais douter de rien. Ils prennent l'imagination pour de la foi et se croient de force à soulever les montagnes. Un coup de fusil est tiré par une main maladroite, une barricade est construite par trois mauvais sujets, c'est le monde qui s'ébranle. La terre va enfin s'incliner sur son axe pour recevoir respectueusement les vérités nouvelles. Nos hommes accourent leur Évangile en main ; ils paraissent, se font huer, sont battus et chassés. Cependant l'expérience n'a pas le pouvoir de leur arracher leurs illusions. Leur imagination a quelquefois ses beaux jours, jours d'inspiration et de lyrisme, où le cœur fait entendre l'accent des passions vraies ; mais ces jours sont rares, et l'habitude de pareils esprits est de sonner faux. M. Mierolawski, avec tous les défauts du radicalisme polonais, n'avait pourtant pas un esprit de *trempe commune*. De tous les penseurs maladifs que la Pologne a enfantés dans ses momens d'amertume, Mieroslawski est un des plus distingués par l'intelligence. Quand son langage n'est point entièrement intolérable par l'abus de l'hyperbole, il est singulièrement séduisant ; quand il ne se traîne point dans les banalités humanitaires, il est parfois d'une originalité qui ne manque point d'éloquence ; quand il ne dérai-

sonne point de façon à mettre à la torture un auditoire sensé, il a comme des éclats d'intuition qui éblouissent et entraînent. Le même homme qui, dans l'atmosphère malsaine des clubs de Paris, n'était qu'un vulgaire déclamateur, sans nulle apparence de conviction, avait autrefois trouvé, devant ses juges de Berlin, des sentimens vigoureux et élevés pour parler de sa conspiration et évoquer l'image de sa patrie. Le même homme qui, dès l'origine, se jetait avec tant d'ardeur dans les aventures révolutionnaires, et qui devait être, parmi ses compatriotes, l'un des plus intrépides à se tromper sur la consistance de telle ou telle insurrection, avait naguère écrit, dans notre langue, un livre où des aperçus lumineux et profonds percent çà et là sous le luxe redondant des images. Tel était le chef qui s'offrait aux populations déçues de la Poznanie, et qui, envenimant leur juste douleur, les poussait à la résistance armée.

La défense fit autant d'honneur à la bravoure polonaise qu'elle en fit peu aux armes prussiennes ; mais cette défense à forces si prodigieusement inégales ne pouvait pas être heureuse. Les Poznaniens, que la Prusse avait primitivement encouragés à s'organiser en garde civique, et qui plus tard avaient consenti à dissoudre leurs camps, conformément à la convention conclue avec le général Willisen, furent désarmés. La Poznanie,

brisée dans cette lutte, retomba aux pieds de son ennemi, le germanisme, plus affaibli et plus suspecte que jamais. Le germanisme au contraire, avec le temps, avait pris plus d'ambition et d'orgueil. Loin de se prêter à la réorganisation nationale du duché de Posen, il aspirait à lui faire subir l'injure d'un nouveau morcellement et à introduire la ville de Posen elle-même, comme une ville allemande, dans la confédération germanique. Francfort et Berlin ont rivalisé d'ardeur dans cette œuvre. Appelées par les fonctionnaires et la petite bourgeoisie germanique du duché avec lesquels les Juifs faisaient cause commune, la Prusse et l'assemblée nationale allemande ont couvert leur conduite du prétexte de la nationalité et du patriotisme. Retournant ainsi contre la Pologne le principe même sur lequel elle s'appuyait pour demander l'autonomie de Posen, elles ont fait au duché la blessure la plus douloureuse qu'il eût encore ressentie depuis son incorporation à la monarchie prussienne. Les craintes vagues qui s'étaient mêlées aux espérances du parti conservateur polonais au milieu même de ces beaux jours où l'Allemagne fraternisait avec la Pologne, ces craintes étaient dépassées de beaucoup par l'événement. Dans deux lettres écrites de Berlin (26 avril), l'une à M. d'Arnim, ministre des affaires étrangères, l'autre à M. de Lamartine,

membre du gouvernement provisoire, le prince Czartoryski, qui était allé à Berlin en pacificateur, fit l'aveu de son désenchantement. Il ne lui restait plus qu'à se retirer devant le revirement du germanisme, en protestant contre le nouveau partage de la Pologne près de s'accomplir par la même main qui, quelques mois auparavant, promettait de la sauver.

La Poznanie a été forcée d'accepter le sort que lui faisait la violence. Réduite à suivre la route de la légalité et renfermée dans les limites d'une agitation purement constitutionnelle, elle n'a pas pourtant désespéré. Une ligue polonaise (*Liga Polska*) s'est organisée dans l'intention de dérober aux envahissemens de l'administration et de l'esprit germaniques ce qui reste de la nationalité polonaise en Poznanie, de soutenir la foi patriotique des districts incorporés à l'Allemagne, d'entretenir sur tous les points l'union de la noblesse et des paysans dans une commune espérance. La *Liga Polska*, conçue et dirigée dans un esprit aussi modéré que national, s'est enrichie des dons volontaires des patriotes. Elle a des journaux qui savent parler au peuple son vrai langage, non point ce langage déclamatoire ou vulgaire qui est au service de tout tribun de carrefour, mais cette langue simple et animée qui donne à la raison les couleurs du sentiment et revêt la science des

formes de la poésie. Le paysan suit l'impulsion qui lui est ainsi imprimée de haut, et la passion, au lieu de l'abaisser, comme ailleurs, aux funestes préoccupations d'un matérialisme brutal, l'élève à la notion de la solidarité et du sacrifice (1). La nationalité des Poznaniens pouvait retrouver ainsi, dans les libertés constitutionnelles de la Prusse, un moyen légal d'échapper aux nouvelles chaînes administratives dont elle est embarrassée. La consolidation de ces libertés, tel était alors le but essentiel et unique de la Poznanie : c'est la politique qui avait été indiquée dès l'origine par le parti conservateur dans l'émigration et dans le pays.

La Poznanie a été représentée à Berlin, comme les autres provinces, dans les diètes diverses qui s'y sont succédé. Il eût été difficile aux députés polonais d'y jouer un rôle très large ; ils ont pu, du moins, y conserver une réserve intelligente et nationale, ne s'affiliant pas à tel ou tel parti, sachant rester indifférens dans toutes les questions qui ne les touchaient point, et cherchant leurs raisons d'agir dans la seule considération du patriotisme de race. Plût à Dieu que la

(1) Je fais allusion surtout au très remarquable journal de l'abbé Prusinowski. Cet écrit est regardé comme un modèle de littérature et de politique populaires.

députation de la Galicie à Vienne eût suivi tout entière une inspiration semblable, et que l'intérêt mal entendu du libéralisme ne lui eût point fait perdre quelquefois de vue l'intérêt de la nationalité!

III.

La politique conservatrice qui avait présidé aux premiers efforts du duché de Posen, et qui a repris là toute son autorité après le court passage et les aventures malheureuses de M. Mieroslawski, fut adoptée dès l'origine par la noblesse galicienne. Le malheur est que le parti conservateur ne se soit point assez énergiquement concerté en Galicie, et qu'il ait d'ailleurs faibli lui-même dans quelques-uns de ses membres, au moment de la dernière révolution de Vienne et de la guerre de Hongrie. C'est en Galicie pourtant qu'il avait le plus besoin d'être fortement constitué, parce que c'est là qu'il y avait le plus de maux profonds à réparer, et le plus de chances ouvertes à l'action politique de la race polonaise.

Que l'on se rappelle un moment dans quelle situation lamentable les événemens de mars surprenaient cette province, et par quelle suite de calamités elle avait été conduite à l'abîme où elle se débattait sans espoir. L'Autriche, en prenant pos-

session de ce pays, avait découvert du premier coup d'œil dans la féodalité combinée avec la bureaucratie, les élémens du système administratif dont elle gratifia la Galicie : ce système consistait principalement à laisser aux mains de la noblesse les privilèges onéreux et peu populaires du recrutement, de la levée des impôts et de la justice seigneuriale, en plaçant les tribunaux d'appel dans les attributions de l'autorité allemande. Le gouvernement avait donc le moyen de s'effacer derrière la noblesse dans l'exercice de toutes les fonctions par lesquelles le pouvoir pèse sur les peuples ; il avait tout combiné de manière à se retrancher dans un rôle de médiateur, qui, pris à propos entre les paysans et les seigneurs terriens, lui donnait l'apparence d'une grande sympathie pour la classe opprimée. L'Autriche avait d'ailleurs eu soin, comme la Prusse, d'enlever aux Polonais toute action dans les affaires de leur pays. Si elle leur avait laissé une ombre de diète provinciale, ce n'était qu'une sorte d'ironie pour leur mieux faire sentir combien ils étaient impuissans. Mêlez les sentimens personnels du bureaucrate allemand et du Juif à ces monstruosité administratives, vous concevrez ce que put être, dès le lendemain du démembrement, la domination de l'Autriche en Galicie.

La noblesse n'avait pas tardé à comprendre que

la législation nouvelle allumait la haine dans le cœur des paysans et faisait pencher leurs sympathies du côté du gouvernement impérial ; mais la noblesse osait vainement solliciter une réforme des lois administratives et l'abolition des corvées, si grand que fût pour elle ce sacrifice. L'organisation sociale de la Galicie servait trop bien, par ses seuls effets, les desseins du cabinet de Vienne, elle réussissait trop parfaitement à paralyser tout mouvement national en rendant l'accord impossible entre les deux classes, pour que l'on pût songer à la modifier. Quelques jours avant la conspiration de 1846, l'archiduc gouverneur Ferdinand d'Este écrivait à Vienne : « Le pays est agité, un mouvement semble se préparer, les esprits sont inquiets. Cependant le gouvernement peut être tranquille, je n'ai besoin d'aucun renfort, car toutes les mesures sont prises, en cas d'insurrection, pour paralyser le mouvement sans compromettre les troupes. » Ces confidences signifient-elles que le gouvernement autrichien prévit les massacres qui devaient quelques jours plus tard épouvanter la Galicie ? Non peut-être ; mais cela signifie du moins qu'en présence de la folle conspiration conçue, comme l'on sait, par les radicaux de l'émigration, l'autorité comptait sur le désaccord et au besoin sur les haines qu'une longue lutte d'intérêts avait semées entre le paysan cor-

véable et la propriété seigneuriale ; en un mot, la législation de la Galicie était telle que, dans un temps donné, la guerre sociale y était inévitable (1).

A l'époque où éclatait la révolution de Vienne, deux ans après cette guerre, la question sociale était donc posée en Galicie dans son affreuse et saisissante vérité. D'un côté, des multitudes égarrées, encore tout émues du parricide qu'elles venaient de commettre sans en bien comprendre le sens et la portée ; de l'autre côté, une noblesse encore en deuil de tant de funérailles, à peine rentrée sous le toit de ses châteaux visités récemment par le fer et le feu, ruinée d'ailleurs dans sa fortune par l'impossibilité de se procurer, même au plus haut prix, des bras pour remplacer sur ses terres le travail gratuit de la corvée ; enfin, entre les deux classes, le gouvernement incertain, effrayé lui-même de l'incendie attisé par ses mains, qui menaçait de se répandre, par la Bohême et la

(1) Ces affaires de Galicie ont donné lieu à un écrit très distingué de pensée et dans lequel une modération, une réserve parfaites s'unissent à une connaissance approfondie des relations et des intérêts réciproques de l'Allemagne et de la Pologne. Cet écrit, qui a été reçu avec beaucoup de faveur dans les deux pays, est intitulé : *Briefe eines Polnischen Edelmannes an einen Deutschen publicisten*. Il ne faut pas le confondre avec la *Lettre panslaviste d'un gentilhomme de Galicie au prince Metternich*.

Transylvanie, à travers le reste de l'empire : tel était alors l'aspect de la Galicie.

A peine M. de Metternich est-il renversé, qu'une députation de la noblesse accourt à Vienne pour appeler l'attention de l'empereur sur l'état de la province. La noblesse avait hâte de sortir d'incertitude ; elle sollicitait de l'empereur l'autorisation de libérer les paysans de toute corvée par une mesure générale et irrévocable. Sans doute on n'ignorait plus à Vienne que l'heure était venue d'en finir avec le système féodal : on était sur l'urgence d'une réforme, de l'avis de la noblesse polonaise ; mais si la noblesse tenait à l'initiative, l'Autriche avait aussi ses raisons de ne point s'en laisser dérober le mérite. Comment livrer gratuitement aux propriétaires cette magnifique occasion d'offrir aux paysans un gage de réconciliation politique, lorsque soi-même on en pouvait tirer un si bon parti ? Avant que la députation de la noblesse eût reçu la réponse qu'elle venait chercher, un ordre impérial, publié en Galicie, annonça aux paysans que l'empereur les dégageait pour l'avenir de toute corvée. Le bienfaiteur, c'était donc le gouvernement ; la noblesse était ruinée sans cette compensation morale dont l'espoir l'avait aidée dans le complet sacrifice de sa fortune.

Cependant, l'impression des événemens de 1846

une fois dissipée et la noblesse déchargée de fonctions administratives qui la rendaient odieuse, le paysan galicien, par l'impulsion de la nature, devait tendre à se rapprocher des hommes éclairés qui parlaient sa langue, et dans lesquels il ne pouvait plus voir que des compatriotes. Bien que docile jusque-là aux inspirations du pouvoir impérial qui flattait sa misère, le paysan n'avait jamais eu d'inclination pour le germanisme. Il devait, par la force des choses, redevenir Polonais, et sentir le patriotisme de race se rallumer en lui dès qu'il aurait échappé aux préoccupations de sa haine sociale. A la faveur des libertés conquises à Vienne, la noblesse de Galicie organisa sur toute la surface du pays des comités nationaux dont la mission était de diriger le mouvement des esprits et de se substituer à la bureaucratie allemande. Un conseil central installé à Léopol reliait entre eux les conseils locaux, qui, dans les premiers jours, faisaient fonction de municipalités. Les comités nationaux se tinrent à l'origine dans les limites d'une réserve prudente qui eût aplani bien des difficultés, si elle eût été durable. L'on n'avait point reçu du cabinet de Vienne les encouragements belliqueux venus de Berlin en Poznanie. Cependant l'on avait réussi promptement à former une garde nationale; les fusils avaient manqué, non les hommes. La garde civique chez un peuple

du tempérament et de la condition des Polonais n'a point le même caractère que chez nous; ce n'est point l'inoffensive association de gens pacifiques qui ont besoin pour prendre feu de se sentir bien directement blessés ou menacés dans leurs intérêts. C'est une armée de volontaires impatients qui envisagent leur métier par son côté le plus vif, et dont la susceptibilité veut être ménagée. La garde nationale de la Galicie suivait naturellement l'impulsion des comités municipaux centralisés à Léopol dans le conseil supérieur. La direction de l'esprit public dépendait donc de l'action de ce conseil. Le conseil de Léopol tomba par malheur aux mains des hommes les plus turbulents de la province et des agens de la société démocratique de Versailles. Vainement l'influence des conservateurs autochthones se combina-t-elle avec celle du prince Czartoryski, présente en Galicie, comme à Posen, pour conseiller la prudence : elle ne put assez promptement contre-carrer les entreprises du conseil de Léopol. Des altercations survinrent entre les troupes et la garde nationale. Tout de même qu'en Prusse, le gouvernement attendait et désirait un conflit. Que fallait-il de plus à un pouvoir non encore débarrassé de ses traditions d'absolutisme, pour suspendre ou supprimer des droits qu'il avait accordés à regret ? Le bombardement de Léopol, l'état de siège, ont en effet

mis en périll l'autonomie que les Galiciens pensaient avoir conquise, et rouvert une assez large brèche par où le germanisme a su rentrer dans la place.

Il y avait, à la vérité, un autre errain où les Galiciens pouvaient reprendre avantage sur l'Autriche germanique. Battus un peu par imprudence dans leurs foyers, ils avaient sous la main de grandes facilités pour une revanche à Prague, à Agram, à Pesth, à Vienne même. On n'a point oublié peut-être comment l'émigration, et particulièrement le prince Czartoryski, avaient pris le slavisme à cœur, et mêlé le nom de la Pologne à tout ce que les peuples slaves de l'Autriche rêvaient de liberté et de gloire à leur race. Les Polonais autochthones, surtout ceux de la Galicie, où l'on avait moins de liberté d'opinions et de mouvemens qu'à Posen, étaient entrés moins avant que l'émigration dans les projets du slavisme libéral : négligence un peu imprudente et dont ils sentaient bien l'inconvénient à l'heure où tout les invitait à s'unir avec les Tchèques et les Croates dans un commun effort contre le germanisme.

Quelques rares patriotes de Galicie avaient eu pourtant le mérite de pressentir cette situation. Parmi eux se distinguait le prince George Lubomirski, homme de sens et de sacrifice. Mêlé très jeune aux slavistes de l'université de Prague, ayant fréquenté de bonne heure les principaux chefs du

mouvement slave de la Hongrie, il avait pris goût à leurs doctrines, et s'était facilement laissé aller à leurs espérances. Je ne saurais préciser dans quelle mesure M. George Lubomirski croyait originairement le slavisme capable d'avancer les affaires de la Pologne : toujours est-il que l'idée d'une union étroite de la Pologne et des Slaves n'a point eu de partisan plus empressé que lui depuis la révolution de mars. Dans toutes les occasions où il s'est agi de concilier les intérêts de la Galicie avec ceux de la Bohême et de la Croatie contre la prépondérance du germanisme de Vienne, le jeune patriote est intervenu avec une ardeur où brillait tout le feu de la jeunesse, et dont ses compatriotes ne se souviennent point sans émotion.

M. George Lubomirski fut l'un des promoteurs et l'un des membres les plus influens du congrès de Prague, où les représentans de tous les pays slaves se rassemblèrent pour discuter l'intérêt général de leur race et régler les relations de la Galicie, de la Bohême et de l'Illyrie entre elles et avec l'Autriche. De tous les points de l'Europe, on les vit se réunir auprès de la vieille université, leur mère, autour de leurs premiers maîtres, les patriarches du slavisme, Schafarick et Palački. Les Tchèques, sans être hostiles au gouvernement autrichien, montrèrent aux Polonais l'empressement le plus fraternel. La réaction du Tchèque contre l'Allemand était arrivée

au plus haut point de vivacité, au moment où la Pologne venait donner la main à la Bohême dans le congrès de Prague. La Pologne n'avait rien à dire à cet égard pour être comprise; sa juste animosité contre l'Allemagne était de beaucoup dépassée par les invectives des Tchèques contre les unitaires de Francfort. Les Croates et les Serbes, qui n'ont pas vu le germanisme d'aussi près que les Tchèques, ne se préoccupaient point aussi vivement que ceux-ci de batailler contre Francfort. Cependant ils regardaient comme l'un des principaux buts du congrès et de l'union qui devait en sortir, de détourner l'Autriche de toute liaison avec les promoteurs de l'idée d'unité germanique; en un mot, d'arracher le gouvernement autrichien à ses traditions allemandes pour le faire décidément et irrévocablement incliner du côté des Slaves, prêts à se donner conditionnellement à l'empereur. Les Croates, peut-être plus étroitement liés que les Tchèques au cabinet de Vienne par les nécessités de leurs querelles avec les Magyars, ne témoignèrent pas aux Polonais la même effusion que les Tchèques; mais cette réserve ne les empêcha point d'assurer la Pologne de leurs sympathies dès la première rencontre.

George Lubomirski, par ses liaisons personnelles avec les chefs du parti tchèque, dans la confiance desquels il était entré, par ses relations

avec le représentant armé du slavisme méridional, le ban Jellachich, dont il admirait le caractère, fut naturellement appelé au rôle de conciliateur et d'intermédiaire dans tous les débats. Aussi bien la pensée dont il s'était fait l'organe domina dans les conclusions du congrès. Le principe de l'égalité des nationalités et de la fédération des peuples de l'Autriche en fut la base. On vota un manifeste à l'adresse de l'Europe, afin de faire connaître dans quel esprit les peuples slaves avaient tenu pour la première fois cette grande assemblée de toutes les tribus de leur race. Ce manifeste contenait, en faveur de la Pologne, une protestation approuvée à l'unanimité par les Tchèques et à la majorité par les Illyriens de la Croatie et de la Serbie. Un acte de fédération couronnait les résolutions du congrès de Prague; il déterminait les conditions de l'alliance des peuples slaves, et la sagesse des représentans de la Pologne avait obtenu que les *Magyars* fussent invités à entrer eux-mêmes dans cette alliance, bien qu'ils eussent affecté de ne pas se présenter au congrès et d'envoyer des agens officiels à Francfort.

Le plan fédératif adopté par le congrès faisait une position spéciale à la Galicie; il ne prétendait pas l'enchaîner à tout jamais à la confédération projetée, mais seulement pour un temps, jusqu'à ce que la Pologne redevînt indépendante. La Po-

logne, une fois maîtresse de sa destinée, aurait pu faire partie de la confédération des Tchèques et des Illyriens, en conservant un gouvernement séparé. Etant, parmi les Slaves libéraux, la famille la plus nombreuse et la plus avancée dans son développement historique, elle eût exercé dans cette union des peuples la prépondérance du nombre et de la civilisation. L'Autriche slave se transformait ainsi en une Autriche polonaise.

Par une fatalité dont on ne saurait assez gémir, avant que le congrès eût voté officiellement le programme de la fédération déjà rédigé et convenu, on vit intervenir dans le débat les affidés de la démagogie polonaise, les représentans de la pensée de Versailles, qui semblent avoir pris pour mission, depuis février, de faire tourner toutes les questions au profit des ennemis de la Pologne. Irrités des allures pacifiques que l'assemblée slave avait prises et des conséquences simples et fortes qui résultaient de l'accord de tous dans un libéralisme progressif, ces artisans de révolution s'employèrent et parvinrent à pousser la population de Prague à de tristes excès avant que le congrès eût achevé ses travaux. De là une insurrection où la force resta au pouvoir ; de là le bombardement de Prague et la dispersion des membres de l'assemblée, qui, loin d'être pour quelque chose dans ce sanglant conflit, était la première à le déplorer amèrement.

La question si brusquement tranchée devait se poser de nouveau dans la diète de Vienne. A Vienne, les Slaves ne se trouvaient point dans les conditions les plus favorables au slavisme. Les Polonais et les Tchèques y étaient représentés ; les provinces illyriennes de la Carinthie et de la Carniole, la Dalmatie, y avaient aussi leurs députés slaves ; mais les Croates, les Slavons, les Serbes et les Slovaques, liés par leur constitution à la Hongrie, n'avaient point entrée dans la diète de Vienne. Les Polonais et les Tchèques étaient ainsi, dans leurs ligues parlementaires contre le germanisme, privés du concours du tiers des Slaves de l'empire. Et pourtant à peine les travaux constitutionnels de la diète avaient-ils commencé, que l'influence combinée des Galiciens et des Bohèmes se faisait sentir ; de jour en jour, elle devait s'accroître, jusqu'à l'époque de la révolution dernière, où les députations de la Bohême et celles de la Galicie se virent en position de dominer les débats. Alors la diète de Vienne était présidée par M. Smolka, Polonais, qui n'avait de concurrent possible que M. Strobach, Bohême.

Bien des obstacles entravaient pourtant l'action parlementaire des Polonais. En présence des questions de principes soulevées par l'examen des réformes que la diète avait mission d'opérer, les opinions n'avaient pas su rester unies dans la

pensée exclusive de la nationalité et du slavisme. Bientôt on avait vu des conservateurs et des démocrates suivre les errements du radicalisme européen. Le parti conservateur était lui-même divisé ; il y avait les esprits éclairés et indépendans, qui savaient se rendre compte de leur conduite, puis les paysans dépourvus de toute éducation, nommés sous l'influence du cabinet autrichien, et qui n'étaient dans sa main qu'un instrument aveugle. Les conservateurs éclairés votaient souvent avec le cabinet, les paysans toujours. C'est dire assez que leurs résolutions ne venaient point d'eux-mêmes, qu'ils obéissaient à une impulsion étrangère, et étaient en définitive une gêne plutôt qu'un secours pour leurs concitoyens de la Galicie. La députation polonaise était donc affaiblie par ses propres divisions, et ces divisions mêmes devaient être parfois une cause de refroidissement entre elle et la députation de la Bohême.

Encouragés sans doute par ces divergences d'opinion qui éclataient au sein du slavisme, les Magyars, dont la situation devenait critique, et les Allemands de Francfort avaient songé à se faire un point d'appui commun dans les élémens révolutionnaires rassemblés à Vienne de tous les coins du monde, de l'Italie, de l'Allemagne, de la Pologne. L'extrême gauche du parlement de Francfort avait là des intelligences : elle disposait des popu-

lations laborieuses des faubourgs. Pour les soulever, la Hongrie offrait son or, promettant d'ailleurs qu'elle serait prête à seconder par la force tout ce qui serait tenté dans les rues de Vienne. Le but des démocrates allemands était, du point de vue de leur patriotisme unitaire, parfaitement clair. En formant le projet d'une insurrection à Vienne, ils aspiraient à ruiner l'influence conservatrice des Slaves et à entraîner l'empire dans la nouvelle confédération allemande rêvée à Francfort. La Bohême, la Galicie, l'Illyrie, par le succès de cette tentative, fussent devenues parties intégrantes du nouvel état germanique ; le slavisme eût été moissonné dès sa naissance.

Les Magyars, de leur côté, avaient leurs vues personnelles en s'alliant ainsi à la démocratie de Vienne et de Francfort. L'accord des Slaves et du gouvernement de l'Autriche mettait en péril la domination magyare sur les Slaves de la Hongrie. Si les Allemands voyaient avec dépit l'ascendant que le slavisme prenait dans la politique autrichienne, les Magyars pouvaient voir le même progrès avec terreur, comme le présage de cette grande catastrophe depuis longtemps redoutée, la dissolution de la Hongrie par l'émancipation des races. Dans la convention que les Magyars concluaient avec Francfort, ils lui proposaient le partage de l'Autriche. Vainqueurs, les Magyars, en laissant re-

tourner dans le sein de l'Allemagne les états héréditaires de la maison de Habsbourg, conservaient sur le pied de l'indépendance la Hongrie, avec ses annexes, c'est-à-dire la Transylvanie, la Croatie, la Slavonie et la Dalmatie. C'était le triomphe de leur ambition, tout leur avenir était là. L'alliance du magyarisme et du germanisme de Francfort était donc naturelle; M. Kossuth l'avait indiquée tout récemment dans un discours fort applaudi. « Je n'hésite pas à déclarer, avait-il dit, que la nation hongroise est, à mon avis, destinée à être, avec l'Allemagne, la sentinelle de la civilisation à l'orient de l'Europe. » Enfin, lorsque M. Kossuth avait expédié deux plénipotentiaires à Francfort au lieu de les envoyer à Prague, où on ne leur eût pas fait mauvais accueil, n'avait-il pas déclaré assez hautement qu'il cherchait dans le germanisme un allié contre les Slaves? Pourquoi faut-il que le radicalisme soit encore une fois intervenu pour précipiter les Polonais dans une erreur plus grave que toutes celles qu'ils avaient commises depuis février? Pourquoi faut-il que nous les retrouvions mêlés aux Allemands et aux Magyars sur les barricades de Vienne, en lutte ouverte avec le seul allié sûr, que tant d'années de propagande et tant d'activité dépensée à la suite des révolutions de mars avaient préparé pour la Pologne? Comment se fait-il qu'au milieu, à la tête des démagogues de Vienne et de

Pesth, nous apercevions un général polonais, un homme qui eût été digne de commander pour la meilleure des causes, Bem, le futur héros de la guerre de Hongrie?

Bem, ce n'était plus un fanatique du radicalisme, un esprit juvénile, un général formé dans les sociétés secrètes; ce n'était plus le clubiste Mieroslawski se jetant parmi les Poznaniens pour faire parade de sa témérité; c'était un général éprouvé dans plus d'une bataille, endurci aux coups du sort, et qui, sans avoir rien perdu de la fougue de son courage, avait l'expérience d'une vie déjà longue. Quelle pensée fatale l'avait poussé sur ces barricades pour qu'il y vînt jeter l'éclat de sa bravoure et les rendre plus séduisantes aux yeux de la députation de Galicie, déjà trop complaisamment émue en faveur d'une révolution qui se couvrait du prétexte de la liberté? Par quelles considérations expliquer la conduite de ceux des députés éminens de la Galicie qui, au lieu de suivre la députation tchèque auprès de l'empereur éloigné de Vienne, restèrent dans Vienne même, au milieu de l'insurrection, comme pour l'encourager par leur présence? Leurs collègues les plus éclairés, les conservateurs de l'émigration, le prince Czartoryski le premier, dans les termes les plus nets et les plus pressans, leur criaient de tous les points de l'Europe: « Vous jouez follement l'avenir de votre pays; vous

l'engagez dans une partie que vous ne pouvez que perdre. Quittez les barricades, sortez de Vienne, joignez-vous aux Tchèques qui suivent l'empereur, et laissez faire l'épée slave de Jellachich. » Les paysans de la diète et les chefs du parti conservateur donnèrent l'exemple et abandonnèrent Vienne en jetant l'anathème à cette révolution anti-slave ; mais les radicaux, sous la présidence de M. Smolka, ne voulurent point abandonner la cause vers laquelle ils avaient incliné dès le premier jour.

Dans les perplexités de cette crise où la députation polonaise s'était vue en proie aux plus douloureux déchiremens, et où l'alliance de la Pologne avec le slavisme avait éprouvé de terribles atteintes, l'esprit dévoué et actif qui avait mis tant de zèle à réunir ses concitoyens aux Tchèques et aux Croates, le prince George Lubomirski, saisi et frappé d'un patriotique désespoir, se retirait de la scène, où il n'apercevait plus que les débris de ses généreuses combinaisons. Cependant les Slaves ne gardèrent point rancune aux Polonais, et une société de Prague, le *Tilleul Slave* (*Slovanska Lipa*), répondant d'ailleurs aux instincts des Croates, adressa à la Pologne, peu de temps après ces événemens, de touchantes paroles où le reproche, plein de vérité, ne cessait pas d'être fraternel. « C'est avec le cri de liberté, disait-elle, que les Allemands insurgés de Vienne et les Magyars

vous ont traîtreusement attirés dans leurs pièges. Tout entiers à vos inspirations libérales et oubliant vos frères slaves, vous avez volé là où, sous de faux semblans de liberté, vos vieux ennemis forgeaient, pour le slavisme et par conséquent aussi pour vous, de nouvelles chaînes. Frères, examinez donc mieux nos actes, et vous vous convaincrez que nous travaillons au même but que vous... Polonais, c'est l'amour seul de la liberté qui vous a poussés à aller verser votre sang au pied des Apennins, sous les pyramides d'Égypte et dans les steppes glacées de Moscou. Hélas ! partout on vous a trompés ; mais le frère ne tromperait pas son frère : pourquoi ne vous fiez-vous pas à nous ?... Le Slave est l'élu de l'ère nouvelle ; il doit en devenir l'apôtre après en avoir été si longtemps le martyr. Ainsi, Polonais, joignez-vous à nous, Tchèques, Moraves et Slovaques. Ne séparez plus votre cause de celle des Ruthéniens, des Serbes, des Croates, des Illyriens ; donnez la main à tous vos frères que jusqu'à présent vous avez méconnus, et qui vous aiment... Dans cette ligue pour l'émancipation, votre Pologne, qui nous est si chère à tous, a pour mission de former le lien conciliateur entre notre liberté et celle des nations de l'Occident. »

Le slavisme tenait donc toujours ses bras ouverts à la Pologne, en dépit de la complaisance

qu'une partie de la députation galicienne avait montrée pour la révolution magyaro-germanique de Vienne; mais les passions révolutionnaires furent plus fortes chez plusieurs Polonais que les sympathies de race. Si les plus clairvoyans d'entre les conservateurs avaient repoussé toute solidarité dans les affaires de Vienne, les démocrates avaient goûté de la révolution; ils s'en étaient enivrés durant le court triomphe des barricades; ils avaient mêlé leur sang à celui du radicalisme allemand et des patriotes hongrois. Les imaginations qui s'étaient si complètement trompées avant l'insurrection n'étaient pas de tempérament à revenir sur leurs opinions après la défaite. La guerre, comprimée à Vienne, ne pouvait-elle pas recommencer en Hongrie? M. Kossuth le promettait. Si la guerre continuait en Hongrie, c'était la grande guerre; elle avait de l'attrait non plus seulement pour les démocrates, mais pour les officiers et les généraux de l'émigration. Bem, qui avait commandé à Vienne, avait gagné miraculeusement le territoire de la Hongrie. Peut-être le bruit du canon éveillerait-il un écho de l'autre côté des Carpathes. Espérance aussi vaine que futile! Elle faisait sortir la Pologne des conditions de la politique normale pour la jeter dans les aventures; on allait jouer ainsi tout ce que l'on avait conquis de libertés depuis mars.

CHAPITRE V.

CAMPAGNES DE BEM ET DE DEMBINSKI EN HONGRIE.

I.

Au moment où commençait la guerre de Hongrie, il y avait à peine six mois que l'Europe était en révolution, et déjà la nation polonaise avait passé par les plus rudes épreuves. En France, où l'émigration avait reçu d'abord beaucoup d'encouragemens, le nom de la Pologne avait un jour servi de prétexte aux agitations de la rue, et la popularité de ce nom n'était pas restée pure aux yeux des partis conservateurs. En Allemagne, les vieilles passions du teutonisme s'étaient réveillées, par réflexion, après un premier élan de sympathie. Les

champs de la Poznanie avaient été ensanglantés, la Galicie était tombée sous le régime de l'état de siège. Cependant les Polonais ne touchaient point au terme de leurs infortunes. On était au lendemain de cette insurrection germanique et magyare qui, pour la seconde fois, avait forcé l'empereur à chercher un asile hors de Vienne. Quoique la paix semblât rétablie par la défaite des insurgés, rien n'était résolu. Le dénouement des affaires magyares et slaves restait indécis, et de ces incertitudes devait sortir une grande lutte dans laquelle la Pologne militante allait se jeter avec un peu trop d'empressement et de confiance. Les opinions diverses qui avaient jusqu'alors divisé l'émigration et le pays se revoyaient en présence. — D'un côté se trouvaient les conservateurs, qui avaient pris pour règle dès l'origine le développement par voie légale des institutions nouvelles et l'union fraternelle avec les Tchèques et des Illyriens. Dans leurs souhaits, l'idée constitutionnelle et l'idée de race devaient marcher de front; loin de s'exclure, elles offraient l'avantage d'assurer à la Pologne l'alliance des Slaves autrichiens et de lui permettre de s'imposer ainsi au gouvernement sans fournir de prétexte à la réaction. — De l'autre côté se plaçaient les radicaux, qui, trouvant l'alliance avec les Slaves gênante parce qu'elle était conservatrice, et le système conservateur détestable parce qu'il était pru-

dent, repoussaient les moyens légaux et le slavisme dans l'espoir d'arriver plus promptement au but national : l'indépendance par l'insurrection. — Au milieu se tenaient les généraux, les officiers, les soldats impatiens, qui se désolaient de rester inactifs, et qui, brusquant les opinions, étaient portés aux résolutions extrêmes par simple inclination pour la guerre. Chacun est patriote à sa façon ; le patriotisme du soldat n'est pas toujours celui de l'homme d'état, et le malheur veut que bien des Polonais soient soldats en ce point. Les généraux désiraient donc la guerre ; ils la désiraient principalement par des considérations stratégiques. Quand retrouverait-on, disaient-ils, des conjonctures plus opportunes pour insurger la Pologne ? Par sa frontière septentrionale, la Hongrie est liée à la Galicie ; la Galicie, avec ses forêts et ses montagnes, présente tous les avantages de terrain qu'il est permis à la Pologne d'espérer. Que la Hongrie triomphe : une irruption en Galicie soulève cette province et y allume le foyer d'où l'incendie peut ensuite se répandre dans la Pologne russe. Ainsi raisonnaient les généraux sans s'inquiéter suffisamment des plans que les politiques avaient tracés à grand'peine pour arriver par la légalité au triomphe du slavisme, et par le slavisme au triomphe de la nationalité.

Sur le théâtre de la guerre de Hongrie, chaque

parti, on le voit, gardait sa bannière, ses prétentions distinctes. On retrouvait là les mêmes divisions qu'à Posen, en Galicie et dans l'émigration. Ces divisions se reproduisaient parmi les généraux eux-mêmes. Si Bem, par exemple, penchait du côté du radicalisme, Dembinski inclinait du côté des diplomates; aussi était-il plus suspect au magyarsisme, et à plusieurs momens de ses belles campagnes on a pu le voir douloureusement préoccupé d'avoir en définitive pris parti contre les Slaves.

Nous sommes au mois d'octobre 1848, l'Autriche est livrée à une agitation bruyante où il est d'abord difficile de se reconnaître. De Presbourg jusqu'aux colonies des Sicules, des Carpathes à la Save, le pays est en émoi; le cri de guerre est parti à la fois de la Hongrie, de la Transylvanie et de la Croatie, et les échos de la Pologne ont répondu. D'un côté, c'est Kossuth qui menace et frappe du pied le sol pour voir si, comme ce héros d'autrefois, il en fera sortir des soldats tout armés; de l'autre, voici Jellachich qui, par des paroles plus simples et avec une éloquence sentencieuse, ébranle les solides fantassins des colonies et les volontaires croates; il les pousse de Warasdin vers Pesth dans la droite direction des boulets. Le Magyar, qui jusqu'alors n'avait pas douté un moment de sa supériorité commence à s'étonner de cette audace de ses sujets révoltés. Le gentilhomme petit ou

grand, cultivateur ou magnat, détache de la muraille son sabre de parade, fait retentir ses éperons, saute à cheval et s'enivre du bruit du fer. L'armée hongroise va donc entrer en scène et marcher contre les Slaves, puis contre l'Autriche elle-même, au nom de l'intérêt magyar. Quelle sera la composition de cette armée révolutionnaire? Voilà ce qu'il importe de préciser avant tout.

La Hongrie, à l'envisager en dehors de la question des races, est l'un des pays du monde qui renferme à l'état brut le plus d'éléments militaires. En effet, de tous les états qui ont vécu sous le régime de la féodalité, aucun n'en a mieux conservé l'organisation, et je pourrais dire l'existence. C'est le premier trait de caractère qui vous frappe aussitôt que vous avez mis le pied sur cette terre encore inculte plus qu'à demi. Les châteaux de défense avec leur appareil de guerre étaient encore, avant les derniers événemens, de vraies forteresses où tout seigneur plus ou moins bien en finances se faisait un devoir d'entretenir un certain nombre de soldats levés sur ses terres pour le service particulier et l'honneur de sa maison. Le prince Esterhazy passait pour posséder ainsi environ un régiment. Le comte Karoly avait, dit-on, trois cents hussards; l'archevêque de Gran, primat de Hongrie, rivalisait avec le prince Esterhazy; l'évêque d'Agram, en Croatie, faisait garder ses châteaux

et ses terres par six cents grenadiers. Comme pendant à cette milice domestique, la Hongrie a toujours eu, jusqu'à ce temps-ci, non en permanence, mais pour les grandes occasions, la levée en masse (*insurrectio*) des nobles. En règle générale, les nobles n'étaient point astreints au service militaire. Dans les crises, à l'époque des guerres contre la France par exemple, l'Autriche avait eu plusieurs fois recours à l'antique loi féodale de l'insurrection des nobles, sans jamais en tirer toutefois beaucoup plus de vingt mille hommes; et, si j'en crois le discours d'un député magyar du parti libéral, l'insurrection n'aurait jamais fait merveille.

A côté de ces élémens de force qu'au cœur même du pays la domesticité et la noblesse offraient à la révolution, il en existait un autre, qui eût été bien autrement fécond, s'il eût été donné aux Magyars de s'en emparer : je veux parler de l'armée elle-même, divisée en deux catégories. D'abord il y avait les régimens réguliers que l'Autriche lève chaque année, et qui suivent les vicissitudes ordinaires du casernement, quelquefois dans le royaume, bien plus souvent au dehors. En second lieu, on rencontrait les belliqueuses colonies militaires établies sur le sol même, et qui forment, sur la zone de la frontière du sud, comme des gardes nationales en service permanent. Le royaume de Hongrie, avec ses armées, se vante de

pouvoir mettre sur pied deux cent mille hommes de troupes régulières. Oui, sans doute, la Hongrie ; mais la Hongrie, c'est un état de treize millions d'hommes dans lequel les Magyars ne comptent que pour un tiers. Parmi les colonies militaires, sur cinq, les Magyars n'en forment pas la valeur d'une seule qui soit purement de leur race. L'une est valaque, les autres sont croates. Enfin, les régimens que l'on désigne sous le nom de Hongrois, et qui vont chaque année servir sous les drapeaux de l'Autriche, sont magyars tout justement dans la même proportion que le royaume de Hongrie.

Lorsque les patriotes proposèrent de faire appel aux soldats des colonies de la frontière et aux régimens hongrois occupés en Italie, on eut donc le droit de leur dire : Vous faites un métier de dupes ; vous les attendrez longtemps, ou ils n'accourront que pour tirer sur vous de très bon cœur. Le gouvernement magyar en fut réduit à suivre les lois de la nécessité et les conseils des circonstances. Quand la révolution éclata à Buda-Pesth, la plus profonde anarchie régnait dans la direction des affaires militaires de Vienne. Il y eut des régimens de toute race, Italiens, Allemands, Slaves même, casernés en Hongrie, qui, contraints par les menaces de la population ou attirés par les promesses du gouvernement, passèrent à l'insurrection. Plusieurs, par esprit d'aventure, portèrent dans ce mouvement

une certaine sincérité et l'intention de rester fidèles au drapeau des Magyars ; d'autres n'attendaient que l'occasion pour faire volte-face et rejoindre le drapeau des impériaux. A la vérité, M. Kossuth, dans un esprit démocratique, avait obtenu par décret une levée en masse de deux cent mille hommes ; mais comment réaliser cette levée ? comment lui trouver des cadres ? C'était un problème qui ne pouvait être résolu que par des généraux expérimentés. Les Magyars reconnurent bien vite et à leurs dépens qu'ils n'en avaient pas. Cette pénurie d'officiers-généraux qui eussent déjà fait la grande guerre ouvrit le chemin à l'émigration polonaise.

L'émigration n'avait point attendu la guerre de Hongrie, ni même les révolutions de Vienne, pour tenter auprès des hommes influens de la race magyare un rapprochement amical qu'un faux air d'analogie dans les conditions indiquait aux deux peuples. M. Kossuth, comme l'un des plus hardis agitateurs qui fussent parmi les Magyars, avait été particulièrement en butte aux avances de la propagande polonaise. Tant que la Pologne était restée en dehors du slavisme, elle avait été populaire parmi les patriotes magyars, et M. Kossuth savait trop bien la valeur d'un sentiment généreux et d'un grand mot auprès des multitudes pour se priver des effets auxquels le douloureux, le poéti-

que nom de la Pologne peut se prêter. Combien d'orateurs d'opposition n'ont-ils pas fait de même en d'autres pays ! M. Kossuth, séparant la cause de la Pologne de celle des Slaves, avait donc été originairement dans des dispositions favorables aux Polonais. Cependant le jour où entraînés par les besoins impérieux de leur cause, les Polonais, associés au slavisme, allèrent prêcher aux Magyars des idées de transaction avec les Slaves, la sympathie fit place à la défiance. M. Kossuth, qui, en patriote exalté, ne voyait pas d'autre issue à la rivalité des Slaves et des Magyars que la ruine du slavisme, et qui sentait que c'était là une question de vie ou de mort, repoussa les ouvertures de l'émigration polonaise, et se tint sur une réserve fort semblable à de l'hostilité. Après la révolution de mars, en présence du mouvement d'idées qui se produisit en Hongrie, les Polonais pensèrent que les circonstances se prêtaient à de nouvelles tentatives de rapprochement. Ils firent à M. Kossuth des ouvertures que celui-ci reçut avec une complaisance d'autant plus grande, que le cabinet de Vienne menaçait de résister vivement aux sollicitations des Magyars. Les représentans du peuple magyar, sans songer en nulle manière à briser les liens qui les unissaient à la maison de Habsbourg, voulaient, on le sait, profiter des embarras de l'Autriche pour étendre leurs privilèges d'administra-

tion locale ; ils voulaient deux ministères indépendans de l'Autriche, pour les finances et pour la guerre, afin d'avoir ainsi une force militaire et un trésor à part. Les Polonais avaient, de leur côté, des intentions moins ambitieuses, mais analogues ; ils étaient préoccupés de l'organisation administrative de la Galicie ; ils proposèrent donc à M. Kossuth une sorte d'entente constitutionnelle dont il accepta avec empressement l'idée. Puis, ayant réussi à intimider le gouvernement autrichien à l'aide de cette menace d'une alliance magyaro-polonaise, M. Kossuth obtint ce qu'il avait sollicité, et laissa les Polonais seuls aux prises avec les difficultés de leur situation.

A cette époque, M. Kossuth ne voyait point de meilleure politique à suivre que de s'appuyer fermement sur l'Autriche. Il était prêt à lui donner tous les gages d'amitié qu'elle exigerait ; il venait de lui sacrifier les Polonais, il allait lui immoler l'Italie. On le vit alors déployer le plus beau zèle pour les intérêts de la maison impériale. Il avait à cœur de l'aider à étouffer la révolution italienne. Il s'empressa de lui fournir les recrues dont elle avait besoin ; il accabla de malédictions la minorité, qui s'y opposait. *Que la minorité*, dit-il à la tribune, *soit anéantie !* Il espérait, par cette condescendance envers l'Autriche, obtenir d'elle les moyens de comprimer les mouvemens des Illyriens

et des Valaques, et d'affermir la domination des Magyars en Croatie et en Transylvanie. Il professait hautement que l'alliance la plus naturelle et la plus désirable pour la race magyare était celle de la race allemande. En effet, le jour où le gouvernement autrichien retrouva un peu de sa liberté à la faveur de l'insurrection des Croates contre les nouveaux privilèges militaires et financiers des Magyars, M. Kossuth, fidèle à ses instincts germaniques, n'abandonna les conservateurs autrichiens que pour s'unir aux radicaux de Francfort. Il fallut les graves complications amenées par la révolution de Vienne et le soulèvement des Serbes, des Croates et des Valaques, pour que M. Kossuth, écrasé par les événemens, songeât à se tourner du côté des Polonais. Dominé par la force des choses, le tribun magyar n'avait pas d'autres plans que ceux qui lui étaient inspirés sur le moment par les circonstances; comme le poète de la révolution de février, avec lequel il a plus d'un trait de ressemblance, il ne craignait pas d'ailleurs de *maximer ses pratiques* et de dire que la politique est la science des expédiens. M. Kossuth croyait sans doute être et paraître par là profondément rusé.

Quel était au fond ce personnage, qui portait dans ses mains le sort de tant d'intérêts? Bien qu'il faille, en vérité, peu d'éloquence et encore moins d'idées pour soulever et passionner les multitudes,

bien que les qualités d'un tribun ne s'allient qu'assez rarement à la vraie supériorité de l'intelligence, encore ces qualités ne sont-elles pas à la portée du premier venu, et l'on est au-dessus du vulgaire, sinon par le talent, au moins par le savoir-faire, lorsque l'on a saisi par soi-même et tenu dans ses mains, durant toute une année d'agitation, le destin d'un peuple. Telle est la place que M. Kossuth s'est faite, et c'est quelque chose que d'y être parvenu, sans les faveurs de la naissance, dans un pays traditionnellement aristocratique. Quoique la prétention principale de M. Kossuth fût d'être un éminent financier, un administrateur essentiellement pratique, un diplomate machiavélique, ce n'était réellement qu'un orateur et un poète. A des auditeurs de sang-froid, il eût pu paraître froidement déclamatoire; chez un peuple passionné, enthousiaste, il avait le don d'émouvoir grandement les cœurs. Et je dirai qu'à la différence de la plupart des orateurs qui parlent au peuple, d'O'Connell, par exemple, qui se croyait obligé souvent de se traîner dans le trivial pour être compris, M. Kossuth le prenait toujours de haut avec ses concitoyens. Le peuple magyar, comme tous les peuples de l'Europe orientale, a conservé dans le caractère une gravité et une élévation qui lui eussent rendu odieuse la vulgarité des sentimens et de l'expression; M. Kossuth ne lui a jamais

parlé que le langage de la poésie, de l'honneur, du courage, de la dignité nationale. On pourra lui reprocher à bon droit d'avoir perdu son pays, mais non d'avoir, comme d'autres tribuns, abaissé le sentiment moral, la conscience des populations. Veut-on savoir le secret de son influence ? C'est que la nation magyare respirait et vivait tout entière en lui ; elle pensait, elle parlait par sa bouche. Ce souffle lyrique qui l'agitait et l'exaltait, qui gémissait ou qui grondait dans sa voix, c'était bien le génie éperdu et orgueilleux de la race magyare. M. Kossuth est né Slovaque ; mais, possédé du désir de se faire un nom, il a longtemps prêté l'oreille à ces harmonies grandioses et tristes qui retentissent d'un bout à l'autre de l'histoire et du sol de la Hongrie. Il s'est si parfaitement assimilé les souvenirs, les espérances, la noblesse, les préjugés, les forces et les faiblesses de sa patrie d'adoption, que chacune de ses paroles éveillait un profond écho dans le cœur de tout Magyar. Vainement l'on eût entrepris de montrer aux populations que, de la meilleure foi du monde, M. Kossuth, par incapacité politique, les entraînait à leur perte : la tentative eût été mal reçue, et le moindre malheur qui fût arrivé au donneur de conseils eût été de se voir éconduit aux cris mille fois répétés de : *Elien Kossuth !* vive Kossuth ! vive le nouveau fondateur de la patrie, *pater patrie !* Si pourtant M. Kossuth

avait toutes les qualités d'imagination qui brillent et séduisent, en même temps il avait tous les défauts des natures qui ne sont que vives et sensibles, l'irrésolution dans les conseils, l'inconstance dans les plans, le manque de mesure dans l'application, une fausse hardiesse et une fausse énergie. Enfin, dans la question spéciale des nationalités, par rapport aux vues et aux intérêts de la Pologne, il fut longtemps dominé par la crainte du slavisme. Sous l'habit de chaque soldat polonais, M. Kossuth redoutait toujours de trouver un agent des ambitions slaves. Cette crainte était chimérique; néanmoins elle entretint pendant toute la durée de la guerre une certaine défiance entre les chefs magyars et leurs auxiliaires polonais.

C'est au mois de décembre 1848 que M. Kossuth se vit forcé de se rappeler les avances de l'émigration polonaise. Les affaires magyares en étaient arrivées à un point qui ne permettait plus de repousser ces avances, et l'intervention des émigrés polonais dans la lutte de la Hongrie contre les Croates ne tarda pas à être un fait accompli. Parmi les Polonais, beaucoup s'offrirent d'eux-mêmes : ce furent les radicaux et les officiers, qui voulaient la guerre pour la guerre. De ce nombre était le général Bem. Il ne fit point de conditions, car il comptait sur les circonstances pour obtenir ce qu'il attendait des Magyars. Il avait pleine con-

fiance en leur libéralisme. Le général Dembinski, auquel les agens magyars à Paris firent des ouvertures, ne partit qu'avec l'espoir d'amener une transaction entre les Croates et les Magyars. Quant aux conservateurs et aux diplomates, tout en appuyant vivement l'idée de cette transaction, ils rejetèrent la pensée de continuer la guerre et de s'associer à l'insurrection magyare. Ce qu'ils voulaient, disaient-ils alors, c'était une alliance de la Pologne avec la Hongrie entière, et non avec la race magyare, par un choix exclusif. « Un Polonais, ajoutait le prince Czartoryski dans une circulaire adressée à ses amis politiques, un Polonais ne saurait s'attacher exclusivement à la fortune de la race dominante en Hongrie, sans forfaire d'une manière patente à ses devoirs de nationalité. »

M. Kossuth accueillit cordialement Bem, qui d'abord ne demanda que l'occasion de se battre. Dembinski arriva à son tour, sur de pressantes sollicitations, et se laissa séduire par de riantes et grandioses promesses. Ceux des conservateurs polonais qui crurent devoir porter aux Hongrois de sages conseils, furent loin d'être aussi bien accueillis : le sentiment qui les attachait au slavisme les avait rendus suspects ; M. Kossuth les tint provisoirement à l'écart comme des ennemis.

II.

Le général Bem eut le privilège de remporter les premiers succès qui aient signalé la guerre de Hongrie. Il avait obtenu le commandement de quelques milliers d'hommes, avec la mission de tenter la fortune en Transylvanie. C'était vers le mois de décembre, au moment où les troupes impériales, sous les ordres de Windischgraetz et de Jellachich, allaient pénétrer en Hongrie par la frontière de l'ouest. Vraisemblablement, Bem avait jugé que la position n'était pas tenable de ce côté ; il avait hâte de se rendre sur un terrain où un homme de sa nature, accoutumé aux faveurs de l'inspiration et du hasard, pouvait saisir mille occasions de s'illustrer sans avoir besoin de beaucoup d'hommes. Aucune tâche ne convenait mieux au général Bem que la direction de la guerre de Transylvanie. Pour théâtre, un pays de montagnes et de forêts admirablement propre aux surprises ; pour soldats, avec les Polonais et les hussards qui le suivaient, les Sicules ou Szeklers, tribu magyare colonisée sur la frontière, qui l'attendaient pour le rejoindre ; un sol propre à tous les pièges et des soldats à demi barbares : c'était la fortune qui semblait avoir elle-même ménagé la rencontre et

choisi tout à dessein, le territoire et les hommes, pour le général Bem.

Aussi bien, la vie entière de ce personnage, désormais historique, n'est-elle qu'une suite de coups de tête et de coups de fortune. Entré au service à l'époque du duché de Varsovie, colonel au commencement de la guerre de 1831, il gagne son grade de général à Ostrolenka, en sauvant l'armée polonaise de la poursuite des Russes par une manœuvre d'artillerie aussi audacieuse que peu usitée dans cette arme. Il donne ainsi la mesure de son genre de capacité ; mais la guerre devait trop peu durer pour qu'il eût le temps d'y déployer son caractère. Jeté en exil avec ses malheureux compagnons d'armes, il est un de ceux à qui l'existence pacifique de l'émigration pèse le plus. Il cherche les aventures militaires et forme le dessein de prendre du service en Portugal avec quelques compatriotes qu'il entraîne à sa suite. Un fanatique, beaucoup trop vivement convaincu que le devoir des Polonais n'est point d'aller se faire tuer pour une cause si étrangère à la Pologne, l'accuse d'être un agent russe chargé d'égarer l'action des émigrés. Prêt à partir pour le Portugal, Bem reçoit de ce fou, à bout portant, un coup de pistolet dont la balle glisse, sans l'atteindre, sur la dernière pièce d'argent qui lui reste. Sauvé ainsi comme par miracle, Bem se rend en Portugal, où

il ne rencontre point la haute fortune et les grandes occasions qu'il avait rêvées. Il revient à Paris, se lance et se perd dans les entreprises industrielles, puis se reporte vers son premier métier d'artilleur par des études sur les fusées à la Congrève, tout en rêvant à une méthode de mnémonique; au demeurant, toujours préoccupé de plans d'insurrection et de batailles pour la Pologne. Il avait le malheur d'envisager les choses par le côté facile, avec les yeux de l'imagination, ne doutant jamais ni des autres, ni de lui-même. Au moment des massacres de la Galicie, en 1846, il ne demandait que la bonne volonté de la France pour mettre toute la Pologne sur pied. Après février, il se fait fort, pour peu qu'on l'aide, de lever une armée de cinq cent mille hommes au service des idées du jour. Au mois de juillet suivant, il se rend en Galicie, et bientôt passe à Vienne, où, avec l'ardeur d'un sang échauffé par une longue attente, il renouvelle ses preuves de bravoure dans la guerre des barricades. Puis là, invoquant les génies familiers qui l'ont toujours tiré des mauvais pas, la témérité et le hasard, il traverse l'armée impériale et la frontière hongroise sous le déguisement d'un cocher, et arrive ainsi au milieu des Magyars. A peine est-il entré à Pesth, qu'accusé de nouveau par un compatriote de compromettre son pays au profit des Russes, il est l'objet d'une nouvelle ten-

tative d'homicide, et reçoit au front l'égratignure d'une balle. Mais enfin le voici à cheval sur le chemin de la Transylvanie, ne sachant trop comment il s'y prendra pour vaincre à la fois le corps d'armée du général Puchner et les insurgés valaques, plein de confiance cependant et tout animé déjà comme du pressentiment des succès qui lui sont réservés.

La Transylvanie entière, moins le pays des Szeklers, ardemment attachés à la race magyare, est aux mains du général autrichien Puchner et des chefs valaques, qui se sont spontanément placés sous ses ordres. Ce n'est qu'en brisant ou en affaiblissant cette union que Bem peut s'établir en Transylvanie. Il commence par porter le poids principal de son action contre le corps, d'ailleurs très faible du général Puchner, en indiquant aux Valaques qu'il vient, non pour leur faire la guerre, mais pour chasser les Autrichiens. Il frappe en effet de grands coups, et, dès les premiers engagements, montre d'une part, à ses soldats, qu'ils ont un chef sur lequel ils peuvent compter, et de l'autre, aux impériaux, qu'ils auront désormais un ennemi redoutable. Une crainte soudaine succède parmi eux à la sécurité trop grande dans laquelle ils s'étaient endormis. Le gouvernement autrichien se croyait tellement sûr de la victoire sur ce point, qu'il avait refusé d'armer les populations vala-

ques, ne voulant pas, sans une nécessité urgente, leur donner le sentiment de leur force. Les Valaques s'étaient soulevés d'instinct dans l'espoir de conserver une Transylvanie indépendante des Magyars; mais, dès l'instant où l'on avait cru à Vienne l'insurrection magyare vaincue, l'on s'était étudié à détourner les Valaques de toute pensée belliqueuse : on craignait de les rendre inquiétans pour l'Autriche elle-même en leur accordant les armes qu'ils sollicitaient pour la défendre. Les Valaques étaient organisés par préfectures, et formaient des légions, des décuries, des centuries. Dans cette association, il y avait beaucoup d'ensemble et un sentiment vif de la solidarité de chacun des membres. Ce bon accord n'avait fait que redoubler les craintes de l'Autriche, et, sur cent vingt mille Valaques de bonne volonté qui étaient enrôlés, il n'y en avait pas quinze mille qui fussent armés de fusils. Bem avait donc beau jeu : l'Autriche était prise dans son propre piège.

Le général polonais ne perdit pas de temps, il se précipita au milieu des Valaques ainsi délaissés, pour tomber sur le corps de Püchner, qui, en un mois, fut rejeté du nord au sud sur la vieille ville saxonne d'Hermanstadt. Le 21 janvier 1849, il se présenta devant cette ville avec de la cavalerie, et fut repoussé. Cependant la population alarmée avait conçu la malheureuse idée d'appeler les

Russes à son aide. Le vieux Puchner, déconcerté lui-même par tant de coups si rapidement portés, prévoyant d'ailleurs une nouvelle attaque plus vive que la première, finit par se rendre à cette idée qu'il semblait d'abord repousser, dans la crainte de s'engager plus qu'il ne convenait pour l'honneur de son gouvernement. L'effroi des habitants, l'impossibilité de tenir devant la petite armée de Bem, déterminèrent le général autrichien à solliciter, de concert avec la municipalité et l'évêque valaque Schaguna, la coopération du général Lüders. C'était, du point de vue officiel, une démarche de circonstance qui n'entraînait point l'intervention russe, une démarche prévue cependant par le cabinet de Saint-Pétersbourg. Sitôt qu'il l'avait jugée possible, il y avait donné son assentiment. Quoique le cabinet de Vienne n'y songeât peut-être point, ne sachant pas encore à quel degré d'impuissance il allait tomber par ses fautes, il devait assez patiemment subir à cet égard ce que les circonstances commanderaient.

Hermanstadt est à quelques heures de la principauté de Valachie, où les Russes, campés depuis six mois, avaient pris un point stratégique d'où ils dominaient la Turquie et l'Autriche. Les troupes moscovites apportèrent aux populations d'Hermanstadt et au général Puchner le secours que ceux-ci demandaient. Sur le premier moment,

Bem crut prudent de se replier au nord-est vers le pays des Szeklers, soit pour s'y renforcer de paysans belliqueux, soit pour donner le change à l'ennemi sur ses intentions. Dans tous les cas, il se voyait ainsi maître d'une position stratégique bonne pour la défense comme pour l'attaque. Les Austro-Russes devaient bientôt apprendre à leurs dépens comment il en saurait tirer parti. En effet, les Russes étant entrés à Hermanstadt pendant que Puchner en sortait dans l'idée de pousser çà et là quelques reconnaissances et de tendre, de son côté, quelques pièges au général polonais, Bem accourut avec toutes ses forces, surprit les troupes russes isolées en avant d'Hermanstadt, les battit à plate couture avec l'enthousiasme que devait ressentir en pareille occasion tout bon Polonais, et, sans laisser à Puchner le temps de leur amener des renforts, il les culbuta en pleine déroute jusque sous les murs délabrés de la ville saxonne.

Les Russes ne pouvaient pas s'y défendre ; dans la crainte de voir leurs communications coupées, ils reprirent, dès le lendemain, la route de la Valachie. Comme pour donner à leur désastre un caractère plus sinistre et en augmenter l'effet moral, déjà grand, une partie de la population d'Hermanstadt, sous l'impression de la peur que lui inspirait Bem, se précipita pêle-mêle sur les pas des Russes et les suivit à travers l'étroit défilé de la

Tour-Rouge. C'est avec une joie facile à comprendre que Bem contempla cette mise en scène, ce désordre, ces nombreux exils, ces cris d'effroi, ces multitudes désolées s'engouffrant et s'étouffant entre les rochers à pic et les précipices du torrent de l'Olto, en un mot tout ce spectacle de misère en un grand cadre agreste qui rehaussait son succès et entourait son nom d'une sorte de terreur. Ce qui ajoutait encore à l'émotion du général Polonais, c'était le plaisir d'avoir battu des Russes d'une si franche manière, et le prestige que cette victoire lui assurait aux yeux des populations de la Transylvanie et de l'Europe.

Depuis que Bem était entré en Transylvanie, le petit corps qu'il commandait s'était peu à peu grossi; il avait rencontré dans les Szeklers d'admirables cavaliers, les meilleurs soldats de la Hongrie, les plus enthousiastes à cause de leur isolement au milieu des Valaques et des Saxons, et les plus propres à la guerre actuelle en leur qualité de montagnards. Les Szeklers, qui ont la prétention d'être les premiers venus de la race magyare dans les contrées de l'Occident, les descendants en ligne directe des hordes d'Attila, avaient pris ardemment à cœur l'intérêt des Magyars de Hongrie. Lorsque les députés magyars de la diète de Transylvanie décrétèrent, contrairement au vœu des Valaques et des Saxons, la fusion de cette principauté dans le

royaume de Hongrie, les Szeklers témoignèrent la joie la plus expansive et la plus bruyante de cet acte d'union qui les rattachait au noyau de leur race. De nombreux volontaires s'étaient enrôlés au premier appel du pays; ils avaient rejoint l'armée magyare dans sa malheureuse campagne à l'ouest. Les régimens-frontières (*Graenzer*), qui valent les manteaux-rouges de Croatie, avaient pris parti pour Kossuth, non moins cordialement que les frontières croates pour Jellachich. Le général polonais ne se borna point à lever des recrues parmi les Szeklers; en rendant à toute leur tribu la liberté de ses mouvemens, il en fit comme un des corps auxiliaires de sa petite armée. Passionnés pour la cause des Magyars, les Szeklers devaient l'être aussi pour un chef dont la hardiesse répondait si bien aux allures de leur courage. Après la défaite des Russes et la prise d'Hermanstadt, tout ce qui était d'âge à porter les armes dans le pays des Szeklers put être considéré comme faisant partie de l'armée de Bem.

D'autres auxiliaires lui vinrent de plus loin. Ses premiers succès avaient émulé l'émigration polonaise. Inattendus et brillans, poétisés par l'éloignement, embellis par la renommée, ils avaient flatté l'amour-propre national de ceux-là même de ses compatriotes qui tenaient pour impolitique la présence des Polonais en Hongrie. A plus forte raison,

tous ceux qui, ne jugeant les choses qu'avec leur imagination, prenaient au pied de la lettre les grands mots du moment, avaient-ils ressenti un vif enthousiasme à la nouvelle de ces rudes combats livrés par un général polonais à quelques lieues de la Galicie. Chaque jour, les émigrés établis depuis 1831 en Hongrie accouraient sous le drapeau de Bem. Ceux d'Allemagne, de France et de Turquie se mirent en devoir de lui apporter aussi leur concours. Enfin, la Galicie, Posen et le royaume lui-même fournirent leur contingent. Leurs recrues arrivaient homme par homme à travers mille périls, échappant aux regards de la police sous mille déguisemens ingénieux, courant risque de la liberté et de la vie avant même de mettre le pied sur le théâtre de la guerre. On était au plus rude moment de l'hiver. Il y en eut qui moururent de faim et de froid dans les forêts où ils étaient obligés de se cacher au milieu des populations ennemies. Que de jeunes gens s'arrachèrent ainsi aux travaux de leur profession ou aux douceurs d'une vie oisive pour se rendre sur ce terrain, où ils croyaient que la voix du pays les appelait ! Mères, sœurs et femmes les encourageaient avec un dévouement qui ne se rencontre peut-être qu'en Pologne; et ce patriotisme d'un caractère touchant ajoutait lui-même une flamme nouvelle à l'ardente émotion qui s'était emparée de tant de cœurs virils.

Bem avait écarté les Valaques, afin de battre Puchner et les Russes; mais les Valaques, quoique les neuf dixièmes d'entre eux fussent sans armes, n'étaient pas soumis, et refusaient de se soumettre à d'autres conditions que celle de l'égalité des races bien garantie. Les Magyars, qui n'avaient pas consenti à faire cette concession dans la détresse, s'y résoudraient-ils dans le succès? Les Valaques étaient d'autant plus inquiets et plus disposés à rester unis à l'Autriche, que les Magyars reprenaient plus de terrain. De son propre mouvement, Bem eut soin en toute occasion de montrer aux Valaques des intentions amicales. D'une sévérité parfois outrée en matière de discipline, il se garda bien d'imiter la conduite des Magyars envers leurs ennemis. Quoique l'on ait dit le contraire, lorsque la fuite des Russes et des Autrichiens l'eut rendu maître d'Hermanstadt et de la Transylvanie orientale, il s'étudia à la modération. Ce fut une surprise pour les populations, qui s'attendaient à trouver en lui une sorte de barbare animé de toutes les haines du magyarisme, un sabreur avide de pillage et de sang.

Il y avait parmi les Valaques un parti qui fut touché de ces bons procédés, et qui pensa, sur la foi de cette politique personnelle au général Bem, que les Magyars ne répugneraient point à entrer en négociations, sinon par désintéressement,

du moins par un sage calcul. Ce parti ne demandait pas au gouvernement magyar ce qui eût été cependant d'exacte équité, ce que l'Autriche promettait : l'indépendance administrative de tous les Valaques de la Hongrie et de la Transylvanie réunis en un même corps. Il se fût contenté, tout en se résignant à l'incorporation de la Transylvanie à la Hongrie, d'obtenir pour chaque comitat et chaque commune une reconnaissance de leur nationalité spéciale. Dans tous les comitats et toutes les communes où la majorité de la population eût été valaque, l'administration eût appartenu aux Valaques ; leur langue eût été celle des actes publics. La langue magyare fût restée la langue du gouvernement et de la législation. Certes, il était difficile de demander moins à cette nation magyare, qui, sans prendre l'avis des Valaques, c'est-à-dire de l'immense majorité des populations de la Transylvanie, avait décrété l'incorporation de cette principauté à la Hongrie ; il était difficile de croire qu'un pays qui se vantait devant l'Europe d'être un champion de la liberté et de la nationalité repoussât des propositions si modestes.

M. Kossuth cependant était fort éloigné des sentimens que les démocrates européens lui supposaient, et il n'eût pas souffert que Bem prît sur lui de négocier avec les Valaques. Lors du premier soulèvement des Valaques, M. Kossuth, avec sa

manière solennelle de caractériser les situations, avait déclaré qu'entre les Magyars et les Valaques il s'agissait d'*extermination*. « Ou nous serons exterminés, disait-il, ou nous exterminerons. » Aux députations valaques qui étaient venues de la Transylvanie et du Banat, il avait répondu : « Quand on veut la nationalité, on la conquiert par les armes. » Il avait ainsi provoqué les Valaques à la guerre. Dans une proclamation destinée à les rappeler à l'obéissance, il avait dit encore : « Nous soulèverons notre généreuse nation des Szeklers, et nous ferons disparaître par le fer tout rebelle de la surface de la terre. »

Il était cependant impossible que la pensée d'une conciliation telle quelle ne rencontrât pas d'organes en Hongrie. Il y avait dans la diète des esprits distingués, tels que M. Nyaryi et M. Déak, qui n'adoptaient point dans leur exclusivisme les idées de centralisation personnifiées par M. Kosuth. Il y avait aussi dans cette diète des députés valaques. Ceux de la Transylvanie avaient refusé de s'y rendre ; quelques-uns de ceux de la Hongrie étaient venus, et ils n'avaient point négligé les intérêts communs de leur race. On convint d'envoyer l'un de ceux-ci, M. Dragos, en négociateur auprès des paysans qui s'étaient retirés dans les montagnes d'Abrud-Banya. Dans le même temps, Bem, tranquille de ce côté, et espérant que ces

essais de conciliation achèveraient de le rendre maître de la Transylvanie sans l'emploi des armes, faisait une excursion heureuse dans le banat de Temeswar pour s'assurer de la force des Serbes, qui, réunis aux Valaques de cette contrée, soutenaient depuis tantôt un an tous les assauts des Magyars. Le député Dragos se rendit donc à Abrud-Banya, où il fut accueilli amicalement par ses compatriotes. Il semblait que l'on dût entrer sérieusement en pourparlers. Dragos apportait un armistice auquel les chefs valaques adhérèrent spontanément.

C'est un des caractères principaux de cette guerre de Hongrie que, sous une apparence de dictature, le pouvoir y ait toujours été très faible, le commandement très divisé, qu'une sorte d'anarchie ait régné entre les chefs de corps, sans que M. Kosuth possédât assez d'énergie pour leur imposer l'unité de sa direction. Chacun prend en soi-même ses inspirations et marche à sa guise. Les ultra-Magyars, voyant avec mécontentement cette mission du député Dragos, poussent en avant un major Hatvanyi, qui est chargé d'observer le pays pendant que Dragos pénètre dans les montagnes. Ce Hatvanyi, dupe de sa propre imagination, voit de tous côtés des trames perfides ourdies contre la nation magyare; il les dénonce au gouvernement et l'effraie. Ayant eu quelques querelles avec

des maraudeurs, il transforme l'incident en une grande bataille, et il obtient ainsi du gouvernement alarmé l'autorisation d'entrer à Abrud-Banya, afin d'y surveiller la conduite de Dragos. Les représentans des populations valaques étaient assemblés pacifiquement pour délibérer. Le premier acte de Hatvanyi fut de faire saisir les deux chefs populaires Butiano et Dobra. Celui-ci fut massacré immédiatement par les Magyars, celui-là pendu quelques jours après. Hatvanyi s'était retiré par prudence à la vue des colères que sa conduite soulevait, mais dans l'intention de revenir avec des forces suffisantes pour y faire face. Il revint en effet à la tête de deux mille hommes. C'était beaucoup moins qu'il n'en fallait pour résister aux multitudes armées qui accouraient des montagnes afin de venger leurs chefs. De ses deux mille hommes, Hatvanyi n'en sauva que quatre-vingts. Toute la population magyare d'Abrud-Banya fut passée par les armes. Le député Dragos, devenu suspect aux siens et accusé de s'être prêté aux projets de Hatvanyi, fut lui-même massacré par les Valaques. Les Magyars avaient les premiers donné l'exemple de ces effroyables hécatombes; ils les renouvelèrent, par représailles, sur d'autres points où ils se trouvaient en force, et l'on ne saurait dire combien de villages valaques ont été ainsi anéantis.

En même temps que l'on avait conclu un ar-

mistice si promptement rompu, on avait proclamé une amnistie générale dont on n'exceptait que les voleurs (1), et, sous prétexte de brigandage, on instituait des tribunaux militaires qui condamnaient à la fusillade ou à la corde quiconque leur portait ombrage. A la fin, Bem, revenu de son excursion dans le Banat, perdit patience, et, agissant à son tour librement comme gouverneur de la Transylvanie, il lança une proclamation par laquelle il déclarait aux Magyars de la Transylvanie qu'ils s'étaient conduits comme des tyrans, qu'il avait horreur de leurs actes, et qu'il cassait leurs tribunaux militaires. Les Magyars trouvèrent et dirent tout bas que Bem était trop libéral. L'un d'entre eux, un ministre, donnait à entendre que la politique de Bem devenait une grande gêne pour le gouvernement, et qu'elle contrariait trop souvent les intentions des Magyars. « Il est trop populaire », disait ce même personnage, et c'était justement là le secret des ménagemens que l'on se croyait obligé de lui témoigner. Je ne doute nullement que les Magyars, à la suite de ces affaires, n'aient songé, sinon à se passer des services de Bem, au moins à le priver de son commandement en chef, et je ne doute pas davantage qu'ils ne

(1) L'évêque valaque Schaguna, qui s'était joint aux bourgeois saxons pour solliciter l'intervention des Russes, était aussi placé en dehors de l'amnistie.

l'eussent fait hardiment, si la renommée de Bem ne leur eût opposé un invincible obstacle. Bem était arrivé au plus haut degré de popularité : il avait fanatisé ses soldats pour sa personne, son nom avait pris quelque chose de prestigieux et de mythologique, et l'imagination vive des peuples de la Transylvanie transformait littéralement le général polonais en un être surnaturel. Les Szeklers étaient persuadés que les balles ne pouvaient pas l'atteindre. Un paysan racontait que, sous ses yeux, le général polonais avait été frappé par une bombe en pleine poitrine, sans recevoir aucune contusion. En un mot, l'existence de Bem était passée à l'état de légende. Qui pouvait le remplacer ? C'était, en effet, bien plus qu'un homme, c'était une armée. Il était l'unique lien, en même temps que le chef des soldats qu'il commandait. Lui absent, l'armée de Transylvanie s'évanouissait sans qu'il en restât trace. Aussi Bem fut-il respecté, quoiqu'il fût gênant, et, si on ne lui a point décerné les honneurs dont certains nouvellistes nous ont parlé, si l'on n'a point détaché pour lui un diamant de la couronne de Hongrie, on lui a du moins témoigné officiellement la reconnaissance qu'on lui devait.

III.

Sur un autre théâtre, les généraux polonais furent moins heureux. Dembinski, malgré son expérience et son talent, ne put, comme Bem, faire prévaloir son influence dans les conseils des Magyars. La tâche même qui lui était confiée le mettait en contact permanent avec leurs passions. Il ne commanda pas longtemps en chef; d'autres ambitions triomphèrent bientôt de la sienne. Et cependant son mérite est considérable, puisqu'il a su le premier réunir les forces dispersées des Magyars, les habituer à tenir patiemment devant le feu d'une armée régulière, et leur apprendre ainsi, le lendemain de leurs désastres, qu'ils pouvaient reprendre l'offensive avec avantage.

Le général Dembinski ne s'était point présenté en Hongrie spontanément comme Bem, mais après réflexion et sur les propositions du représentant des Magyars en France, le comte Ladislas Teleki. Si l'on en juge par un manifeste que le général adressa lui-même à ses compatriotes avant de quitter Paris, il n'était arrivé que par degrés à la résolution qui le conduisait dans les rangs des Magyars. Suivant son propre aveu, les allures désordonnées que les hommes de février apportaient dans la fondation du nouveau gouvernement prou-

vaient que la liberté européenne n'avait de longtemps aucun secours à attendre de la France. Dès le lendemain de cette révolution, disait-il encore, il avait craint que le débordement de l'anarchie sur l'Europe ne procurât à la Russie l'occasion de prendre une position tellement forte, que plus tard tous les efforts de l'Europe fussent impuissans à l'en déposséder. Il déclarait que, comme Polonais, le souvenir des massacres de la Galicie ne lui avait pas permis d'adresser ces avis à l'Autriche. Il avait senti cependant que, pour que l'Europe pût tenir tête à la Russie, il eût fallu que les gouvernemens voisins de sa frontière fussent préparés à la lutte et eussent un appui dans un gouvernement libre. Il s'était donc adressé au ministre des affaires étrangères de la Grande-Bretagne, lord Palmerston, pour lui soumettre cette idée et lui montrer que soit le roi de Prusse, soit quelque prince de la maison d'Autriche pourrait compter sur le concours de la Pologne, s'il voulait entrer en lice contre la Russie. Naguère encore, avant les massacres de la Galicie, le général Dembinski avait cru à l'avenir de l'Autriche; il avait pensé qu'elle aurait un grand rôle à jouer, qu'elle pourrait même devenir (l'expression est de lui) la première puissance de l'Europe. Dans son opinion, il était plus facile à l'Autriche qu'à toute autre puissance de rétablir la Pologne et d'être elle-même ce que son

nom d'Autriche (*OEster-Reich*, empire d'Orient) lui devait inspirer d'être. Pour ce grand rôle, Dembinski désespérait des hommes qui gouvernaient l'empire; il les regardait comme dominés tous par les vieilles traditions germaniques et impériales. Il n'allait pas cependant jusqu'à dire qu'il ne pût se trouver dans la maison d'Autriche elle-même de prince capable de comprendre cette pensée, de l'embrasser, d'y vouer sa vie. Dembinski semblait compter sur le jeune archiduc palatin de Hongrie, auquel on avait, en effet, jusqu'alors attribué de l'ambition et de l'essor dans l'esprit. Le général polonais croyait qu'un archiduc d'Autriche aurait pu régénérer l'empire en s'emparant de ce grand mouvement d'idées qui avait rajeuni la Hongrie. Les événemens vinrent prouver trop clairement à Dembinski que l'archiduc Étienne lui-même, qui avait été élevé pourtant avec soin dans les mœurs et dans la langue magyares, ne se prêtait pas à de semblables calculs. Le général polonais n'en était pas moins préoccupé de la transformation de l'Autriche. L'affaiblir ou la détruire, il ne le voulait pas; la renouveler, il le croyait possible, et les Magyars lui semblaient être l'élément de jeunesse à l'aide duquel on pouvait donner à l'empire cette vie nouvelle.

Tels sont les sentimens qui avaient porté Dembinski à s'intéresser au sort des Magyars. Avant tou-

tes choses, il répugnait aux tentatives anarchiques ; il voyait avec douleur celles qui compromettaient la situation de Posen et de la Galicie, et bien que, dès le temps des premiers conflits constitutionnels entre l'Autriche et les Magyars, on eût, par prévision, essayé de l'engager dans les entreprises de M. Kosuth, le vieux général avait refusé d'encourager, par sa présence à Pesth, une rupture entre la Hongrie et l'Autriche. Sauf l'idée exagérée qu'il se faisait de la force et de la jeunesse de la race magyare, Dembinski ne s'était donc point jusque-là trop écarté du vrai. Au reste, s'il se trompait en un point, il se trompait de la meilleure foi du monde. Le trait saillant de son caractère, c'était une incontestable sévérité de convictions. Officier dans les légions polonaises qui servirent la France, rentré dans ses foyers en 1815, il mena jusqu'en 1831 une vie d'étude et de travail. Il se distingua dans la guerre de 1831, et il passa dans l'émigration avec le renom de l'un des plus hardis généraux qui eussent pris part à cette belle campagne. En France, tout en prêtant une attention très suivie aux événemens, il s'était épris de passion pour les arts mécaniques, et avait beaucoup sacrifié au goût des inventions ingénieuses. Quand la révolution européenne survint, il était occupé du perfectionnement des ventilateurs. Sa première pensée fut de se rendre dans la Pologne prussienne. Il fut

un des principaux promoteurs du congrès conservateur de Breslau, et se distingua dans toutes les circonstances par une infatigable opposition aux menées anarchiques de la *Société démocratique de Versailles*. Il avait formulé quelques propositions pour le congrès de Prague, sans y prendre part. Deux de ces propositions frappèrent vivement l'assemblée, et elles méritent d'être connues, parce qu'elles définissent assez bien l'esprit qui a inspiré toute la conduite de ce général dans les affaires d'Autriche. Il demandait : 1^o que le congrès prononçât qu'il y a parfaite solidarité entre les diverses souches de la grande famille slave, de sorte que les intérêts de chacune d'entre elles devinssent les intérêts de toutes ; 2^o qu'une députation fût envoyée, séance tenante, aux Croates et aux autres Slaves de la Hongrie, pour leur déclarer que les intérêts des Slaves exigeaient la solution à l'amiable de leurs différends avec les Magyars. La même députation aurait dû, à la suite de cette démarche, se rendre à Pesth pour amener les Magyars à faire de leur côté les concessions indispensables à la nationalité de chacun de ces peuples.

C'est de Paris que le général Dembinski partit pour la Hongrie. Il traversa la frontière sous le déguisement d'un mécanicien, avec les instruments de cette profession. Le hasard fit qu'en mettant le pied sur le sol hongrois, il couchât sous le

même toit que le général autrichien Schlick. Il parvint dès le lendemain à se soustraire aux inconvénients de ce dangereux voisinage, et arriva heureusement, vers la fin de janvier, à Debreczin. Il y trouva le gouvernement magyar dans les plus grandes perplexités. Quoique le général Bem eût déjà à cette époque, par quelques succès, remonté le moral abattu des Magyars, les choses avaient pris à l'ouest une tournure à désespérer les plus robustes courages.

J'attribue à deux causes le retour de fortune qui ramena les Magyars à Pesth : l'une, c'est l'organisation de l'armée par Dembinski et sa stratégie savante ; l'autre, c'est l'imprudence du gouvernement autrichien : celle-ci est la première en date.

Ce changement soudain qui s'opéra dans la position des deux armées belligérantes s'expliquerait difficilement si l'on ne se représentait bien quelle était alors la politique de l'Autriche, dans quelles incertitudes elle se traînait, dans quelles méprises elle était tombée. Le principal tort de l'Autriche avait été de revenir brusquement, avec les peuples slaves et valaques de la Hongrie, à ses traditions anciennes. Dans un état, une dynastie est instituée principalement pour être la tradition vivante, et c'est difficilement qu'elle renonce aux idées du passé. L'Autriche, envisagée sous cet aspect, présentait ce caractère particulier, que la tradition

avait été, jusqu'aux événemens de mars 1848, l'essence même de sa vie et comme son âme. A la suite de ces événemens, et quoique l'homme d'état qui personnifiait en lui cette politique eût été renversé, expatrié, ses successeurs, si l'on excepte le ministère d'occasion formé après sa fuite, avaient tous semblé plus ou moins préoccupés de se rapprocher de sa politique. Bien avant la révolution de mars, il y avait en Autriche un parti d'opposition qui se recrutait dans la jeune noblesse : opposition de parole, qui ne sortait point des salons, et qui, dans tous les cas, n'a guère su créer d'hommes. La véritable opposition, celle qui agissait et se préparait à quelque grand coup pour l'époque de la mort du Prince de Metternich, avait son point d'appui dans les provinces, en Bohême, en Hongrie, en Croatie, en Styrie ; mais cette opposition était toute de propagande, de journalisme, et en général les hommes politiques qui sortent de là sont trop engagés par leurs antécédens ; ils ont, afin d'être mieux compris des masses, donné trop d'exagération à leur pensée pour être possibles, lors même qu'ils deviennent nécessaires. Que résultait-il de cette pénurie bien constatée d'hommes d'état capables de représenter une politique nouvelle ? C'est que le pouvoir suprême était obligé de choisir ses ministres parmi d'anciens conseillers sortis de l'école de M. de Metternich, auxquels

il était difficile de se plier aux exigences d'une situation sans précédens. Il arrivait ainsi que l'idée qui semblait avoir triomphé devant Vienne par l'épée de Jellachich, et qui depuis deux ans essaie d'envahir l'administration autrichienne, n'avait point d'hommes qui fussent en état de la porter au pouvoir et de l'introduire dans la pensée du gouvernement. Aussi longtemps que la stabilité de l'empire parut dépendre du dévouement des Slaves, on les combla donc d'honneurs et de promesses; sitôt que l'on put croire la Hongrie vaincue, on se hâta de leur montrer la défiance que leur ambition inspirait.

Le ban de Croatie avait été, à l'origine de la guerre, nommé commandant militaire de la Hongrie, et l'éclat de ce haut rang conféré au chef des Croates inspirait alors à ceux-ci une grande ardeur pour les intérêts de l'empire. Dès que Jellachich arriva sous les murs de Vienne, la cour se hâta de lui faire savoir qu'elle le tenait pour le sauveur de l'Autriche. Cependant il ne fut point nommé au commandement en chef de l'armée qui assiégeait Vienne. Le prince Windischgraetz, auquel ce titre fut conféré, vint trouver le ban de Croatie sous sa tente, et lui renouvela l'expression des sentimens de la cour; il lui déclara qu'étant sur un terrain germanique, en présence d'une ville allemande à réduire, on avait regretté de ne pou-

voir le mettre, lui, général slave, à la tête de ce siège. Le prince ajouta toutefois que du moment où l'armée impériale serait rentrée en Hongrie, Jellachich reprendrait le rang qui lui était acquis par ses éminens services, et que lui, prince de Windischgraetz, ne serait plus que le lieutenant du ban de Croatie. Lorsque les armées impériales eurent soumis Vienne, et qu'il fut question de pénétrer en Hongrie, les choses commencèrent à changer de face; Jellachich ne fut point rétabli dans son commandement en chef. Loin de lui faciliter les moyens de se renforcer de ces élémens de slavisme sur lesquels il exerçait alors une si souveraine attraction, l'on s'étudia, sous mille prétextes, à désorganiser l'armée qui faisait sa puissance. On lui enleva ses régimens croates, pour les remplacer par d'autres qui ne fussent point de nationalité slave. Comme s'il eût été suspect, on voulait lui ôter le pouvoir et la tentation de l'indépendance. Jellachich était trop pénétré de l'intérêt que les Slaves avaient à rester, dans ces graves circonstances, attachés à la maison d'Autriche, pour avoir la pensée de lui causer des embarras. Il poussait cette conviction jusqu'à un désintéressement qui lui a valu, outre le titre de *chevaleresque*, qu'il a reçu des dames de Vienne, le surnom réprouvé d'*impérial* (*kaiserliche*), qu'il tient des libéraux.

Il était difficile que les peuples slaves, dont l'imagination était ardemment émue, et qui n'écoulaient que les conseils de leur juste impatience, comprissent, comme le ban de Croatie, les défiances que l'Autriche lui témoignait. Il était à craindre qu'ils ne vissent, dans l'attitude réservée du cabinet et dans la résignation prudente de Jellachich, une double trahison. C'est ce qui eut lieu. Le cabinet et le ban perdirent, aux yeux des peuples slaves, une partie de leur prestige. Ce grand concours de volontaires qui accouraient de toutes parts sous les drapeaux des divers chefs slaves, au midi et au nord, se ralentit sensiblement. L'armée croate, qui s'était formée sous l'influence du sentiment national, se vit en quelque sorte frappée dans son principe constitutif ; elle ne montra plus la même foi dans l'idée pour laquelle elle combattait. Il ne manquait plus que la dissolution de la diète fédéraliste de Kremsier pour transformer la défiance des Slaves en hostilité sur beaucoup de points, et pour en faire en mainte rencontre des alliés des Magyars.

La politique autrichienne eut de fâcheuses conséquences dans la conduite même de la guerre, dans les mouvemens stratégiques de l'armée impériale. De tous les hommes qui ont servi l'Autriche depuis la révolution de mars, le prince Windischgraetz, quoique décoré, comme Radetzki, d'un

nom slave (1), est peut-être celui qui est le plus enraciné dans les vieilles traditions germaniques, et celui qui a vu avec le plus de mécontentement l'élévation soudaine de Jellachich. Le prince Windischgraetz est un des derniers types de ces vieux aristocrates impériaux qui ne connaissent que deux choses : le service de l'empereur et l'illustration de leur famille. On ne peut lui refuser un esprit d'une singulière ténacité; mais son orgueil est plus haut encore que sa capacité militaire. Dès les commencemens de la campagne, il se trouva en opposition directe avec Jellachich. Leur dissentiment n'était point un secret; il fut poussé au point que le cabinet en conçut quelques alarmes, et que Jellachich fut moralement obligé de déclarer, par la voie de la publicité, que jamais la bonne intelligence n'avait cessé entre lui et l'illustre général en chef de l'armée impériale. Le dissentiment n'en était pas moins réel : il portait principalement sur la question de savoir par quels moyens on couperait aux Magyars la retraite derrière la ligne de la Theiss. Le prince Windischgraetz était d'avis que l'armée magyare, n'ayant pu soutenir un seul assaut sérieux, serait entièrement désorganisée et dissoute par l'entrée des armées impériales à Buda-

(1) Les mots *Windisch* et *grætz* signifient littéralement ville vinde, c'est-à-dire ville slave ou slovène. La Slovenie est la contrée comprise aujourd'hui sous la dénomination administrative d'Illyrie.

Pesth. Dans tous les cas, le prince ne doutait point que l'armée impériale ne pût passer victorieusement la Theiss et frapper les Magyars avant qu'ils eussent le temps de se reconnaître. Jellachich pensait, au contraire, dès l'origine, que le nœud de la question militaire était dans le passage de la Theiss, et que, si les Magyars parvenaient à se retrancher sur la rive gauche, ils réussiraient facilement à tenir tout l'hiver. Leur cavalerie prendrait alors tous ses avantages, tandis que l'infanterie et l'artillerie impériales courraient risque de rester empêchées, dès la sortie de Pesth, dans les boues qui séparent cette ville de Debreczin et de Szégédin. La situation était critique, et, comme il était difficile de distraire de l'armée du prince et de celle du ban des forces assez considérables pour répondre de la ligne de la Theiss, le ban proposait que l'on donnât des armes aux Serbes campés sur la Theiss ; ceux-ci promettaient leurs bras. L'orgueil du prince Windischgraetz se refusait à croire que l'armée impériale eût besoin du concours de ces barbares : il laissa les Serbes abandonnés à leurs seules ressources ; ces ressources leur suffisaient pour rester maîtres chez eux, mais non pour prendre l'offensive contre les Magyars. L'armée magyare put donc passer tranquillement la Theiss.

Pendant que la cause de l'Autriche était ainsi

compromise par ses propres serviteurs, que faisait le général Dembinski? Il travaillait ardemment de concert avec Kossuth à remettre l'armée hongroise en état de reprendre l'offensive. M. Kossuth réservait au général polonais le commandement en chef, quoique celui-ci, par un juste pressentiment, craignît, en acceptant cet honneur, de blesser la susceptibilité des généraux magyars. L'armée était tellement disséminée, qu'elle ne présentait nulle part une masse de douze mille hommes. Quinze jours après son entrée au service, Dembinski avait concentré cinquante-deux mille hommes. Dans les premiers jours de février, on le mit à la tête d'un corps composé des divisions Kepassy et Klapka. Comme aux beaux temps de notre première révolution, à côté du général en chef, on plaça un commissaire du gouvernement, le député Szémeré. Ici commence une série d'événemens militaires et politiques, où apparaissent dans tout leur jour l'inexpérience des chefs magyars et les passions hostiles de quelques-uns d'entre eux à l'égard des généraux polonais. L'histoire du mois qui va s'écouler est en résumé, dans sa forme la plus précise, l'histoire des Polonais dans la guerre de Hongrie. Toutes les difficultés que Bem rencontre en Transylvanie à essayer d'une politique de conciliation entre les Valaques et les Magyars se reproduisent pour Dembinski, lorsqu'il veut obtenir quelques

concessions en faveur des Slovaques et des Serbes. Dembinski touche même bien plus vite à l'écueil ; les questions personnelles se mêlent aux questions politiques ; il devait fatalement échouer.

Après avoir communiqué aux autorités suprêmes siégeant à Debreczin le plan qu'il se proposait de suivre, Dembinski fit jeter deux ponts sur la Theiss, l'un pour la division Klapka, vers Tokay, l'autre pour la division Kepassy, près de Læk, positions situées au nord du pont fortifié de Szolnok, où les impériaux avaient leur point d'appui. On se trouvait en face du brave Schlik, le plus rude batailleur de l'armée autrichienne. Celui-ci ne jugea point à propos d'accepter le combat ; il se retira dans les défilés de Sajo, après s'être laissé faire quelques prisonniers.

Le 15 février, on augmenta l'armée de Dembinski du corps de Georgey, qui annonçait un effectif de dix-neuf mille hommes, et qui, en réalité, n'en présentait que quinze mille. Quoique le fait n'eût rien en lui-même que d'ordinaire, il devait amener dans le présent et surtout dans l'avenir des conséquences décisives. Georgey était ambitieux ; il était arrivé presque d'un seul trait du grade de lieutenant aux plus hautes fonctions militaires ; il se sentait d'ailleurs le plus capable des généraux magyars ; il souffrait de voir les faveurs accordées au général étranger, et se résignait avec peine à

recevoir des ordres d'un Polonais. Dembinski porta son quartier-général à Putnok, et écrivit à Georgey pour lui enjoindre de marcher sur Mikolcz, afin d'être en mesure d'appuyer les forces du corps principal. Georgey était à Kaschau, et répondit qu'il y resterait. Il prétextait la nécessité de soutenir l'insurrection dans les comitats du nord, et de maintenir les communications entre la Hongrie et la Galicie. Dembinski insista, et Georgey obéit.

Dembinski, n'ignorant point les dispositions de Georgey, s'appliquait à le gagner par de bons procédés : il le porta sur la liste des avancements, et travailla ainsi à mettre la dernière main à sa fortune. Le plan de Dembinski était de marcher sur Metzokoers, de forcer là l'ennemi à une bataille, et de lui couper sa ligne d'opérations, basée sur le pont de Szolnok. Le 25 février, on était à Erlau. On savait avec exactitude la position des forces de l'ennemi : sur la gauche, un corps autrichien d'environ douze mille hommes, dans lequel comptait une partie de la garnison de Szolnok ; au centre, près de Hatvan, le maréchal Windischgraetz avec le gros de l'armée ; à droite seulement, quelques mille hommes près d'Arakschallas ; enfin, à l'extrême droite, à Peter-Vasar, le corps de Schlik, qui cherchait à opérer sa jonction avec le maréchal Windischgraetz, mais qui ne pouvait y réussir avant deux jours. La situation était, pour une attaque,

la plus favorable que l'on pût espérer, surtout si l'on parvenait à empêcher la jonction de Schlik. Klapka, chargé de cette mission, s'en acquitta très imparfaitement. En dépit de cette faute, il y avait encore de grandes chances de victoire, si l'infanterie et l'artillerie de Georgey tenaient solidement.

Dans la nuit du 25 au 26, Dembinski écrivit à Georgey de le venir trouver d'aussi grand matin que possible à Erlau, pour parcourir ensemble la ligne de bataille, afin que Georgey pût en pleine connaissance des choses remplacer le général en chef, s'il était tué. Après s'être fait attendre jusqu'à onze heures, Georgey vint et dit qu'il était impossible de compter sur ses troupes, qu'elles attaqueraient avec succès un bois ou un village, mais qu'elles ne tiendraient pas en rase campagne contre du canon. Dès-lors la pensée de Dembinski fut de restreindre le théâtre de son action stratégique, de concentrer ses troupes, afin d'être en mesure de tenir tête au gros de l'armée ennemie. Trois heures s'étaient à peine écoulées depuis la conférence du vieux général avec Georgey, que le bruit du canon annonça que la bataille s'engageait sur Kapolna. Dembinski se précipita de ce côté avec Georgey. Arrivés sur le terrain, ils trouvèrent l'armée en désordre, l'infanterie et même des hussards en pleine fuite. Immédiatement Georgey fit tourner sa voiture, et engagea Dembinski à l'imiter. Dembinski

répondit que la bataille avait été engagée contre son vœu, mais qu'il en devait porter la responsabilité et qu'il ne reculerait point. Il monta à cheval et s'avança au galop sur Kapolna. Le soir approchait ; Dembinski n'avait que le choix, ou d'exécuter une retraite vers les divisions de son armée qui ne s'étaient pas encore trouvées en ligne, ou de garder résolument sa position. De ces alternatives, il eût choisi la première, s'il avait eu des troupes plus aguerries. Le danger d'une retraite en face de l'ennemi avec des troupes peu sûres le décida à tenir devant Kapolna. Dans la nuit, le général se multiplia et donna de nouvelles instructions à Georgey, à Klapka, à Guyon, à Aulich. Il essaya de leur inspirer un peu de la confiance qui l'animait encore.

La bataille s'engagea en grand le 27 au matin. On attribue au général Dembinski ces paroles peu flatteuses pour les officiers qui commandaient sous ses ordres : « La troupe qui occupait le village de Kapolna, aurait-il dit, ne fit point son devoir. Ma présence et mon exemple, tous les efforts de mes aides-de-camp, ne purent arrêter sa fuite, et ce n'est que grâce au mouvement exécuté par le colonel Aulich sur la droite de l'ennemi, que les progrès de l'artillerie autrichienne purent être arrêtés. J'en profitai pour haranguer le bataillon Zanini et le lancer, sous les ordres du brave colonel Psotta, à la reprise du village de Kapolna ; mais, à peine

arrivé aux premières maisons, le bataillon tout entier abandonna son drapeau et passa à l'ennemi si subitement, qu'un seul officier et le chapelain purent échapper à l'entrain de ce mouvement. » Dembinski comptait encore ressaisir une position favorable par une marche commandée au brave Guyon; Georgey prit sur lui de donner un ordre opposé à une division qui devait appuyer Guyon, et le fruit de cette manœuvre, qui pouvait déplacer le champ de bataille au profit des Magyars, fut entièrement perdu. Cependant Georgey se tenait à cinq portées de canon, sous prétexte de protéger la retraite de l'armée. C'est ce qui a fait dire au général Dembinski que Georgey voyait toujours l'ennemi là où il n'était pas, et ne le voyait jamais là où il était.

Le 28, il fallut se résoudre à la retraite. Les ordres furent donnés pour un mouvement sur Metz-Koers. L'armée manquait de tout; on ne lui avait pas distribué de pain depuis deux jours; elle n'avait ni paille ni bois à brûler. Le *général en chef* crut avoir assez fait pour l'honneur de ses jeunes soldats. C'était, en effet, un résultat considérable, le premier qui eût été obtenu par l'armée magyare de l'ouest, d'avoir su tenir deux jours et deux nuits devant l'ensemble des forces de l'ennemi. Les tiraillemens qui avaient affaibli le commandement durant ces deux journées, l'inexpérience des chefs,

le mauvais vouloir de Georgey, paralysèrent les combinaisons de Dembinski dans la retraite, comme à Kapolna. Georgey se dirigea vers Poroszlo, contrairement aux ordres qu'il avait reçus, et quand Dembinski, forcé de le suivre dans cette direction afin de le rejoindre, lui adressa de trop justes reproches, Georgey répondit : « Oui, c'est ma faute. » Klapka, dont la fuite avait ressemblé à une déroute complète, répliqua, de son côté, « qu'ayant eu, non plus six mille, mais quatorze mille hommes à commander, il n'avait pas trouvé de place pour les déployer ! »

La comédie n'était point terminée. Georgey cessa dès ce jour d'entretenir aucune relation officielle avec le commandant en chef, et prit sur lui d'évacuer la nouvelle position qui lui avait été assignée à Poroszlo, pendant que Klapka devait surveiller Szolnok, qui restait le but du général Dembinski. Si ce n'eût été que l'on attendait d'un moment à l'autre l'arrivée du président Kossuth au camp, Dembinski eût fait sans retard arrêter Georgey. Georgey, de son côté, avait conçu la pensée d'un complot dans l'intention de renverser Dembinski. A peine celui-ci en fut-il informé par le commissaire-général Szémeré, que Georgey se présenta, en compagnie des divisionnaires Kepassy, Anlich et Klapka. Georgey prit la parole : « Monsieur le feld-maréchal, dit-il, nous avons de tristes nouvelles à

vous annoncer. » Dembinski, l'interrompant, répliqua pour le mettre plus à l'aise : « Croyez-moi, messieurs, ayant la conscience tranquille, rien de ce que vous allez me dire ne pourra m'attrister. » Georgey continua, et dit dans un langage embarrassé que « l'armée n'avait plus de confiance en Dembinski, parce qu'il ne connaissait pas le pays, et parce qu'il ne communiquait pas ses plans à ses principaux lieutenans. » — « Je vous ai laissé parler, reprit Dembinski; je me suis déjà expliqué sur le sujet que vous soulevez, et dont les autorités compétentes seront juges. Entre nous tout est fini; mais je ne puis m'empêcher de vous dire que, lorsqu'il y a dix-huit ans, mes officiers voulurent en Lithuanie m'obliger à leur communiquer mes plans, je leur répondis simplement que, si ma casquette les savait, je la jetterais au feu et marcherais tête nue. Depuis ce temps, j'ai beaucoup réfléchi sur le métier des armes; ma volonté s'est encore affermie dans la réflexion. Aujourd'hui, on pourra me briser comme on brise une barre de fer, mais on ne me verra point plier. Songez à ce que vous faites. En ce moment peut-être, on se bat à Szolnok. Douze mille d'entre vos compatriotes peuvent payer de leur vie la résolution que vous prenez ici. » Puis, se tournant vers Klapka, le général polonais lui demanda si du moins le mouvement qu'il avait ordonné dans la direction de Szolnok avait été exécuté, et,

ayant reçu une réponse affirmative, il salua la députation en signe de congé.

Une heure après, Dembinski reçut une communication écrite du commissaire-général Szémeré. Le commissaire lui annonçait la nomination de Georgey au commandement en chef. Bientôt vint le chef d'état-major du nouveau général en chef, le lieutenant-colonel Bayer, accompagné de deux officiers; il demanda à Dembinski la remise du livre contenant les minutes des ordres donnés par lui durant son commandement. Le général répondit qu'il avait déjà communiqué au commissaire Szémeré un écrit explicatif de la position actuelle de l'armée, ainsi que des ordres qu'elle avait reçus. Quant au livre en question, il le considérait comme un recueil de pièces justificatives dont il ne consentirait pas à se dessaisir. Comme en exprimant ce refus, il avait porté la main vers son sabre, le colonel envoyé par Georgey déclara qu'il était décidé à exécuter, fût-ce par la force, les ordres de son chef. Un détachement d'infanterie vint donc se placer à la porte du général polonais, et on lui annonça qu'il était prisonnier. Dembinski ne quitta plus sa chambre jusqu'à l'arrivée de Kossuth. En considération de l'influence que Georgey exerçait déjà sur une partie de l'armée, Kossuth n'osa pas lui demander compte de sa conduite. Il est vrai que le commandement en chef

de l'armée fut destiné au vieux et honnête général Vetter ; mais Georgey reçut la promesse du ministère de la guerre, qu'il ne tarda pas à obtenir. Dembinski annonça dès-lors à M. Kossuth qu'il venait de se donner un rival contre lequel il pourrait être un jour impuissant à lutter.

Un succès brillant vint couronner les plans de Dembinski au moment où il se voyait ainsi éloigné d'un poste que d'ailleurs il n'avait point sollicité. Le brave Damianitch avait attaqué et pris la fameuse position de Szolnok. Ce fait d'armes changeait la situation de l'armée magyare : elle pouvait être réunie tout entière, le 8 mars, à Szolnok, et couper au corps principal des impériaux, qui se trouvait à Maklar et à Porozlo, toute communication avec Pesth. Dembinski oublia sa disgrâce, rédigea un nouveau plan dans cet esprit, l'envoya à Debreczin, et, en attendant une réponse, écrivit aux généraux Damianitch et Vecsey : « Braves camarades, quoique je n'aie plus le droit de vous commander, je me permets de vous donner un conseil. Tenez ferme à Szolnok ; mais prenez bien garde du côté d'Arakschallas, et n'avancez pas sur Pesth, de crainte d'être coupés sur votre droite. J'écris à Debreczin pour que l'on vous envoie un renfort d'au moins quinze mille hommes. » Aucune des mesures proposées par Dembinski ne fut adoptée. Le gouvernement magyar accorda la pré-

férence au plan de Georgey, qui consistait à déboucher contre l'ennemi en deux colonnes, dont la première devait partir de Szolnok, sous les ordres de Damianitch, l'autre de Porozlo, sous le commandement de Georgey. Il en résulta qu'au lieu de détruire peut-être l'armée autrichienne derrière Szolnok, en suivant la stratégie savante de Dembinski, on laissa échapper les impériaux, et l'on exposa Damianith et Georgey à être battus. Dembinski l'avait annoncé au général Vetter.

On voit quelle anarchie régnait au sein de l'armée magyare. De tous les jeunes généraux qui étaient devenus les maîtres de la situation par la chute de Dembinski, combien en était-il qui eussent déjà fait la guerre? La plupart n'étaient arrivés à leur grade que grâce aux faveurs capricieuses de la révolution, et n'avaient point d'autre expérience. Il leur fallut bon gré mal gré en revenir aux plans de Dembinski, lequel d'ailleurs se contenta d'assister en amateur à l'exécution. L'armée autrichienne, qui, à l'exception du corps de Schlick, n'était pas mieux commandée que les Magyars, était embourbée entre Pesth et Szolnok. La cavalerie magyare finit par l'inquiéter de manière à la forcer à un mouvement de retraite. Cette armée eût pu encore une fois être détruite, si Georgey, au lieu de s'obstiner à prendre la bicoque de Bude, eût marché immédiatement sur Co-

morn. Dembinski en donnait le conseil, et, en outre, une fois l'armée refoulée derrière Presbourg, il eût voulu que, par un coup de partie capable de réussir dans ce moment suprême, l'on poussât sur Vienne pour y traiter de l'avenir des Magyars et de leurs alliés. Et de fait, si M. Kossuth et le général Georgey avaient eu de l'essor et de la persévérance dans l'audace, quelle heure eût été plus propice pour frapper un grand coup !

Je ne suis pas de ceux qui pensent que l'Autriche fût alors dans une situation désespérée ; je dirai plus, j'ai la conviction que si le cabinet de Vienne fût revenu promptement sur les fautes du prince Windischgraetz et sur la dissolution de la diète de Kremsier, l'empire eût en un mois retrouvé dans son propre sein la force qu'il est allé demander au czar. Cependant, quoique la maison de Habsbourg eût encore sous la main de grandes ressources, elle était dans une crise, dans un état d'étourdissement qui offrait les plus belles chances à l'audace de ses ennemis. C'était le moment d'oser. — Mais les Russes viendront, objectaient les Magyars. — Ils viendront de toute manière, répliquaient les Polonais, et c'est pourquoi avant qu'ils soient venus, il est prudent de profiter de tous nos avantages et de pousser l'Autriche l'épée dans les reins à outrance. — Pourtant, reprenaient les Magyars, si nous restions renfermés

scrupuleusement dans les limites de la Hongrie, l'Europe, tenant compte de notre modération, reconnaîtrait plus facilement notre indépendance; la Russie n'aurait pas de prétexte pour intervenir. — Croyez-nous, répondaient les alliés des Magyars, l'Europe ne vous prendra au sérieux que si vous lui donnez des témoignages éclatans de votre force. Frappez l'Autriche au cœur, marchez sur Vienne. Faites de là un appel de conciliation aux Slaves, aux Valaques; soulevez les principautés du Danube déjà tout émues; puis fournissez-nous les moyens d'entrer chez les Russes, la torche à la main, par la Galicie; nous porterons l'incendie sur leur propre territoire, et la Pologne, insurgée à son tour, rendra moins certaine l'intervention du czar en Hongrie.

Le général Georgey qui était devenu tout-puissant dans l'armée après la prise de Bude, était bien moins encore que Kossuth disposé à écouter favorablement ce langage. En définitive, la Hongrie victorieuse était étrangement embarrassée de sa victoire. Par un acte de la diète de Debreczin (19 avril), elle avait proclamé son indépendance; elle avait prononcé la déchéance de la maison de Habsbourg; elle était, disait-elle, rentrée dans la famille des nations européennes. Elle eût voulu en rester là. Le général Georgey s'en tenait à cette pensée, pendant que M. Kossuth flottait dans l'incertitude

de ses rêves poétiques. Les Polonais persistaient à dire qu'au point où l'on en était venu, l'immobilité était la mort. En effet, les Russes arrivaient peu à peu et sans encombre par les défilés de la Galicie. Bientôt leurs bataillons devaient se trouver réunis à l'armée autrichienne reconstituée sur les rives de la Waag. En quelques semaines, la nation magyare allait être écrasée, et avec elle l'émigration polonaise.



CHAPITRE VI.

L'INTERVENTION RUSSE ET LA CAPITULATION DES MAGYARS.

I.

Le génie diplomatique de la Russie domine dès le commencement de cette seconde phase de la guerre de Hongrie. Au milieu des Magyars indécis, la position des Polonais devient à la fois critique et douloureuse. De jour en jour, ils voient s'accroître, avec l'influence de Georgey, l'ascendant du parti qui leur est hostile, et qui va bientôt les sacrifier sans scrupule.

Déjà les obstacles qui avaient entravé les premières campagnes de Bem et de Dembinski avaient prouvé, d'une part, combien l'alliance contractée

par les Polonais avec les Magyars était fragile, et, de l'autre, combien les plans du gouvernement insurrectionnel étaient incertains. En présence de l'intervention russe, cette incertitude qui régnait dans les desseins des Magyars, ce désaccord qui avait éclaté entre Dembinski et Georgey dès le jour de la bataille de Kapolna, devaient apparaître plus nettement encore. Les généraux polonais conseillaient aux Magyars de prévenir à tout prix la marche des Russes, et les Magyars, par une illusion inexplicable, s'imaginaient que les Russes ne pouvaient avoir l'intention d'entrer en Hongrie, si on ne les provoquait directement. Dans le cas même où ce mouvement s'opérerait, l'on comptait avec une naïveté singulière sur l'efficacité d'une protestation de l'Europe libérale en faveur du principe de non intervention. Cette étrange méprise poussa les Magyars à tenter auprès de l'Angleterre et de la France de puériles démarches diplomatiques, et l'Autriche, servie par la fausse politique de ses adversaires, put regagner sans peine tout le terrain qu'elle avait un moment perdu.

La situation de l'Autriche, en mai 1849, était fort mal jugée à Pesth. Les Magyars avaient repoussé l'armée autrichienne de la Theiss à la frontière de l'archiduché : c'était là un résultat important ; mais les vainqueurs, au lieu de voir dans leurs premiers succès un encouragement à de nou-

veaux efforts, s'abandonnèrent aux plus folles rêveries. M. Kossuth annonça sérieusement aux Allemands de Vienne qu'ils étaient libres. « Vieille capitale de l'Occident, disait-il, pour toi les jours de malheur sont passés, le printemps de la liberté approche ; tresse des couronnes de fleurs pour tes libérateurs magyars et polonais : ta réunion à l'Allemagne va s'accomplir selon tes vœux. Vive l'Allemagne ! vive la Hongrie ! vive la Pologne ! »

L'Autriche cependant n'était pas si près qu'on le pensait d'être émancipée par les troupes de M. Kossuth. Les mêmes événemens qui avaient exalté outre mesure l'orgueil des Magyars avaient ramené le gouvernement autrichien à une politique prudente et conciliatrice qui devait finir par triompher. On avait compris qu'il y avait danger à mécontenter plus longtemps les populations slaves de l'empire, dont les plaintes devenaient chaque jour plus vives. Les députés tchèques avaient exposé leurs griefs en termes énergiques et précis. Ils rappelaient à l'Autriche les promesses, les déclarations libérales du ministère Stadion. Ils se plaignaient que ces promesses n'eussent pas été tenues, qu'on eût lacéré leur programme avec mépris, et menaçaient de rester spectateurs passifs de la lutte, si l'Autriche persistait dans une politique contraire à leurs intérêts. Le langage des Croates était plus vif encore que celui des Tchè-

ques. Une feuille patriotique (1), parlant au nom des colonies militaires que le gouvernement avait replacées sous leur ancien régime après leur avoir donné à espérer des droits nouveaux, s'écriait : « Malédiction sur le jour qui nous a vus naître ! Nous, nos femmes, nos enfans et nos chaumières, nous sommes livrés sans pitié au régime exceptionnel ; devenus partie intégrante de l'armée impériale, la discipline militaire est notre seul code civil..... Les innombrables cohortes des contingens croates qu'on voit sans cesse défiler, pareilles à une migration de peuples, ne pèsent que comme de légers brins de paille dans la balance de la justice autrichienne..... Où trouverait-on dans le monde un peuple aussi complètement paria, et quels malheurs peuvent se comparer aux nôtres ? »

Ainsi parlaient les alliés de l'Autriche. De Prague à Agram, c'était un feu croisé de récriminations véhémentes, de menaces sans ménagement. Il devenait urgent d'arrêter ce mouvement redoutable, et c'est ce que l'Autriche sut faire avec une remarquable adresse au moment où les Magyars la croyaient déjà près de sa ruine. Le cabinet autrichien avait à apaiser, d'une part, l'irritation des Slaves, et de l'autre à dompter l'insurrection hon-

(1) *La Gazette des Slaves méridionaux (Sudslavische-Zeitung)* rédigée en allemand à l'adresse de l'Europe occidentale.

groise. A l'égard des Slaves, il se mit sans peine à couvert par de nouvelles flatteries ; à l'égard des Hongrois, il prit une décision qui put coûter à sa fierté, mais que les circonstances ne lui permettaient plus d'ajourner ; il invoqua le concours des armées du czar. Il sut, au reste, mettre en avant un prétexte spécieux. L'Autriche, en faisant appel à l'alliance russe, semblait moins solliciter une faveur que proposer une ligue dans un intérêt commun contre la coalition des Polonais et des Magyars.

La Russie, de son côté, ne pouvait manquer d'accueillir favorablement les ouvertures du cabinet de Vienne. Elle songeait à sa sécurité au dedans et à son influence au dehors. Il est évident que les événemens survenus depuis le mois de janvier 1849, en Hongrie, les succès de Bem et de Dembinski, le triomphe des Magyars grandi par la renommée complaisante, avaient créé dans la Pologne russe, sinon une effervescence menaçante, du moins de sourdes agitations. La police y redoublait de vigilance. Non-seulement les armes à feu étaient sévèrement prohibées, on allait jusqu'à exercer une surveillance particulière sur les instrumens de travail et les ustensiles de ménage qui auraient pu servir d'armes à un moment donné. Cependant le sol tressaillait comme de lui-même sous un ciel qui commençait à se charger de nuages. D'ailleurs,

si solidement que la Russie proprement dite paraîsse assise sur sa base, elle a aussi ses difficultés intérieures, ses plaies sociales, qui, pour être moins en évidence que celles des sociétés de l'Occident, n'en sont pas moins profondes. Depuis la guerre affreuse de 1846 en Galicie, depuis l'émancipation des paysans et l'abolition des corvées en Autriche par suite de la révolution de mars, le paysan russe a lui-même l'esprit préoccupé de ces mots, qui ont commencé à prendre, pour sa rude intelligence, un sens très précis. Autrefois, on entendait dire de temps à autre : Dans tel village de tel gouvernement, les paysans se sont soulevés et ont brûlé leur seigneur. C'étaient des accidens isolés que provoquait l'égarément de la misère. Depuis 1846, ce qui n'était que le sentiment de la douleur et de la haine tend à devenir le sentiment d'un droit. Sur toute la frontière méridionale de la Russie, les paysans ont été gratifiés de la terre qu'ils cultivaient à titre de *sujets*, — c'est le nom par lequel, à la fin du dernier siècle on a remplacé celui de serfs; — les serfs russes comprennent l'esprit de ce fait, qui les touche dans leurs intérêts les plus sensibles.

Le czar avait, on le voit, quelques raisons de craindre l'insurrection de Hongrie comme un dangereux voisinage. Toutefois, il était beaucoup plus touché encore de la belle occasion qui s'offrait à

lui d'accroître cette vaste puissance, accoutumée depuis un demi-siècle à être servie à souhait par l'esprit révolutionnaire. La Russie s'est établie dans l'empire ottoman en secondant la révolution contre les Turcs ; elle allait essayer de prendre pied dans l'empire d'Autriche en appuyant le pouvoir contre la révolution. Que d'ailleurs on ne le perde pas de vue : nous sommes en Hongrie, en pays slave ; la guerre a été provoquée par les Slaves. Si ces Slaves, depuis la dissolution de la diète de Kremsier, ont pris une attitude défiante envers l'Autriche, ils ne sont pas pour cela réconciliés avec les Magyars. Plus ceux-ci remportent de succès, plus ils deviennent orgueilleux et menaçans. Les Slaves ont donc plus que jamais besoin d'un appui qui les délivre une fois pour toutes du magyarisme. C'est ce moment-là que le czar saisit pour prêter le concours de ses armes à l'empereur d'Autriche. La Russie va combattre la révolution magyare, et en même temps elle fait savoir aux populations de sa race que le czar pense ardemment à ce cher objet de ses préoccupations paternelles. Le czar aide les Slaves en même temps que l'empereur d'Autriche, et le gain est double pour la Russie dans cette intervention en apparence si désintéressée.

Les Magyars se faisaient donc de singulières illusions. Ils croyaient l'Autriche abattue, et l'Autriche se relevait par d'habiles concessions au slavisme,

ils croyaient l'intervention russe impossible en Hongrie, et cette intervention allait s'accomplir. Cette double erreur explique la confiance avec laquelle M. Kossuth recourut à des expédiens diplomatiques, lorsque la question ne pouvait plus se dénouer que sur le terrain militaire. Par suite de cette fausse manœuvre, le gouvernement de Pesth compromit à la fois sa diplomatie et son armée, l'une, dans des négociations impraticables ; l'autre, dans des tâtonnemens et des hésitations que la gravité du moment ne permettait pas.

Les premières opérations de l'armée magyare, à la veille de l'arrivée des Russes, témoignèrent de l'anarchie qui régnait dans les conseils du gouvernement insurrectionnel. Dembinski avait émis l'idée d'un mouvement de précaution vers la Galicie. Les défilés des Carpathes se prêtaient à des surprises, à des combats de partisans où quelques milliers d'hommes résolus suffisaient pour tenir une armée en échec. Dembinski, placé par M. Kossuth à la tête de la légion polonaise, de quelques régimens de hussards et de cinq ou six mille hommes de mauvaises troupes, le tout formant un corps d'environ douze mille hommes, voulut tenter l'aventure. A peine avait-il pris position dans les Carpathes, qu'il reçut de Georgey l'ordre de rétrograder à tout prix, eût-il même obtenu des avantages sur l'ennemi. Dans le cas où

Dembinski essaierait de passer outre, il était enjoint aux officiers magyars de ne pas lui obéir et de l'abandonner. Le général polonais, dont toute la conduite révèle un profond respect pour la hiérarchie, n'eut point la pensée de faire un pas de plus en avant ; mais sur l'heure il envoya à Pesth sa démission, qui fut acceptée. Cette détermination de Dembinski affligea profondément le général Bem. C'était la seconde fois que l'influence fatale de Georgey faisait avorter les plans de Dembinski, et cette nouvelle blessure était d'autant plus sensible, que le coup avait été porté, pour ainsi dire, sous les yeux mêmes de l'ennemi de la Pologne. Il s'en fallut de peu que la démission de Dembinski n'entraînât celle de Bem et n'amenât ainsi la rupture de l'alliance polono-magyare. Heureusement pour la Hongrie, Bem céda aux instances de Dembinski, aux protestations empreintes du gouvernement de Pesth, et garda son commandement. L'influence des Polonais n'en avait pas moins reçu une grave atteinte, et ce fut en vain que Bem parla de la nécessité de prendre position contre les Russes. Bien que tout attestât aux Magyars que les troupes moscovites étaient en marche, chose étrange, ils refusaient encore de croire que l'intervention fût prochaine. Lorsque Visocki, que l'on avait laissé dans les Carpathes à la tête de quelques bataillons polonais, annonça

qu'il avait eu un engagement avec l'avant-garde russe, on lui fit dire de Pesth qu'il était un visionnaire, et qu'il avait pris des hulans autrichiens pour des Cosaques. Quelle était donc la pensée du gouverneur de la Hongrie? Pendant qu'un génie fatal tentait le général Georgey et le poussait sourdement à négocier avec le Nord, M. Kossuth, conduit par son imagination confiante, frappait à grand bruit à la porte des cabinets de l'Occident.

Le gouverneur de la Hongrie avait de bonne heure songé à envoyer des représentans de la Hongrie magyare auprès du pouvoir central de Francfort; mais ce pouvoir n'était guère qu'un être de raison, sans existence réelle, sans armée ni trésor, tout aussi peu reconnu des cabinets étrangers que le gouvernement magyar lui-même. L'extrême gauche du parlement avait fourni aux Magyars des orateurs de club et des soldats de barricades le jour de l'insurrection de Vienne; elle avait, par ses encouragemens, poussé dans les rangs des Magyars les débris de la fameuse légion académique; l'Allemagne de Francfort ne pouvait rien de plus pour les Magyars menacés par les Russes. Les Magyars placèrent donc tout leur espoir dans l'Angleterre et la France.

En France, ils se heurtèrent tout d'abord à l'impassibilité tour à tour facétieuse et sombre de M. Bastide. Aussi bien le général Cavaignac avait

saisi le côté faible de l'insurrection magyare. « Nous avons, disait-il, essayé de connaître la pensée et les plans des Hongrois ; nous n'avons jamais pu savoir ce qu'ils voulaient. » En définitive, la diplomatie de M. Kossuth échoua devant l'indifférence étudiée de M. Drouyn de Lhuys. A défaut du gouvernement français, qui leur manquait, les Magyars entreprirent alors d'émouvoir l'opinion. Leur représentant à Paris, l'un des hommes les plus modérés et les plus recommandables de la Hongrie, le comte Ladislas Teleki, menait de front la diplomatie et la polémique. Il avait, dès le commencement de la guerre, publié au nom du gouvernement magyar un *manifeste aux peuples civilisés*. En mai et en juin 1849, il redoubla d'ardeur, pour signaler à l'Europe tous les dangers d'une intervention russe. « Il n'y a plus de temps à perdre, écrivait-il, l'heure suprême approche, et la prédiction de Napoléon s'accomplit. Le czar déclare qu'il va protéger contre la révolution l'honneur du nom russe et l'inviolabilité de ses frontières ; mais si la Pologne existait encore, la Hongrie se trouverait-elle aux frontières de la Russie ? N'est-ce pas elle qui s'est avancée vers nous ? Et lorsque l'Autriche sera envahie et l'Allemagne asservie, où seront alors les frontières de la Russie ? » Voilà par quelles considérations les Magyars comptaient intéresser la France. Ils avaient, pour la satisfaction

de leur orgueil de race conquérante, appelé sur l'Autriche le poids de l'intervention russe, et, exagérant le danger comme leur propre importance, cachant, sous le nom de liberté, leurs projets de suprématie, ils espéraient que la France endosserait leurs entreprises jusqu'à se compromettre pour eux diplomatiquement auprès des cabinets, et moralement auprès de l'immense et généreuse race des Slaves.

En Angleterre, la diplomatie magyare recueillit du moins plus de témoignages de sympathie. Le terrain était là plus favorable. Tandis que la France avait, dans sa politique extérieure, à tenir compte de la paix générale, et que d'ailleurs son gouvernement, sans avoir une idée claire de l'esprit des Slaves, sentait cependant vaguement que l'intérêt de la civilisation n'était point du côté du magyarisme, l'Angleterre, solidement assise sur la base antique de sa constitution, ne paraissait pas redouter les ébranlemens européens ; d'autre part, la puissante aristocratie qui a subjugué l'Irlande, flattée par la similitude profonde des lois de la Hongrie avec celles de la Grande-Bretagne, ne pouvait refuser sa prédilection aux Magyars. Les hommes qui prirent l'initiative du mouvement d'opinion tenté en Angleterre en faveur des Magyars n'envisageaient la question que par son côté le plus général. Ils accueillaient de confiance les affirmations des agens de M. Kossuth;

ils croyaient à une Hongrie de treize millions d'âmes, libérale et civilisatrice; c'était pour eux une nouvelle Pologne relevant le drapeau des nationalités et s'interposant comme un boulevard entre la Russie et l'Europe. De nobles esprits, qui étaient habitués à se voir à la tête des manifestations en faveur de la Pologne, beaucoup de caractères libéraux, qui avaient du plaisir à protester contre la politique des gouvernemens absolus, puis quelques héros de *meetings*, qui voyaient là une belle occasion de se remuer et de faire parler d'eux, tous ces hommes, réunis sous l'impulsion de sentimens divers, donnèrent le branle à l'opinion et l'émurent. La guerre de Hongrie devint populaire dans l'aristocratie britannique. Le chef du *Foreign-Office* fit lui-même entendre aux Magyars des paroles d'encouragement et tint, dans la chambre des communes, un langage plein de reproches amers pour le cabinet de Vienne. C'était peu, et la cause magyare réclamait d'autres secours. Le gouvernement insurrectionnel, que les feuilles démocratiques de l'Allemagne et de France s'opiniâtraient à appeler républicain, travaillait alors à gagner l'Angleterre, en lui insinuant que la royauté étant vacante en Hongrie, M. Kossuth lui-même, quoique soupçonné de républicanisme, n'éprouverait nulle répugnance pour un prince de la maison de Cobourg. Les Magyars ne doutaient point que lord

Palmerston, touché de ces ouvertures, n'embrassât ardemment la cause de l'indépendance hongroise. Ils connaissaient assez peu l'Angleterre pour s'imaginer qu'elle allait d'enthousiasme se poser ainsi seule en face de l'Europe, et assez peu la Russie et l'Autriche pour croire qu'elles prendraient en considération les menaces de l'Angleterre isolée. Plus, au contraire, le cabinet de Londres s'éloignait de celui de Vienne, plus l'alliance russe devenait indispensable pour l'Autriche. La sympathie de l'Angleterre tournait donc au détriment des Magyars plus encore que la froideur de la France, et, au dehors comme au dedans, ce malheureux peuple se brisait contre l'impossible.

Cependant l'armée autrichienne se reconstituait peu à peu. Après avoir été battue sous le général Welden, qui avait remplacé le prince de Windischgraetz, elle avait reçu pour général en chef le rude et opiniâtre Haynau. En même temps, l'armée russe envahissait la Hongrie par trois points : la Moravie, la Galicie, la Valachie. Elle arrivait, et, avant de combattre, elle tentait de son côté quelques essais de diplomatie à l'adresse des Magyars ; elle semait çà et là de vagues rumeurs auxquelles l'inexpérience politique de ceux-ci allait se laisser prendre. Insensiblement le bruit se répandit en Hongrie que les Russes n'étaient pas des ennemis systématiques des Magyars ; que le Moscovite mé-

prisait l'Autrichien, tout en ayant l'air de le défendre; que l'Autriche irritée se promettait de cruelles représailles; que le czar était plus généreux, et prêchait à ses alliés la conciliation. Il n'en voulait, disait-on, qu'aux Polonais, qui, après avoir été, suivant l'expression de Batthianyi, un mal nécessaire, étaient devenus un embarras et un obstacle. Un jour, à la table même de M. Kossuth, on entendit des officiers dissenter sur les politesses du prince de Leuchtenberg pour des officiers magyars qui servaient en Russie. En Transylvanie, le nom du grand-duc Constantin, lancé dans le même esprit, précéda et accompagna partout l'armée russe. Voilà ce que les amis de Georgey écoutaient complaisamment à Pesth et sous la tente, pendant que M. Kossuth faisait entretenir lord Palmerston du prince de Cobourg. Avant d'avoir brûlé une amorce, la Russie s'était ouvert un chemin au cœur de la Hongrie.

II

La campagne diplomatique était enfin terminée, et on allait commencer une nouvelle campagne militaire. L'influence des généraux Dembinski et Bem avait prévalu dans la première phase des opérations de l'armée insurrectionnelle : l'influence du général Georgey devait dominer la seconde.

Il serait assez difficile, au premier abord, de caractériser la politique de ce personnage dont le rôle est déjà si important et va devenir décisif. Un front soucieux et un regard voilé, qui paraissent couvrir une arrière-pensée, une certaine âpreté de sentimens qui semble de l'ambition contenue avec effort, voilà ce qui frappe en lui l'observateur durant la première période de la guerre. Georgey conquiert en six mois tous ses grades; l'inquiétude de son esprit n'est pas apaisée, la coopération brillante des généraux polonais le gêne et l'of-fusque, il prend ombrage de la popularité de M. Kossuth lui-même. D'où viennent ces allures frondeuses et surnoises qui contrarient quelque-fois les intentions de M. Kossuth, et toujours, comme par système, l'action des généraux polonais? D'un défaut de caractère ou d'une opinion opposée à la politique de M. Kossuth? L'une et l'autre de ces deux explications paraissent admissibles. Peut-être Georgey avait-il sur les ressources et les intérêts de son pays des idées plus justes que la poésie des *ultra-enthousiastes*. Que lui a-t-il manqué? De la franchise pour poser hardiment son drapeau et déclarer sans feinte par quels chemins il entendait marcher. Je définirais volontiers Georgey un esprit juste égaré par un caractère faux. Si l'on y réfléchit bien, cette contradiction donne en effet le secret de toute sa conduite. Au fond,

Georgey représente l'opinion positive et pratique, qui, laissant de côté les fantasmagories conquérantes des docteurs en magyarisme, eût tenu pour excellente une alliance avec l'Autriche, si elle lui eût offert le maintien de l'unité de la Hongrie. Songer à traiter avec les Russes, c'était, au point de vue purement magyare, une idée naïve, et, au point de vue magyaro-polonais, une idée moralement monstrueuse; mais la pensée de traiter avec l'Autriche était tellement dans l'intérêt des Magyars, que Dembinski lui-même avait désapprouvé la déchéance proclamée de la maison de Habsbourg. Georgey, à l'époque de la prise de Bude, paraissait être préoccupé de cette pensée, dans laquelle il n'osa pas entrer avec résolution. Il ne sentit pas qu'entouré d'une grande popularité, il pouvait entraîner le pays, et, au lieu d'aller droit au but en se faisant suivre de toute la nation, il s'amusa à combiner des ruses toutes personnelles pour écarter les Polonais et renverser Kossuth. L'armée russe eut le temps d'arriver; le général Georgey comprit que les Magyars n'avaient plus rien à attendre de l'Autriche irritée, et, séduit le premier par les paroles flatteuses que les Russes répandaient sur la bravoure des Magyars, sur la conduite brillante de leurs officiers, il conçut le projet d'invoquer la protection du czar et d'intéresser les Moscovites au sort de la race Magyare.

Au reste, le général Georgey ne garda point le secret de ses plans; il les communiqua au ministère magyar sitôt que l'on prévint l'imminence d'une catastrophe, c'est-à-dire dès le commencement de cette nouvelle campagne.

Les Polonais eurent vent de ce dessein qu'ils avaient droit de regarder comme une sorte de rupture de l'alliance contractée entre eux et les Magyars. Dembinski, retiré à Pesth, demanda par écrit à M. Kossuth des explications catégoriques sur ce mouvement d'opinion qui faisait incliner les Magyars vers les Russes. M. Kossuth, ayant peut-être quelque espoir de modifier les intentions de Georgey, déclara hautement que personne à sa connaissance ne parlait en Hongrie, ni de céder, ni surtout de se rendre à la Russie. Il affecta même de se rapprocher de Dembinski et de Bem, dont il balançait les noms pour mettre l'un ou l'autre à la tête de l'armée. Dembinski ne voulait plus du commandement en chef. En dépit de tant de déboires, il consentait cependant à tracer de nouveaux plans de campagne. Sa pensée était de concentrer l'armée magyare entre la Maros et le Danube, derrière la Theiss, en prenant la Transylvanie pour base des opérations. On eût laissé dans la place de Comorn trente mille hommes qui auraient pu s'y défendre victorieusement contre toute éventualité, et faire des sorties heureuses.

Le reste de l'armée eût abandonné les plaines et les villes ouvertes, Bude et Pesth, afin de s'enfermer entre la Theiss et la Transylvanie, où l'armée de Bem, jusqu'alors isolée et d'une utilité secondaire, eût trouvé un emploi digne de son chef. L'on eût ainsi réuni environ quatre-vingt mille hommes. Par suite d'une conception singulière, Georgey, qui avait combattu l'idée de marcher sur Vienne alors qu'on le pouvait, proposait un plan opposé à celui de Dembinski. Georgey eût voulu que l'on quittât la Transylvanie, que l'on concentrât toutes les forces du pays autour de Comorn, de Raab et de Waitzen, pour tenter par là une expédition désespérée sur Vienne. Outre l'imprudence d'exposer l'armée magyare à être anéantie en quelques jours par des troupes régulières supérieures en nombre, les projets de Georgey rencontraient un grave obstacle; les Szeklers, qui formaient le noyau de l'armée de Bem, refusaient de quitter la Transylvanie. Ils étaient prêts à se battre dans les montagnes, sur un sol bien connu d'eux, au seuil de leurs foyers. C'était peine perdue de leur demander davantage. Quiconque eût prétendu les conduire dans ces régions éloignées, où les plans du général Georgey les appelaient, eût été bientôt abandonné. Les combinaisons de Dembinski eussent donc assuré aux Magyars une forte position stratégique en même temps qu'elles leur eussent donné le moyen

d'utiliser l'ensemble de leurs forces, tandis que les plans de Georgey avaient l'inconvénient de placer l'armée sur un terrain sans aucun avantage, et de dissoudre le corps du général Bem.

M. Kossuth, qui parfois montrait des prétentions militaires, avait de son côté son plan, et ce n'était pas le moins extraordinaire. « Je veux étonner l'Europe! » avait-il dit dans une de ces explosions de beau langage qui lui étaient familières. Le président de la Hongrie voulait en effet, soit que l'on marchât sur Vienne suivant le plan de Georgey, soit que l'on se précipitât sur la Galicie pour insurger la Pologne, soit enfin que l'on descendît en Italie pour y relever la révolution abattue. Remarquez que cela se passait au moment où les Russes étaient déjà en ligne, où les Autrichiens reprenaient l'offensive, où l'armée magyare, démoralisée par l'anarchie de ses chefs et par la présence d'un ennemi redoutable, était fatalement condamnée à la défensive.

M. Kossuth sortit enfin de ce rêve, et ouvrit les yeux au bruit du canon austro-russe, qui croisait ses feux sur toute la frontière de la Hongrie. On supplia Dembinski de reprendre du service, et, comme il refusait le commandement en chef, on recourut à un expédient qui semblait avoir l'avantage de ménager les susceptibilités de Georgey. On choisit pour généralissime Messaros, ancien mi-

nistre de la guerre, homme de bravoure et d'honneur, sans autre mérite, et l'on plaça Dembinski sous ses ordres en qualité de major-général, avec le commandement réel. La difficulté était de décider Georgey à l'obéissance. Il était sous les murs de Comorn, profondément engagé dans la lutte où il devait user inutilement ses troupes. Messaros quitta Pesth pour aller le rejoindre et lui porter des instructions conformes au premier plan de concentration proposé par Dembinski quand l'armée magyare était encore libre de choisir son champ de bataille, et modifié en vue des circonstances, qui avaient si promptement changé. Messaros rencontra sur la route de Pesth à Comorn des estafettes de Georgey qui annonçaient que les communications étaient coupées. Le général en chef revint sur Pesth, où les populations émues prirent bientôt l'alarme. Elles accoururent devant l'hôtel où résidait Dembinski avec des cris de désespoir. « Sauvez-nous, disaient-elles, vous seul pouvez nous sauver ! » Dembinski parut, et, faisant allusion à Georgey et aux Russes, il dit à la foule qui tendait vers lui des mains suppliantes : « Je ne puis plus vous sauver, car j'ai un ennemi devant moi et un ennemi derrière. » Le gouvernement se retira en désordre à Szegedin, sur la Theiss, comme frappé d'une terreur panique.

L'inaction cependant n'était plus possible, et le

général polonais s'efforça d'oublier ses tristes sentimens; il rassembla, de concert avec Messaros, tout ce qui restait de troupes disponibles en dehors de l'armée de Georgey, de la forteresse de Comorn et du corps de Bem. Georgey avait annoncé qu'il visait à se dégager, pour opérer par le nord une retraite vers la Transylvanie. Dembinski voulait encore tenter, en se retirant vers le banat de Temesvar, de se réunir à Georgey et à Bem, et de prolonger la lutte dans les montagnes du midi. Au fond, il n'y avait plus dès-lors, sur le théâtre de la guerre, personne qui crût au salut de la Hongrie.

Je me trompe : il était des esprits généreux qui avaient encore quelque confiance dans la fortune des Magyars, alors que ceux-ci désespéraient d'eux-mêmes. C'étaient les diplomates polonais, auxquels s'étaient joints quelques Valaques des principautés du Danube, au nom de toute la race roumaine (1). Les uns et les autres pensaient qu'en présence de l'intervention russe, et de l'effroi qu'elle devait causer à tous les peuples de l'Europe orientale, le drapeau de la conciliation entre les nationalités, arboré enfin par les Magyars, aurait la puissance de faire sortir du sol une nouvelle armée au dedans et au dehors de la Hongrie. On le

(1) M. Nicolas Balcesco, publiciste valaque, était le chef de cette députation.

sent, la confiance des Polonais et des Valaques était conditionnelle; mais le temps pressait, ils marchaient avec ardeur à leur but, comptant que l'effet du péril lui-même aiderait leurs suprêmes efforts.

Le prince Czartoryski, sans cesser d'être fidèle à la politique qu'il avait embrassée plusieurs années avant la guerre, pressa ses agens d'entretenir le gouvernement magyar de la nécessité plus urgente que jamais d'une transaction entre les nationalités. Si la Hongrie devait succomber, suivant les diplomates polonais, ce serait toujours un gain pour l'avenir que de l'avoir amenée à reconnaître l'équité des griefs de ses sujets insurgés. Dans leur défaite même, les Magyars auraient la consolation d'atténuer les haines provoquées par leur orgueil, et de laisser après eux des regrets. Menacés d'être mis au ban des peuples et de n'entendre que des récriminations autour de leur lit de souffrance, en cédant, ne fût-ce que sous l'empire de l'inexorable nécessité, ils ôtaient du moins toute prise à la haine. Ils redevenaient l'un des élémens de la grande ligue des nationalités qui pourrait un jour se reconstituer sur leurs débris. Les Magyars devaient périr comme race dominante; mais, en acceptant d'avance les conditions d'égalité que leur faisaient les autres nationalités, ils mériteraient au milieu d'elles une place qu'elles leur accorderaient

sans contestation et sans crainte; ainsi les ressources militaires des Magyars ne seraient pas perdues pour l'avenir : telle était la pensée qui inspirait les démarches de la diplomatie polonaise auprès de M. Kossuth. Le prince Czartoryski avait compté sur l'autorité morale de Dembinski et de Bem.

« Je suis sûr, écrivait-il à Dembinski, en date du 5 juin, je suis sûr qu'après les déclarations consignées par vous dans votre écrit d'adieu à vos compatriotes polonais, vous n'avez pas cessé de vouloir la conciliation entre les Magyars et les Slaves. La justice nous le commande, l'intérêt des Magyars eux-mêmes nous y force, soit que nous considérions leur sécurité pour l'avenir ou leur salut pour le présent. En supposant que la défense soit possible contre les forces colossales de leurs ennemis, en supposant que vous triomphiez, la lutte sera longue, et ce n'est pas d'un seul coup que vous pourrez vaincre. » Quelles étaient les bases sur lesquelles le prince Czartoryski proposait de traiter? Placé dans une situation où il pouvait être plus désintéressé que les Slaves de Hongrie, il pensait que les Slaves, tenant compte des actes militaires des Magyars, devaient leur reconnaître, non pas une suprématie de race, mais une sorte de droit d'initiative, non pas le privilège du gouvernement, mais la faculté d'être le centre de la confédération des États destinés à transformer la vieille

Autriche. Parmi les peuples attachés à la Hongrie, ceux qui se trouvent séparés des Magyars, soit par des limites faciles à déterminer, comme les Valaques, soit par des frontières déjà tracées, comme les Croates, les Slavons et les Serbes, eussent obtenu une véritable et sérieuse autonomie provinciale. Les autres, moins compactes et entremêlés aux Magyars, comme les Slovaques et surtout les Allemands, eussent dû se contenter d'une administration nationale, du libre usage de leur langue, de la pratique respectée de leur culte. Voilà les propositions que les agens de la diplomatie polonaise portaient au gouvernement magyar comme l'unique moyen de salut qui lui restât.

M. Kossuth et ses ministres accueillirent avec politesse, mais avec réserve, les ouvertures des Polonais et des Valaques. Le 10 juin, le ministre des affaires étrangères, M. Casimir Batthiany, écrivant aux agens politiques et aux commandans des frontières, leur adressait encore des instructions qui semblaient reculer indéfiniment l'époque d'une transaction. « Il y a, disait-il, trois principes qui doivent servir de base avant tout à cette réconciliation, et sur lesquels nous ne céderons en rien, à aucune condition, car autant vaudrait nous suicider de nos propres mains. Ces principes sont : 1° l'unité de l'état ; 2° l'intégrité du territoire de l'état, telle qu'elle existe depuis des siècles ; 3° la

suprématie de l'élément magyar, acquise depuis mille ans, les armes à la main, fondement de notre autonomie et consacrée par l'usage de la langue magyare comme langue diplomatique. » Et, après avoir inscrit le principe de la conquête sur son drapeau, le ministre rappelait les privilèges de la langue magyare. « Ils ont été, continuait-il, définis par les lois. Ainsi, les délibérations du corps législatif, les lois, les documens qui s'y rapportent, sont rédigés en langue magyare. Le magyar est aussi l'idiôme de l'administration, des tribunaux inférieurs et supérieurs, des écoles supérieures, des matricules ou registres des naissances et des décès. » Comment ensuite prendre au sérieux ce que M. Casimir Batthiany regardait comme une concession ? « Cependant, disait-il, pour lever toute difficulté, le gouvernement magyar est prêt à accepter, au nom du pays, toutes les conditions par lesquelles les peuples de langues différentes croiront mieux garantir leurs nationalités, pourvu que ces conditions s'accordent avec les trois principes que j'ai posés. Il est donc disposé à confier l'administration des affaires ecclésiastiques aux fidèles de chaque religion, en les laissant libres d'y faire usage de leur propre langue ; ils auront la même liberté dans toutes les affaires particulières qui regardent leurs écoles, leurs familles, leurs communes, leurs procès devant les tribunaux inférieurs. »

A la suite des premières défaites de Georgey et de Bem en Transylvanie, quand l'image de la mort se fut présentée de toutes parts sous son aspect saisissant au gouvernement insurrectionnel, M. Kossuth, le ministère et l'assemblée nationale commencèrent à se montrer moins hostiles aux projets de transaction. Dans le trouble qui s'empara de tous les esprits, on en vint même à faire une partie des concessions que sollicitaient les agens de la race valaque. C'est à Szegedin, dans ce nouvel asile d'un gouvernement pour la seconde et dernière fois fugitif, c'est le 14 juillet, un mois avant la fin de la guerre, que le ministre Casimir Batthiany donna connaissance aux Valaques de cette résolution tardive. Quant aux demandes des Polonais en faveur des Slaves, les Magyars hésitaient encore; ils ne se résignèrent qu'à l'heure suprême et au moment d'expirer, dans Arad, à ce dernier et douloureux sacrifice. A peine les Valaques eurent-ils le temps de prendre connaissance des nouveaux droits qu'on leur concédait de si mauvaise grâce, que déjà la ruine de la Hongrie se consommait. Enfin les Serbes et les Croates n'apprirent les concessions fort restreintes qui les concernaient qu'après la catastrophe, avec la nouvelle de la défaite de Temesvar et de la capitulation de Vilagos.

III.

Temesvar et Vilagos, l'anéantissement des corps d'armée de Bem et de Dembinski et la soumission de Georgey, voilà en effet où devaient rapidement aboutir les incertitudes du gouvernement magyar. C'est en vain que M. Kossuth avait rendu à Dembinski le pouvoir militaire sous le nom de Messaros. Dès cette époque, il était trop tard. Déjà les trois principaux corps d'armée étaient séparés de manière à ne pouvoir se réunir que par des coups de fortune. Georgey était devant Comorn et Waitzen, entouré par les Autrichiens et les Russes, et dans l'impossibilité de leur échapper sans une ruse de guerre. Dembinski, à sa sortie de Pesth, se voyait poursuivi vers Szegedin par le corps de Haynau. Bem, de son côté, avait sur les bras, d'une part les Serbes de Knitchanin et du ban de Croatie, qui remontaient du midi au nord, avec la mission spéciale d'empêcher la jonction des deux généraux polonais, et de l'autre les Austro-Russes qui étaient accourus de la Valachie en violant la neutralité du territoire ottoman. Dembinski, dont le désir avait toujours été de se replier vers les montagnes de la Transylvanie méridionale pour y faire sa jonction avec Bem, en attendant Georgey, n'acceptait

qu'à regret la bataille que les Autrichiens lui offraient dans les environs de Szegedin. Il fallut combattre cependant, et, une fois l'action engagée, les Polonais et les Magyars se défendirent avec ténacité; mais les Magyars qui formaient le corps de Dembinski étaient peu aguerris. Georgey s'était réservé les seules troupes qui fussent habituées au feu; Dembinski ne commandait guère qu'à des recrues. Les Autrichiens avaient donc à Szegedin la supériorité du nombre et de l'expérience; ils vainquirent. Dembinski fut rejeté vers Temesvar, obligé de faire face à l'ennemi à chaque moment dans cette brillante et douloureuse retraite.

Les combats livrés près de Szegedin sont les plus considérables d'entre ceux qui ont signalé cette guerre depuis l'intervention des Russes. Sur un autre théâtre, la lutte n'est pas moins acharnée et présente peut-être un caractère plus saisissant. Bem ne saurait s'avouer vaincu tant qu'il a quelques centaines d'hommes de bonne volonté et de l'artillerie. Rien de plus varié que ses expéditions. On le croit anéanti; aujourd'hui il n'a plus que deux canons; deux cheveu-légers se précipitent sur les affûts pour lui enlever cette dernière ressource; il les chasse à coups de cravache. Il est reconnu par un officier autrichien qui s'avance à son tour contre les deux pièces; trente fusils sont braqués sur la poitrine du général polonais; il ne

reçoit qu'une balle à la main, et, se redressant sur son cheval, il semble dire : « C'est bien moi, et je vis. » — « C'est le diable, » disent les trente soldats; ils jettent leurs armes et courent encore. Bem profite de l'incident pour entraîner ses troupes ; il reprend les canons qu'il a perdus, et le voilà courant vers un autre champ de bataille au bruit retentissant de ces attelages qui ébranlent le sol et les cœurs. Si Bem eût été secondé par une armée régulière, si, à côté de ses Polonais infatigables et de ses impétueux Szeklers, il eût eu quelques vieux régimens, il aurait longtemps défendu la Transylvanie contre les Austro-Russes. Cet avantage lui manqua. Quelles que fussent sa valeur personnelle, sa science en matière d'artillerie et son habileté à dresser des embûches ingénieuses, il avait peu de moyens de se soutenir. Si un jour, avec quinze cents hommes, il pénétrait en Moldavie, et détruisait plusieurs régimens russes, quelques jours plus tard, ses troupes, officiers et soldats, l'abandonnaient et le laissaient seul sur le champ de bataille. C'était à Schesbourg. Il avait attaqué hardiment le général russe Lüders; la victoire semblait décidée en faveur des Magyars. Une centaine de Cosaques, suivant leur habitude de n'aborder point l'ennemi en face, se présentent et caracolent sur les flancs des hussards szeklers avec leurs cris aigus et sauvages. Surpris de cette manœuvre et de

ce *barditus* analogue à l'ancien chant de guerre des Germains, les hussards se croient tournés par tout un corps, font un mouvement de retraite et entraînent avec eux l'armée entière. Bem veut en vain les retenir. Quelques-uns de ses officiers essaient de l'arracher à l'affût d'un canon auquel il se cramponne en disant : « Je reste. » Blessé et épuisé de fatigue, il tombe entre deux pièces. Les Russes, tout à l'heure battus, croient à une ruse de guerre, et n'osent avancer. Cependant les Magyars se retirent en désordre au prochain village, et répandent le bruit de la mort de leur chef ; le terreur est au comble. La population se prépare à la fuite. Quelques heures se passent, et, comme l'on n'aperçoit aucun symptôme de l'arrivée des Russes, deux soldats, mus par une pensée d'attachement, retournent sur le champ de bataille pour y chercher leur général parmi les morts. Ils le retrouvent étendu à terre entre ses deux pièces, et le rapportent au village. Il fallut bientôt songer de nouveau à fuir ; les Russes, après l'hésitation d'une journée, avaient repris leur marche en avant, tout étonnés d'être vainqueurs lorsqu'ils se croyaient battus. Bem se retira sur Hermanstadt, qui était aux mains de l'ennemi, s'en empara par surprise, et, quelques jours après, en fut chassé à son tour par les Russes, qui avaient là, comme on s'en souvient, une honte à effacer.

Bem avait eu l'intention de soulever la Moldavie et de se frayer par cette principauté un chemin vers les frontières de l'Ukraine. La Moldavie n'était pas préparée à cette entreprise. La proclamation que Bem adressa aux Moldaves demeura sans effet. D'ailleurs, les Valaques des principautés, qui étaient intervenus auprès du gouvernement magyar, désapprouvaient cette tentative. Si l'on voulait trouver de l'écho dans les principautés, c'était dans celle de Valachie qu'il fallait frapper. Elle avait été plus ou moins profondément révolutionnée ; le mot de démocratie avait de bouche en bouche circulé dans ses montagnes et dans ses plaines. Une invasion de Bem en Valachie eût encouragé toutes les passions que le mouvement de Bucharest avait éveillées et que l'occupation russe était venue comprimer. Tel est le langage que les agens valaques avaient tenu au général Bem ; il n'était plus temps d'y songer. Cependant, au moment où la nouvelle des concessions faites si tardivement par les Magyars aux Valaques arriva en Transylvanie, Bem, résolu à ne céder à la fortune que ce qu'elle lui enlèverait de vive force, tenta une excursion dans le banat de Temesvar, pour y faire un appel désespéré aux populations valaques. Il voulait organiser ainsi une armée magyaro-valaque, afin de se précipiter ensuite sur la Valachie.

« Dans quinze jours, disait-il, déjà nous serons à

Bucharest. » Bem, en arrivant près de Temesvar, trouva une situation bien différente de celle qu'il espérait. Le gouvernement magyar, fugitif, errait dans le banat, ne sachant où s'arrêter. Dembinski, rejeté par les Autrichiens des rives de la Theiss sur la ville de Temesvar, renonçait à opposer ses jeunes recrues au feu régulier et savant de l'armée ennemie. Il donnait pour la dernière fois sa démission. M. Kossuth voulait à tout prix une bataille ; il s'adressa au général Bem, qui ne croyait pas être venu pour assister à la ruine définitive de l'insurrection magyare. Bem prit le commandement de l'armée, suivant le vœu de Kossuth. On se battit. L'armée magyare fut mise en déroute, et se vit éparpillée dans toutes les directions. Ce n'est qu'à grand'peine que l'on put former de ses débris un corps de quelques milliers d'hommes.

Le drame touchait à son dénouement. Georgey, après les désastres d'Acs et de Waitzen, était parvenu à se jeter dans les vallées du nord et à gagner la Theiss ; puis il était descendu au midi vers Arad, à quelques lieues de Temesvar. Sitôt qu'il avait paru devant Arad, appuyé sur l'armée dont la majeure partie des officiers étaient ses créatures, il avait conseillé à Kossuth d'abdiquer, sous prétexte que le pays ne pouvait plus être gouverné et sauvé que par un pouvoir militaire. M. Kossuth, de son

côté, sentant bien que la lutte ne pouvait plus se prolonger, n'était peut-être point aussi attristé qu'on l'eût pu croire de remettre la responsabilité du dénouement en d'autres mains. L'armée accepta volontiers Georgey pour dictateur et Kossuth n'essaya point de lui disputer l'autorité. Bem, avant de rien entreprendre, à la suite de la défaite de Temesvar, voulut se concerter avec Georgey, et se rendit dans cette pensée à Arad. Georgey avoua au général polonais que son intention était de déposer les armes. Bem exprima un sentiment tout contraire : il pensait qu'avec les vingt-quatre mille hommes de Georgey, la garnison d'Arad, commandée par Damianitch, les débris de l'armée de Dembinski et les Szeklers de Transylvanie, l'on pourrait encore réunir environ soixante mille hommes. Georgey objecta que ses troupes, sur lesquelles on comptait, étaient harassées par les fatigues d'une laborieuse retraite, démoralisées, sans vivres et sans vêtement. Pour Bem, ce n'étaient point des raisons. Il revient à Lugos, dans les forêts où s'étaient rejoints quelques-uns des bataillons dispersés à Temesvar. Il rassemble deux cents officiers, leur expose la situation et les espérances qui lui restent, en évitant de prononcer le nom de Georgey ; il les entraîne et leur fait prêter le serment de mourir jusqu'au dernier. Lorsque Bem avait offert ses services à M. Kossuth après la révolution de Vienne,

il avait dit : « Donnez-moi un poste perdu. — Si vous conquérez la Transylvanie, lui avait-on répondu, nous vous en cédonz volontiers la moitié. » Le général Bem, en ce suprême moment, semblait prendre à la lettre ces paroles du gouvernement magyar. Si quelques milliers d'hommes persistaient avec lui dans leur fidélité au drapeau, il était décidé à s'enfermer dans les abruptes montagnes qui forment la frontière de la Transylvanie et de la Valachie, et à y recommencer, en dehors de la Hongrie domptée, une lutte à part, en attendant des circonstances plus favorables. Il se mit donc en marche vers la Transylvanie, afin d'attaquer Lüders, qui était à peu de distance.

Ce n'était là toutefois qu'une tentative désespérée. La direction des événemens échappait à l'influence polonaise. L'esprit dont Georgey s'était constitué le représentant agissait au contraire sensiblement. L'idée d'un rapprochement avec la Russie flattait l'ambition de la plupart de ces jeunes officiers, qui, ayant conquis leurs grades en quelques mois, espéraient, suivant les insinuations des généraux russes, être maintenus dans leurs commodés situations. Des bruits sourds circulaient dans l'armée. Bem, disait-on, était le seul obstacle qui s'opposât à une paix honorable et avantageuse promise par les Russes. Pourquoi le général polonais se montrait-il plus Hongrois que les Hongrois

eux-mêmes? N'était-ce pas l'indice de vues cachées et de projets perfides? N'avait-on pas assez combattu pour les intérêts et les passions des Polonais? Ces rumeurs agitaient l'armée de Bem au moment où l'on apprit que la soumission de Georgey aux Russes s'était consommée à Vilagos.

Bem voulait livrer bataille le lendemain, lorsque l'on vint lui dire que ses officiers, séduits par les lettres et les proclamations de Georgey, avaient entraîné une grande partie de l'armée, et qu'au lieu de songer à se battre, les troupes se préparaient à se rendre aux Russes. Bem adressa alors au général Lüders la demande d'un armistice pour traiter, disait-il, de la capitulation de son armée. Puis, sans attendre la réponse, ayant confié le commandement des troupes magyares à l'un de ses lieutenants, suivi seulement de deux mille cavaliers dévoués, il se dirigea vers la frontière de Turquie, où Dembinski, la légion polonaise, Kossuth et quelques milliers de Magyars l'avaient précédé.

La défaite de l'insurrection était consommée. Aux cris patriotiques, au bruit des armes tirées pour une cause sans équité, mais non sans poésie, avaient succédé les cris d'*Elén Magyar* (1)! *vive le Magyar!* poussés par les soldats russes, et ceux

(1) On s'était apparemment donné la peine d'apprendre aux Cosaques le sens du mot hongrois *elén*.

de *vivent les Russes!* renvoyés par les soldats soumis de l'armée magyare. Voilà donc où en était venu un peuple généreux, enthousiaste, doué de toutes les brillantes qualités du cœur! voilà où il en était venu sous l'impulsion de chefs pour la plupart honnêtes et désintéressés, mais sans justesse dans les vues, sans énergie dans les résolutions! Par une loi de l'histoire, cette noble nation était dans une impasse où elle devait nécessairement se voir poursuivie un jour par des adversaires plus nombreux et dépouillée de ses vieilles conquêtes. Ses chefs, s'inspirant de son orgueil au lieu de l'éclairer, aiguillonnant son ambition au lieu de lui parler de prudence, l'avaient précipitée en aveugle et avant l'heure vers la borne fatale où ses destinées devaient s'arrêter et peut-être se briser. Sous la menace de ce désastre, il avait suffi des flatteries de la diplomatie russe pour tourner les têtes égarées par le malheur, et pour faire que la Hongrie, naguère ardemment hostile au panslavisme, se jetât en suppliante aux pieds du czar.

Ah! certes, l'erreur ne pouvait pas durer longtemps; les illusions auxquelles on s'était livré sur la foi des agens russes devaient s'évanouir dès le lendemain de la soumission. On sait comment la Russie a tenu ses promesses. Elle s'est contentée d'obtenir la vie sauve pour ceux des officiers magyars qui avaient le mieux servi ses projets, et

d'appuyer mollement à Vienne l'idée de l'unité hongroise, trop incompatible avec la nouvelle situation de l'Autriche pour être adoptée par cette puissance. La Russie n'aura donc donné aux Magyars qu'une preuve de bienveillance à peu près stérile. Tous ceux d'entre les Magyars qui ont retrouvé le sang-froid du raisonnement comprennent déjà qu'il n'est plus aucun espoir de sauvegarder l'unité hongroise. Il en faut donc revenir à cette pensée dont les Polonais modérés se sont faits les organes et les représentans, à ce principe de l'égalité des nationalités, qui, depuis vingt ans, est la grande préoccupation de l'Europe orientale. Si le parti dont Georgey était le chef et le parti purement autrichien, germanique, restent hostiles à l'alliance magyaro-polonaise, le parti populaire de Kossuth et le parti de l'ancienne opposition aristocratique se sont, depuis la catastrophe, rattachés plus étroitement à l'idée essentielle de cette alliance. Ils reconnaissent aujourd'hui combien il y avait de sagesse dans les conseils diplomatiques de l'émigration. Ils avouent que le droit et le bon sens leur commandaient de se prêter au généreux essor des Slaves et des Valaques de la Hongrie.

Plaise à Dieu que ce sentiment devienne celui de tous les Magyars, et qu'il anime désormais leur politique ! C'est le but que les slavistes poursuivaient à travers cette guerre ; s'il est atteint, ils ne

pousseront pas plus loin leur hostilité, et, loin de se souvenir de leurs griefs contre le magyarisme, ils n'useront que de paroles amicales pour déplorer les calamités dont la race magyare porte aujourd'hui le poids.

IV.

Nous ne nous étendrons pas sur la période de sanglante expiation qu'a traversée la Hongrie depuis la capitulation de Georgey. Le point essentiel que nous voudrions mettre ici en lumière, c'est la situation nouvelle que la guerre de Hongrie a faite d'une part aux Slaves, de l'autre à l'émigration polonaise. L'Autriche condamnée à s'appuyer sur le czar, le czar enorgueilli au point d'adresser par la Turquie une sorte de défi à l'Europe, telle a été la conséquence européenne de l'insurrection magyaro-polonaise.

Pour la Pologne, la leçon a été rude. Les Polonais s'aperçoivent qu'en portant secours aux Magyars, ils n'ont réussi qu'à accroître encore la puissance de leur irréconciliable ennemi ! Nation malheureuse en vérité, à qui il ne sert de rien ni de souffrir, ni de s'agiter, ni de se battre ! Comme il arrive à ces personnages de la tragédie antique aux prises avec le destin, tout ce quelle entreprend pour y échapper tourne contre elle-même. C'est

maintenant que reviennent naturellement en mémoire les paroles prophétiques du prédicateur Skarga ; maintenant sont accomplies les calamités prédites, il y a tantôt deux siècles, par ce sublime visionnaire. « Qui me donnera, disait-il dans son langage émouvant, qui me donnera assez de larmes pour pleurer jour et nuit les malheurs des enfans de ma patrie ! — Je te vois dans la captivité, royaume orgueilleux ! Et tu pleures tes fils, et tu ne trouves personne qui veuille te consoler ! Tes anciens amis te trahissent et te repoussent ; tes chefs, tes guerriers, chassés comme un troupeau, traversent la terre sans s'arrêter et sans trouver de bercaïl ! Nos églises et nos autels sont livrés à l'ennemi ; le glaive se dresse devant nous ; la misère nous attend au dehors , et cependant le Seigneur a dit : « Allez, allez toujours ! « Mais où irons-nous, Seigneur ? — Allez mourir, ceux qui doivent mourir ; allez souffrir, ceux qui doivent souffrir ! »

Skarga prédit la résurrection de la Pologne après avoir annoncé sa ruine. La ruine date déjà de loin, et pourtant le jour mystique, le jour de la réparation, le troisième jour n'est point encore venu. Il semble reculer à mesure que les gémissemens des populations l'appellent plus ardemment. La Pologne porte la peine de ses fautes ; les générations d'à-présent subissent le contre-coup ordi-

naire des erreurs du passé. Avec ses lois funestes et son esprit indiscipliné, la Pologne devait fatalement succomber. C'est la raison que Skarga assigne à la décadence de sa patrie. « Vous servirez vos ennemis dans la faim, dans la soif, dans la nécessité, dans la pauvreté, leur avait-il dit, par la raison que vous n'avez pas voulu servir le Dieu de vos pères dans la joie et dans l'abondance, et qu'au sein de votre bonheur vous avez méprisé votre souverain, votre prêtre, vos lois et vos magistrats, en vous retranchant derrière vos libertés infernales ! Ne craignez pas la guerre ni les invasions ; vous périrez par vos discordes intérieures ! » C'est sans doute parce que ces discordes n'ont point encore entièrement cessé, c'est parce que le goût de ces infernales libertés n'est point perdu, c'est parce que la Pologne n'est point encore suffisamment corrigée de son penchant séculaire à l'indiscipline, qu'elle n'entrevoit pas le moment précis où doit finir sa longue et douloureuse expiation.

Injuste serait toutefois quiconque méconnaîtrait le progrès que les idées de pouvoir et d'autorité, naguère inconnues en Pologne, ont fait au milieu même des divergences d'opinion produites par les révolutions récentes. Si, au commencement de la guerre de Hongrie, il y a eu de la part des généraux polonais une ardeur trop prompte qui

ne s'accordait point avec la politique des diplomates, ils ont fini cependant les uns et les autres par se rencontrer dans un même sentiment sur la question capitale, c'est-à-dire sur le slavisme. Dembinski et Bem principalement avaient d'abord paru faire trop bon marché de cette théorie. Une fois sur le champ de bataille, en présence de l'idée slave, ils en ont reconnu à la fois l'équité, la puissance et l'essor. Au contact de ces valeureuses et intelligentes populations de la Bohême, de la Serbie, de la Croatie, des pays slovaques, la Pologne militante a senti que de ce côté sont la jeunesse et la vie. Elle s'est convaincue de cette vérité sans doute étrange pour beaucoup d'esprits, mais palpable pour quiconque a vu de près le génie naissant de ces peuples, qu'il y a là une *force d'ouï* doit infailliblement sortir la transformation de l'Orient européen. Sera-ce au profit de la Pologne ou de la Russie? Toute la question est là. Sous nos yeux, la politique anti-slave des Magyars et de l'Europe démocratique a failli jeter irrévocablement les Slaves d'Autriche et de Turquie dans les bras de la Russie. Mais les Polonais qui reviennent des champs de bataille de la Hongrie l'ont reconnu avec les diplomates de l'émigration, et la plupart semblent d'accord pour entrer franchement dans les vues constitutionnelles de ces peuples indiquées par la diète autrichienne de Kremsier.

CHAPITRE VII.

CONCLUSION.



I.

Si la guerre de Hongrie a fait de nouveau saigner les plaies de la Pologne, elle a créé en revanche aux populations de l'Autriche et de la Turquie une situation dont elles commencent à comprendre les avantages. L'Europe orientale, après avoir présenté un aspect attristant, semble, dès aujourd'hui, près de reprendre une assiette plus sûre. Une lueur d'espérance apparaît à travers les ombres dans lesquelles l'avenir est encore enveloppé. Puisque le danger que courent les peuples de ces contrées vient surtout de la force croissante de la Russie, ils

ont du moins, pour le prévenir, deux grands points d'appui, l'empire d'Autriche et celui de Turquie; puisque ces peuples ont lieu de craindre le panslavisme politique et religieux, ils ont désormais, la certitude, en présence de ce panslavisme, de trouver dans la politique des deux empires menacés directement par cette doctrine un concours raisonné. La Turquie par suite du système des protectorats russes, l'Autriche par une conséquence nécessaire de l'intervention du czar en Hongrie, se sentent dans une dépendance à laquelle elles éprouvent naturellement le désir d'échapper. Voyez la Turquie. Elle ne craint plus d'opposer la dignité d'une attitude ferme à des injonctions impérieuses, et dans ce conflit, jusqu'à ce jour, la force reste au bon droit. En Autriche, sous les dehors d'une alliance trop récente pour se dissoudre encore, on remarque dès à présent les symptômes d'un vif mouvement de résistance à l'action de la Russie. Il est décidé que l'Autriche sortira des traditions de l'absolutisme, et voici qu'elle entre, bon gré mal gré, sous le régime des libertés parlementaires. L'alliance de l'Autriche et de la Russie n'est déjà plus une alliance de principes.

Du fond de l'abîme où la guerre de Hongrie les a précipités, les peuples de l'Europe orientale peuvent donc porter les yeux avec confiance sur Cons-

tantinople et sur Vienne. Oui, s'ils savent être unis, s'ils savent régler leur ambition sur le progrès des idées et des mœurs en Autriche et en Turquie, ils déjoueront les projets de l'église et du cabinet russes. La réussite est au prix de la patience, de la discipline et du courage. Le courage ne manque point à ces peuples, et en les voyant, après de terribles leçons, revenir aux idées de discipline et d'autorité, suivre avec patience le développement des institutions dans les deux états destinés à leur prêter appui contre la Russie, j'aime à croire au triomphe définitif de leurs espérances.

Et pour ne parler d'abord que des Slaves et des Valaques autrichiens, ils ont vaincu ; ils n'ont plus qu'à organiser leur victoire. Quel fruit prétendent-ils en tirer ? L'introduction du principe de l'égalité des nationalités dans la constitution nouvelle de l'empire d'Autriche. L'Autriche est en train de renouveler les bases de son administration provinciale et de sa législation politique. Le moment est précieux. Un plan très simple a été proposé dès l'origine par les Slaves et débattu de nouveau très récemment par le savant historien et publiciste tchèque Palaçki. L'empire serait divisé en autant d'états provinciaux qu'il renferme de races distinctes, et chacun de ces états serait représenté dans une diète commune. L'archiduché d'Autriche avec le Tyrol, le Salzbourg et la Styrie septentrio-

nale formerait une province allemande; la Hongrie s'étendrait entre la Drave et le pied des Carpathes, de Presbourg à la Theiss; la Bucovine, la Transylvanie et la Hongrie orientale feraient un pays roumain. Si le sort fatal voulait que l'affranchissement de l'Italie fût indéfiniment ajourné, la Lombardie et la Vénétie auraient aussi leur place dans cet ensemble. L'Illyrie comprendrait la Styrie méridionale, la Carinthie, la Carniole, l'Istrie, la Dalmatie, la Slavonie, la Vaivodie serbe et la Croatie; la Bohême s'adjoindrait la Moravie et la portion occidentale de la Hongrie du nord. Enfin les élémens polonais de la Silésie et de Cracovie se coordonneraient autour de la Galicie. Dans la diète générale, chacun de ces états serait représenté proportionnellement à sa population, ce qui assurerait la majorité à la cordiale entente des trois peuples slaves; mais en même temps chaque État posséderait aussi une diète provinciale qui lui garantirait son autonomie et son individualité comme nation. Telle est, disent les slavistes, la seule solution possible du problème des races; l'Autriche en est réduite à subir cette nécessité d'une transformation si elle ne préfère périr par l'effet d'une dissolution peut-être prochaine et certainement inévitable.

Les Polonais ont reproché aux Croates et aux Tchèques une patience trop complaisante. L'impatience des Polonais est plus à redouter peut-être

que la prudence diplomatique des Tchèques et des Illyriens. Jellachich a su attacher étroitement les Tchèques à sa cause : il a saisi leur prompte et rêveuse imagination, en faisant pour la première fois tonner le canon victorieux de l'idée slave, et en entr'ouvrant devant leurs regards méditatifs les profondeurs mystérieuses de l'avenir ; mais par quels moyens enchaîner à la poursuite régulière de cet idéal le génie indiscipliné des Polonais ? Certes, tous ceux d'entre les Polonais qui ont le sentiment de l'action et l'expérience des choses viennent se ranger peu à peu autour du slavisme autrichien, caressé depuis longtemps par eux. Il en est pourtant qui ont combattu dans Vienne et en Hongrie contre le slavisme, et quelques-uns de ceux-là semblent encore être d'irréconciliables ennemis de l'Autriche. Que l'Autriche se dissolve, s'écrient-ils, que les peuples opprimés depuis si longtemps par sa main perfide brisent enfin les liens qui les retiennent attachés dans une alliance contre nature, que le chaos se fasse de Cracovie à Milan, et au milieu de cette confusion nous retrouverons la fortune de la Pologne ! Raisonnement déplorable, dangereux calculs, qui n'auraient pour conséquence que de rendre la partie incomparablement belle à l'ennemi acharné de la Pologne, de la démocratie et de la civilisation européenne, à la Russie et au panslavisme. Ainsi l'entendait Jellachich, lorsqu'il

déclarait sous les murs de Vienne que l'existence d'une Autriche était un intérêt de premier ordre pour la liberté comme pour l'Europe, et c'est là ce qu'il faut répéter après lui à ces intrépides soldats, qui, en frappant ainsi en aveugles, déchireraient pour la dernière fois peut-être le sein mutilé de leur patrie.

Où seraient donc, en effet, dans l'hypothèse d'une dislocation de l'Autriche, les ressources et les alliés indispensables à la Pologne pour une guerre d'indépendance contre la Russie? Évidemment la Galicie, Cracovie, Posen, réussiraient sans beaucoup de peine à s'affranchir du joug allemand; mais pendant que l'Europe souffre et s'affaiblit, momentanément du moins, dans le douloureux enfantement de la démocratie, le czarisme, tranquille et puissant sur son terrain, laisserait-il la Pologne russe ouverte à la révolution polonaise? ou plutôt ne se croirait-il pas intéressé et autorisé à pénétrer sur le théâtre même de cette insurrection victorieuse pour étouffer à sa naissance l'incendie dont il aurait à craindre d'être prochainement dévoré? La ruine définitive de l'Autriche aurait donc pour conséquence de livrer la Galicie et Cracovie à la discrétion des Russes. Supposera-t-on que les peuples du Danube et des Carpathes, les Bohèmes, les Valaques, les Illyriens, accourraient alors au secours de la Pologne écrasée

ou menacée? A peine la Hongrie, la Croatie, la Transylvanie et la Bohême auraient-elles échappé à la domination de l'Autriche, qu'elles se trouveraient engagées elles-mêmes dans une lutte terrible qui ensanglanterait le Danube, la Theiss et la Drave. Pendant qu'elles se déchireraient et s'épuiseraient entre elles, la Pologne, peu aimée de l'Allemagne, seule aux prises avec son redoutable ennemi, sans pouvoir compter même sur les bras désarmés des Polonais du royaume, pourrait-elle échapper à une ruine nouvelle? Et à quoi lui servirait de s'être affranchie de l'Autriche, si ce n'est à être incorporée à la Russie?

Il y a pour la Pologne allemande une politique moins périlleuse et plus patriotique : c'est d'entrer franchement et résolûment dans la confédération des peuples de l'Autriche régénérée. Des esprits subtils et raffinés pourraient bien ne pas goûter les vertus simples et rustiques des Illyriens. On devrait comprendre cependant que plus la simplicité dont on fait un crime aux Illyriens sera grande, plus la part sera belle pour l'influence éclairée de la Pologne. Il est facile aux Polonais, en embrassant cordialement l'intérêt slave, de relever honorablement leur drapeau abattu ; il leur est facile de jouer à côté des Illyriens un rôle décisif dans la régénération de l'Autriche, et, qui sait? peut-être de la gouverner par l'autorité de leurs lumières dans les dé-

libérations fraternelles des trois peuples slaves. S'il arrivait que les Illyriens, malgré leur expérience des institutions parlementaires très largement développées en Croatie, fussent privés de toute capacité administrative, ce serait donc un avantage de plus pour la Pologne; ce serait principalement pour elle que Jellachich aurait combattu et brisé l'alliance germano-magyare. Les Polonais voudront-ils, après être entrés sur ce pied dans la confédération austro-slave, tenter un jour un nouvel effort contre la Russie? Alors, du moins, ils le pourront entreprendre raisonnablement; ils auront des armes et des alliés, ils auront la force constituée de la nouvelle Autriche, peut-être même l'appui de l'Allemagne. Au lieu d'une échauffourée, où ils succomberaient en quelques jours, ils auront une insurrection en forme, une grande guerre, de vraies batailles avec des chances de victoire. En un mot, l'Autriche slave est pour la Pologne la plus rare fortune qui puisse lui échoir, le triomphe même du slavisme hostile à la Russie, le moyen de sortir dès à présent de la sphère des conspirations, de recommencer une existence officielle, de rassembler moralement autour de ce centre, en attendant l'indépendance, toutes les populations de l'ancienne Pologne. Quelles raisons auraient donc les Polonais de la Galicie et de Cracovie de ne pas s'associer à la pensée des Illyriens, de ne pas entrer dans

la voie déjà suivie par les députés qui ont quitté la diète de Vienne durant la dernière révolution?

Ah! sans doute, parmi ces questions de nationalité destinées peut-être à se résoudre par la réorganisation de l'Autriche, il en est une douloureuse que les Croates semblent avoir prise à contre-sens, et l'on est porté en contemplant les blessures saignantes de la Lombardie, à se demander si le triomphe définitif des Slaves en Autriche ne serait pas un obstacle à l'affranchissement de l'Italie. Par bonheur, aucune pensée hostile à l'Italie n'entre dans les calculs des slavistes. L'émigration polonaise, sans distinction de parti, a combattu dans l'armée lombarde ou piémontaise. Les sentimens des Tchèques sont les mêmes. Quant aux Illyriens en général, aux Croates en particulier, envisagés comme nation et non plus comme soldats, ils avaient songé, bien avant les stériles manifestations des Magyars, à contracter une alliance avec la Lombardie et le Piémont : les Magyars avaient, au contraire, repoussé cette idée. La Croatie est liée aux peuples d'Italie par des rapports directs et nombreux de voisinage et de commerce. La riche littérature de Raguse, qui est la littérature classique des Croates et des Serbes, s'est formée sous l'influence de la grande époque littéraire de l'Italie, et l'esprit de l'Italie a toujours été l'objet d'un culte empressé pour les

savans croates. La liberté italienne ne leur était pas moins chère. En beaucoup d'occasions, ils ont fait pour elle plus que des vœux. Lorsque les fils infortunés de Bandiera, dans leur patriotique et généreux aveuglement, appelaient à la révolte, il y a quelques années, l'Italie encore indifférente, ils étaient, dit-on, poussés en avant par d'intrépides Croates, en tête desquels figurait le téméraire Albert Nugent. Lorsque la dernière révolution italienne a éclaté, un certain nombre d'Illyriens de la Dalmatie et l'écrivain croate Nicolas Tommaseo, depuis ministre vénitien, ne l'ont-ils pas servie avec enthousiasme? Enfin, une démarche plus significative a été tentée officiellement en conformité de vœux avec la partie pensante du peuple croate. Avant d'entrer en lutte ouverte avec les Magyars, le patriarche de Carlowitz, le vénérable Raiachich, voulant essayer des moyens de conciliation les plus séduisants pour le libéralisme des Hongrois, proposa au général Chrabowski, commandant de leurs troupes à Peterwardein, un arrangement en quatre articles. Par cette convention projetée, qui exigeait des Magyars leur consentement à l'union fraternelle des slaves autrichiens, les Croates s'engageaient à demander le rappel de toutes les troupes slaves employées par l'empereur en Italie et à envoyer au roi Charles-Albert une députation chargée de négocier avec lui

une alliance offensive. La question d'Italie se trouvait ainsi résolue. Il n'existe donc point chez les Slaves ni chez les Croates eux-mêmes de préjugé ni de haine contre l'Italie, et si les Illyriens veulent assurer la majorité aux Slaves dans une diète générale des peuples autrichiens, leur intérêt leur conseille même d'éloigner l'Italie de cette fédération.

L'Autriche slave, loin de blesser aucune des sympathies, aucun des intérêts de la France, semble, on le voit, destinée à les servir au-delà de toutes les prévisions. Les Slaves autrichiens cessent d'être enchaînés à la fortune et aux alliances de l'Allemagne; ils sont hostiles à la Russie, contre laquelle ils ont leur individualité et leur quasi-indépendance à défendre. Enfin, sans nuire à l'émancipation de l'Italie, ils rendent possible l'affranchissement de la Pologne. Il se peut, sans nul doute, que les événemens ne suivent pas de point en point cette marche régulière tracée par les slavistes et ne conduisent pas les peuples à ce grand but; il se peut que des conjonctures inattendues, la lassitude des esprits, les impatiences, les témérités individuelles, changent ou modifient le cours de ces destinées; il se peut qu'au lieu de se développer logiquement, suivant les conseils de la raison, le mouvement des nationalités entre dans les voies inconnues du hasard et de la force, et s'accomplisse en laissant

derrière lui des flots de sang, au profit des Russes. Nous ne souhaiterions pas ce malheur à nos ennemis : encore moins devons-nous l'appeler sur la tête de peuples amis dont la prospérité serait la nôtre, et dont l'indépendance deviendrait en Europe la garantie de nos révolutions.

La Pologne et l'Illyrie, l'une et l'autre quasi-françaises sous l'empire, sont animées d'une égale sympathie pour la France. Ce dévouement de la Pologne, cette reconnaissance de l'Illyrie, offrent à notre politique les plus puissans moyens d'action sur les mouvemens à venir de ces dix-sept millions de Slaves autrichiens, auxquels se rattachent d'un côté les Polonais de la Prusse et de la Russie, et de l'autre les Illyriens de la Turquie. L'intérêt de l'insurrection anti-slave de Vienne, l'embarras de quatre millions de Magyars hostiles au principe de l'égalité des nationalités et emprisonnés au milieu du continent, nous a toujours semblé de moindre importance que la situation et l'avenir de quarante millions de Slaves polonais, tchèques et illyriens, appuyés sur la Baltique, la mer Noire et l'Adriatique. La grande erreur de l'opinion à cet égard, c'est d'avoir cherché dans la question de race une question de liberté non encore posée. La liberté a prêté son nom à l'alliance des Allemands et des Magyars, formée dans l'intérêt de la conquête contre les Slaves conquis. Ceux

d'entre les Slaves qui, par un ardent désir de secouer cette domination, en ont appelé les premiers aux armes, sont à la vérité les moins avancés en connaissances et en lumières, et, en s'arrêtant aux apparences, on a pu voir en eux des barbares armés contre la civilisation ; mais la civilisation n'était pas plus menacée par les Illyriens que la liberté n'était défendue à Vienne par les Allemands unis aux Magyars. Non, la démocratie n'était point en cause. Que son heure sonne en Autriche, et ce ne sont point les Slaves qui la repousseront. Elle est dans le génie même de leur civilisation. Partout où les circonstances historiques leur ont permis de se constituer librement, ils se sont organisés sous une forme démocratique, depuis la Pologne primitive jusqu'à la Serbie actuelle. Avant d'entrer dans le débat des questions de liberté, ils ont voulu toutefois développer, assurer leur existence nationale, conquérir une patrie ; avant de planter l'arbre, ils ont voulu préparer le sol, et, sur ce sol rajeuni, la démocratie, une démocratie originale et forte, pourra sans doute bientôt fleurir.

Telle est la situation des peuples de l'Autriche à l'égard du gouvernement de la race allemande, telle aussi celle des peuples de la Turquie à l'égard du divan et des Osmanlis.

La Turquie, travaillée depuis longtemps par la force vitale qui fermente au sein des peuples con-

quis, voit aujourd'hui cette force s'accroître de toute l'énergie de l'ébranlement imprimé à la France, à l'Allemagne, à l'Italie, aux Slaves autrichiens. Lorsque les Moldo-Valaques et les Bulgaro-Serbes étaient abandonnés aux seuls conseils de leurs souffrances et de leur ambition, il était déjà périlleux pour la race ottomane de méconnaître et d'irriter ce sentiment, de décourager ces espérances. Combien ne serait-il pas encore plus imprudent de blesser ce patriotisme en un moment où il se nourrit sans cesse d'émotions nouvelles, où, à chaque bruit apporté par les échos du Danube et reproduit des Carpathes aux Balkans, il éprouve une nouvelle surexcitation ! En présence des éventualités d'une semblable crise, il est consolant de voir que la politique suivie à Constantinople depuis plusieurs années, au milieu des tiraillemens de la diplomatie européenne, indique un vrai sentiment des difficultés de cette situation. Si peu, en effet, que le parti des vieux Turcs eux-mêmes soit familier avec les mouvemens de l'esprit public, avec les agitations et les allures de la pensée moderne, la question des races s'est présentée à ses yeux sous une forme et sous un jour qui la lui rendaient intelligible. Dans le même temps où l'Autriche, tout en s'étudiant à tempérer l'illyrisme de la Croatie, songeait néanmoins à profiter de son alliance, et se préparait ainsi, sans le

vouloir, un moyen de salut pour un grand jour de péril, la Turquie, par une rencontre favorable à l'ambition des Slaves méridionaux, posait, en s'unissant cordialement avec les Illyriens de la Serbie, les bases d'une politique assez forte peut-être pour avoir les mêmes conséquences. Les analogies que l'on peut remarquer dans le passé et dans la condition présente des deux empires se prolongeraient donc, en quelque sorte, dans leur avenir. Et comme l'Autriche est en voie de puiser une vie nouvelle dans le principe des races, par lequel elle semblait condamnée à périr, de même la Turquie, en renonçant à ses vieux préjugés de peuple conquérant, en se séparant de ses traditions d'orgueil, en s'appliquant à concevoir cette idée féconde de l'égalité des races, en l'acceptant pour but de sa politique, tend à reprendre au contact des Bulgaro-Serbes et des Moldo-Valaques, cette virilité qu'elle demande en vain aux tribus de l'Asie-Mineure. Dans tous les cas, en tolérant le mouvement national de ces peuples, en protégeant leurs révolutions amicales à son égard, elle ne fait qu'ouvrir un lit à un torrent capable de l'emporter elle-même un jour avec toutes les digues, si elle avait jamais la funeste pensée de se jeter en travers. C'est donc une question de vie ou de mort ; mais il dépend des Turcs que ce soit la vie ; car les Moldo-Valaques et les Bulgaro-Serbes

s'y prêtent de tout cœur, avec un élan pareil à celui des Croates et des Valaques transylvains combattant pour la nouvelle Autriche.

De là au triomphe du principe de l'égalité des races, il n'y a plus à franchir que l'obstacle des préjugés de religion, de jour en jour moins ardens. L'obstacle sera renversé par les mains de la Turquie elle-même, dans un avenir qui ne saurait être éloigné. Les noms fâcheux de vassaux et de sujets auront disparu, et la race ottomane ne verra plus dans les chrétiens que des égaux. Ce principe de l'égalité des individus et des races ouvrira aux Roumains et aux Illyriens un avenir nouveau ; car, en les accueillant sur le pied d'égalité, la race turque partagera en quelque sorte avec eux le pouvoir et l'empire. Peut être, en raison de la jeunesse, de l'ardeur et du nombre, les chrétiens saisiront-ils la plus grande part d'influence et d'action ; mais la Turquie n'appartiendra pas du moins au Moscovite, elle n'aura pas été morcelée, elle n'aura pas disparu de la carte. Elle subsistera sous une forme quelconque, avec un esprit nouveau ; et peu importe quelle sera précisément cette forme, pourvu que sur ce territoire, le plus beau de l'Europe, et, depuis si longtemps, le plus stérile, les germes comprimés d'une civilisation nouvelle puissent enfin se développer librement.

Lorsque le sultan Mahmoud et plus tard Res-

chid-Pacha ont entrepris d'introduire en Turquie des réformes inspirées par l'esprit de l'Occident, il s'est rencontré en Europe beaucoup de gens qui refusaient de croire au succès de cette tentative ; il y en eut même qui déclarèrent que ces innovations, en se substituant aux vieilles mœurs, détruiraient ce qui restait à l'empire turc d'énergie nationale. Le temps a prouvé que ces prévisions n'étaient point fondées, et la plupart de ces lois nouvelles, dont on jugeait l'importation impossible, ont pris racine et portent déjà d'heureux fruits. Il serait curieux d'en faire l'énumération et de montrer comment elles ont pu s'acclimater. On verrait dans cette étude par quels côtés le génie de l'Orient se rapproche ou s'éloigne du nôtre. Nous ne voulons parler que d'une mesure récente qui nous paraît l'une des plus sages et des plus hardies dont Reschid-Pacha ait doté son pays. Si elle obtient le succès qu'elle mérite, et il y a mille raisons de penser qu'elle l'obtiendra, ce sera dans l'histoire contemporaine de l'empire ottoman un événement peut-être décisif et le commencement d'une situation nouvelle. Les chrétiens vont être admis dans l'armée ottomane. Ils sont appelés à partager les devoirs et l'honneur du service militaire, sans être obligés de renoncer à leur foi. Le service militaire était jusqu'à ce jour un privilège du musulman, privilège fâcheux qui maintenait encore entre les

racés diverses la désignation de vainqueurs et de vaincus. Cette distinction va cesser.

Il y a quelques années, durant le voyage du jeune sultan en Bulgarie, Reschid-Pacha, parlant au nom du souverain, avait déclaré qu'en fait de religion, le gouvernement prenait pour principe la liberté des consciences. Reschid avait fait plus : il avait, autant qu'il l'avait cru nécessaire à l'intérêt du pays, introduit les chrétiens hellènes, bulgares, arméniens, dans l'administration, au dedans et au dehors, et au dehors comme au dedans il n'avait eu qu'à s'en applaudir. Toutefois, il était plus difficile de placer dans les mêmes rangs, à côté du soldat turc, le soldat chrétien ; il fallait que la pensée de tolérance qui inspirait le gouvernement eût passé dans le peuple. Le grand-vizir a jugé que ce moment était venu, et il a décidé que l'expérience serait faite. Le soldat turc va donc être appelé lui-même à pratiquer jusque sous la tente la liberté de conscience. De la fraternité du camp à la fraternité des races, l'espace sera vite franchi. Cette mesure, en appelant au service militaire les nombreuses populations chrétiennes de la Turquie d'Europe et de l'Asie mineure doit doubler la puissance matérielle de l'armée turque, et si l'on considère que ces populations, nourries dans toute la rudesse des mœurs primitives, sont admirablement propres au métier des armes, on comprend tout ce

qu'elles peuvent apporter de vie et de force à l'armée du sultan. Peut-être cependant cette mesure est-elle plus importante encore par les moyens qu'elle offre au gouvernement de réunir les diverses races de la Turquie dans une même pensée. C'est une des erreurs les plus accréditées au sujet de l'empire ottoman, de croire à une profonde différence de civilisation entre les chrétiens et les musulmans, et à l'impossibilité absolue de les rattacher ensemble par un lien solide. S'il est au contraire un fait qui frappe les regards de l'observateur, c'est la similitude des mœurs et des idées, la ressemblance des législations, en un mot, la conformité parfaite des principes entre les différentes races musulmanes et chrétiennes de la Turquie d'Europe. Que les hommes qui gouvernent aujourd'hui la Turquie conservent donc le courage qui les anime ; l'œuvre qu'ils ont entreprise n'est point une utopie ; la régénération de l'empire ottoman est possible par l'union fraternelle des chrétiens et des Turcs, et le principe que Reschid vient de proclamer est un grand pas de plus accompli vers ce but.

Que l'Orient progresse, que la liberté y prenne racine, que des peuples forts s'y constituent, qu'une civilisation nouvelle ranime et remplisse ce grand corps languissant de l'empire ottoman : voilà le vœu nécessaire de la politique française sur le Bosphore. Il fut sans doute un temps où l'opinion était d'un

autre avis, où, frappée de cette décadence, de cette torpeur, de cette immobilité en apparence systématique et irremédiable de la race mulsumane, elle se fût prêtée volontiers à des idées de partage qui eussent établi sur les ruines de ce vieil empire plusieurs petits peuples protégés par l'Europe, c'est-à-dire livrés aux influences rivales de la diplomatie européenne et embarrassés dans leurs allures par les convenances et le génie particulier des nations protectrices. C'était le plus sûr moyen d'étouffer la vie en détruisant toute originalité parmi ces peuples jeunes que l'on prétendait constituer, et c'eût été dans l'avenir, entre les cabinets de l'Europe, une intarrissable source de difficultés, une cause permanente de conflits dangereux pour la paix. Il fut aussi un temps où, en vue de l'impossibilité de ce partage, on prenait assez facilement son parti des ambitions d'une puissance qui prétendait absorber à elle seule l'immense héritage d'Osman. A force de répéter que la Turquie était morte et que la Russie convoitait cette succession, l'on avait fini par envisager l'éventualité d'une conquête russe comme la solution inévitable de la crise prolongée de l'Orient. Par ignorance, par faiblesse d'esprit ou par de faux raisonnemens politiques on s'abandonnait avec complaisance à cette idée; mais, depuis que les faits ont révélé tant de germes de vitalité dans les populations chrétiennes et tant d'é-

lémens d'une civilisation originale et vigoureuse, depuis qu'il est devenu clair que la race ottomane, en sortant de son antique isolement pour s'unir à ces peuples, peut elle-même se rajeunir, on s'accorde à reconnaître que défendre l'intégrité de l'empire ottoman, c'est défendre à la fois le droit des Turcs, l'avenir des chrétiens et une civilisation qui commence.

Du moment qu'il s'agit ainsi d'intérêt moral, le devoir de la France est tracé. A une époque où l'intérêt moral était identifié avec l'intérêt religieux, la diplomatie française était, dans la véritable et glorieuse acception du terme, protectrice des chrétiens de l'empire ottoman, et, à la faveur de ce protectorat, ses intérêts commerciaux et politiques se développaient à l'aise sur cette vaste étendue de terre et de mer. La concurrence commerciale de l'Angleterre et la rivalité religieuse de la Russie ont porté, depuis un siècle, de rudes atteintes à cette influence. Pourtant, le plus grand dommage qu'elle ait éprouvé est venu, sans aucun doute, des négligences, des méprises, des fautes de la politique française. Au lieu de rester, suivant les traditions primitives de notre protectorat, les médiateurs des différends des Osmanlis avec les populations chrétiennes, nous avons, avec un funeste empressement, saisi toutes les occasions les plus futiles de prendre parti contre la

Turquie. Nous avons adopté de gaieté de cœur toutes les mauvaises causes, embrassé tous ces fantômes sans consistance, toutes ces ambitions sans force qui surgissaient en face de la puissance ottomane, tantôt dans le Liban, tantôt en Égypte, tantôt ailleurs. Peut-être l'heure est-elle venue pour la France de sortir de ces tergiversations, de ces calculs erronés, et de reprendre franchement, à Constantinople, son rôle primitif de médiatrice entre les chrétiens et les musulmans. Ce rôle, aujourd'hui, consiste à seconder le mouvement par lequel ils sont poussés à s'allier dans le principe fécond de l'égalité des races. Le mouvement des races se règle sur des droits ; le devoir de la France, c'est de les élucider, d'aider Turcs et chrétiens à les comprendre, à les poser en face de l'Europe ; c'est, enfin, d'appuyer elle-même ces droits de l'autorité de son nom, s'ils n'agissent pas suffisamment par leur propre vertu. La forme et les conditions de cet appui regardent la prudence des hommes d'état ; mais voilà du moins ce qu'indiquent les vieilles traditions de la France en Orient et les instincts de la démocratie moderne.

En somme, lorsque l'on rapproche ces agitations nationales des peuples de la Turquie des événements plus dramatiques de l'Autriche, tout en gémissant sur le sort des victimes généreuses et regrettables qu'ils écrasent dans leur explosion, on

ne peut s'empêcher d'y remarquer un ensemble de circonstances de bon augure pour la civilisation et la liberté. Il était à craindre, au lendemain de février, que l'ennemi de la démocratie, le czar, ne trouvât des alliés pour une nouvelle sainte-alliance de l'absolutisme. L'esprit moderne s'est aussitôt emparé de la vieille Autriche et de la vieille Turquie, lancées ainsi dans des voies opposées à celles de la Russie. Il était toutefois à craindre en même temps que la secousse imprimée aux deux empires par cet esprit moderne, impétueux et fier, ne fût de nature à les briser, à les dissoudre et à les livrer, dans l'impuissance de la confusion et du désordre, à la convoitise du czarisme. Ce double péril semble aujourd'hui éloigné par la sagesse des deux gouvernemens et des populations slaves et roumaines. Pouvant régénérer l'Autriche et la Turquie à leur avantage, ces peuples ne veulent pas les détruire, et c'est à les seconder dans la poursuite pacifique de cet idéal qu'ils convient avec espérance la politique française.



APPENDICE.

APPENDICE

DE L'ESPRIT POLITIQUE

DES

COLONIES MILITAIRES DE L'AUTRICHE.

Les régimens que l'Autriche tire de ses colonies ont joué dans la guerre de Hongrie un rôle politique de la plus haute importance. A ce titre, on peut être curieux d'en connaître l'organisation. Le duc de Raguse en a donné naguère la description, mais d'un point de vue presque exclusivement militaire. Nous voudrions les envisager du point de vue social et politique. C'est par ce côté qu'elles rentrent dans le sujet que nous avons embrassé.

Les colonies militaires de l'Autriche ont une histoire, et on a pu les juger sur leurs actes dans

toutes les guerres de ce pays contre la France. La constitution qui les a régies jusqu'à la révolution de 1848, date de 1807. Cependant elles avaient, dès le commencement du XVIII^e siècle, une existence régulière, et avant même cette dernière époque, avant de recevoir une consécration officielle, une législation à peu près uniforme, elles existaient par la force des choses, d'où elles tirent principalement leur origine.

Dans le moyen-âge, les populations fixées à l'extrémité orientale de la Transylvanie, les Sicules ou *Szeklers*, tribu de race magyare, remplissaient la fonction spéciale de gardes des frontières. Les incursions armées auxquelles la Hongrie se vit de plus en plus exposée à mesure que les Turcs s'approchèrent davantage de l'Europe, obligèrent d'autres tribus à s'organiser de la même façon et pour le même objet. D'ordinaire elles obtenaient de la royauté des privilèges, des chartes, en récompense des services continuels qu'elles rendaient au pays. Lors donc que l'Autriche, devenue maîtresse de la Hongrie, entreprit de coloniser dans de grandes proportions, elle avait sous la main tous les matériaux et elle n'eut besoin que de les coordonner. Ainsi, à les envisager dans leurs développemens historiques, les colonies de l'Autriche semblent plutôt l'œuvre de la nécessité que de la délibération. Il est à remarquer aussi que la desti-

nation primitive de cette institution a changé, par suite des événemens mêmes qui ont déplacé la puissance et le danger des agressions en Europe. Les Turcs, contre qui la colonisation était dirigée, ont cessé d'être redoutables; le brigandage même est devenu un fait exceptionnel, et, dans l'état nouveau des choses, les colonies militaires ne peuvent plus être considérées par l'Autriche que comme un moyen économique de recrutement pour l'armée.

Les confins militaires de l'Autriche, qui s'étendent de l'Adriatique jusqu'aux principautés moldo-valaques, se divisent en six colonies, celle de Carlstadt, celle du ban de Croatie, celle de Warasdin, celle de la Sirmie, celle du banat de Temesvar, enfin celle de la Transylvanie. Ces colonies ne sont point disposées régulièrement sur la frontière austro-turque : celle de Warasdin, par exemple, en est à plus d'une journée de marche, et celle de la Transylvanie est éparpillée sur le territoire à des distances plus grandes encore du cordon militaire.

Les colonies se sont établies primitivement sur les points les plus menacés et les plus favorables à la défense, et, comme elles tiennent au sol par des intérêts profonds, elles n'ont point avancé au sud avec les frontières de l'empire. Par leur position géographique, elles sont toutes comprises dans la circonscription territoriale des royaumes annexés de Hongrie et de Croatie et de la principauté de

Transylvanie. Placées sous l'administration directe du pouvoir central, elles ne participent point au régime constitutionnel de ces trois pays; mais elles sont formées comme eux de populations très distinctes : il y a des régimens illyriens (croates), — allemands, — roumains (valaques), — szeklers. Les Magyars y figurent à peine dans la proportion d'un sur cinq.

L'esprit qui a présidé à l'organisation législative de ces colonies est féodal; mais il prend son point de départ dans le système de la sujétion (*Unthertänigkeit*), non dans celui du servage. C'est l'ancienne législation hongroise accommodée aux convenances d'une institution avant tout militaire. L'état est le seigneur terrien; c'est de l'état que le colon tient sa terre, c'est envers l'état qu'il s'oblige; le service militaire est la principale de ses prestations. Les marques de la féodalité sont restées très visibles dans la colonie transylvaine, dont les divers régimens sont szeklers ou roumains. C'est ainsi que, chez les Roumains, les colons se trouvent partagés en nobles et non nobles : les uns possèdent au même titre que les nobles de la Hongrie; les autres sont simplement usufruitiers de l'état. Quant aux Szeklers, ils ne possèdent point comme tenanciers, mais comme conquérans; seulement leurs terres forment des majorats inaliénables.

Dans les autres colonies, les lois sont moins

confuses ; les terres y sont de deux espèces, et se distinguent en fiefs et en acquêts. L'acquêt n'a point d'étendue fixée ; mais le fief a ses limites qui varient de vingt-quatre à trente arpens (1), les prairies non comprises. Une ferme complète se divise régulièrement par quart, moitié ou trois quarts.

La population est partagée par familles ; toute famille se compose nécessairement de plusieurs membres aidés de manœuvres, de telle sorte que les uns puissent cultiver pendant que les autres remplissent leurs obligations militaires. Lorsque plusieurs familles possèdent moins qu'une ferme complète, elles se réunissent en une association dont tous les membres, les manœuvres exceptés, ont les mêmes droits sur la propriété commune. En s'associant, ils choisissent un *père* : c'est le plus âgé d'entre eux, à moins qu'il ne soit désigné pour le service militaire. Si le père est marié, sa femme est de droit la *mère*, sinon ce droit revient à la plus âgée des femmes de la communauté. Le père est chargé de veiller au maintien du bon ordre, des bonnes mœurs et de l'économie ; il distribue aussi le travail entre les membres de la famille ; il prend soin de la récolte et de la vente des produits. S'il s'agit d'intérêts graves, de questions de propriété, de mutations, de contrats, de prêts, il rassemble et consulte ses associés ; la majorité décide. La mère

(1) L'arpent est de 4,600 toises carrées.

surveille les travaux des femmes et les affaires d'économie domestique. Dans le partage des bénéfices, le père et la mère prennent une double part; les autres associés ont une seule part égale pour tous. Celui qui est sous les armes, présent ou absent, a aussi la sienne.

Une ferme possédée par une seule ou par plusieurs familles prend le nom de *Grenzhaus* (maison-frontière). En temps ordinaire, chaque maison entretient un homme tout équipé pour le service actif, qui consiste principalement dans la garde du cordon-frontière. Le gouvernement fait les frais des armes, des munitions, des bufleteries, à quoi il joint une paire de souliers par an. Si le colon en activité campe hors de la colonie, il a droit à la solde et à la nourriture des troupes de ligne; en temps de guerre, il reçoit de plus un équipement. La maison obtient sur l'impôt de l'année une déduction de douze florins durant le service de son soldat dans l'intérieur de la colonie, de six florins durant le service de campagne, et, dans ce dernier cas, elle est gratifiée par surcroît d'une nouvelle déduction de douze florins pour celui qui fait le service à l'intérieur pendant que l'autre combat sous les drapeaux.

Les corvées que toute maison doit à l'État sont réglées sur l'étendue de la propriété. Chaque arpent de terre labourable ou de prairie oblige an-

nuellement le propriétaire à une journée de travail manuel ou à une demi-journée d'un homme avec un attelage. L'impôt se règle aussi d'après cette base. Cependant il n'est point absolument le même dans toutes les colonies ni dans tous les régimens de chaque colonie ; il varie suivant la qualité du sol. La moyenne est d'environ vingt creutzer par arpent, à l'exception des vignobles, qui paient davantage pour un revenu aussi plus considérable. Le produit de l'impôt est affecté, comme les corvées, à l'entretien du service public dans les colonies. Les propriétés de toute nature sont héréditaires avec les obligations qui y sont attachées. Les filles sont aptes à succéder, à condition qu'elles épousent dans les deux ans un colon capable de remplir ses charges militaires, sinon elles sont forcées de vendre. A défaut d'héritiers, les terres font retour à l'état, qui en dispose à son gré.

En Transylvanie, chez les Szeklers, dotés d'un droit de possession beaucoup plus étendu en principe, bien qu'ils ne puissent ni tester ni vendre, ce sont les voisins qui héritent ; la terre ne retourne jamais à l'état. Dans les régimens roumains de la principauté (1), les terres qui n'appartiennent point à des colons nobles sont en ce point

(1) Il ne faut pas oublier qu'il y a aussi des Roumains en Hongrie et dans les colonies hongroises. Par exemple, dans la colonie du banat de Temesvar, il y a un régiment roumain ; il est sur le même pied que les autres régimens de la Hongrie.

gouvernées par la loi des colonies hongroises et croates. Toutefois les fermes se divisent et se subdivisent sans règle fixe ; il n'existe point là d'associations constituées, du moins en vue de la possession en commun. Enfin, pour les questions de propriété, les populations relèvent des juridictions ordinaires du pays, tandis que les frontières croates et hongroises sont placées, même pour leurs intérêts sociaux les plus minimes, sous la juridiction de l'autorité militaire. C'est ainsi que la colonie transylvaine conserve encore l'empreinte des origines confuses d'où elle est sortie. A part ces différences de détail, toutes les colonies se ressemblent par le principe et par le but de l'institution même.

Les effets de cette législation sont généralement salutaires et progressifs. Le bien-être est plus grand dans les colonies militaires que tout à côté, en Hongrie. Là, point de mendicité ni de vagabondage. Les maisons sont bâties proprement, bien éclairées, quelquefois meublées avec recherche. Les vergers, les vignobles, toute la campagne annonce une culture avancée. Les routes sont en beaucoup d'endroits aussi bien tenues que les plus belles routes de l'archiduché, de la Styrie et du Tyrol, et l'on sait que celles-ci peuvent être comparées sans désavantage aux meilleures et aux plus hardies en Europe. On remarque à chaque pas cette condition satisfaisante des colonies militaires,

lorsque, venant du cœur de la Hongrie, on traverse Peterwardein pour arriver par Carlowitz et Semlin à Belgrade. A la vue de ces villages disposés avec plus de régularité, de ces campagnes peuplées de paysans mieux vêtus et plus heureux, de ces routes sagement construites, on se croirait revenu en pleine civilisation. Si pourtant, au lieu de franchir le Danube à Semlin, on suit la rive gauche du fleuve le long du banat et de la Transylvanie méridionale jusqu'aux limites de la Moldo-Valachie, on verra que tous les régimens ne sont point dans une situation aussi prospère que ceux de la Sirmie. La grande servitude et l'effroyable misère qui pèsent sur la race roumaine de la Transylvanie étendent leur influence sur les régimens roumains et même sur les régimens szeklers, placés moins bas pourtant parmi les classes agricoles de la principauté.

En étudiant les colonies d'Autriche au mois d'août 1847, nous avions prévu que les réformes sociales commencées par M. de Metternich éveillaient de vives préoccupations sur la frontière militaire ; mais ce qui nous avait frappé surtout, c'était la part que les populations colonisées prenaient dès-lors à la lutte des races. Voici textuellement ce que nous écrivions une année avant la guerre de Hongrie : « Quant à la condition morale de ces établissemens, elle entre aujourd'hui dans une

phase imprévue et digne de la plus sérieuse attention. Le lien des races, de la langue et de la religion unit étroitement la population des colonies militaires aux populations de la Croatie, de la Hongrie et de la Transylvanie. Le voisinage ou même le contact de tous les jours, fort souvent la parenté, entretiennent ces précieux rapports. La diversité des législations n'y peut nuire en rien. Or, les idées de nationalité qui agitent aujourd'hui les trois grandes races illyrienne, magyare, roumaine, sont venues imprimer à ces sentimens une direction systématique. Le mouvement politique a pénétré jusqu'au sein des colonies militaires. Les chefs des partis et tous ceux qui ont souci de la chose publique ont promptement compris quel fort appui ils pourraient trouver là; écrivains ou hommes d'action, ils n'ont point épargné les caresses à ces mâles populations qui ont fait dans les dernières guerres de l'Europe l'honneur des Illyriens, des Roumains et des Magyars. Les Illyriens comptent pour 700,000 âmes environ sur les 1,200,000 qui forment toutes les colonies. Les Roumains y figurent pour plus de 200,000. Les Magyars sont moins nombreux; le chiffre de leurs colons ne dépasse point 200,000. Les trois races, qui constituent aussi trois partis très distincts, ont rivalisé d'ardeur, dans le débat des questions politiques, pour attacher respectivement à leur cause les régimens

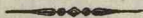
qui les représentent, et le succès a répondu à leurs efforts. Elles s'adressaient d'ailleurs à des populations qui, soumises à un régime exceptionnel assez rigoureux, ont néanmoins conservé ou acquis toutes les habitudes de liberté par lesquelles les paysans de la Hongrie se distinguent eux-mêmes des paysans des provinces non constitutionnelles de l'Autriche. Si restreints que puissent être les droits dont jouissent ces colons, si peu qu'ils les aiment, ils les connaissent et ils se plaisent à en parler. Deux nobles hongrois n'entrent point en conversation sans qu'il ne s'y mêle promptement quelque question de politique ou de procès plaidé, en litige ou prévu. Les classes agricoles ont pris leur part de cette humeur processive, et, toute proportion gardée, le même goût du droit. Ainsi en est-il également dans les colonies militaires : leur législation a été traduite dans leurs idiomes nationaux, et tout chef de maison sait au plus juste ses devoirs, ses obligations, ses privilèges. Si l'arbitraire pouvait s'introduire dans l'administration, chacun serait en mesure de protester le code en main. »

« Les agitateurs politiques, ajoutions-nous, étaient donc sûrs de se faire écouter des colonies quand ils viendraient les entretenir de questions de races et de droit municipal. Nationalité, légalité, tout cela les intéresse fort. Les officiers, qui sont

en très grand nombre de la race des colons, ne manquent point à cet égard de complaisance; ils sont eux-mêmes associés à toutes les espérances d'avenir qui germent sur chaque point du sol hongrois. Ils reçoivent et lisent les journaux illyriens ou magyars d'Agram ou de Pesth, la *Gazette transylvaine* de Cronstadt, organe de l'intérêt roumain, et la même liberté de parole qui étonne partout le voyageur en Hongrie règne aussi parmi eux. Qu'est-ce à dire, et que doit-il sortir de là? Les événemens seuls pourront nous l'apprendre; mais il est certain, dès ce moment, que les colonies militaires de l'Autriche tendent à se poser comme les *gardes nationales* de l'illyrisme, du magyarisme et du roumanisme. Il s'entend de soi que dans cette marche elles ne font point corps toutes ensemble et qu'elles ne sont pas plus unies entre elles que les trois peuples du sein desquels elles sont issues. Les régimens illyriens ou roumains, loin d'avoir aucun penchant pour les régimens magyars, nourrissent contre eux les passions de leur race qu'ils ont épousées par instinct et par situation. La communauté très évidente des intérêts conduira sans doute les Illyriens à s'entendre avec les Roumains pour paralyser les prétentions du magyarisme; mais l'inexpérience de ceux-ci, leur timidité, leurs incertitudes, ne permettent point encore de compter sur une pareille alliance. Peut-être aussi, les magyars reve-

nant un jour à des pratiques plus conciliantes, les haines disparaîtront-elles avec les causes qui les ont provoquées; mais ce jour n'est point venu, et il y a ainsi pour quelque temps encore, dans les régimens de la frontière, trois races, trois pensées, trois tendances très divergentes, nous allions dire trois drapeaux. »

Si l'on se rappelle les événemens que nous avons racontés, on voit combien nos prévisions étaient justes. Les partis étaient si bien dessinés, les passions tellement fortes, l'avenir si bien marqué, qu'il n'était besoin que d'ouvrir les yeux pour distinguer clairement le rôle que le sort réservait à chacun de ces peuples dans leurs violentes rivalités.



tant un jour à des pratiques plus constantes, les
haines disparaissent-elles avec les causes qui les
ont provoquées; mais ce jour n'est point venu, et
il y a ainsi pour quelque temps encore, dans les
régiments de la frontière, trois tendances, trois pensées,
trois tendances très-divergentes, nous allons dire
trois dangers.

Si l'on se rappelle les événements que nous
avons racontés, on voit combien nos prévisions
étaient justes. Les partis étaient si bien mar-
qués, les passions tellement fortes, l'avertissement si bien mar-
qué, qu'il n'est pas en question d'arriver à une paix
d'hypocrisie, et que le rôle du roi ne soit resté
qu'à chercher de ses propres bras les violences
inévitablement.

LES SOUVENIRS ET LES ESPÉRANCES

DE

MILOSCH OBRÉNOWICZ.

Nous avons dit que le prince Milosch avait songé à se mêler aux affaires de Croatie au moment où la révolution est venue leur imprimer une impulsion si hardie; et nous avons félicité les Croates de ne point s'être laissé prendre aux flat- teries du rusé diplomate.

Il paraît que le prince Milosch n'a point perdu toute espérance de refaire sa fortune politique. La crise actuelle lui semble propice. Son fils, le prince Michel, vient de relever son drapeau par un livre publié à Paris dans notre langue.

Cet écrit est un panégyrique. S'il n'eût été inspiré au prince Michel Obrénowicz que par la piété filiale, il n'y aurait eu qu'à s'incliner devant un sentiment si respectable ; mais, en défendant son père, l'auteur défend aussi un intérêt personnel, l'intérêt de la dynastie que Milosch avait fondée.

Cette dynastie a été renversée du trône princier de Serbie, parce qu'elle inclinait trop manifestement du côté des Russes. Aujourd'hui la Russie pèse lourdement sur les peuples du Danube; c'est le moment de ramener sur la scène le nom de Milosch, de le faire sonner le plus haut possible devant les populations serbes émues par les événements. Si le prince Michel Obrénowicz n'a pas obéi à cette préoccupation d'intérêt personnel, il aurait dû choisir d'autres circonstances. Il y a sept ans accomplis qu'a paru le travail plein d'intérêt de M. Cyprien Robert qu'il prétend réfuter. Il a eu tout le temps d'y répondre, et, s'il n'a voulu profiter de la crise actuelle de l'Orient européen, il pouvait encore ajourner cette réponse. M. Cyprien Robert, avec autant de droiture que de science, a raconté l'existence politique de Milosch. Il en a fait un vif et émouvant tableau, dans lequel les fautes de ce prince ne sont point ménagées, parce que la vérité le voulait ainsi. Le prince Michel accuse M. Robert d'injustice.

Du point de vue littéraire, nous nous bornerons à une seule observation. Le prince Michel a cherché l'énergie dans la violence des expressions. La violence est toujours inutile dans une langue comme la nôtre, où l'écrivain, pour rendre les passions les plus virulentes, a la ressource des formes les plus délicates et des nuances les plus variées.

Aussi bien, ce qui mérite l'attention dans l'écrit du prince Michel, ce sont moins les anecdotes qu'il allègue en témoignage de l'héroïsme et de la prudence de son père, que les vues secrètes de l'écrivain, ses ambitions, son esprit politique. Le courage et la sagacité de Milosch, personne n'en a jamais douté. Pour que l'humble porcher des forêts serbes devînt, à la manière d'Agamemnon, un pasteur d'hommes, il lui a fallu une nature qui fût au-dessus du vulgaire; pour que de l'état de servitude et de misère où il a passé sa jeunesse, il ait pu s'élever au trône de Serbie, il a dû déployer des qualités qui ne sont point à la portée des intelligences communes. Nous sommes prêts à reconnaître avec le prince Michel cette vigueur d'esprit et cette valeur brillante qui ont donné à Milosch un rôle si influent dans l'histoire contemporaine de son pays. Qu'il nous soit permis cependant de faire quelques réserves. D'abord cette fierté de courage et cette pénétration qui furent les dons incontestables de cette nature originale ne sont

point aussi rares en Serbie que le prince Michel essaie de le faire croire. Tserni-George, sans avoir l'habileté rusée de Milosch, a montré une bravoure beaucoup plus éclatante. Sous ce rapport, Milosch a eu des supérieurs et beaucoup d'égaux. La Serbie est une pépinière de soldats. La poésie simple et forte, naturelle au peuple serbe, jetant sur ces caractères un reflet des temps primitifs, les revêt volontiers d'une apparence tout homérique. Milosch, à cet égard, ne peut prétendre à être une exception. D'ailleurs, quel usage a-t-il fait de son pouvoir ? Où conduisait-il son pays ? Au despotisme au dedans, à l'asservissement au dehors. Il était de ceux qui, aveuglés par un patriotisme inintelligent, voulaient bouleverser l'Orient, et livraient ainsi fatalement la Turquie aux Russes. Le mouvement populaire et vraiment national par lequel les Serbes se débarrassèrent, en 1842, de la dynastie de Milosch, en élevant au trône le fils de Tserni-George, donna un haut témoignage du bon sens de ce petit peuple. Par des errements analogues à ceux des Hellènes, les Serbes avaient été longtemps les ennemis du sultan ; sous l'influence de la dynastie de Milosch, ils étaient devenus des alliés de la Russie. Ils prenaient d'eux-mêmes une direction tout opposée en appelant au pouvoir suprême le prince Alexandre Georgewitch. Au prix de quelques concessions, ils mettaient aux pieds

du sultan l'hommage de leur vassalité, ils lui apportaient leur belliqueux dévouement.

L'on sait que Milosch avait abdiqué dès 1839, pour ne point courir le risque d'être expulsé directement par voie d'insurrection populaire. Ses fils Milan et Michel ont régné après lui ; c'est sur ce même prince Michel qu'a éclaté, en 1842, l'orage formé sur la tête de son père, dont il n'a d'ailleurs été sur son trône que l'instrument. Le peuple serbe s'est fait justice d'accord avec le sultan et malgré la Russie, qui, on se le rappelle sans doute, ne voulant pas reconnaître l'élection du prince Alexandre, exigea une contre-épreuve. Cette contre-épreuve n'a pas été moins significative que l'élection même, et c'est pourquoi on a le droit de regarder le choix d'Alexandre Georgewitch comme la plus exacte expression des vœux du pays.

Le prince Michel Obrénowicz raconte avec complaisance un grand nombre d'anecdotes où il essaie de mettre en relief, sous un jour qui ne manque point de couleur locale, le patriotisme de Milosch. Il en est une que le jeune prince ignore peut-être, et qui nous semble peindre assez exactement l'ambition et la pensée du vieux knèze des Serbes.

Jusque dans l'exil où il avait précédé son fils, Milosch, avec l'impatience d'une forte volonté à laquelle les instrumens font défaut à l'heure même

où l'occasion se présente, poursuivait encore l'idée d'un bouleversement de l'empire turc. C'était en 1839, en pleine question d'Orient. Dans son ardeur, qui l'eût dévoré s'il eût été d'une constitution moins robuste, il était à la recherche de toute alliance qui pût le conduire à son but. La France, qui, sous couleur de régénérer la Turquie par le sabre de Méhémet Ali, aidait alors follement à la détruire, paraissait à Milosch une alliée commode et facile à entraîner dans des tentatives que l'on appelait intelligentes et généreuses. Milosch ne songeait donc qu'à confier au cabinet français les idées et les plans dont il était si fort épris. Retiré alors dans les riches possessions où il s'était assuré un refuge par prévoyance en Valachie, il résolut de s'en ouvrir à l'agent et consul-général de Bucharest, M. Billecocq, qui justement prenait un vif intérêt à toutes les questions alors débattues sur ce terrain, et ne partageait pas les illusions du cabinet français sur la puissance du pacha d'Égypte. Le prince entoura cette confiance de précautions mystérieuses et d'un grand appareil de réserve. Tout cela se passait aux heures les plus sombres de la nuit. Milosch y apportait d'autant plus de persévérance et de ténacité, que l'agent français y avait dû mettre d'abord plus de défiance. Le prince exilé déployait dans ces entrevues tout ce que son éloquence orientale savait emprunter d'argumens

spécieux et de pensées caressantes. Capable de s'émouvoir et surtout de paraître ému, il développait ses plans avec cette chaleur qui, chez les Orientaux, est souvent le voile de la finesse. Il parlait abondamment des sentimens et des forces politiques qui s'éveillaient dès-lors au sein des trois grandes provinces slaves de Serbie, de Bulgarie et de Bosnie, entremêlant au tableau des vertus guerrières de ces peuples ce que lui-même avait fait naguère d'expéditions hasardeuses à l'aide de leurs bras. D'ailleurs il n'oubliait pas la mise en scène. Lorsqu'il pensa que ces entrevues pouvaient être moins mystérieuses sans inconvénient, il y fit quelquefois intervenir sa dévouée et digne compagne, la princesse Loubitza, « celle qui plus d'une fois, disait-il, entourée de ses femmes, avait tenu, pendant les engagemens nocturnes des Serbes contre les Turcs, les torches qui devaient servir de signaux de ralliement à l'armée serbe. » Or, quelle était la conclusion de tous ces discours? Invariablement cette pensée plus d'une fois formulée catégoriquement, que si la France y voulait consentir, Milosch était prêt à prendre au sein de la Turquie d'Europe le rôle que Méhémet-Ali jouait alors avec tant d'éclat apparent dans la Turquie d'Asie. Telle était, en effet, l'ambition permanente de Milosch. C'est pourquoi nous pensons que sa chute a été utile.

Le fils de Tserni-George n'a point les antécédens ni les titres personnels de Milosch. La jeunesse d'Alexandre s'est passée dans l'obscurité de l'exil et une misère qui ne présageait pas sa présente élévation. Non, le prince Alexandre n'a point ces séductions d'un diplomate et d'un victorieux dont Milosch savait si bien faire usage; mais, si le nouvel élu de la nation serbe ne possède point ces dehors brillans et ce prestige d'une renommée personnelle, il y supplée par une droiture de sentimens bien constatée, par une énergie de volonté qui n'a point encore faibli. Nous avons eu l'occasion précieuse d'entendre de sa bouche l'expression de ses sentimens et de ses vœux. Malgré la réserve diplomatique commandée à un prince protégé par la Russie, on voyait assez clairement combien il tenait à l'estime de la France; mais, s'il semblait attacher beaucoup de prix à être apprécié chez nous, ce n'était point en ambitieux porté aux aventures. Il jugeait mieux des intentions et des intérêts de l'Occident. Lui aussi, il paraissait compter grandement sur l'appui bienveillant de la diplomatie française, non dans l'idée de créer des embarras au sultan, dans la pensée, au contraire, d'associer plus étroitement les intérêts de son peuple à ceux de l'empire ottoman. Le prince de Serbie, comme tous les patriotes intelligens qui ont coopéré à son élection, était convaincu qu'il n'y

avait d'avenir pour les chrétiens de la Turquie que dans le progrès régulier de leurs institutions et de leur race sous la suzeraineté ottomane. Il était persuadé que le salut de ces peuples se trouve ainsi lié au salut des Turcs et que la plus impérieuse nécessité commande aux uns comme aux autres de se tenir cordialement unis. Cette politique est précisément celle qui convient à la France dans les affaires d'Orient.

Si donc le prince Michel Obrénowicz a pensé que la crise de l'Europe orientale pouvait être favorable à la réhabilitation de son père et rouvrir un chemin aux ambitions de sa famille, il pourrait bien avoir fait un faux calcul. Il court grand risque de trouver très peu d'écho en France. Sera-t-il plus heureux sur un autre terrain dans l'Europe orientale elle-même? Les circonstances en décideront, et ces circonstances dépendent elles-mêmes de la politique des cabinets en Orient. Si la France et l'Angleterre consentaient à rester unies comme elles l'ont été un moment à Constantinople, il n'y aurait aucune raison de craindre pour la tranquillité des provinces danubiennes. Si, au contraire, les deux cabinets de l'Occident se divisent, l'agitation continue, la propagande russe se développe et se fortifie. Dans ce cas, les idées du prince Michel Obrénowicz trouvent leur application. Miłosch réhabilité devient un instrument dont la

Russie peut se servir pour agiter les Serbes. Espérons que les intentions dont cet écrit est un des indices seront déjouées par la prévoyance des Turcs et par l'union des cabinets de l'Occident.

MÉMOIRE

SUR LA SITUATION LÉGALE DES PRINCIPAUTÉS

DE MOLDAVIE ET DE VALACHIE

DANS LEURS RAPPORTS AVEC LA PORTE OTTOMANE
ET LE PROTECTORAT RUSSE.

On a vu que les Moldo-Valaques, en accomplissant leur révolution avaient surtout pris soin de se montrer respectueux envers la Turquie. Ces sentimens, loin de s'affaiblir, se sont affermis sous le régime de l'occupation russe. Nous en trouvons la preuve dans un récent mémoire où leurs griefs sont exposés. C'est l'expression modérée de leurs craintes, en présence d'une occupation qui se prolonge et qui va peser sans doute, en un sens bien fâcheux sur la réforme de leur constitution. Voici ce mémoire :

« La situation politique des principautés danubiennes se complique tous les jours davantage.

En droit : Ces provinces ne relèvent que de la Turquie à laquelle elles doivent un tribut annuel pour la protection qu'elle leur accorde, et comme équivalent des libertés intérieures qu'elle leur garantit en tant que :

1^o Autonomie.

2^o Administration nationale indépendante (1).

Quant à la Russie, elle n'est que puissance garante de ces mêmes libertés (2).

(1) La capitulation de 1460 réglant les liens de vassalité qui rattachent les principautés à la Turquie porte :

Art. 1^{er}. Le sultan consent et s'engage, pour lui-même et pour ses successeurs à protéger la Valachie, et à la défendre contre tout ennemi, sans exiger autre chose que la suprématie sur la souveraineté de cette principauté et un tribut de dix mille piastres que les Vaïdoves seront tenus de payer à la Sublime-Porte.

Art. 2. La Sublime-Porte ne s'ingérera en rien dans l'administration locale de ladite principauté.

Art. 3. La nation Valaque continuera de jouir du libre exercice de ses propres lois.

Le Hatti-Chérif de 1834 porte également :

Art. 8. Les deux principautés ayant tous les droits d'une législation indépendante, &c.

(2) Le Traité d'Andrinople (1829) porte :

Art. 5. Les principautés de Moldavie et de Valachie s'étant, par une capitulation, placées sous la suzeraineté de la Sublime-Porte et la Russie *ayant garanti leur prospérité*, il est entendu qu'elles conserveront tous les privilèges et immunités qui leur ont été accordés, soit par leur capitulation, soit par les traités conclus entre les deux empires ou par les Hatti-Chérifs émanés en divers temps.

Cependant par le fait, les principautés ne jouissent d'aucune liberté réelle, bien qu'elles ne soient ni entièrement subjuguées, ni sous la dépendance exclusive d'aucun des États voisins.

Cette situation équivoque et insoutenable n'a rien d'analogue dans les États connus.

S'agit-il, par exemple, d'une réforme à effectuer soit dans les principes du droit public interne, soit dans l'ordre simplement administratif ou même purement civil, aussitôt la Russie intervient, non point pour étouffer quelque foyer d'anarchie et empêcher par là qu'il ne s'étende dans ses propres États, comme cela pourrait être justifié aux yeux d'une politique modérée et conservatrice, mais bien pour empêcher toute action du pays sur lui-même et entraver autant qu'il est en elle tout développement ultérieur, toute réforme légale.

Elle s'attache surtout à défendre les prétentions exagérées d'une classe peu nombreuse dans le pays et dont les intérêts sont le plus souvent en opposition avec l'intérêt général, et, à force d'astuce, d'intrigues; d'intimidation et de compression, elle parvient à étouffer les idées de réforme ou, du moins, à les altérer à tel point, que les nouveaux changemens organiques, loin de profiter aux principautés tournent, au contraire, au détriment de leurs libertés les plus précieuses, et à l'avantage exclusif de l'influence russe.

Qu'en résulte-t-il ? C'est que les principautés sont maintenues dans une situation constamment tendue et toujours ouverte au danger d'une explosion. Ainsi, tant que dure l'occupation étrangère, les principautés présentent l'apparence du calme et de la tranquillité, mais c'est un calme trompeur ; car, à peine sont-elles rendues à elles-mêmes qu'il suffit de quelques mécontents (et il y en a toujours), d'une complication imprévue ou de la moindre agitation venue de l'extérieur pour faire éclater l'orage et amener le renversement d'institutions subies plutôt qu'acceptées.

Un tel état de chose ne saurait profiter qu'à la Russie qui entretient par là une cause permanente de désordre et peut, sous le bénéfice de cette instabilité calculée, allumer à volonté l'incendie pour se donner ensuite le prétexte de l'éteindre en forçant les principautés de rentrer dans ce qu'elle appelle l'*Ordre légal*. Quel est donc cet ordre au maintien duquel son honneur est engagé, dit-elle ? Le statut organique imposé aux principautés en 1831, est-il donc si parfait qu'on ne doive rien y changer ? Non. Elle reconnaît elle-même, dans son manifeste du 31 juillet 1848, « qu'il est susceptible d'améliorations et qu'il a besoin même d'être modifié en plus d'un point. » — Mais elle veut que ces modifications ne puissent être faites que sous le poids de l'occupation et par le moyen

de comités de son choix, lesquels par conséquent, ne sauraient être l'expression véritable des vœux du pays. En d'autres termes, elle entend suivre actuellement, pour la révision de la loi organique, le même mode qui a présidé à sa rédaction, en 1829. C'est assez dire qu'elle ne veut y rien changer d'essentiel.

Il nous semble que les cabinets de l'Europe ne sauraient se montrer trop attentifs à ce jeu qui menace d'engloutir les dernières libertés des principautés.

En effet, si la Russie a la haute main dans l'œuvre de révision de la loi organique, n'est-il pas évident qu'elle emploiera toute son influence à maintenir l'État mal équilibré des intérêts des diverses classes de la population et à rendre même cet état plus précaire encore, s'il est possible, et plus gros d'orages pour l'avenir? Elle pourra, alors, faire éclater, quand elle le voudra, une nouvelle révolution et aussi désordonnée qu'il le faudra pour couvrir, s'il est possible, aux yeux de l'Europe, l'odieuse d'une nouvelle intervention et lui valoir une nouvelle conquête sur les libertés intérieures des principautés.

Et qu'on ne s'attende point, de la part des principautés à une résistance que leur état actuel rend impossible. — Lorsqu'en 1848, les Valaques envoyaient près de 100,000 signatures à Constanti-

nople pour demander des institutions plus libérales, ils faisaient tout ce qui était en leur pouvoir pour briser les liens qui les étreignaient, car il ne pouvait entrer dans leur pensée de lutter seuls avec un empire aussi puissant que la Russie. Mais trompés dans leur attente, abandonnés par les cabinets dont ils avaient cru la cause identifiée avec la leur, frappés d'ailleurs les uns par l'exil et la proscription, les autres par la prison et la torture, les moins hardis intimidés ou persécutés par le régime de l'occupation et livrés au plus profond découragement, n'ayant ni presse, ni tribune, ni même liberté de conscience, comment pourraient-ils aujourd'hui élever la voix pour faire entendre leurs griefs ? Il est évident qu'une lutte aussi inégale et si peu encouragée du dehors ne peut avoir d'autre résultat, si on n'y prend garde, que d'épuiser toutes les forces vives des principautés, de fatiguer le courage des uns, la patience des autres, la résignation de tous, en exaltant l'audace de quelques boyards vendus à la Russie et de réduire enfin le pays à se livrer par lassitude et par désespoir à la seule puissance qui, d'une main, lance des foudres, et de l'autre, prodigue les promesses les plus flatteuses.

Quelle puissance, en effet, si ce n'est la Russie, a présenté et présente encore à l'imagination de ces peuples le rêve trompeur d'un royaume Daco-

romain indépendant? Quels autres que ses agens ont soufflé ces idées parmi eux avec l'espérance de les voir se réaliser du jour où les Moldo-Valaques consentiraient à passer sous la suzeraineté directe de la Russie ?]

Est-ce là que les cabinets veulent en venir? Dans ce cas, le chemin qu'ils suivent les y mènera infailliblement. — Mais si tel n'est pas le but où ils tendent, si, au contraire, l'intérêt bien entendu des puissances continentales leur conseille une autre voie, alors il faut se presser d'agir, car il n'est plus guère possible d'arrêter les principautés sur cette pente fatale qu'en les rendant enfin à leur propre action, pour tout ce qui concerne leurs libertés intérieures; de sorte que la faculté de se donner des lois ne soit plus un mensonge pour elles.

Tant qu'elle a été une vérité, c'est-à-dire tant que les droits politiques ont continué à être exercés sans restriction, comme sous l'ancienne loi du pays, l'influence étrangère n'est point parvenue à se glisser dans les principautés. Anciennement, en effet, les assemblées législatives du pays représentaient toutes les classes de la population, et les princes phanariotes eux-mêmes, qui régnaient presque sans contrôle, ne pouvaient cependant faire aucun changement constitutionnel sans convoquer les États généraux. Le gouvernement avait

donc toute puissance pour conserver les lois traditionnelles, mais il lui était impossible de rien innover sans l'assentiment général du pays.

Cet état de choses ne convenait point à la Russie à qui il fallait tout à la fois un gouvernement faible et qui pût cependant modifier les lois fondamentales sans l'assentiment de la nation. Pour y parvenir, elle dota les principautés d'assemblées permanentes qui, sous une ombre d'indépendance, faussèrent complètement, comme on va le voir, le principe de l'ancienne représentation nationale.

En effet, sur 2,500,000 habitans que compte la Valachie, il n'y a guère plus de 3,000 électeurs et, dans ce nombre, il faut compter environ 70 familles, à part, qui constituent ce qu'on appelle les *grands boyards*. Or, sur les quarante-deux députés dont se compose l'Assemblée, 20 doivent être élus par les grands boyards et pris parmi eux; 3 siègent à vie comme évêques diocésains et ce sont encore les *grand boyards* qui les élèvent à cette dignité.

Voilà donc 23 membres, c'est-à-dire tout juste la majorité de l'Assemblée, qui ne représentent que 70 familles de boyards!...

Quant aux 19 autres, ils doivent être pris parmi les petits boyards et élus dans les départemens par les 3,000 électeurs qui constituent la masse de la noblesse inférieure.

Les conséquences politiques d'une telle combinaison sont manifestes. Il est évident que dans un pays où la majorité de l'Assemblée nationale ne représente que 70 familles dont les prétentions dépassent de beaucoup le crédit, dans un pays où le personnel varie continuellement aussi bien dans l'administration que dans la justice elle-même, et où l'on a, par conséquent, toujours une destitution à craindre ou une place à espérer, dans un tel pays, dis-je, la majorité de la représentation sera toujours acquise au pouvoir. — Si donc le prince est gagné par la Russie, il pourra faire passer les lois les plus attentatoires aux libertés du pays; que si, au contraire, il montre quelques velléités d'indépendance, il est facile à celle-ci de lui susciter des embarras, d'organiser contre lui une opposition systématique dans le sein de l'Assemblée et d'exciter une bourrasque constitutionnelle comme elle a fait en 1841, lorsqu'elle renversa le prince Ghika. Pour cela, elle n'aura à agir que sur 70 familles que rien n'attache aux institutions nationales, ni patriotisme, ni liens d'hérédité.

Dans l'administration et l'économie publique, les conséquences ne sont pas moins désastreuses. — Les 3,000 électeurs constituent dans le pays une caste de fonctionnaires et de solliciteurs sans dignité et sans scrupule, complètement indiffé-

rens au bien général et habitués à vivre moins de leurs émolumens que des abus et prévarications qu'ils commettent toujours impunément. Qui, en effet, pourrait punir ou songer à réprimer dans un pays où les mêmes hommes sont tour-à-tour prévaricateurs, juges et législateurs ?

Comme, en outre, ces hommes ne participent en rien aux charges de l'État, ils n'ont aucun souci d'empêcher la dilapidation des deniers publics et ils se montrent toujours empressés de voter les plus folles dépenses pour la moindre promesse qui leur est faite.

De plus, comme ils représentent la propriété foncière, il est bien entendu que ce ne sera pas la terre qui sera imposée, mais le cultivateur qui, non-seulement doit acquitter la capitation et autres impôts de l'État, mais qui est encore écrasé par les corvées qu'il doit au propriétaire en vertu de lois faites par les seuls propriétaires ! Si, du moins, le commerce, si l'industrie avaient une voix dans l'Assemblée, cette voix plaiderait en cette occasion, en faveur du droit et de l'équité, et elle réussirait peut-être à mettre un terme à l'exploitation du paysan par le propriétaire ; mais les négocians les plus opulens sont eux-mêmes dépourvus de tout droit politique et le commerce n'est pas mieux traité que l'agriculture ; il est même frappé de stérilité et le crédit anéanti par l'abus

que les boyards font du privilège législatif pour protéger leur caste contre tout recours judiciaire.

En résumé, le règlement organique, œuvre de quelques boyards choisis par la Russie, n'a eu en vue ni les intérêts du pays, ni même ceux des 3,000 boyards, qu'il a constitués en pays légal. En effet :

Les paysans ont été asservis aux boyards propriétaires qui seuls décrètent la loi des corvées sans contrôle aucun.

Les boyards, à leur tour, ont été asservis au prince, car on en a fait une armée de fonctionnaires et de solliciteurs dont le prince fait ce qu'il veut, pouvant à tout moment destituer, promettre ou donner, prendre un juge pour en faire un administrateur, puis, quand celui-ci a commis des abus qui restent impunis, le faire de nouveau juge pour dispenser à son tour l'impunité!...

Enfin, le prince a été lui-même asservi à la Russie qui, par le moyen des 70 boyards placés au sommet de cette hiérarchie bureaucratique, peut, à tout moment, lui susciter une opposition de chicane dans l'Assemblée nationale et se servir des mécontents pour le renverser comme elle s'est servie de lui pour asservir les boyards et le pays.

Ainsi, impuissance de faire le bien, incapacité d'arrêter le mal, voilà ce qui est au fond du règlement organique : la Russie n'aura garde d'y tou-

cher et les boyards non plus. La nation seule, si elle est rendue à sa propre action, peut mettre un terme à cet état de choses; mais pour y parvenir, il faut que les cabinets se décident à agir.

Le point de droit est clair et incontestable : La réforme à effectuer étant purement intérieure le droit public externe n'a rien à y voir; d'ailleurs, puisque la Sublime-Porte se réserve d'exercer un droit de sanction, qu'est-il besoin d'intervenir d'une manière plus directe dans l'œuvre de la révision de la loi organique? Une Assemblée nationale qui représente toutes les classes de la nation est seule compétente en cette matière; car, seule, elle peut régler avec équité la balance des charges et des avantages qui doivent échoir aux diverses classes de la société.

Que la Turquie, en sa qualité de puissance suzeraine, tienne à exercer un droit de sanction, afin de veiller à ses prérogatives, cela se conçoit. Que la Russie à son tour, en qualité de puissance garante, exige que la Sublime-Porte ne promulgue sa sanction que de concert avec elle-même, c'est-là un droit dont l'exercice peut donner lieu à des abus graves, mais qui ne menace pas directement les libertés intérieures des principautés, et sur lequel on conçoit par conséquent que les cabinets admettent un débat contradictoire; mais que le cabinet de Saint-Petersbourg prétende s'immiscer

dans le travail même de la révision du règlement, que, d'un côté, il nomme lui-même les commissaires chargés de ce travail pendant que, de l'autre, il continue à peser sur l'opinion publique de tout le poids de l'occupation, c'est-là ce que les cabinets intéressés dans la question ne devraient tolérer à aucun prix, car à quoi servirait l'expérience si l'exemple de ce qui s'est passé en 1829 ne devait profiter à rien.

Nous avons signalé le péril de la situation : si elle est grave, c'est plus par l'imminence du danger, que par la difficulté de le prévenir. Les cabinets ne peuvent pas intervenir directement dans la question, sans doute ; mais ils peuvent agir sur la Porte pour qui c'est à la fois un droit et un devoir en sa qualité de puissance suzeraine, de défendre les privilèges des principautés contre toute usurpation. Mais que sont le droit et le devoir là où manque la force ? Cette force que la Turquie n'a pas, les cabinets de l'Occident peuvent la lui donner. Il suffit pour cela que la Turquie puisse dire : « Je veux » et que la Russie en entendant ce *je veux*, comprenne que c'est la voix de l'Europe qui parle par la bouche de la Turquie, et que le bras est prêt à se lever avec la voix. »

L'OPINION DE L'AUTRICHE

, SUR LA GUERRE DE HONGRIE.

Le cabinet de Vienne n'a point encore publié les documens officiels qui seront indispensables pour écrire l'histoire militaire de la guerre de Hongrie. Cependant l'almanach autrichien en a donné une esquisse qui a été très favorablement accueillie par l'opinion et qui méritait en effet cet accueil par l'impartialité calme de ses jugemens. Nous regrettons de n'en avoir point eu plus tôt connaissance; nous en eussions tenu compte dans notre récit avec d'autant plus d'empressement que cette esquisse le confirme directement ou indirectement sur les points les plus graves de cette histoire.

On en jugera par quelques extraits qui d'ailleurs jettent une lumière nouvelle sur les événemens que tant de passions se sont appliquées à obscurcir :

« Par un ordre souverain en date du 16 octobre 1848, le prince Windischgrætz avait été nommé feld-maréchal et commandant en chef de toutes les forces militaires de la monarchie, à l'exception de celles que commandait le maréchal Radetzky.

« Pendant qu'avec des forces réunies à la hâte il assiégeait Vienne, dont la population s'était follement insurgée, un corps de vingt-cinq mille Hongrois sous le commandement du ci-devant général autrichien Moga, s'était porté au secours de la capitale en révolte. Attaqué près de Schwechat, ce corps fut repoussé avec perte au-delà des frontières magyares.

« Le sort en était jeté. — La Hongrie ne pouvait plus être conservée à la monarchie que par la force des armes; il fallait vaincre en Hongrie pour dompter les tendances au démembrement qui avaient germé dans toutes les autres provinces, pour étouffer l'esprit d'anarchie qui s'était emparé des populations. —

« Le prince-maréchal était muni des pouvoirs les plus étendus; la carrière militaire qu'il avait parcourue et en dernier lieu la prise de Vienne donnaient l'espoir d'une prompte et heureuse réussite. Les troupes étaient animées de dévouement

et de courage. et impatientes de rivaliser de gloire avec leurs frères d'armes d'Italie qui venaient de se couvrir de nouveaux lauriers sous la conduite de l'illustre maréchal Radetzky.

« Déjà avant la mi-novembre l'armée principale se trouvait concentrée, en bon ordre, dans la plaine de Vienne, prête à pénétrer en Hongrie sous la conduite personnelle du maréchal ; mais le service des vivres pour le corps principal était encore défectueux. Les renseignemens sur la force de l'insurrection et sur la position des divers corps rebelles, étaient très incertains ; on pouvait espérer cependant que, sans effusion de sang, et au moyen de proclamations, on réussirait à ramener à l'obéissance une partie au moins de la population insurgée.

« Avant que le gros de l'armée se mît en mouvement pour passer la frontière de Hongrie, le maréchal avait désiré que les différens corps, destinés à agir séparément, accélérassent leurs mouvemens pour combiner leurs opérations avec celles de l'armée principale. Il leur avait prescrit d'avancer directement sur Buda-Pesth. Opérer une concentration générale sous la capitale de la Hongrie pour étouffer ce foyer de l'insurrection, tel était le plan du maréchal ; ce plan, quelque simple qu'il fût, exigeait du temps ; pour atteindre le but proposé il fallait que les différens corps détachés se fussent

assez rapprochés pour concerter leurs opérations soit entre eux soit avec l'armée principale.

« Toutes ces raisons pouvaient bien paraître assez importantes au maréchal, pour retarder jusqu'à la mi-décembre son entrée en campagne. Cependant c'était se priver de l'avantage de la saison qui aurait sans doute favorisé le succès complet et rapide de toutes les opérations. C'était en outre donner aux insurgés, encore mal organisés et en partie découragés par la perte essuyée près de Schwechat, le *temps* d'organiser leurs moyens de défense, et ce *temps gagné* fut le premier levier de l'insurrection. »

L'auteur de cette esquisse de la guerre de Hongrie juge ainsi la conduite du prince de Windischgrätz au moment où marchant sur les pas de Georgey et de Perczel il entra à Buda-Pesth :

« Son armée principale, restée concentrée, formait un noyau imposant et avait une supériorité incontestable sur l'ennemi. Le maréchal avait puisé dans cette circonstance et dans le peu de résistance des insurgés l'espoir que l'insurrection serait vaincue par l'occupation de la capitale hongroise. Cet espoir n'était peut-être pas, dans le moment même, sans fondement ; mais pour qu'il se réalisât il fallait ne pas donner à l'ennemi le temps de se reconnaître, et de gagner, en s'abri-

tant derrière la Theiss, une nouvelle base d'opérations.

« Le prince Windischgrätz paraît avoir hésité de compromettre au milieu de l'hiver la seule armée, disponible alors, dans une entreprise aventurée au delà de la Theiss; mais son inaction eut aussi les conséquences les plus graves.

« La diète et le gouvernement révolutionnaires en se transportant à Debreczin mirent tout en œuvre pour raffermir le courage de leurs partisans. La faute que les autorités impériales firent de ne pas décréter immédiatement l'abolition des banque-notes révolutionnaires, donna aux rebelles les moyens d'entretenir la guerre. Des dépôts de provisions de bouche, de guerre, et d'objets d'équipement furent créés; les nouvelles levées furent exercées et enrégimentées; un appel aux révolutionnaires de tous les pays fit accourir sous les drapeaux de l'insurrection bon nombre d'officiers polonais et allemands. Les insurgés, informés par leurs nombreux partisans dans toutes les classes de la nation, de tous les faits et gestes de l'armée impériale, apprirent ainsi la faute qui avait été commise de disséminer des détachemens isolés sur la ligne de défense choisie. Ils en profitèrent pour attaquer ces détachemens avec des forces supérieures. Les succès inespérés qu'ils obtinrent rehaussèrent leur courage, tandis qu'ils diminuèrent

dans les rangs de l'armée impériale la confiance dans les chefs. »

Au mois d'avril, au moment où le général Welden succédait au prince Windischgrätz, voici quelle était la situation de l'armée autrichienne :

« Le général Welden avait tout de suite reconnu le danger qu'en présence des progrès de Georgey sur la rive gauche du Danube devait entraîner l'occupation prolongée de Pesth et le morcellement de l'armée qui en était la conséquence. D'un moment à l'autre, Georgey, maître de la tête de pont de Comorn, pouvait déboucher sur la rive droite et s'établir sur les communications de l'armée. D'un autre côté, les insurgés ayant rassemblé des forces considérables dans le midi de la Hongrie, y procédaient aussi agressivement. Arad se trouvait cerné; le général Leiningen, attaqué dans sa marche par la vallée du Maros vers la Transylvanie, n'avait réussi qu'avec peine à rentrer dans la forteresse de Temesvar, dont la garnison était condamnée à une stricte défensive; enfin le général Theodorowitsch avec les Serviens, attaqué sous Szegedin par des forces supérieures, avait été rejeté sur le Danube; les détachemens isolés de Mamula et de Nugent étaient menacés d'être détruits, et les frontières du pays des Serviens, de la frontière militaire et de la Croatie restaient exposées aux invasions imminentes des insurgés.

« Dans cet état de choses, il n'était plus guères possible de tenir Pesth sans compromettre le salut de l'armée et la sécurité des frontières autrichiennes, soit à l'ouest, soit au midi. Il fallait donc se décider à l'évacuer pour concentrer rapidement vers Presbourg et Esseg des forces propres à déjouer les invasions de l'ennemi. Le général baron de Welden opinait même pour l'abandon d'Ofen, qu'il n'envisageait pas propre à opposer une résistance efficace ; cependant un autre avis prévalut. La défense d'Ofen fut confiée au général major Hentzi, militaire aussi instruit que plein de courage et d'énergie, avec un bataillon Guillaume, un bataillon Ceccopieri, un bataillon de la frontière de Warasdin, quatre compagnies du Banat, une demi-compagnie de pionniers, un escadron de dragons archiduc Jean, cent dix artilleurs avec une artillerie nombreuse et des vivres et munitions pour deux mois. — L'armée elle-même devait, après l'évacuation de Pesth, se diviser en deux parties.

« Le ban Jellachich, avec le premier corps, couvrirait la retraite de l'armée, profiterait ensuite des bateaux à vapeur et remorqueurs pour faire transporter son matériel vers Esseg, et suivrait avec son corps cette même direction par la rive droite pour aller prendre le commandement des troupes du midi et organiser sur ce point la résistance. On comptait à cet effet avec raison sur l'influence que

le nom du Ban exerce dans ces contrées, sur son courage et son dévouement. Le reste de l'armée, c'est-à-dire le deuxième et le troisième corps, opéreraient leur retraite par la rive droite du Danube, pour se concentrer sur un point du fleuve, le passer et paralyser par une contre-marche les opérations de Georgey. — On espérait d'abord atteindre ce résultat en ralliant l'armée à Grann, que la division Csoritsch s'était empressée d'occuper ; mais déjà au 20 avril, ce général, attaqué par des forces supérieures, avait dû évacuer ce point et avait repassé sur la rive droite après avoir rompu le pont. L'armée qui sortit de Pesth le 21 avril, reçut donc l'ordre de se porter directement vers Acs et Raab, où l'on espérait se réunir assez tôt pour y établir un pont sur le Danube, communiquer avec les troupes de la rive gauche et arrêter ainsi les progrès de l'ennemi.

« Mais ce projet, quoique exécuté avec célérité, ne devait plus réussir. — Georgey, après avoir rejeté Wohlgemuth au-delà de la Waag, et donné un jour de repos à ses troupes, profitait le 26 de la tête de pont de Comorn pour déboucher sur la rive droite et attaquer les positions du corps de Simunich et les batteries érigées sur les hauteurs sabloneuses d'Acs. Une destruction complète attendait le détachement impérial, trop faible pour opposer une résistance efficace, si au moment le plus critique le

général Schlick n'était survenu. Développant ses colonnes avec rapidité, cet intrépide et habile général les lança à l'attaque et non-seulement déjoua les projets de l'ennemi, mais le força à se retirer derrière les remparts de la tête de pont, après lui avoir fait éprouver des pertes sensibles.

« Ce succès ne pouvait cependant arrêter la marche rétrograde de l'armée, à laquelle il ne restait plus d'autre moyen de s'opposer à l'invasion de l'ennemi que de se concentrer sous Presbourg. Toutes les colonnes continuèrent les mouvemens prescrits dans ce but. Le 28, le quartier-général fut transféré à Altenbourg; le 29 il fut établi dans ce même Karbourg, où, quatre mois auparavant, le prince de Windischgrätz était entré en vainqueur.

« La répression de l'insurrection hongroise, qui promettait de s'accomplir avec tant de célérité se trouvait ainsi déjouée. Quelle fut la cause de cette tournure inattendue des affaires? Les forces déployées par l'Autriche étaient-elles insuffisantes? L'Autriche n'était-elle vraiment pas en état de triompher de l'insurrection? Des faits répondront à ces questions.

Les forces qui avaient pénétré en Hongrie sous les ordres du prince Windischgrätz présentaient l'effectif suivant :

L'armée principale : 1, 2,	
3 corps.	50,000 hommes.
Aile gauche : Simunich,	
Frischeisen, Schlick. . .	18,000
Aile droite : Horvath, Nu-	
gent, Dahlen	16,000
Armée du midi : Szupplikac,	
plus tard Theodorowitsch,	
Knicanine, Leiningen . .	20,000
Banat, Arad et Temesvar. .	8,000
Transylvanie.	8,000
Au total.	120,000 hommes.

« Les forces de l'insurrection n'étaient pas au commencement de l'insurrection supérieures en nombre, et étaient bien inférieures sous le rapport de l'organisation, de la discipline et de l'esprit qui les animait. Cette supériorité, les troupes autrichiennes la prouvèrent sur les champs de bataille même lorsqu'elles combattaient en nombre inférieur, ce qui malheureusement n'eut lieu que trop souvent.

« Dans cet état de choses il eût été possible pour l'Autriche d'obtenir, dès le principe, des résultats décisifs, si par suite des dispositions primitives plus de la moitié des troupes disponibles n'avait été divisée en faibles colonnes, qui, agissant isolément et dans des directions divergentes, donnèrent toujours aux insurgés l'avantage de la ligne intérieure,

et par là celui de pouvoir les attaquer avec des forces supérieures et d'empêcher leur jonction avec l'armée principale dans le moment opportun. Si en place d'être divisée en trois détachemens l'aile gauche de l'armée, Simonich, Goetz et Schlick, eût formé, au moment de la prise de Pesth, une seule colonne et eût pris position sur la route de Waitzen à Rima-Szombath, Georgey n'aurait jamais pu entreprendre son expédition dans les comitats du nord, expédition qui fut la première cause du morcellement de l'armée, paralysa ses mouvemens et mit le corps de Schlick en danger. C'est au contraire le prince Windischgrätz qui aurait eu, dans le moment le plus important, à sa disposition un renfort de dix-huit mille hommes, qui lui aurait permis de donner à ses opérations une bien autre intensité.

« D'un autre côté le général Nugent aurait dû aussi, sans se laisser arrêter par d'autres considérations, marcher avec rapidité vers le Danube, franchir le fleuve et se réunir à Theodorowitsch et Leiningen. De cette manière, un corps de près de trente mille hommes se serait trouvé concentré sur la Theiss inférieure, et on comprend, sans qu'il soit besoin de les développer, les avantages qui en seraient résultés.

« Le même système d'éparpillement fut suivi plus tard pour l'occupation de la ligne de la Theiss;

il a eu les mêmes résultats et a contribué essentiellement à amener la catastrophe finale. C'était déjà une pensée malheureuse que de prendre une position défensive derrière un fleuve dessinant de Tokay à Szegedin une longue courbe et offrant également à celui qui était maître de la rive gauche le moyen de se mouvoir sur la ligne intérieure, et la possibilité de paraître en forces supérieures sur un point quelconque de la périphérie. Les faits ont démontré comment les insurgés surent tirer parti de cet avantage. Nous nous bornerons dans cette esquisse à ces courtes indications, réservant à d'autres le soin de discuter les moyens par lesquels on aurait pu arriver à de meilleurs résultats. »

D'après l'*Almanach militaire*, voici quelles étaient les forces et la position des Magyars au moment où les Russes entrent en ligne à côté des Autrichiens.

« Toutes les forces de l'insurrection (à l'exception de douze mille hommes qui étaient dans la Marmarosch et de vingt-cinq mille hommes qui défendaient la Transylvanie), formaient environ cent cinquante mille combattans, et se trouvaient disponibles sur le Danube et la Theiss, et pouvaient être, en peu de temps, concentrées pour toute opération. Les troupes insurgées étaient en nombre comme en bravoure inférieures aux troupes alliées, mais elles avaient sur celles-ci l'avantage

d'opérer au centre contre deux armées séparées entre elles par une grande étendue de pays, et de pouvoir appuyer leurs opérations sur deux forteresses comme Comorn et Péterwardein. Mais les insurgés furent longtemps à douter de la participation active de la Russie à la guerre; ils négligèrent donc de combiner un plan dans cette éventualité. Peut-être aussi les dissidences existantes entre Kosuth, qui subissait les inspirations des chefs militaires polonais, et l'armée de Georgey, qui était exclusivement dévouée à ce chef, ne donnaient à aucun parti l'autorité nécessaire pour se faire obéir. Quoi qu'il en soit les insurgés ne surent pas tirer profit des avantages qui leur étaient offerts.

« Au moment où, d'un côté, l'armée russe était maîtresse de Kaschau et de la ligne du Sajo, où, de l'autre, l'armée autrichienne se concentrait sur la rive droite du Danube et s'avancait vers Raab et Comorn, les forces des insurgés étaient distribuées sans plan et sans ordre, de l'embouchure de la Waag à Temesvar, le long d'une ligne qui coupait en diagonale le Danube et la Theiss.

« Georgey, avec quarante mille hommes, occupait le cours inférieur de la Waag, sur la rive gauche du Danube;

« Klapka tenait Raab avec vingt mille hommes;

« Dembinski avec vingt mille hommes était échelonné entre Szolnok et Alberti;

« Kmety était, avec quinze mille hommes, aux environs du Platensee et à Foldwar ;

« Sous Percsel et Guyon trente-cinq mille hommes se concentraient à Szegedin et Thérésiopel ; enfin dix-huit mille hommes cernaient Arad et Temesvar.

« Il était évident que cette distribution si étendue de l'armée insurgée aurait pour elle des suites de plus en plus fâcheuses à mesure que les deux armées alliées se rapprocheraient dans leur marche offensive. Les chefs insurgés hésitaient cependant à y rien changer. Les causes ci-dessus mentionnées continuaient de l'empêcher. Ce ne fut qu'au dernier moment que l'armée insurgée fit un essai de concentration ; mais il était entrepris trop tard et fut exécuté avec hésitation. Cette faute militaire des insurgés décida pour ainsi dire de toute la campagne. Elle fut cause que les forces de l'insurrection furent morcelées par le mouvement offensif de l'armée russe. Poussés ensuite en direction divergente au-delà de la Theiss, par la marche combinée des deux armées alliées vers Grosswardein et Temesvar, les deux tronçons de l'armée insurgée furent battus isolément et dispersés ou forcés de mettre bas les armes.

« Les opérations des deux armées alliées présentent ainsi trois momens principaux.

« Le premier c'est leur marche convergente de

Kaschau et de Raab, vers Waitzen et Pesth, du 26 juin au 19 juillet, marche qui morcela la ligne d'opérations de l'armée insurgée.

« Le second comprend l'époque du 19 juillet au 2 août. Le feld-maréchal Paskewitsch, en concentrant son armée sur la route de Hatvan à Miskolcz, et en forçant le passage de la Theiss à Thissafured, devient le pivot des opérations qui ont pour objet au nord de repousser le corps de Georgey sur Tokay, au midi l'armée de Dembinski sur Szegedin et de rejeter toute l'armée insurgée au-delà de la Theiss.

« Le troisième moment comprend les opérations du 2 au 16 août. Les deux armées principales avançant concentriquement par Grosswardein et Temesvar vers Arad, refoulent l'armée insurgée dans la vallée du Maros, où attaquée en même temps par le corps du général Lüders qui débouche de Transylvanie, elle est forcée après des chances diverses de mettre bas les armes. »

Nous emprunterons encore à l'écrivain militaire le récit de la catastrophe suprême de l'insurrection. Sans s'étendre longuement sur la capitulation de Georgey, il allègue quelques faits assez curieux qui tendent à prouver que l'idée de se rendre, et de se rendre aux Russes, était dans la pensée de Kossuth et de Casimir Batthyany comme de Georgey ; il ajoute même que l'initiative de la

première démarche officielle est venue de Casimir Batthyany.

On saura distinguer en quoi cette version diffère de la nôtre et en quoi elle s'en rapproche.

« Obligé de fuir de Pesth à Szegedin et de cette ville à Arad, le gouvernement révolutionnaire, devenu nomade, avait perdu l'influence et l'action qu'il exerçait. Le défaut du temps matériel nécessaire pour établir les presses destinées à la confection des assignats, en le privant de ressources pécuniaires, augmenta encore le discrédit dans lequel il était tombé. A son arrivée à Arad, Kossuth s'était flatté de rétablir les destinées chancelantes de l'insurrection, en faisant de cette forteresse le pivot des opérations de l'armée insurgée et le centre d'action du gouvernement révolutionnaire. Cette illusion fut bientôt dissipée. Las de la guerre le peuple aspirait à la soumission à tout prix ; beaucoup des anciens partisans de Kossuth partageaient les mêmes sentimens ; l'armée elle-même étant dans une dissolution complète, ne voulait plus tenter la chance des combats, et n'obéissait plus au gouvernement.

« Tandis que Dembinski se retirait en désordre sur Temesvar pour y subir une nouvelle défaite, Nagy-Sandor, formant l'avant-garde de Georgey, était arrivé le 8 à Arad ; mais le corps qu'il commandait,

a moitié détruit et complètement démoralisé par sa défaite à Debreczin, ayant, par ordre de Kossuth, fait un mouvement sur Vinga pour ouvrir les communications avec Temesvar, lâcha pied sans combattre à l'apparition d'une colonne du général Schlick, et se replia sur la rive droite du Maros. Le lendemain Georgey se rapprochait lui-même avec le reste de ses troupes d'Arad, mais il recevait en même temps la nouvelle de la défaite de Dembinski et de Bem à Temesvar et de leur retraite vers Lugos, et apprenait l'approche de l'avant-garde russe sous les ordres du général Rüdiger.

« En effet, après avoir occupé le 8 Groswardein, ce général s'était porté rapidement en avant sur la route d'Arad ; les dépositions concordantes de trois officiers hongrois faits prisonniers, l'avaient instruit de la position critique de l'armée insurgée, et des progrès de l'armée autrichienne. Conformément aux ordres que par suite il reçut du prince de Varsovie, ayant pris position à Zarand sur le Fekete-Koros avec son infanterie, il déboucha avec huit régimens de cavalerie de Kis-Jeno sur la route d'Arad, pour donner la main à l'armée autrichienne.

« La position des armées alliées, du 10 au 13 août, était la suivante :

« Le gros de l'armée russe à Groswardein ;

« Le troisième corps russe, général Rüdiger,

échelonné sur la route d'Arad entre le Koros et cette forteresse ;

« Le premier corps autrichien, général Schlick, tenait sous Arad la rive gauche du Maros ;

« Le gros de l'armée autrichienne avec la division russe Paniutine à Temesvar ;

« Le général russe Grotenhielm à Clausenbourg ;

« Enfin le général Lüders, après avoir débloqué Karlsbourg, débouchait à Dewa dans la vallée du Maros.

« A l'invasion de ces masses imposantes l'insurrection n'avait plus à opposer que des troupes d'armée démoralisés et isolés ; Dembinski en fuite sur Lugos ; Georgey en retraite sur Vilagos ; plus quelques débris épars des forces de Transylvanie.

« Dans cette situation désespérée, le parti porté à la paix dans les conseils révolutionnaires l'emporta. Dès le 6 août, Poltenberg s'était rendu auprès du maréchal prince de Varsovie, avec un plein pouvoir signé par le soi-disant ministre des affaires étrangères de l'insurrection Casimir Bathyany, pour traiter de la pacification. L'insuccès de sa mission ayant prouvé qu'une soumission inconditionnelle était la seule chance de salut, Kosuth résigna le pouvoir, et Georgey, nommé dictateur et reconnaissant l'impossibilité d'une plus longue résistance, fit connaître le 12 au général

Rüdiger la résolution qu'il avait prise de se soumettre sans conditions. Cet acte eut lieu le 13 août à Vilagos. Trente mille hommes déposèrent les armes devant les troupes russes avec 144 pièces de canon et huit mille chevaux, dont 5,000 de front et 3,000 de trait.

« Georgey, usant du pouvoir dictatorial qui lui était conféré, engagea les autres chefs de corps et les commandans des forteresses d'Arad, de Péterwardein et de Comorn à se rendre à discrétion. L'exemple donné par le chef militaire de l'insurrection le plus en renom, et par la troupe d'élite qu'il commandait, ne pouvait manquer d'être suivi.

« La forteresse d'Arad se rendit la première, dans la journée du 17, au général-major russe Burtulin, qui la remit entre les mains du général Schlick.

« Les débris de l'armée de Dembinski en firent bientôt autant. S'étant divisés à Lugos, ils avaient pris, les uns la direction de Deva, les autres la route de Karansebes. Poursuivis par la brigade du général Simbschen, une partie de ces derniers, cinq mille hommes avec 19 pièces sous Lazar, mit bas les armes à Karansebes. De son côté, le prince François Lichtenstein, qui poursuivait la première colonne, recueillit le 19 août 72 pièces de canon et 100 équipages de train abandonnés par le corps

de Veczey. Une partie des troupes de ce corps, environ 7,500 hommes avec 505 officiers, 2 canons, 8 étendards et 1,067 chevaux, se rendit à discrétion au général Rüdiger à Kis Jenó. Veczey lui-même, avec deux mille hommes, vint se constituer prisonnier à Grosswardein.

« Bem et Guyon, plus confians que les autres, s'étaient portés par la vallée du Maros jusqu'à Dobra, dans la résolution de tenter encore le sort des armes contre les troupes du général Lüders ; mais à l'approche du détachement russe, les soldats insurgés refusèrent de combattre. Bem et Guyon durent prendre la fuite. Douze bataillons d'infanterie, huit escadrons de cavalerie avec 52 pièces, mirent bas les armes. La forteresse de Péterwardein ne tarda pas non plus à faire sa soumission. Dans la journée du 7 septembre, le colonel Mamula en prit possession. La place forte de Comorn prolongea seule encore la résistance. Bien que des forces imposantes eussent été réunies sans délai pour l'investir et en faire le siège, cependant la garnison, étant abondamment pourvue de vivres et de munitions, pouvait continuer la défense. Pour être maître, un moment plus tôt, de ce point important, on se résigna à donner à la garnison une capitulation avantageuse. Elle fut signée le 28 septembre, et le 2 octobre les troupes autrichiennes prirent possession de Comorn. »

NOTE

SUR

LE COMTE LOUIS BATTHYANY.

Nous n'avons signalé qu'en passant les représailles que l'Autriche a cru devoir exercer en Hongrie. Nous pensons sincèrement que le cabinet de Vienne a eu tort de les pousser si loin. Sans faire la revue de la longue série des chefs hongrois qui ont subi la peine capitale, nous croyons nécessaire de dire un mot de Batthyany, dont le châtiement a produit une douloureuse sensation à Vienne même.

Assurément, parmi les victimes que les révolutions récentes ont écrasées dans leur cours,

le comte Louis Batthyany est l'une des plus dignes d'intérêt. On peut avoir fait des vœux pour le parti contraire, on peut avoir donné de préférence ses sympathies aux populations qui s'appuyaient sur l'Autriche pour s'affranchir de la domination magyare, on n'en doit pas moins une estime profonde et des regrets à des adversaires courageux. L'homme se trouve quelquefois placé dans des circonstances historiques vraiment fatales, où la noblesse des sentimens et la générosité des intentions l'entraînent hors du possible et du vrai. Plus il a de patriotisme, plus il s'écarte des voies de la prudence. Cette situation prend un caractère particulièrement déchirant lorsqu'elle est par hasard liée au sort de tout un peuple.

C'est un des spectacles les plus douloureux qu'offrent les derniers jours de ces nations que l'histoire destine à périr devant des nations plus jeunes. Il y a dans ces protestations du passé contre l'avenir une poésie dont on ne peut méconnaître la tristesse, lors même que l'on a pris systématiquement le parti du droit nouveau. Tel est l'aspect sous lequel doit être envisagée, selon nous, la carrière politique du comte Louis Batthyany. Un biographe, M. Horwath, s'est proposé spécialement de réfuter mot à mot l'arrêt du tribunal exceptionnel qui a condamné ce hardi champion de la cause magyare, et, si haute que soit notre estime pour

les talens militaires du *feldzeugmestre* Haynau, nous sommes bien obligés de reconnaître que cet arrêt n'était point suffisamment motivé pour entraîner un châtiment si terrible.

Louis Batthyany n'a point pris part à la guerre des Magyars contre l'Autriche, et l'on sait que sa carrière politique ne s'étend point au-delà des commencemens de cette guerre. On pourrait diviser l'histoire de ces événemens en deux périodes, une période de lutte constitutionnelle et une période de résistance armée. La puissante individualité de Batthyany a rempli la première, comme celles de Kossuth et de Georgey ont tour à tour occupé la seconde. Batthyany, l'un des plus illustres membres de l'aristocratie magyare, a porté dans les affaires de son pays une pensée distincte de la pensée de Kossuth, homme nouveau, de petite noblesse. Kossuth, comme publiciste, s'était toujours posé en partisan de la démocratie; il était entré dans la polémique en déclarant qu'il soutiendrait contre la noblesse les intérêts de la bourgeoisie et du paysan. Batthyany, tout en essayant de se placer à la tête de cette portion de la noblesse qui était décidée à faire de grandes concessions, avait conservé ses convictions et ses vues aristocratiques. C'était un whig qui croyait pouvoir sauver sa classe en lui assurant l'initiative des innovations nécessaires. Il avait compris combien son parti avait

intérêt à s'attacher un orateur aussi disert que M. Kossuth ; pour l'introduire dans le parlement, il fallait aider à son élection ; Batthyany ne recula devant aucun sacrifice , et l'on assure qu'il ne dépensa pas moins de cent mille florins à la manière anglaise. Par cela même, il devait être porté à conserver à l'égard de M. Kossuth une attitude de protection, et en aucune occasion il ne comptait suivre en sous-ordre la politique du populaire agitateur. Quoique Batthyany eût par momens de l'éloquence, de celle qui jaillit spontanément sous l'impression des circonstances, il avait besoin de la parole exercée de Kossuth, et il avait espéré en faire l'organe amical de ses propres intentions. En des temps ordinaires, une alliance eût été possible entre ces deux hommes ; Kossuth l'eût subie. Avant la crise révolutionnaire qui lui a donné l'appui des masses, il ne pouvait marcher que d'accord avec la noblesse libérale. Cette crise, en affranchissant en partie Kossuth de cette nécessité, a rendu son entente avec Batthyany plus difficile ; si elle ne s'est pas brisée soudainement, la diversité des deux natures et des deux situations devait, dès le lendemain de la révolution, produire des tiraillemens et amener enfin une rupture. Batthyany ne saurait donc être regardé comme responsable de tout ce que Kossuth a pu entreprendre. Kossuth est sorti bien vite des limites de la légalité ; c'est

un des traits du caractère de Batthyany d'avoir toujours voulu s'y renfermer.

Souvent la légalité est bien différente du droit, et il en était ainsi pour les Magyars, peuple à la fois conquis et conquérant, au milieu d'un empire qui se disloquait pour se rétablir sur de nouvelles bases. La difficulté était d'imaginer une politique qui, s'appuyant sur les vieux traités, mît la race magyare le plus à l'abri des prétentions du pouvoir central autrichien, et donnât à cette race le plus de moyens d'agir sur les divers peuples de la Hongrie. En un mot, les Magyars voulaient d'un côté plus d'indépendance, et de l'autre une domination plus facile. Batthyany représentait cette politique avec toute la hauteur et toute l'impétuosité de son caractère. Il prit une part très active aux conquêtes que fit la diète hongroise sur le gouvernement autrichien saisi au dépourvu par la révolution. La Hongrie était dans la légalité et dans son droit en réclamant le bénéfice de la pragmatique-sanction qui l'unissait à l'Autriche. Par malheur, elle blessait gravement, d'autre part, des droits très respectables, le droit naturel, l'intérêt précieux de peuples qui songeaient, eux aussi, à profiter de la révolution récente. Le mouvement que les Magyars accomplissaient dans leurs relations avec l'Autriche, les Croates, les Serbes et les Valaques se croyaient très légitimement autorisés à le tenter dans leurs rap-

ports avec les Magyars. L'orgueil de Batthyany se soulevait à cette pensée. L'esprit conquérant de sa nation s'était incarné en lui. Les Slaves et les Valaques qui réclamaient leur autonomie n'étaient, à ses yeux, que des sujets rebelles ou d'aveugles instrumens de la politique autrichienne. Qu'il ait poussé ce sentiment plus loin que de raison, et qu'il ait, en l'exagérant, contribué plus qu'aucun de ses concitoyens à provoquer l'agression du ban Jellachich, personne ne peut le contester. Dans les négociations qui s'ouvrirent à Inspruck auprès de l'empereur entre le ban qui semblait tombé en disgrâce et le ministre magyar Batthyany, la modération ne fut pas toujours du côté de celui-ci. Il s'y présenta trop ouvertement en vainqueur qui vient faire des conditions. Par ses allures impérieuses, il fournit au ban, non moins que lui chevaleresque et plus habile, l'occasion d'un facile triomphe. Tous les honneurs des négociations restèrent donc au chef populaire des Croates. On sait que Batthyany, en le quittant, lui insinua que les Magyars étaient prêts à aller imposer leur volonté aux Croates chez eux, et lui donna rendez-vous sur la Drave, qui sépare les deux peuples. Jellachich répliqua qu'ils se reverraient auparavant sur le Danube, et c'est lui qui devait bientôt tenir parole.

Les intérêts des Slaves étaient conformes à ceux de l'Autriche ; Jellachich saisit résolûment l'occa-

sion d'affranchir ses concitoyens de la centralisation magyare et d'établir sa fortune politique au cœur même de l'empire. Batthyany vit dans l'alliance des Autrichiens avec les Slaves une double trahison, et il déploya tout ce qui lui restait d'énergie pour briser cette alliance. Les protestations, les adresses à l'empereur, les députations, toutes les ressources que la légalité pouvait offrir, il en tira parti. En présence de l'invasion de Jellachich au cœur de la Hongrie, le ministre magyar fut obligé de pourvoir à la défense du pays. Cependant il ne désespérait point encore d'obtenir une pacification du palatin l'archiduc Étienne, jeune prince élevé dans les idées et dans les mœurs magyares, qui semblait ainsi l'homme le plus propre à réconcilier la Hongrie avec l'Autriche. Depuis longtemps, on attribuait à l'archiduc Étienne des ambitions qui ne laissaient pas d'être grandes ; le patriotisme magyar s'était toujours plu à voir en ce prince une ressource, disons mieux, un chef pour les grandes éventualités. C'était une illusion comme toutes les espérances des Magyars.

Placé entre ses devoirs de famille et les intérêts de son ambition personnelle, le jeune prince sembla craindre d'assumer une trop haute responsabilité, et disparut soudainement de la scène en laissant les partis aux prises et Batthyany dans le désespoir. Batthyany ne pensait point que la Hongrie

fût en mesure de chercher une indépendance absolue, ni qu'elle pût songer à rompre les liens qui l'unissaient à l'Autriche. Au fond pourtant, il nourrissait une pensée non moins chimérique : c'était de faire à la Hongrie une situation telle dans l'empire, qu'elle pût le dominer par l'influence d'une population centralisée de treize millions d'âmes. La révolution qui éclata à Vienne le 6 octobre, soudoyée par Kossuth dans le but d'intéresser les libéraux allemands à la cause magyare contre le gouvernement et les Slaves, développa des principes de radicalisme qui n'entraient point dans les idées de Batthyany ; mais cet événement répondait trop bien à ses *sympathies germaniques* et opérait d'ailleurs une diversion trop favorable en apparence à la Hongrie, pour qu'il le vît avec déplaisir. Cependant la part que Kossuth avait prise ostensiblement à la révolution de Vienne allait placer la Hongrie dans une situation nouvelle vis-à-vis de l'Autriche. Les radicaux avaient vaincu facilement une garnison très faible prise au dépourvu. L'arrivée de Jellachich et de Windischgrätz devant Vienne mettait le parti radical dans la nécessité d'implorer le secours de ces mêmes Magyars au nom desquels la révolution s'était accomplie. Les Magyars se voyaient donc forcés d'attaquer l'Autriche sur son propre terrain ; la lutte changeait de caractère. Il ne s'agissait plus de ré-

duire Jellachich à l'obéissance ; il fallait , sous peine de déshonneur, s'insurger contre l'Autriche : c'est là ce que Batthyany avait toujours voulu éviter. Comment dominer désormais les passions soulevées ? Il était débordé par le parti démagogique et par ce même Kossuth qu'il avait mis naguère en avant, avec l'espoir de le diriger et de le contenir. Batthyany n'était plus ministre, et, après une prodigieuse dépense d'activité, après avoir, durant six mois, payé continuellement de sa personne dans toutes les questions, il tendait visiblement à s'écarter d'un terrain où il commençait à entrevoir de grands malheurs pour son pays. Le patriotisme *faisait trop intimement partie* de son individualité et de son existence pour qu'il pût le dépouiller ; il avait dans la vertu de sa race une foi trop profonde pour faiblir dans le culte qu'il lui avait voué, mais il n'avait plus confiance dans les partis et dans les hommes entre les mains desquels le sort des Magyars était placé. Il conservait toutefois, en présence du cabinet de Vienne, une parfaite sécurité de conscience, et, lorsque l'armée de Kossuth fut contrainte de fuir devant Windischgrätz, Batthyany fut un de ceux qui s'offrirent pour tenter la voie des négociations. Windischgrätz était préoccupé d'anéantir le parti démocratique hongrois, sauf à essayer plus tard de s'entendre avec quelques membres fidèles de l'aristo-

cratie magyare pour ruiner le slavisme et Jellachich. Le prince répondit qu'il n'avait pas à traiter avec des rebelles. Cette mission fut le dernier acte politique de Batthyany. Windischgrätz, qui voyait en lui le principal promoteur du mouvement hongrois, et qui le tenait encore pour redoutable, le fit jeter, le 8 janvier 1849, dans les prisons de Pesth. Il est donc resté étranger à la lutte qui a recommencé derrière la Theiss sous les auspices de Kossuth et des généraux polonais. Il a perdu sa liberté dans une dernière tentative de conciliation.

Le tort que lui reprocheront les historiens de ces événemens, ce sera moins sa conduite hautaine, mais légale envers le cabinet de Vienne, que les sentimens de dédain et d'intolérance qu'il a déployés dans ses rapports avec les Slaves et les Valaques de la Hongrie. Tout ce que le magyarisme avait amassé de haines et de mépris pour ces peuples pendant quinze ans de polémique et de récriminations amères, Batthyany le portait dans son sein ; et, mettant au service de ces passions la puissance imposante de sa vigoureuse nature, il a plus qu'aucun autre travaillé à soulever le slavisme contre la race magyare. Tout prêt à traiter avec l'Autriche aux conditions qu'il lui faisait, il ne songeait, à l'égard des Slaves, qu'à resserrer davantage les liens de la conquête, en repoussant violemment toute idée de transaction. Kossuth,

abandonné à lui-même, eût été dès l'origine un démocrate beaucoup plus fougueux, mais il eût peut-être poussé moins loin l'intolérance du magyarisme envers les Slaves. Si Kossuth est resté aveugle sur cette question jusqu'aux derniers temps de la guerre, il ne le devait peut-être qu'à l'impulsion qu'il avait reçue du patriotisme exclusif de Batthyany. Cet exclusivisme partait assurément d'un orgueil très élevé; mais l'idée qu'il représentait n'était qu'une idée du passé, une tradition expirante; et il faut bien le dire, dans cette lutte déplorable, les Slaves, les Valaques et l'Autriche elle-même représentaient l'idée la plus libérale, celle qui doit régénérer l'orient européen, le principe de l'égalité des nationalités.



FIN.

TABLE.

CHAPITRE PREMIER.

Les Illyriens, Jellachich et l'Autriche. page 1

CHAPITRE II.

Les Roumains, le protectorat russe et la Turquie.. . . . 40

CHAPITRE III.

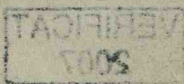
L'émigration polonaise et le slavisme.. . . . 74

CHAPITRE IV.

Le duché de Posen, la Galicie et le germanisme. 113

CHAPITRE V.

Campagnes de Bem et de Dembinski en Hongrie. 163



CHAPITRE VI.

L'intervention russe et la capitulation des Magyars. . . .	221
--	-----

CHAPITRE VII.

Conclusion	263
----------------------	-----

APPENDICE.

De l'esprit politique des colonies militaires de l'Autriche . .	289
Les souvenirs et les espérances de Milosch Obrénowicz. .	303
Mémoire sur la situation légale des principautés de Moldavie et de Valachie dans leurs rapports avec la Porte-Ottomane et le protectorat russe	313
L'opinion de l'Autriche sur la guerre de Hongrie.	327
Note sur le comte Louis Batthyany.	347

